UNIVERSITÉ DU QUÉBEC INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

ENTRE MUTATIONS ET CONTINUITÉS

Pratiques de l'espace dans un camp de réfugiés en reconstruction

Par

Dounia SALAMÉ

B.A. Art History

Mémoire pour obtenir le grade de

Maître ès Sciences, M.Sc.

Maîtrise en études Urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Mai 2015

Ce mémoire intitulé

ENTRE MUTATIONS ET CONTINUITÉS

Pratiques de l'espace dans un camp de réfugiés en reconstruction

et présenté par

Dounia SALAMÉ

a été évalué par un jury composé de

Sandra BREUX, directrice de Maîtrise, Institut National de Recherche Scientifique

Julie-Anne BOUDREAU, codirectrice, Institut National de Recherche Scientifique

Yona JÉBRAK, examinatrice interne, Université du Québec à Montréal

Mohamed Kamel DORAÏ, examinateur externe, Institut Français du Proche-Orient



RÉSUMÉ

Ce mémoire propose d'aborder la reconstruction d'un espace urbain détruit par la guerre à travers une lecture des pratiques quotidiennes de l'espace. Avec la destruction d'un quartier ou d'une ville suite à une guerre ou une catastrophe naturelle, ce sont plus que des bâtiments et des murs qui tombent. L'histoire des lieux, le quotidien des personnes qui y vivaient et leurs relations sont également à reconstruire. De plus, la gravité de la destruction est souvent à la mesure des inégalités sociales ou politiques que subissaient déjà les populations victimes. Ainsi, la reconstruction d'un espace urbain détruit comporte un grand nombre d'enjeux qui dépassent la simple reconstruction physique de bâtiments et d'infrastructures.

Il s'agit donc de s'interroger sur le rôle que les pratiques de l'espace au quotidien peuvent avoir dans la reconstruction d'un espace de vie à travers une étude ethnographique du camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared au Liban. L'observation participante et les entrevues menées à Nahr el-Bared démontrent que les pratiques de l'espace au quotidien permettent aux habitants du camp de produire de nouveau un espace qui se trouve dans la continuité du camp détruit, un espace affirmant leur identité palestinienne et leur attachement à certaines valeurs et pratiques. Cependant, il apparaît également qu'il y a un rapport de transformation mutuelle entre la reconstruction et les pratiques : l'espace en mutation renouvelle les pratiques quotidiennes dans le camp et les pratiques elles-mêmes transforment à leur tour l'espace du camp.

Mots-clés : Camps de réfugiés palestiniens, reconstruction, pratiques spatiales, production de l'espace, quotidien, processus participatif, ethnographie.

ABSTRACT

This thesis tackles the question of the rebuilding of an urban space through the analysis of the everyday practices of its inhabitants. After the destruction of a city or part of it after a war or natural disaster, there is more to rebuild than walls and buildings. Its history and the everyday lives and relationships of its inhabitants also need to be rebuilt. Often also, the seriousness of the destruction is equal to the social and political inequity affecting the concerned population. Several issues are therefore at stake when rebuilding an urban space, beyond the simple reconstruction of buildings and infrastructure.

This research focuses on the role carried by everyday spatial practices in the rebuilding of a space through an ethnographic study of the refugee camp of Nahr el-Bared (Lebanon). Participant observation and semi-directed interviews in Nahr el-Bared showed that everyday spatial practices allow inhabitants of the camp to produce a space that finds itself in continuity with the demolished camp. Three types of practices are identified: those the inhabitants use to re-appropriate the camp, those that serve the purpose of reproducing old practices and those that renew the space of the camp. The practices and the space appear to be in mutual influence, insofar as the renewed practices change the camps and the transformed space changes the practices that adapt to it.

Keywords: Palestinian refugee camp, rebuilding, spatial practices, production of space, everyday life, participatory process, ethnography.

AVANT-PROPOS: NOTES SUR LA LANGUE

Système de translitération choisi

J'ai décidé de ne pas utiliser un système de translitération déjà établi en raison du nombre peu

élevé d'expressions reprises en arabe dans le texte. J'ai donc écrit les mots arabes en étant le

plus proche possible de la prononciation dans le dialecte utilisé. Les deux seules lettres qui

doivent être transcrites avec un symbole sont :

': lettre 'ayn (۶)

': hamza ()

Entrevues et traductions

Les entrevues ont été réalisées en arabe, en dialecte libanais (pour la chercheure) et palestinien

(pour les répondants). Les retranscriptions d'entrevues que l'on retrouve dans le texte sont des

traductions que l'ai faites moi-même. Comme pour toute traduction, certaines expressions, et

surtout particularités de l'arabe ont été perdues dans le passage d'une langue à l'autre. J'espère

toutefois avoir pu garder intacte l'éloquence de mes répondants.

Glossaire

Arguileh: Type de pipe à eau très commune dans la région et le plus souvent fumée

collectivement.

Baraks, plur. baraksat : Conteneur installé par l'UNRWA en périphérie du Vieux camp qui sert

de logement temporaire (vient probablement du mot barraks en anglais).

Beddawi: Camp de réfugiés palestinien en banlieue de Tripoli, où certains habitants de Nahr el-

Bared se sont réfugié lors de la guerre de 2007.

Chatara: À la fois la ruse et l'intelligence. Être chater (mas.) ou chatra (fém.), c'est être malin,

débrouillard et capable d'obtenir ce qu'on veut.

Eid el-Adha: Fête islamique annuelle.

vii

Service: Taxi collectif qui fait de trajets principalement sur des axes routiers majeurs.

Kechech hamem : Une personne (un homme) dont le loisir est l'apprivoisement de colombes ; équivalent au colombophile.

Koukh, plur. kouakh: Cabane, ou taudis.

Hajj, fém. hajjé, plur. hujjaj : Personne ayant fait le pèlerinage à la Mecque.

Mukhtar: Chef de village ou de quartier habituellement nommé ou choisi par les habitants du quartier. Il peut y avoir plusieurs *mukhtar* dans un village.

Muhajjarin : Déplacés.

Nakba: « Désastre » ou « catastrophe ». Grand exode des Palestiniens à la suite de la déclaration de l'État d'Israël et à la guerre qui l'a suivie.

Sumud: Ténacité.

Tawtin: Installation permanente des Palestiniens au Liban.

Zaroub, plur. zawarib : Ruelle, terme habituellement utilisé pour des passages assez larges pour une seule personne.

Zinco: Tôle ondulée.

REMERCIEMENTS

Un projet comme celui que j'achève ici ne se réalise pas seule, et ce mémoire a profité du support de nombreuses personnes. Je remercie surtout et en premier mes directrices Sandra Breux et Julie-Anne Boudreau qui, tout d'abord, ont accepté d'écouter et de diriger un projet atypique aux résultats alors incertains, puis qui ont suivi les hauts et les bas de cette recherche avec patience, support et encouragement. J'ai beaucoup de chance d'avoir réalisé ma première expérience de recherche sous votre direction et d'avoir eu avec vous mon introduction au milieu académique.

L'accès au terrain est primordial dans la réalisation d'une recherche ethnographique. Je remercie toutes les personnes qui m'a menée jusqu'à Nahr el-Bared, de Maïssa à A, en passant par Nizar, I, R et Z. Merci à Ajial de m'avoir accueillie et ainsi donné une première entrée à Nahr el-Bared. Merci, surtout, à la famille qui m'a ouvert sa maison, ses relations et ses connaissances du camp avec une générosité rare. Bien sûr, cette recherche n'aurait pas pu se faire sans les personnes qui ont accepté de se confier en répondant à mes questions.

Entreprendre l'écriture d'un mémoire entre deux pays n'est pas tâche facile, et je remercie les personnes qui, en m'ouvrant les portes de leurs bibliothèques m'ont facilité l'accès aux documents dont j'ai eu besoin : Fatmeh Charafeddine de l'American University of Beirut, l'Institut Français au Proche-Orient qui met sa collection à disposition, et les documentalistes du Center for Palestinian Studies qui m'ont envoyé des articles à distance. Bien sûr, l'écoute personnalisée des travailleuses du SDIS a fait de mon passage à l'INRS un moment enrichissant.

J'ai eu le privilège de pouvoir me consacrer à ma recherche à temps plein grâce à une bourse du Fonds Québecois – Recherche Culture et Société. J'espère qu'ils et elles continueront à être nombreu.x.ses à avoir cette chance malgré les coupures généralisées, grâce à la résistance qui s'organise aujourd'hui contre les politiques d'austérité.

Le Centre Urbanisation Culture et Société regorge de chercheurs passionnés ouverts à l'échange et à l'innovation. Ma présence parmi vous a été trop courte. Le MéSo a été pour moi l'occasion de tester mes premières interrogations, et professeurs comme étudiants m'ont offert leurs opinions enrichissantes au sujet de ma recherche. Au VESPA, nos digressions ont nourri mes réflexions sur la ville et le politique. Le dynamisme de l'équipe exécutive de l'association étudiante et de ses membres a été un bel apprentissage du politique hors des livres. Les

échanges quotidiens avec plusieurs de mes collègues, devenu.e.s ami.e.s, ont été indispensables pour la complétion de ce projet.

Merci à mon père d'avoir en premier attiré mon attention sur la reconstruction de Nahr el-Bared, merci à ma mère, à Farid et Naya, à Téta et Jeddo d'avoir continué à me soutenir dans mes études trop longues même si le sujet exact de mes recherches vous semblait parfois obscur.

Merci à mes ami.e.s, Amine, Camille, Claire, Mira, Noémie, Odile qui ont écouté des répétitions de présentations, relu des propositions de communication et des brouillons de ce mémoire. Merci à Noémie d'avoir fait remarquer que, près de la fin, un virage peut nous empêcher de voir la lumière au bout du tunnel. O, je te remercie d'avoir écouté, presque tous les jours, l'expression des doutes que j'avais au sujet de ce projet et surtout, de m'avoir inlassablement encouragée à le continuer. Je te remercie de m'avoir suivie dans mes pérégrinations géographiques et mentales jusqu'à leur aboutissement.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos : notes sur la langue	vii
Liste des tableaux	xiv
Liste des figures	xiv
Liste des abréviations et des sigles	xvii
Introduction	
PARTIE I	
Chapitre 1 : reconstruction, vie quotidienne et camps : comprendre les outils de la recherche	•
Enjeux et approches de la reconstruction	9
Reconstruction, résilience, recovery : survol des approches	9
Désastres et inégalités	13
Reconstruction : Mémoire et attachement au lieu	15
Et les habitants ? : Formes et enjeux de leur participation à la reconstruction	18
Pratiques quotidiennes de l'espace	20
L'étude conjointe du quotidien et de l'espace : questions d'échelle	21
Au quotidien : espaces de résistance	23
Comment l'espace est-il pratiqué au quotidien?	26
Comprendre l'espace d'un camp de réfugiés palestiniens	28
Des espaces humanitaires : Gouvernance, structures et capacité d'agir?	29
Des espaces de résistance	31
Identité et mémoire : Des espaces d'appartenance	33
Quelle urbanité pour un camp de réfugiés?	34
Chapitre 2 : Mise en contexte : Un camp de réfugiés au Liban	
Portrait de Nahr el-Bared	41
Portrait géographique et sociodémographique	41
Histoire	43
Développement du cadre bâti	44
De 2007 à aujourd'hui	47

Chapitre 3 : Méthodologie	Conclusion : retour sur la problématique	54
Entités géographiques et légales	Chapitre 3:Méthodologie	50
Le Vieux, l'adjacent et Mohajjarin comme objet d'étude : justification du choix	Cadre général de la recherche : Nahr el-Bared, la définition d'un objet d'étude	5
Collecte des données : la démarche ethnographique	Entités géographiques et légales	5
Cadre opératoire : lier pratiques quotidiennes de l'espace et reconstruction	Le Vieux, l'adjacent et Mohajjarin comme objet d'étude : justification du choix	58
L'observation participante : déroulement et type de données recueillies	Collecte des données : la démarche ethnographique	60
Les entrevues : échantillons et types d'entrevues réalisées	Cadre opératoire : lier pratiques quotidiennes de l'espace et reconstruction	60
Triangulation : l'entrevue avec les « experts » et la recherche documentaire	L'observation participante : déroulement et type de données recueillies	6
L'espace-temps d'une recherche	Les entrevues : échantillons et types d'entrevues réalisées	7
La définition du terrain	Triangulation : l'entrevue avec les « experts » et la recherche documentaire	7
Temporalité de la recherche	L'espace-temps d'une recherche	78
La recherche d'un « savoir situé » : le choix d'une approche féministe	La définition du terrain	78
La sœur et l'étrangère : limites et privilèges	Temporalité de la recherche	80
Biais disciplinaires et théoriques	La recherche d'un « savoir situé » : le choix d'une approche féministe	8
Analyse des données	La sœur et l'étrangère : limites et privilèges	8
Retour sur le cadre opératoire	Biais disciplinaires et théoriques	80
Retour sur la question de recherche 9 Type d'analyse choisi 9 Catégories 9 Présentation des résultats 9 PARTIE II : NAHR EL-BARED, UN ESPACE TRANSFORMÉ 9 (Description) Vue(s) d'un balcon sur la rue principale : pratiques quotidiennes de la rue à Nah el-Bared 10 Chapitre 4 : Rôle de la mémoire dans la reconstruction du camp : un espace perdu 10	Analyse des données	88
Type d'analyse choisi	Retour sur le cadre opératoire	88
Catégories 9. Présentation des résultats 9. PARTIE II : NAHR EL-BARED, UN ESPACE TRANSFORMÉ 9. (Description) Vue(s) d'un balcon sur la rue principale : pratiques quotidiennes de la rue à Nah el-Bared 10. Chapitre 4 : Rôle de la mémoire dans la reconstruction du camp : un espace perdu 10.	Retour sur la question de recherche	9
Présentation des résultats	Type d'analyse choisi	9·
PARTIE II : NAHR EL-BARED, UN ESPACE TRANSFORMÉ	Catégories	9
(Description) Vue(s) d'un balcon sur la rue principale : pratiques quotidiennes de la rue à Nah el-Bared	Présentation des résultats	90
el-Bared 100 Chapitre 4 : Rôle de la mémoire dans la reconstruction du camp : un espace perdu 100	PARTIE II : NAHR EL-BARED, UN ESPACE TRANSFORMÉ	97
L'oubli et le silence	Chapitre 4 : Rôle de la mémoire dans la reconstruction du camp : un espace p	erdu 10:
	L'oubli et le silence	103

	et comment on le retrouve	. 111
	Pratiques commémoratives	. 120
	Conclusion	. 124
С	hapitre 5 : Reconstruction : autour du logement	. 125
	Participation et reconstruction officielles : le Vieux camp	. 125
	Reconstruction dans le camp Adjacent : entre l'action et l'attente	. 130
	Politisation du logement : Mobilisations collectives et individuelles	. 133
	Et les espaces publics ?	. 138
	Conclusion	. 145
С	hapitre 6 : Une identité en mutation	. 147
	L'attachement au lieu : des résultats ambigus	. 147
	Relations de proximité sociospatiale : entre habitudes et renouveau	. 152
	Un camp éclaté : « les enfants ont grandi »	. 153
	Maintien des relations de proximité sociospatiale : « dans les joies et les peines »	. 157
	Renouvellement des relations: « les temps de guerre rapprochent »	. 160
	Des mobilités en mutation	. 162
	Insécurité(s)	. 166
	Conclusion	. 169
	(Description) Réflexions sur les espaces publics à Nahr el-Bared : de la rue à la cour de N	Nida
		. 171
С	onclusion	
	Pratiques de l'espace dans un camp en reconstruction	. 175
	Quelques pistes de réflexion supplémentaires : remarques conclusives	. 182
	Définition de la reconstruction	. 183
	Le pouvoir interprétatif de l'espace	. 184
	Femmes et espaces publics/privés	. 186
В	ibliographie	. 189

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Les pôles entre lesquels naviguent les définitions du quotidien	22
Tableau 3.1 : Canevas du journal de bord utilisé durant l'enquête de terrain à Nahr el-Bared	64
Tableau 3.2 : Canevas de la grille d'observation des espaces publics utilisée durant l'enquête terrain à Nahr el-Bared (formaté pour la présentation).	
Tableau 3.3 : Ce que chaque outil permet de recueillir au sujet du terme de la question de recherche : croisements.	. 66
Tableau 3.4 : Entrevues réalisées	73
Tableau 3.5 : Répartition résidentielle des répondants	75
Tableau 3.6 : Conversations.	. 77
Tableau 3.7 : Outils de triangulation et données recueillies	78
Page suivante : Tableau 3.8 : Typologie des pratiques spatiales quotidiennes et indicateurs d'observation	. 89
Tableau 3.9 : Catégories et sous-catégories identifiées lors de l'analyse	95
Tableau 3.10 : Représentation de certains liens importants entre les catégories	96
Tableau c.1 : Typologie des pratiques ayant un rôle dans la reconstruction	176
LISTE DES FIGURES	
Figure 1.1 Modèle des activités de rétablissement. Source : (Vale et Campanella 2005b, 337 d'après Reconstruction Following Disaster).	. 11
Figure 2.1 : Cartes de localisation de Nahr el-Bared au Liban. Source : données : Google mapréalisation : Dounia Salamé, 2014.	

Figure 2.2 : Étapes de développement schématisées du camp de Nahr el-Bared. Source : (Podder 2012)	46
Figure 2.3 : Nahr el-Bared en 1968. Photo aérienne de l'armée libanaise. Source : (Rana Hassan, 2011, 38)	46
Figure 2.4 : Nahr el-Bared en 1994. Photo aérienne de l'armée libanaise. Source : (Rana Hassan, 2011, 38)	46
Figure 2.5 : En rouge, bâtiments identifiés à démolir. Source : (UNRWA 2007)	48
Figure 2.6 : Carte des étapes de la reconstruction du Vieux camp de Nahr el-Bared. Source (UNRWA c. 2007)	
Figure 3.1 : Photo d'ensemble du camp de Nahr el-Bared montrant les trois entités législativ du camp. Source : (Rana Hassan 2011, 32)	
Figure 3.2 : Réseau social dans lequel je me suis insérée durant l'enquête de terrain (informateurs-clé nommés dans le mémoire)	68
Page suivante : Figure 3.3 : Carte du terrain.	75
Figure 4.1 : Photo, vue est du Vieux camp.	. 110
Figure 4.2 : Photo, tente, camp Adjacent	. 115
Figure 4.3 : Photo, banderoles de fête, Vieux camp.	. 118
Figure 4.4 : Photo, entrée de logement, Vieux camp	. 118
Figure 4.5 : Photo, « Palestine » accompagné de <i>Handala</i> , camp Adjacent	. 119
Figure 4.6 : Photo, « Bienvenue aux <i>hujjaj*</i> », camp Adjacent	. 119
Figure 4.7 : Photo, cour intérieure plantée d'arbres, camp Adjacent	. 120
Figure 4.8 : Photo, monument commémoratif de la « place des martyrs », camp Adjacent. Panneau supérieur : « Place des Martyrs. Le camp de Nahr el-Bared vous souhaite la bienvenue »; panneau inférieur « Place des martyrs de Nahr el-Bared et des martyrs de la cause palestinienne actuelle ».	. 122

Figure 5.1 : Photo, bannière suspendue à une fenetre du quartier Monajjarin, 2014 « <i>Nous</i>
demandons à obtenir la totalité de nos droits : 1- Des barreaux en fer aux fenêtres, 2- Le
carrelage des cuisines et des salles de bain, 3- Des compensations financières pour les
meubles, 4- Des compteurs d'électricité pour chaque logement. [Signé :] Les résidants du
quartier Mohajjarin
Figure 5.2 : Photo, ruelle de Mohajjarin barricadée par la compagnie de construction du quartier, 2014
Figure 5.3 : Photo, rangée de vestibules dans le camp Adjacent
Figure 5.4 : Photo, vestibule dans le quartier Mohajjarin, 2014140
Figure 5.5 : Photo, passage entre des unités de logements temporaires (baraksat) 141
Photo 5.6 : Photo, portion de rue réservée par une résidante, 2014 142
Figure d2.1 : Reproduction modifiée d'un schéma réalisé dans le carnet d'observation : la cour de Nidal
Note : Toutes les photos sont de l'auteure et datent de 2013, sauf indication contraire

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES

JDB Journal de bord (tenu durant toute la durée de l'enquête de terrain).

LRCS League of Red Cross Societies.

NBRC Nahr El Bared Reconstruction Commission For Civil Action and Studies.

NRC Norwegian Refugee Council.

OLP Organisation de Libération de la Palestine.

ONG Organisation non gouvernementale.
UNDP United Nations Development Program.

UNHCR United Nations High Commissioner for Refugees.

UNRWA United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

INTRODUCTION

Avec la destruction d'un quartier ou d'une ville suite à une guerre ou une catastrophe naturelle, ce sont plus que des bâtiments et des murs qui tombent. L'histoire des lieux, le quotidien des personnes qui y vivaient et leurs relations sont également à reconstruire. Bien que la cause de la destruction d'un espace urbain soit souvent définie comme étant soit « naturelle » soit « provoquée par l'humain », on peut dire que la gravité de la destruction est souvent à la mesure des inégalités sociales ou politiques que subissaient déjà les populations victimes (El-Masri et Kellett 2001). C'est ainsi que la reconstruction se trouve toujours être une entreprise délicate, qui plus est dans un milieu qui était vulnérable même avant la catastrophe.

Dans ces deux cas, la reconstruction d'un espace urbain détruit comporte un grand nombre d'enjeux qui dépassent la simple reconstruction physique de bâtiments et d'infrastructures. La question de la reconstruction est cependant souvent abordée d'un point de vue technique, en termes d'infrastructures et de bâti. Par exemple, l'un des principaux enjeux abordés est celui du logement (Ahmed 2011; Kamani-Fard, Ahmad et Ossen 2013). Elle peut également être analysée en amont de la catastrophe, en terme de minimisation des risques et de préparation des élus pour la reconstruction (Olsen et al. 2005; Hernandez 2009). On peut dès lors se demander ce qu'il en est de l'identité des lieux, du sentiment d'appartenance des personnes, de la mémoire du désastre dans le nouveau lieu, ainsi que de la vie sociale qui existait dans les espaces publics du lieu détruit. La signification des lieux après leur reconstruction se trouve certainement changée, marquée au moins par la rupture que cause la destruction.

Afin de répondre à cet aspect de la reconstruction et à celui de la vulnérabilité des populations touchées, certaines approches s'intéressent à la participation des citoyens au processus de reconstruction. On affirme que la participation à la reconstruction permet aux habitants de se remettre plus vite de la perte de leur habitat (Kamani-Fard, Ahmad et Ossen 2013), ou de mieux faire le deuil du lieu détruit (Grisel et Michelon 2010). Dans les écrits, la participation à la reconstruction revêt de nombreux sens. Elle peut aller de la participation la plus institutionnelle, comme la mise en place de consultations publiques par les élus (Lukensmeyer 2007), à la participation politique au sens large, « pensée comme un partage de savoir et de pouvoir » (Larchet 2009). En effet, dans son article analysant la participation publique durant la reconstruction de la Nouvelle-Orléans, Larchet (2009) inclut la participation aux consultations publiques, la prise d'initiative communautaire pour la reconstruction d'un quartier et la caricature tournant au ridicule des élus et policiers dans les chars d'un carnaval. La participation prend

également parfois le sens de l'implication, même minime, de la personne à la reconstruction de son propre logement (Kamani-Fard, Ahmad et Ossen 2013; El-Masri et Kellett 2001).

Le camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared au nord du Liban est détruit en 2007 par une guerre opposant le groupe djihadiste de Fatah el-Islam et l'armée libanaise. Après la fin de cette guerre, le plan de reconstruction mis en place se voulait également participatif. À la suite de la production par le gouvernement libanais d'un plan préliminaire (unidirectionnel) et de la protestation d'un groupe formé dans la communauté autour de Nahr el-Bared (le NBRC, Nahr el-Bared Reconstruction Commission for Civil Action and Studies), l'UNRWA¹ (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) a intégré dans sa planification les opinions des habitants. D'abord, la mémoire des habitants et leur connaissance du camp ont été mises à contribution dans le but de produire un plan de tous les quartiers et propriétés du camp avant sa destruction. Cette « carte mnémonique » a ensuite été utilisée par l'UNRWA et son équipe de professionnels pour la création d'un plan qui respecte les principaux quartiers du camp détruit et les voies qui les traversaient.

Cependant, il ne suffit pas qu'un certain processus de participation soit mis en place pour que la ville créée soit à l'image et la satisfaction des habitants. Quelle que soit l'ampleur de la participation, la ville reconstruite reste différente de celle, détruite, dans laquelle les habitants avaient investi leur sens du lieu. C'est au quotidien que se vivent cette rupture ainsi que les aspects les plus concrets de la reconstruction. Rarement a-t-on pris pour angle d'analyse la reconstruction qui se fait par les habitants de la ville en question, du point de vue des pratiques quotidiennes. On a tendance à s'intéresser à la planification, aux représentations et discours autour de la reconstruction et même à l'attachement au lieu. Il pourrait donc être intéressant d'examiner la question du réinvestissement du lieu, et ainsi sa reconstruction, à travers sa pratique au quotidien.

Ma recherche s'inscrit donc dans la foulée des études de la reconstruction d'une ville détruite. Nahr el-Bared est un cas malheureusement exceptionnel. La quasi-totalité du bâti est détruite lors de la guerre en 2007, et ce sont toutes les assises économiques, sociales et politiques qui s'effondrent avec les bâtiments. À leur retour progressif au camp, les habitants de Nahr el-Bared ont donc tout à rebâtir. Le processus de la reconstruction du bâti est pris en charge par l'UNRWA, le gouvernement du Liban et d'autres institutions qui permettent une participation somme toute assez formelle aux habitants. Au fil des ans, le bâti est reconstruit, très lentement,

⁻

¹ L'organisme de l'ONU qui prend en charge les réfugiés Palestiniens dans les quatre pays où ils sont le plus présents : Palestine, Liban, Syrie et Jordanie.

alors que la vie reprend dans le camp. Dans ce contexte où les habitants se retrouvent en attente de leur « vrai » logement mais où ils habitent et pratiquent l'espace de leur camp, la question qui demeure donc centrale est : comment reconstruisent-ils Nahr el-Bared à travers leurs pratiques quotidiennes? D'une certaine manière, donc, bien que le point de départ de la présente recherche soit celui de la reconstruction d'un espace détruit, son objet se déplace vers les questions de l'appropriation et de la construction quotidiennes de l'espace, qui pourraient être pertinentes dans n'importe quelle ville ou localité, mais qui prennent une intensité particulière dans un contexte de destruction. L'interrogation qui sous-tend tout ce travail de recherche est donc : comment les habitants d'une ville en modèlent-ils l'espace à travers son usage quotidien?

De nombreux écrits font foi de l'apparition de l'approche par l'espace des sciences humaines. L'influence de Henri Lefebvre dans cette « vogue » est apparente. En résumé, il s'agit de percevoir l'espace comme n'étant pas un contenant neutre des activités humaines, mais au contraire, comme ayant son rôle dans l'évolution des représentations, des perceptions et des identités culturelles et politiques. On retrouve également l'idée que, les activités sociales étant toujours spatialisées, on pourrait « lire » certaines représentations et pratiques d'une société dans l'espace qu'elle a produit. La pensée de Lefebvre offre une manière de conceptualiser l'espace qui peut se révéler pertinente pour la question de la reconstruction. En particulier, accompagnant son concept de production de l'espace, la notion de triplicité de l'espace est intéressante pour qui examine la reconstruction d'un espace urbain. Dans sa pensée, la production de l'espace se fait en trois temps interreliés et dépendants : les représentations de l'espace (espace conçu), l'espace de représentation (espace vécu) et la pratique de l'espace (espace perçu) (Lefebvre 1974). L'espace conçu concerne les « bâtisseurs et agenceurs », les décideurs, les urbanistes, mais aussi les théoriciens et les personnes qui produisent des représentations de l'espace. Dans les analyses de la reconstruction présentées ci-dessus, même celles qui préconisent la participation des habitants à la planification, les auteurs se concentrent en fait autour de l'espace conçu : on permet principalement aux habitants d'influencer la manière dont les bâtiments seront agencés. Les écrits sur Nahr el-Bared, surtout ceux publiés par l'UNRWA, mettent l'emphase sur l'importance d'offrir un cadre bâti plus salubre avec, par exemple, plus d'espaces ouverts. L'espace vécu du camp est celui qui englobe tous les espaces de représentation, donc les questions de l'identité et de la mémoire. Chez Lefebvre (1974), ce volet de la triplicité de l'espace est rattaché au symbolique. L'espace vécu est également pris en considération dans le cas de la reconstruction de Nahr el-Bared, et se trouve être directement relié au premier volet de la participation, puisque l'une des principales

revendications de la NBRC concernait la conservation du statut de camp de cet espace. Cette revendication, ainsi que toutes celles qui reconnaissent l'identité particulière du camp relèvent des espaces de représentation.

Ces deux volets de la production de l'espace sont en général reconnus dans les écrits comme étant importants dans la reconstruction d'un lieu détruit. On reconnaît d'abord évidemment la nécessité de reconstruire avec un plan directeur cohérent, par exemple en construisant durablement les nouvelles habitations (Jonard 2007), en les concevant plus résilientes grâce à une meilleure évaluation du risque futur ou tout simplement en profitant d'une forme de *tabula rasa* pour améliorer les conditions d'habitation des habitants. D'autre part, on reconnaît également le rôle que peut jouer le symbolique dans une reconstruction de l'identité des lieux. De nombreux écrits s'attardent sur l'attachement des habitants à leur lieu de vie détruit et à leurs motivations pour revenir (Chamlee-Wright et Storr 2009; Kamani-Fard, Ahmad et Ossen 2012).

Il semble évident de dire qu'une ville se reconstruit également dans la pratique, et que l'espace vécu est inévitablement rattaché à l'espace perçu. L'espace perçu, ou la pratique de l'espace, est chez Lefebvre (1974, 48) ce qui crée l'espace d'une société. En effet, c'est dans leurs déplacements, leurs transformations du bâti et à travers l'appropriation de leur espace de vie que les habitants de Nahr el-Bared ont créé un espace propre de réfugiés palestiniens. Il nous semble que la considération de ce volet de la production de l'espace est indispensable pour la compréhension de la manière dont le camp reconstruit sera à la fois constitué des traces du camp détruit et des nouvelles pratiques qui y prendront place.

L'enjeu de la mémoire dans le processus de reconstruction de Nahr el-Bared révèle l'interrelation des trois volets de la production de l'espace dans le camp, et l'importance de l'examen des pratiques spatiales. Grisel et Michelon (2010) analysent la manière dont la mémoire a été utilisée à plusieurs étapes de la reconstruction du camp. La mémoire des habitants a été mobilisée afin de reconstituer le plan du camp détruit, ce qui permet de mettre en place une représentation de l'espace du camp (espace conçu), à l'origine du plan directeur adopté pour la reconstruction. Pour les auteurs, l'adoption de ce plan permet de mettre en place une certaine continuité entre l'ancien et le nouveau camp, notamment à travers la présence de certains lieux de référence publics dans la mémoire collective. Ces lieux de référence, contenant en eux une certaine signification collective et peut-être symbolique, surtout après leur recréation, correspondent à l'espace de représentation (espace vécu). Cependant, Grisel et Michelon (2010) omettent de se demander si ces lieux seront investis des mêmes pratiques

qu'avant la guerre, ni même si le plan du nouveau camp, identique à l'ancien, suffira par luimême à évoquer le passé. Il semble ainsi que c'est uniquement à travers les pratiques de l'espace, par les habitants et dans le quotidien, que l'on peut voir le camp se reconstruire véritablement.

Ainsi, à Nahr el-Bared, les habitants ont participé aux plans de reconstruction, et les enjeux identitaires et mémoriels du lieu ont été pris en considération; mais ces enjeux ne peuvent se concrétiser que dans les pratiques. Il est certain qu'une certaine reconstruction se fait en marge des travaux de chantier, dans la pratique de l'espace. On peut ainsi se poser la question de recherche suivante : quel est le rôle des pratiques spatiales quotidiennes des habitants de Nahr el-Bared dans la reconstruction du camp?

Afin de répondre à cette question, ce mémoire est divisé en deux grandes parties. La première partie, comprenant trois chapitres, présente les éléments nécessaires à la mise en place et la réalisation de cette recherche. Le chapitre 1 présente les outils théoriques mobilisés dans cette recherche, en trois volets. Ensuite, le chapitre 2 détaille le contexte de la destruction et de la reconstruction du camp de Nahr el-Bared et permet de revenir sur les éléments contextuels de la problématique présentée dans cette introduction. Le chapitre 3 expose la démarche méthodologique choisie et revient sur des éléments de réflexion sur la positionnalité de la chercheure et les enjeux éthiques de la recherche. En deuxième partie, les chapitres 4, 5 et 6 décrivent et analysent les principaux résultats observés sur le terrain. Le chapitre 4 interroge le rôle de la mémoire dans la reconstruction au quotidien. Le chapitre 5 aborde la reconstruction physique, tant des logements que des espaces qui les entourent. Le chapitre 6, lui, est consacré à l'analyse des questions de l'attachement au lieu et de l'identité dans la reconstruction. Enfin, la conclusion est l'occasion de réaliser une tentative d'interprétation globale des résultats tout en faisant un retour sur les outils théoriques les plus pertinents.

PARTIE I

« Donc, je pense que mon problème, et "notre" problème, est d'avoir en même temps une prise en compte de la contingence historique radicale de toutes les prétentions au savoir et de tous les sujets connaissants, une pratique critique qui permette de reconnaitre nos propres "technologies sémiotiques" de fabrication des significations, et aussi un engagement sans artifice pour des récits fidèles d'un monde 'réel' ».

Donna Haraway, 1988, « Savoirs situés ».

CHAPITRE 1 : RECONSTRUCTION, VIE QUOTIDIENNE ET CAMPS : COMPRENDRE LES OUTILS THÉORIQUES DE LA RECHERCHE

Dans ce chapitre, les trois principaux termes de la problématique seront tour à tour abordés, soit la reconstruction, les pratiques quotidiennes de l'espace et les camps de réfugiés palestiniens². Cela permettra de faire une recension des écrits concernant ces trois sujets et de mieux préciser leurs enjeux et lacunes. Certains thèmes traversent ces trois parties et seront abordés de manière transversale, comme la participation, l'attachement au lieu, la mémoire, la résistance et la capacité d'agir. Ce chapitre ne constitue donc pas uniquement une recension sommaire des écrits, mais également une tentative de cerner les thèmes à l'étude et de résumer les différentes approches dont ils ont fait l'objet. Ainsi, cette recherche apparait comme étant transdisciplinaire, puisqu'on retrouve dans ce chapitre plusieurs écrits de géographie, d'anthropologie, de sciences politiques ainsi que, disséminées à travers ces disciplines, des approches multidisciplinaires de certains sujets telles que les études urbaines, féministes et de réfugiés. L'expression « outils théoriques » est proposée par Paillé et Mucchielli (2006, 75) dans le but de rendre compte de la subtilité du rôle de la théorie dans la recherche. La théorie n'impose donc pas un « cadre » à faire appliquer, mais dialogue avec la recherche empirique de manière dynamique.

Enjeux et approches de la reconstruction

La littérature sur la reconstruction d'un espace urbain après sa destruction est très variée. Les analyses de ce processus, souvent très long, en abordent différentes facettes, et surtout, ne semblent pas mobiliser les mêmes définitions de ce terme. Ces définitions seront donc détaillées, avant d'aborder les écrits pertinents à cette recherche, soit ceux sur la vulnérabilité, ceux sur la mémoire et ceux sur la participation, tous les trois en lien avec la reconstruction.

Reconstruction, résilience, recovery : survol des approches

Vale et Campanella (2005a) bâtissent les sections de leur ouvrage *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster* à partir de trois termes : *resilience*, *recovery* et

_

² Les écrits sur Nahr el-Bared, étant peu nombreux, sont introduits dans les réflexions tout le long du chapitre. Cela permet de les situer dans le domaine des études des camps de réfugiés ainsi que dans celles de la reconstruction.

reconstruction. Avec ceux de rebuilding et rebounding, et parfois regeneration, ces termes sont souvent rencontrés dans les écrits sur les villes après une destruction, mais sont toutefois difficiles à différencier puisque les auteurs les utilisent de manière parfois interchangeable, si bien qu'ils semblent avoir des significations qui s'équivalent³. Cela est renforcé par le fait que ces termes-là portent individuellement des définitions multiples. Il semble en effet qu'il y ait autant de reconstructions que de villes détruites, et le processus de reconstruction concerne plusieurs facettes qui s'étendent tant dans le temps que dans la diversité des perspectives sur la ville. Un premier survol de ces écrits permet de mieux comprendre ces différentes dimensions de la reconstruction. Ce seront surtout les termes de « reconstruction » et de « résilience » qui seront ici analysés puisque ce sont ceux qui portent les différences les plus notables.

Le terme de « reconstruction » est le plus général pour qualifier la période suivant la destruction d'un espace habité. Vale et Campanella (2005b) reprennent un schéma de l'étude comparative *Reconstruction following Disaster* réalisée par des chercheurs étatsuniens dans les années 1970 afin de proposer un modèle commun de la reconstruction d'une ville après un désastre. Comme on le voit dans le schéma ci-dessous (figure 1.1), les auteurs identifient quatre étapes de la reconstruction se chevauchant et allant de la première aide d'urgence aux commémorations du désastre. Ce schéma souligne avec justesse que la reconstruction d'une ville se fait dans le temps, et que les rythmes de reconstruction ne sont pas identiques d'une ville à l'autre. Appliqué à San Francisco d'après le tremblement de terre de 1906, ce schéma s'étend sur 1000 semaines, près de 20 ans.

Comme le notent Vale et Campanella (2005b, 337), ce qui est intéressant dans l'examen de la reconstruction d'une ville n'est pas uniquement le schéma général de sa remise sur pied, mais aussi les mécanismes précis de la reconstruction et ses acteurs : qui est exclu, quels éléments sont mis en valeur pour la reconstruction, quelles sont les « étapes » échouées ou sautées et quelles sont les exceptions et les cas différents. Bien sûr, ces étapes, telles que conçues par les chercheurs de *Reconstruction following Disaster* ne se déroulent pas uniquement dans cet ordre dans les cas étudiés, et ne sont parfois même pas complétées. Ce schéma permet cependant, dans un premier temps, de structurer une recension sommaire des écrits sur la reconstruction afin d'en apercevoir les grandes tendances.

³ Parfois, certains auteurs travaillent avec plus de précision les subtilités entre ces différents termes. Par exemple, Diane Davis (2005) explore la différence entre *reconstruction* et *recovery*: « But it is also important to emphasize here that from the citizens' perspective reconstruction was not the same as recovery. Citizens wanted to recover or restore many other things besides their homes. In particular, what became most evident during the days and weeks after the earthquake was that citizens were eager to recover what they called "dignity" as well as government accountability ». Cependant, les subtilités qui font la différence entre ces termes sont rarement constantes d'un auteur à l'autre.

Cet élément a dû être retiré en raison de restrictions liées au droit d'auteur.

Ce schéma montre quatre périodes de reconstruction qui se suivent dans le temps et qui s'étalent sur 500 semaines : la période d'urgence (« emergency ») durant laquelle les activités normales sont suspendues et qui dure environs deux semaines, la période de restauration (restoration) durant laquelle les activités normales se remettent en place (semaines 1 à 20), la période de reconstruction I durant laquelle les activités normales retournent à leur niveau d'avant le désastre (semaines 10 à 250) et la période de reconstruction II durant laquelle les activités normales sont meilleures qu'avant le désastre (semaines 100 à 500).

Figure 1.1 Modèle des activités de rétablissement.

Source: (Vale et Campanella 2005b, 337 d'après Reconstruction Following Disaster).

En effet, de nombreuses études se concentrent sur la période se situant entre celle d'urgence (emergency) et celle de restauration (restoration). Par exemple, ces écrits abordent la question de l'intervention en urgence et des stratégies à adopter afin de minimiser les dégâts (Olsen et al. 2005; Hernandez 2009; Comfort, Siciliano et Okada 2010) ou des difficultés rencontrées par les ONG lors de la construction de logements temporaires (Hayles 2010). Ces écrits se situent dans la lignée de ceux sur la résilience urbaine qui cherchent à définir la vulnérabilité d'un bâti et des habitants de la ville concernée, ainsi que le degré de préparation des autorités. Dans ce contexte, la « résilience », terme emprunté d'abord à la physique puis à la psychologie, signifie dans la plupart des textes « la capacité d'un objet à retrouver son état initial après un choc ou une pression continue » (Dauphiné et Provitolo 2007, 116) ou pour une ville, « the capacity of a city to rebound from destruction » (Campanella 2006, 141). De nombreux textes qui abordent la reconstruction d'une ville sous cet angle le font d'un point de vue opérationnel et dans une perspective de politiques publiques. Par exemple, ils posent les questions de la minimisation des risques, de l'intervention en urgence et de la préparation des autorités concernées avant la catastrophe (Wells 2011; Dauphiné et Provitolo 2007). D'autres auteurs, par contre, ne manquent pas de rappeler que la résilience comporte une dimension sociale, humaine et même culturelle qu'il est nécessaire de prendre en compte (Maret et Cadoul 2008).

L'étape la plus traitée dans les écrits, après celle de la prévention et de l'urgence est celle nommée « reconstruction I » dans le schéma. Elle est la plus souvent définie par son résultat, le retour d'un cadre bâti comparable à celui d'avant la destruction et celui des habitants à leur

ancien lieu de vie⁴; le retour de la population étant dans ce cas considéré comme un signe de la viabilité des infrastructures et des services. C'est pourquoi de nombreuses études se penchent sur la manière dont il faut reconstruire le bâti d'une ville détruite, par exemple à travers une approche normative de la conception architecturale suite à une destruction (Goedert 2008). Plusieurs traitent comme centrale la reconstruction des logements, certains soulignant qu'il est important, lors de l'intervention, d'avoir compris les spécificités locales du terrain (Fan 2012; Ahmed 2011). Tentant de dépasser une définition basée uniquement sur la reconstruction du bâti, Hernandez (2009, 128) propose qu'en plus du retour des habitants à leur quartier, la reconstruction est « aussi le retour de l'emploi, la réouverture des commerces et des services locaux, la réinvention des pratiques publiques, bref la recréation d'un tissu social et d'une urbanité de quartier », reconnaissant donc aussi l'aspect social, économique et urbain de la reconstruction.

L'analyse de l'étape « reconstruction II » nécessite un recul sur la reconstruction de la ville étudiée. En effet, cette étape survient après le retour complet à la normale et concerne les grands projets gouvernementaux de commémoration de la destruction ou de développement de la ville. L'analyse d'Éthier (2008) sur le concours d'architecture pour la reconstruction de la place des Martyrs à Beyrouth se situe dans cette chronologie : le projet de reconstruction de cette place publique est lancé après que le reste du centre-ville ait déjà été reconstruit. D'ailleurs, son texte porte sur le symbolisme de cette place et les discours qui l'entourent (Éthier 2008). Sans étudier les grands projets suivant la reconstruction d'une ville, Jébrak (2010) s'intéresse également à cette période « après » la reconstruction, dans les villes de Coventry et de Dunkerque après la Deuxième Guerre mondiale. En effet, elle étudie la production de la représentation de ces villes après leur reconstruction à travers une analyse des discours l'entourant. Dépassant ainsi la simple étape de la reconstruction par la commémoration, Jébrak (2010) propose la notion de résilience symbolique, une manière de concevoir la reconstruction à travers la construction d'une nouvel imaginaire, affirmant ainsi que la reconstruction d'une ville ne concerne pas uniquement le bâti, mais également la dimension symbolique.

Il est intéressant de noter que les écrits sur la reconstruction concernent globalement deux temporalités: d'une part, on retrouve des analyses de la reconstruction de villes (majoritairement européennes) après la Deuxième Guerre mondiale, de l'autre, ce sont les désastres climatiques du XXIe siècle qui sont le sujet de l'analyse. Cette distinction est importante puisque, la reconstruction étant un processus long dans le temps, les reconstructions

⁻

⁴ Cette manière de mesurer le retour à la normale étant parfois mentionnée sans remise en question, comme chez Arnold (2011, 454).

après la Deuxième Guerre mondiale permettent le recul nécessaire pour l'analyse de mutations sociales ou de représentations et discours historiques. Les désastres contemporains (l'ouragan Katrina en 2007 aux États-Unis occupant une grande part des écrits) donnent lieu à un type différent d'analyse. On y retrouve des préoccupations liées à l'intervention humanitaire et à la reconstruction du bâti dans l'urgence, dans un contexte où les catastrophes environnementales touchent un nombre de plus en plus grand de personnes.

Ainsi, dans les écrits, le terme de « reconstruction » englobe plusieurs processus, allant du moment de la destruction au moment où la ville semble être revenue dans un état identique ou meilleur qu'avant et ce, tant au sujet de son cadre bâti que de sa vie sociale, politique et culturelle. « Résilience » est utilisé dans un sens plus précis, dans le sens strict du retour à la normale et surtout de rebond, mais, ici encore, cela dépend de ce qu'on cherche à définir comme résilient : le bâti, les structures sociales, les habitants, ou autre. Toutes les approches s'accordent cependant sur le fait que la véritable reconstruction d'une ville demande plus que la simple reconstruction de structures et de bâtiments physiques. En général, donc, les termes énumérés plus haut réfèrent à différentes étapes et approches de la reconstruction, reflétant les nombreuses facettes de la reconstruction d'un espace urbain. La plupart de ces approches admettent, également, que ces facettes se transforment avec le temps et que la reconstruction ne se fait pas de manière linéaire.

Désastres et inégalités

Une partie des écrits sur la reconstruction commence par se pencher sur ce qui la précède, la destruction, afin de comprendre les dynamiques de ces deux opérations. Ainsi, certains auteurs défendent l'idée que, dans un contexte de guerre, certaines destructions du bâti sont intentionnelles et visent explicitement à annihiler l'espace urbain de l'ennemi. Selon des analyses de Ramadan (2009) et Tratnjek (2009), l'*urbicide*⁵ est la destruction non seulement du bâti, mais également de ce que la ville représente comme rencontre de l'autre et comme civilisation. On retrouve également des termes tels que « spacio-cide » (Hanafi 2013), de *place annihilation* (Hewitt 1983) et de « l'urbanisme par destruction » (Weizman 2008) qui cherchent tous à démontrer que le lieu, l'espace ou la ville sont des cibles de guerre en eux-mêmes. Pour

_

⁵ « urbi » (cité) « -cide » (tuer). Ce terme a été utilisé dans ce sens pour la première fois par l'architecte et ancien maire de Belgrade Bogdan Bogdanovich afin de parler de certaines destructions lors de la guerre de l'ex-Yougoslavie (Tratnjek 2009, 3; Hanafi 2013, 192)

Boano (2011) ces concepts démontrent que les relations de pouvoir (inégalitaires) se manifestent dans l'espace.

Cependant, de plus en plus, on tente de réduire l'écart entre les analyses de reconstruction suite à une catastrophe naturelle et celle suite à une action humaine directe (El-Masri et Kellett 2001). L'entreprise comparative de l'ouvrage collectif dirigé par Vale et Campanella (2005c) se donne explicitement cet objectif comme point de départ, et ces derniers vont même jusqu'à comparer les destructions par guerre ou catastrophe naturelle avec celles causées par la rénovation urbaine ou le déclin économique. En effet, comme le formulent les expressions « unnatural disaster » (Gavin 2008) et « there is no such thing as a natural disaster » (Hartman et Squires 2006) utilisées dans des titres par leurs auteurs, l'opposition entre catastrophe « naturelle » et guerre est moins évidente qu'on ne pourrait d'abord le croire. Plusieurs écrits relèvent les conditions de dégradation architecturale, de corruption et de négligence des autorités qui aggravent les conséquences d'une catastrophe supposée naturelle, mais dont l'ampleur des dégâts a pour cause une vulnérabilité initiale de la population. Le récit des destructions à Mexico suite au tremblement de terre en 1985 par Davis (2005), qui sera mentionné en détail plus bas, en est un bon exemple.

Tous ces textes, dans la variété de leurs contextes, et qu'ils mentionnent « l'urbicide » ou la « catastrophe non naturelle », démontrent que la destruction d'un espace bâti est toujours politique. En effet, celle-ci peut révéler des inégalités au sein d'une population et les pouvoirs qui se jouent dans une ville, mais également provoquer des résistances en conséquence. Il n'est pas surprenant que de nombreux textes soulèvent ce problème aux États-Unis après Katrina en 2005, puisque l'ouragan sert de révélateur des inégalités qui existent encore entre noirs et blancs (Hirsch et Levert 2009; Hartman et Squires 2006; Gavin 2008; Gotham 2007). S'il est donc important de comprendre les raisons de la destruction d'un espace bâti, c'est pour cerner les facteurs politiques ou identitaires qui l'ont influencée ou même provoquée, ces mêmes enjeux ayant un rôle important dans le processus de reconstruction.

Les reconstructions se font donc presque toujours dans un contexte d'inégalité qui leur préexistait et qui a aggravé les conséquences de la destruction. Plusieurs auteurs soulèvent donc la question de savoir *qui* se remet de la catastrophe dans le processus de reconstruction (Larchet 2009; Morrish 2008; Davis 2005). Selon les termes de Davis (2005, 274) lorsqu'elle démontre que la police, le gouvernement et l'armée se remettent du tremblement de terre plus facilement que la population initialement vulnérable, certains groupes s'avèrent être « plus résilients » que d'autres, et ceux-ci risquent d'avoir le contrôle de la reconstruction.

Également, la destruction d'un lieu donne l'occasion aux pouvoirs en place de faire *tabula rasa* pour appliquer les grandes rénovations qu'ils planifient parfois même avant que la destruction n'ait lieu. Adams (2011) en fait une éloquente démonstration dans le contexte des villes allemandes durant la Deuxième Guerre mondiale. Cela paraît peu surprenant au milieu du XXe siècle, à l'apogée du modernisme architectural et urbanistique, mais cela se manifeste encore aujourd'hui, comme le décrivent Campanella (2006) et Hirsch et Levert (2009). Ces derniers comparent l'ouragan Katrina qui frappe La Nouvelle-Orléans en 2005 à un projet de renouvellement urbain, démontrant que ce n'est pas uniquement la vulnérabilité initiale des habitants pauvres (majoritairement noirs) qui mine leur résilience, mais également les politiques de reconstruction qui semblent vouloir les exclure du processus et les décourager à retourner dans leur ville.

Reconstruction: Mémoire et attachement au lieu

L'une des questions qui est justement posée dans certains écrits sur la reconstruction est celle du retour des habitants après la destruction de leur lieu de vie. On remarque souvent, par exemple, que les habitants s'opposent à une relocalisation de leur ville ou même de leur habitation, bien que son emplacement puisse être à la source de la destruction initiale comme lors d'une inondation ou d'un tremblement de terre. Comme le fait remarquer Olshansky (2006, 150) pour le cas de La Nouvelle-Orléans, malgré l'emplacement fragile de la ville, celle-ci doit être reconstruite au même endroit puisque ce dernier fait partie de l'identité de ses habitants qui s'est constituée à travers les générations. Dans « There's no place like New-Orleans », Chamlee-Wright et Storr (2009) tentent de comprendre les raisons pour lesquelles les résidants du secteur Ninth Ward décident de rentrer à La Nouvelle-Orléans alors que leurs maisons sont très endommagées et que le secteur demeure dépourvu de services tels que l'eau courante et l'électricité. Ils mobilisent pour cela le concept de sense of place qu'ils divisent en trois concepts plus précis : place attachement, place identity et place dependence (Chamlee-Wright et Storr 2009, 617-618). Leur recherche présente la manière dont le sentiment d'appartenance à un lieu et la destruction de ce lieu peuvent être mis en relation. D'un côté, la destruction du lieu peut altérer le sentiment d'appartenance en perturbant la connaissance et la mémoire que la personne en avait. D'un autre, elle peut révéler le caractère unique du lieu perdu et ainsi y renforcer le sentiment d'appartenance.

On retrouve une littérature assez abondante sur les liens qui attachent les personnes à des lieux, que l'on n'abordera pas en détail ici. L'ouvrage fondateur de Halbwachs, La mémoire collective ([1950] 1997) est cependant éclairant car il tente de théoriser le lien qu'une collectivité ou un groupe entretient avec un lieu. Son approche introduit une idée nouvelle puisqu'elle fait le lien entre mémoire collective du lieu et cohésion du groupe. L'auteur défend ainsi l'idée que les membres d'un groupe sont rassemblés par la familiarité aux objets de leur espace de vie, et qu'étant séparé de cet espace, le groupe reste uni par sa mémoire (Halbwachs 1997, 195-196). Bien qu'ils abordent le sentiment d'appartenance au Ninth Ward du point de vue des individus, Chamlee-Wright et Storr (2009, 631) vont dans le même sens, concluant leur analyse avec l'idée que les résidants interrogés s'attendaient à ce que d'autres résidants partagent leur vision du caractère unique du quartier. Pour les auteurs, cela fait penser que cet attachement au lieu pouvait encourager l'action collective de la communauté, portée par un attachement commun. Le changement d'un espace urbain peut survenir dans plusieurs contextes. Nous avons déjà vu que certains auteurs incluent les projets de renouvellement urbain dans la réflexion sur la reconstruction. Ainsi, les écrits sur les espaces urbains en transformation peuvent être utiles pour une réflexion sur le rapport d'une société à son espace. Dans plusieurs cas, une interruption du lien avec le lieu est l'occasion d'analyser la signification que le lieu perdu portait, mais également les conséquences d'un changement de configuration spatiale. Analysant la délocalisation d'un village minier au Royaume-Uni, Speller et Twigger-Ross (2009) analysent la transformation de l'espace en lien avec la formation de l'identité collective et individuelle. Ils basent leur recherche sur des théories de la psychologie individuelle, mais s'aperçoivent que ce sont les collectivités qui sont véritablement affectées par la délocalisation. Ils concluent qu'il est important de prendre en compte l'espace lui-même afin de comprendre la manière dont les collectivités se maintiennent.

Cependant, la question de la mémoire de l'évènement de la destruction, ainsi que celle de la ville détruite demeure. De quelle manière cette mémoire interagit avec la reconstruction d'un lieu, et de quelle manière la reconstruction la change-t-elle ? Plusieurs études montrent la manière dont la reconstruction d'une ville est l'occasion de lui insuffler une nouvelle identité, soit par les discours qui l'entourent soit par l'aménagement urbain lui-même (Qualls 2009; Arnold 2011; Jébrak 2010). Arnold (2011) étudie la reconstruction du Vieux Kassel en Allemagne, détruit durant la Deuxième Guerre mondiale, démontrant à quel point la mémoire de cette partie de la ville, évoquant à la fois l'Allemagne médiévale et nazie, évolue avec le temps. Au lendemain de la guerre, la destruction est vue comme une opportunité de reconstruire la ville en l'améliorant (et en éliminant l'histoire problématique de la période nazie). C'est uniquement

quelques générations plus tard que la disparition de la partie historique de la ville est vécue comme une perte et que l'on peut admettre de considérer l'histoire de la ville dans sa globalité, incluant les horreurs du régime nazi⁶. L'auteur (2011, 454; 464) mentionne comment la destruction et la reconstruction d'une ville peuvent ensemble contribuer à la disparition d'une ville, la première étant qualifiée comme le résultat d'une « guerre d'annihilation », la deuxième comme « l'annihilation de l'histoire ». En fait, l'analyse cherche à démontrer que la mémoire du Vieux Kassel est demeurée importante dès le lendemain de la guerre, mais qu'elle demeure inscrite dans les mémoires personnelles de ses habitants et qu'elle n'apparaît dans les représentations collectives qu'à partir des années 1970, avec la critique du modernisme soustendant la reconstruction. Pour lui, la nostalgie de la vieille ville traverse les décennies et démontre les effets à long terme de sa destruction.

L'analyse de la reconstruction de Guernica par Kirschbaum et Sideroff (2005) explicite également comment le passage de l'histoire joue un rôle dans la reconstruction d'une ville. Alors qu'Arnold (2011) démontre que c'est avec le passage du temps que la reconstruction de Kassel s'avère problématique, Kirschbaum et Sideroff (2005) montrent la manière dont c'est uniquement après des décennies que les habitants de Guernica peuvent se remettre de la destruction de leur ville. Dans les deux cas, les infrastructures et bâtiments de la ville sont rapidement reconstruits après la guerre. Cependant, Kirschbaum et Sideroff (2005, 160) font la différence entre résilience physique, résilience émotionnelle et résilience culturelle. Leur analyse s'attarde sur ces trois volets de la résilience, et sur la manière dont la situation politique en Espagne a opéré une rupture entre ces trois résiliences, retardant le retour au bien-être émotionnel et culturel par rapport au physique. En effet, au lendemain de l'attaque, Franco nie toute implication dans l'évènement. De plus, à son accession au pouvoir en 1939, il interdit toute commémoration officielle de l'évènement (2005, 164). Bloqués dans leur besoin de reconnaissance et de justice, les survivants et les habitants de Guernica n'accèdent à la résilience émotionnelle qu'à la mort de Franco en 1975, avec la reconnaissance officielle du massacre et de sa commémoration (qui se déroulait jusqu'à ce moment dans le secret, chaque année). Les réflexions de Kirschbaum et Sideroff démontrent que la mémoire et l'histoire peuvent jouer un rôle central dans la reconstruction. Pour elles, la reconstruction de Guernica n'est réalisée que des décennies après sa destruction. L'écriture propagandiste de l'histoire de Guernica par Franco ôtait à ses habitants la possibilité de désigner les coupables de la destruction et retardait le passage à une nouvelle étape pour ses habitants.

_

⁶ Henry Rousso (1987) a théorisé les difficultés à absorber la complexité de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale sous l'expression de « syndrome de Vichy ».

Et les habitants ? : Formes et enjeux de leur participation à la reconstruction

C'est donc la combinaison de la vulnérabilité des usagers de certaines villes détruites et les enjeux de la reconstruction qui a soulevé chez certains auteurs la question de la participation des habitants qui devrait leur permettre de faire un poids dans le processus de reconstruction et d'y jouer un rôle actif. Les écrits sur la participation politique étant nombreux, seuls les écrits sur la participation dans un contexte de reconstruction seront abordés, surtout dans les cas où la population touchée est vulnérable. Ceux-ci présentent une diversité de manières de définir la participation citoyenne en ville, allant de l'autoconstruction à l'action politique au quotidien, en passant par la consultation publique.

Les écrits sur la participation ou la consultation des personnes concernées s'accordent sur le fait que lorsque celles-ci participent d'une manière ou d'une autre à la reconstruction de leur lieu de vie, elles sont plus satisfaites du résultat (Olshansky 2006). Kamani-Fard, Ahmad et Ossen (2013) concluent leur étude de la reconstruction de Bam en Iran en affirmant que les personnes ayant participé à la reconstruction de leur logement ont un plus grand sentiment d'appartenance à leur nouvel habitat que les autres. Cependant, leur définition de la participation à la reconstruction reste étroite : il s'agit de la participation aux choix concernant le logement de chaque famille, c'est à dire allant du choix de l'orientation de la maison sur le lot à celui des éléments de décoration.

Bien que la capacité de faire les choix concernant son logement de remplacement soit cruciale, ce volet de la participation n'inclut pas les décisions concernant la planification générale de la ville ou du quartier. Certains écrits mentionnent ce niveau-là de participation, que l'on pourrait considérer comme faisant partie de la démocratie participative. Cette dernière, se concrétisant en consultations publiques soulève de nombreux questionnements quant à son efficacité, son potentiel et les modalités de sa mise en place. Dans un contexte de reconstruction, de nouveaux enjeux viennent s'y greffer. Principalement, une tension majeure sous-tend la volonté de conduire une reconstruction participative : la contradiction entre l'urgence de la mise en place de la reconstruction et le temps nécessaire à la participation des citoyens et le processus délibératif qui doit suivre (Olshansky 2006; El-Masri et Kellett 2001, 536). Certains auteurs, tels que Oliver, Thomas et Thompson (2013) rapprochent le concept de résilience, mentionné plus haut, à l'idée de reconstruction participative, rappelant qu'il ne peut y avoir de reconstruction durable sans la participation des habitants concernés, surtout si ces derniers sont vulnérables.

Une part des études, provenant du domaine des sciences politiques et de l'administration publique, s'intéressent au contexte exceptionnel de la reconstruction pour éclairer les préoccupations de ces domaines d'étude au sujet de la démocratie participative. Comme le font remarquer Denters et Klok (2010, 591), le contexte d'une reconstruction après la destruction d'un quartier au complet devrait inciter fortement les habitants concernés à participer aux séances de consultation publique. On trouve donc des recherches qui s'intéressent au taux de participation à ces séances (Denters et Klok 2010) et au niveau de satisfaction des habitants et leur évaluation des élus après la reconstruction (Kweit et Kweit 2004).

Mais la « participation » à la reconstruction n'est pas uniquement celle qui se fait dans des structures politiques officielles. Larchet (2009, 67) élargit le sens du terme de participation publique, et la définit comme un « partage de savoir et de pouvoir » et donc comme « émancipation du peuple vis-à-vis des élites ». Dans son article sur La Nouvelle-Orléans, il présente donc une grande variété de manières de participer à la reconstruction de la ville après Katrina, que ce soit par l'entraide à travers des organismes communautaires et humanitaires ou la participation à des parades de festival ridiculisant les élus. Les contextes inégalitaires de la reconstruction inspirent donc des recherches qui se penchent sur les manières dont la destruction d'un espace donne lieu à une mobilisation de la population. Le texte de Davis (2005) mentionné plus haut démontre comment le tremblement de terre à Mexico en 1985 dévoile littéralement la corruption et les priorités élitistes de ses dirigeants-en mettant à jour des cellules de prison portant des traces de torture et des documents de ministères corrompus. L'ampleur de la destruction et de l'impuissance des autorités mène à une prise en charge par les citoyens de la reconstruction à travers la création de coopératives et d'autres organismes. Mise à part la recherche de Larchet (2009) citée plus haut, de nombreuses études se penchent de cette manière sur la participation des habitants de La Nouvelle-Orléans à sa reconstruction (Campanella 2006; Hernandez 2009), peut-être parce que dans ce contexte, l'intervention de l'État et les vitesses de reconstruction ont été très inégales selon les quartiers. Pour expliquer les différences de rétablissement dans cette ville, Hernandez (2009, 135) propose le concept de « capital de reconstruction » pour qualifier la « somme des ressources matérielles, sociales et culturelles accumulées par un groupe pour rendre plus efficace son propre processus de reconstruction ». Allant dans le même sens, Campanella (2006) affirme que la résilience d'une ville dépend de celle de ses habitants. Mais, de la même manière que Davis (2005) met en garde contre les groupes d'élite « plus résilients » que les habitants vulnérables, Larchet (2009) fait remarquer que les initiatives de groupes communautaires peuvent en exclure d'autres. Il prend l'exemple d'un quartier de La Nouvelle-Orléans au rétablissement remarquable, mais dont

les habitants d'origine vietnamienne à l'origine de la reconstruction excluent du processus les habitants noirs plus pauvres.

On retrouve donc une grande variété de recherches autour de la reconstruction. Cela s'explique par le fait qu'on puisse définir différemment les temps, les espaces, les cadres et même les acteurs de la reconstruction. Dans un contexte où la population touchée est vulnérable, la question de leur participation au processus de reconstruction est importante. On voit cependant qu'il y a différentes manières pour elle de participer, soit à travers des voies officielles soit par leurs propres moyens. Lorsque les processus de participation sont officiels, il y a encore plusieurs niveaux à cette participation : aux deux extrêmes, on peut offrir la possibilité aux habitants de construire eux-mêmes leurs logements ou faire un plan directeur dans lequel ils ont leur mot à dire. Lorsqu'ils agissent de leurs propres moyens, les habitants peuvent, de leur initiative, reconstruire leur logement, s'organiser pour protester ou faire des plans d'urbanisme à plus grande échelle.

Bien qu'ils reconnaissent les différentes facettes de la reconstruction, les écrits examinés manquent cependant de se demander comment se fait au quotidien la participation à la reconstruction d'un espace vivant et habité. De manière générale, les questionnements qui dominent les recherches sur la reconstruction concernent les meilleures pratiques de reconstruction d'un espace détruit : comment aménager le nouvel espace? Comment prendre en considération des éléments de l'espace détruit? Comment permettre aux habitants d'avoir leur mot à dire? Et même : comment ces derniers réagissent-ils au nouvel espace, ou à la destruction de l'ancien? On se pose toutefois plus rarement la question sur la manière dont les habitants, en utilisant cet espace, peuvent en créer un nouveau, mobiliser d'anciennes habitudes, ou ignorer les voies officielles, dans le but de mener la reconstruction. Adams (2011), par exemple, se penche sur la question de la reconstruction dans l'usage quotidien de l'espace, mais l'aborde à travers la lunette de l'histoire orale et prend donc principalement en considération les discours des usagers sur l'espace; surtout, il n'aborde pas la question du sens redonné aux espaces à travers son usage quotidien.

Pratiques quotidiennes de l'espace

En raison de cette lacune identifiée dans les écrits sur la reconstruction, la recherche présentée dans ce mémoire aborde cette dernière selon les deux échelles de la quotidienneté et de

l'espace. Le quotidien et l'espace sont souvent étudiés séparément, mais font parfois l'objet d'une analyse conjointe comme dans l'œuvre d'Henri Lefebvre. Dans ce mémoire, le choix a été fait de les associer étroitement tout le long de l'analyse. En effet, dans les écrits, le quotidien et l'espace semblent être associés, sans que cela soit toujours explicite. On rencontre souvent des analyses prenant pour cadre les pratiques quotidiennes de l'espace sans que les notions de quotidien ou d'espace ne soient directement interrogées. Dans cette section, certaines de ses approches sont soulignées, permettant donc de situer la présente recherche parmi ces écrits et justifiant par là le choix de l'association de ces deux notions.

L'étude conjointe du quotidien et de l'espace : questions d'échelle

L'espace comme le quotidien sont tous les deux des concepts complexes à définir. Le point en commun qu'ils ont, dans les écrits, est la position intermédiaire qu'on leur attribue ainsi que la volonté de porter une attention à ces éléments habituellement écartés parce que « banals ».

Lorsqu'on se penche sur l'étude du quotidien, une question apparait bien vite : comment définir le quotidien? Qu'est-ce qui est « quotidien »; ou plutôt, qu'est-ce qui ne l'est pas? À premier abord, la vie quotidienne concerne des actions qui sont quasiment faites tous les jours et qui sont liées à la survie, quel qu'en soit le contexte : manger, habiter, travailler ou étudier, se divertir et, pour tout cela, se déplacer. Cependant, les écrits la concernant tendent toujours à faire un lien entre la vie quotidienne et ces éléments qui semblent plus « grands » qu'elle, en la tirant vers une dimension plus large de la vie. Highmore (2002, 5) prend l'exemple de la loterie. Gagner à la loterie n'est certainement pas un évènement du quotidien; pourtant, l'achat du billet, l'espoir de gagner et l'anticipation d'un tel gain se trouvent au quotidien chez le joueur. Pour donner un exemple plus politique, il va de même pour les grands soulèvements : la mobilisation, la tenue de sit-in et de barricades et même les raisons du soulèvement se déroulent toutes au quotidien, dans la vie de « tous les jours ».

Ainsi, dans les écrits sur l'étude de la vie quotidienne et ses tentatives de définition, la vie quotidienne est abordée de différentes manières comme objet d'étude. Ce qu'on retrouve en commun dans toutes ces définitions est la situation de la vie quotidienne comme intermédiaire ou comme interface de deux dimensions, l'une grande et l'autre plus petite (Highmore 2002, 5). Chez Lefebvre, par exemple, la vie quotidienne est ce qui relie « le drame, l'Histoire, la décision » et le lieu où la réalité stagne (Sheringham 2006) ou le domaine de l'économie et celui de l'individu et de son expérience de vie (Ronnenberger 2008, 135). Comeau (1987, 122)

propose l'idée que la vie quotidienne est le « lien interactif » entre la vie privée (les relations familiales et intimes) et la vie publique (le travail, les partis politiques, etc), et, de manière similaire, Burkitt (2004) affirme que la vie quotidienne se retrouve autant dans l'officiel que l'informel (unofficial) pendant que Cohen et Taylor (1992, 44) proposent le quotidien comme tension entre le « soi » et la société. Le quotidien apparait donc comme étant un fil tendu entre le macro et le micro, l'échelle à laquelle peuvent s'observer les enjeux de ce « macro » au niveau où ils se manifestent pour les individus. Dans son introduction à *The everyday Life Reader*, Highmore (2002) propose un tableau récapitulatif présenté ainsi :

Tableau 1.1 : Les pôles entre lesquels naviguent les définitions du quotidien

Particulier Général

Capacité d'agir Structure

Expérience/sentiments Institutions/Discours

Résistance Pouvoir

Micro-analyse Macro-analyse

(Source: Highmore 2002, 5)

D'un autre côté, les analystes de l'espace, avec ce qu'on appelle « le virage spatial » dans les sciences humaines et sociales, soulèvent souvent l'importance de l'espace comme élément central de la vie quotidienne (Lussault 2007). Selon Ramadan (2013, 67), dont le travail se concentre sur l'espace des camps palestiniens, l'examen de l'espace du camp permet justement de regarder la vie quotidienne : « Spatialising the camp, understanding how it is constituted and functions spatially, is a way of grounding geopolitics in the everyday: understanding the small moments and acts that negotiate and constitute broader geopolitical architectures in the spaces of the camp and beyond ». Dans cette pensée, l'espace devient à son tour intermédiaire entre des « petits » actes du quotidien et des enjeux géopolitiques.

On pourrait considérer que le quotidien est l'échelle à laquelle se déroulent des éléments significatifs permettant de lier l'individu à des enjeux sociaux plus larges et que l'espace est une bonne échelle d'observation de ces éléments. L'idée que l'observation de l'espace permet l'identification d'enjeux plus larges provient de celle de Lefebvre (1974) qui, présupposant une production de l'espace, affirme que l'observation de l'espace produit d'une société permet de la

⁷ De nombreuses expressions dans les écrits tentent de rendre la montée de l'utilisation de l'espace dans les sciences humaines et sociales. On pense par exemple à « the spatial vogue » chez Keith et Pile 1993, 2; « the recent scholarly turn to space and spatiality » chez Peteet 2005, 22.

comprendre. Lefebvre affirme que, les activités sociales étant toujours spatialisées, il est possible de « lire » certaines représentations et pratiques sociales dans l'espace. Il s'agit de percevoir l'espace comme n'étant pas un contenant neutre des activités humaines, mais au contraire, comme ayant son rôle dans l'évolution des représentations, des perceptions et des identités culturelles et politiques.

Les considérations de l'espace et du quotidien ont également en commun le dépassement de la dichotomie individuel/collectif. En effet, dans la construction du quotidien ou la production de l'espace, on retrouve une multiplicité d'actions d'individus qui ne peuvent qu'être considérées dans leur nombre ou du moins à un niveau collectif. Ainsi, les études qui se penchent sur la création d'un espace propre à une société examinent-elles de multiples éléments qui se déroulent à petite échelle dans le temps et dans l'espace mais qui contribuent à la construction plus générale de cet espace approprié⁸. Afin de justifier l'éloignement de l'individuel malgré l'examen d'actions justement individuelles, de Certeau (2010, XXXVI) propose les termes de « modes d'opération ou de schéma d'action » afin de nommer l'objet d'étude.

L'espace et le quotidien apparaissent donc tous les deux comme des éléments à l'échelle desquels des observations nouvelles peuvent être faites sur les collectivités et les sociétés où nous vivons. Ils apparaissent également comme des éléments présents à tout instant dans nos vies, sans que l'on y prête nécessairement attention, dont l'analyse a le potentiel de révéler quelque chose. Enfin, leur étude apparait comme un moyen d'échapper à la dichotomie individuel/collectif et ainsi de réaliser une analyse qui puisse englober ces deux éléments à la fois, en plus de relier les questions de structure et de capacité d'agir.

Au quotidien : espaces de résistance

Le quotidien est donc étudié dans l'espoir de créer un lien entre le niveau de l'individu et celui plus grand de la structure. Comme le note Highmore (2002, 1-2), l'étude du quotidien a parfois pour but, sinon pour effet, de rendre visible ceux auxquels la classe dominante n'accorde habituellement pas d'importance. Le fait même de choisir pour objet d'étude le quotidien peut servir à donner de la visibilité à un groupe dont le rôle est peu reconnu dans la société où il s'inscrit. On pense notamment aux études féministes qui ont relevé l'importance du rôle de la

⁸ Plusieurs de ces études seront citées dans ce mémoire, par exemple celle de Peteet (2005) sur les camps palestiniens au Liban et celle de Bayat (2005) sur les marges urbaines au Moyen-Orient.

femme au foyer dans le développement économique des sociétés capitalistes. Dès le départ, donc, l'étude du quotidien s'inscrit dans le politique.

Cependant, la dimension politique du quotidien est en fait plus large que cela. En effet, dès le moment où l'on retient la définition présentée plus haut de la vie quotidienne comme reliant tous les aspects de la vie, de la plus « officielle » à la plus informelle, celle-ci est politisée par le fait même qu'elle apparaît comme liée au politique et non pas simplement constituée des aspects plus affectifs de la vie (Burkitt 2004; Comeau 1987). En effet, le quotidien apparaît comme le lieu d'action de personnes qui transforment la réalité à coup de petits gestes de tous les jours. L'ouvrage phare de de Certeau, *L'invention du quotidien* (2010), recherche justement toutes les façons dont le quotidien est *invent*é par ses usagers sans se faire imposer des « manières de faire ». Son point de départ est celle de la consommation puisqu'il affirme que les usagers des produits du quotidien ne sont pas passifs, mais trouvent au contraire de nouvelles manières de les utiliser, les détournent, et par cela même en créent un nouvel usage. La résistance, dans les analyses de de Certeau (2010, XXXVII) se fait contre « l'ordre économique dominant », mais les sources de contraintes ou de pouvoir contre lesquelles la vie quotidienne résiste sont nombreuses dans les écrits, allant de l'État et la loi (Bayat 2010; Burkitt 2004) à la banalité et l'ennui (Cohen et Taylor 1992) en passant par le patriarcat et le sexisme (Fenster 2005).

La notion de « production de l'espace », chez Lefebvre, provient initialement d'une lecture marxiste de l'espace, et que ce dernier est par conséquent très politisé. Sa théorie est que le mode de production (capitaliste) « produit – en même temps que certains rapports sociaux – son espace et son temps » (Lefebvre 1974, 13-14). À la lumière de cette lecture marxiste, il apparaît donc que l'espace est conflictuel, et que l'on peut y lire la lutte des classes, interprétée au sens large et incluant les minorités. La production de l'espace, par ces groupes minorisés ou minoritaires prend une importance majeure chez Lefebvre et se retrouve, elle aussi, politisée :

un groupe : une classe ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme "sujets" qu'en engendrant (produisant) un espace. Les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace en engendrant (produisant) une morphologie appropriée se dessèchent en signes, se résolvent en récits abstraits, se changent en fantasmes. L'investissement spatial, la production de l'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort (1974, 478-479)

En affirmant cela, Lefebvre ouvre les possibilités de la spatialisation de la résistance du quotidien. En fait, de nombreux écrits récents qui relèvent de ce qu'on pourrait appeler la « géographie de la résistance » ou « géographie radicale » tentent de politiser l'occupation de

l'espace des personnes « ordinaires » (Keith et Pile 1993; Harvey 2012; Mitchell 2003). Certains auteurs notent le potentiel de l'approche par l'espace pour étudier la résistance en mentionnant les métaphores linguistiques utilisées pour la description des relations de pouvoir (de genre, race et classe, entre autres) : « position », « périphérie », « centre/marges » (Borden, Kerr et Rendell 2001, 15; Keith et Pile 1993, 1). Comme l'écrivent Borden, Kerr et Rendell (2001, 15), « such spatial metaphores highlight the epistemological importance of the occupation of space in the construction of identity », mais également, comme dans la binarité « centre/marges », ces métaphores peuvent mettre en valeur les relations de pouvoir présentes dans l'espace.

L'ouvrage de Bayat, *Life as Politics* (2010) est un exemple de théorisation de la résistance quotidienne dans l'espace, par l'analyse les « non-mouvements » au Moyen-Orient, l'action simultanée de nombreuses personnes qui agissent individuellement. Il développe la notion de « quiet encroachement of the everyday » (« empiètement silencieux du quotidien »), qui consiste, pour la classe urbaine pauvre, à « empièter » sur l'espace des riches ou du gouvernement à travers des actions illégales ou informelles qui, à long terme, cherchent à la fois à s'intégrer dans les infrastructures urbaines et à acquérir une certaine autonomie (Bayat 2009, 59-60). La question principale que pose la théorie de Bayat est celle de *l'intention* de la résistance : il affirme qu'une action initialement entreprise pour s'accommoder peut ensuite créer une lutte collective pour la défense d'un service acquis. Il donne l'exemple de personnes se branchant illégalement au réseau d'électricité de la municipalité, forçant la municipalité à mieux desservir tous les logements, puis refusant collectivement de payer pour le service, officiel cette fois. Pour Bayat, c'est dans la rue que ces éléments sont le plus apparents, puisque c'est à la fois la rue que les « urban subaltern » peuvent le plus s'approprier, mais également là que les mécanismes de surveillance de l'autorité peuvent s'exercer le mieux.

L'un des espaces les plus politisés dans les écrits sur l'espace est celui de la ville. L'urbanité provoque de nombreux questionnements sur l'engagement que les citadins peuvent avoir avec leur espace et sur les types de contestations qui y sont possibles. Un de ces questionnements concerne un concept d'abord théorisé par Lefebvre (1967) et ensuite approprié par plusieurs penseurs, le « droit à la ville ». Dans la continuité de la pensée de Lefebvre, Harvey (2004, 236) théorise le droit à la ville : « the right to the city is not merely a right to access to what already exists, but a right to change it after our heart's desire ». Au-delà de ce concept très cité, l'urbanité est également considérée comme le lieu de nouveaux types de mobilisations se trouvant en continuité avec la vie quotidienne et ses affects (Boudreau, Boucher et Liguori 2009). On s'interroge même sur le potentiel « émancipateur » de la ville (Lees 2004).

Fenster (2005) critique le concept du droit à la ville du point de vue féministe, défendant l'idée que ce concept ne prend pas en considération les relations de pouvoir patriarcales. Bien que le concept de Lefebvre semble quand même inclure différents types de minorités et de relations de pouvoir, le texte de Fenster est intéressant puisqu'elle tente d'enrichir le concept du droit à la ville avec les expériences quotidiennes des femmes, surtout à travers leur confort et leur sentiment d'appartenance dans la ville où elles vivent (Fenster 2005, 217). Elle défend l'idée que la démocratie participative reproduit les inégalités et les relations d'oppression et intègre le droit de participer au droit à la ville (2005, 226-227). Elle défend une acception de la « participation » dans la sphère privée autant que publique, et donc, sans l'expliciter comme tel, propose une vision plus large de la participation à la création de l'espace urbain. Elle mentionne, par exemple, l'aménagement de l'espace du foyer comme faisant partie d'une pratique de création de l'espace urbain, ce qui, pour elle renforce le sentiment d'appartenance à la ville et celui d'avoir un pouvoir sur cet espace.

Comment l'espace est-il pratiqué au quotidien?

Dans la phrase de Harvey citée plus haut, le choix du verbe « change it after our heart's desire » englobe déjà plus d'actions possibles que celui de Lefebvre « engendrer (produire) une morphologie appropriée ». Chez Lefebvre (1974), cette production s'inscrit dans la notion d'appropriation de l'espace, inspirée de la conception marxiste de l'aliénation, qui pourrait être définie comme la séparation de l'homme de son monde, ou sa perte de relation avec ce dernier. Bien qu'il soit très utilisé dans les sciences sociales, le terme d'appropriation de l'espace est très peu défini (Veschambre 2005). D'une certaine manière, l'appropriation de l'espace est la transformation et la maîtrise de l'espace par ce groupe. Bien sûr, au sens le plus concret, engendrer un espace, pour un groupe, signifie produire un espace construit, physique, ou, selon le terme de Lefebvre, une « morphologie ». Cependant, la ville ou l'espace peut être changé sans que le changement ne soit morphologique, mais plutôt relationnel ou lié à une nouvelle signification. Il peut être éphémère, immatériel, mémoriel.

Beaucoup d'écrits sur la construction d'espaces au quotidien se demandent justement comment sont « produits » ces espaces urbains appropriés. C'est une manière de « se focaliser sur ceux qui les habitent » (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony 2007, 5). Comment saisir, décrire, identifier ces manières de s'approprier la ville, et surtout de la transformer? De Certeau, qui navigue dans *L'invention du quotidien* de métaphore en métaphore, en utilise une qui est souvent

commentée afin de décrire l'effet transformateur et inventif des pratiques de l'espace en prenant l'exemple de la marche. Il explique que la marche est aux infrastructures de la ville ce que la parole est au langage (de Certeau 2010, 148): en marchant dans la ville, son usager fait des « tours » des « détours », peut laisser tomber en désuétude un certain coin et en animer un nouveau. Il peut aussi créer un nouvel usage à une « expression » rarement utilisée (une rue, un trajet); bref, « la marche affirme, suspecte, hasarde, transgresse, respecte, etc., les trajectoires qu'elle "parle" » (de Certeau 2010, 150). Cette idée s'inscrit dans la continuation des quatre rôles de l'énonciation relevés en linguistique : la réalisation d'un système, l'appropriation de la langue, l'inscription dans une relation et, enfin, l'instauration d'un présent (de Certeau 2010, 56). Cependant, il remarque toutefois qu'il ne s'agit pas uniquement de noter que les pratiques quotidiennes actualisent un système (dans ce cas spatial), mais également qu'elles s'inscrivent dans un rapport de force et qu'elles sont ce qui reste possible « au faible », c'est à dire dans le champ de sa capacité d'agir.

Il y a également une manière intéressante, dans les écrits, de mettre les mots sur ces pratiques à travers des verbes d'action. L'ouvrage écrit par les collaborateurs de de Certeau est constitué de deux essais structurés selon les deux verbes « habiter » et « cuisiner » (de Certeau, Giard et Mayol 2010). À leur suite possiblement, l'ouvrage collectif cité plus haut, *Vies citadines* (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony 2007) est organisé par verbes, soulignant l'action des habitants sur leur ville : « détourner », « voisiner », « bouger » et « fêter » sont quelques exemples des verbes mobilisés dans cet ouvrage, chacun de ces termes titrant un chapitre. Dans tous ces cas, les analyses cherchent à démontrer la manière dont ces actions dans la ville forgent l'espace, mais également comment ces pratiques se manifestent différemment selon les contextes. C'est pourquoi il est particulièrement intéressant que *Vies citadines* (2007) se base sur les observations de chercheurs ayant travaillé dans des contextes géographiques différents.

L'analyse des pratiques quotidiennes de l'espace s'inscrit donc dans une volonté d'observer la manière dont les personnes « ordinaires » transforment leur environnement à travers leur usage quotidien de l'espace qui les entoure. Cette échelle d'étude permet à la fois de politiser ces actions de « tous les jours » et d'en comprendre les différentes significations.

Les pratiques quotidiennes de l'espace ne transforment cependant pas uniquement l'espace luimême. Comme le fait remarquer Di Méo (1999, 78), celles-ci créent également, par la répétition, des représentations territoriales, individuelles comme collectives. Pour lui, la relation entre les espaces géographiques et les « cheminements routiniers du quotidien » est circulaire : les uns produisent et subissent les effets de l'autre et inversement, tout en subissant les effets des contraintes géographiques, politiques et sociales. Cette hypothèse est corroborée dans de nombreuses études mêlant anthropologie et géographie, dont certaines qui seront citées concernant les camps de réfugiés palestiniens comme celle de Peteet (2005). Il est intéressant, à la suite de Di Méo, de se poser des questions sur ces relations mutuelles. En effet, puisque les pratiques spatiales sont contraintes par le contexte et les « systèmes sociospatiaux » où elles ont lieu, mais qu'elles transforment ces derniers à la fois, on peut se demander quelles sont les modalités de cette transformation. Et, surtout, dans un contexte aux enjeux nombreux tel que celui d'une reconstruction, les pratiques quotidiennes de l'espace ont-elles pour effet de « vérifier et signer » l'organisation prédéterminée de la société et de l'espace, pour reprendre l'expression de Guy Di Méo (1999, 85), ou sont-elles le lieu d' « invention », de subversion et de transformation? La recherche sur les pratiques quotidiennes de l'espace à Nahr el-Bared se veut une contribution à ce questionnement général et aux écrits qui le traitent.

Comprendre l'espace d'un camp de réfugiés palestiniens

Les camps de réfugiés palestiniens sont très étudiés en raison des enjeux importants, surtout géopolitiques et humanitaires, qui les entourent. De nombreuses recherches en anthropologie, en sociologie, en sciences politiques et en géographie traitent des camps palestiniens au Liban et dans les pays environnants où ils existent (Syrie, Jordanie et Territoires Palestiniens). Les camps revêtent différentes identités selon le pays et l'époque et leurs communautés bâtissent leurs spécificités au fil de l'histoire, étant établies depuis plus de 60 ans. Si chaque camp a son identité propre, il conserve des similarités d'abord avec les autres camps du même pays, puis avec les camps de la région.

Cependant, dans les écrits, des liens sont également établis avec d'autres espaces plus éloignés (géographiquement et contextuellement). On parle d'espaces informels, temporaires, humanitaires et autres, comparant souvent d'autres types d'espaces au camp de réfugiés. Amanda Dias (2012) fait par exemple une étude comparative entre un camp de réfugiés palestiniens au Liban et une *favela* au Brésil, les qualifiant tous les deux comme « espaces urbains à la marge ». Michel Agier (2013), lui, offre une analyse globale de « campements urbains », incluant dans ce terme les camps de réfugiés, les camps de détention d'immigrés illégaux et le ghetto. Ces échelles d'étude, si elles semblent éloigner le camp de son contexte culturel spécifique, offrent de nombreuses possibilités d'analyse et surtout, permettent de

penser les camps palestiniens à partir d'une analyse et d'une lecture de l'espace. L'approche par l'espace permet de mettre en lumière certains points communs qu'ont les camps palestiniens avec d'autres espaces informels ou en marges et par conséquent de découvrir de nouvelles manières d'en parler. C'est pourquoi il est possible de mobiliser des concepts qui ne sont pas nés de ce contexte, mais qui éclairent ces espaces informels, tels que ceux de « non-mouvement » et de « quiet encroachement » de Bayat (2010) mentionnés plus haut. Sans être une recension complète des écrits sur les camps palestiniens, cette section tente donc de concevoir les manières dont on peut analyser leurs espaces.

Des espaces humanitaires : Gouvernance, structures... et capacité d'agir?

Les camps de réfugiés sont des dispositifs spatiaux reliés à un système international d'aide aux populations déplacées. Malkki (1995) trace les origines de la forme « moderne » du réfugié à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans une recension critique des écrits sur le sujet, elle démontre la manière dont, entre les années 1940 et 1950, un « régime international de réfugiés » se met en place. Après une brève période durant laquelle les réfugiés sont considérés comme un problème militaire, la logique humanitaire se met en place, notamment avec la création d'organismes internationaux dont l'UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees) en 1951. Bien qu'elle n'étudie pas spécifiquement les espaces des camps, Malkki reconnaît que ceux-ci ont joué un rôle important dans la mise en place du concept de réfugié.

En effet, dès le départ, les camps (planifiés comme des bases militaires) sont conçus comme des espaces où la population est facile à surveiller et à gérer, et sont parfois décrits dans les écrits comme des « espaces disciplinaires ». Cette expression donne une idée de l'influence de la pensée de Foucault dans ce domaine d'étude. Foucault a en effet conçu la notion de gouvernementalité, parfois nommée biopouvoir, signifiant les manières dont la conduite d'une population est dirigée, gérée et contrôlée (Peteet 2005, 70). Dan Bulley (2014), analysant des guides à la planification spatiale des camps de plusieurs organismes, démontre la manière dont cela se concrétise dans un camp. Il explique comment les dispositifs des organismes produisent une *population*, que l'on peut compter et contrôler. Il tire sa réflexion de la remarque de Foucault qui observe que la gouvernementalité concentre son champ d'action sur les populations et non les individus. Ainsi, afin de contrôler la population déplacée, les organismes installent des dispositifs spatiaux qui permettent de compter les individus : par exemple, des bureaux d'accueil sont installés, mais également, afin d'éviter de compter la même personne deux fois, le camp

est encerclé d'une clôture et certains systèmes de bracelets d'identification sont mis en place. Les réfugiés sont donc contraints dans leur mobilité sous le prétexte d'optimisation de l'aide (Bulley 2014, 71-72).

Les camps sont donc souvent dépeints comme des espaces humanitaires, régis par des instances internationales (l'ONU ou d'autres) qui réduisent la vie des personnes y vivant à des besoins biologiques d'urgence. Ces espaces, que Boano (2011) qualifie de « violents », sont conçus selon des calculs prédéterminés et organisés de manière à contrôler les déplacements des réfugiés (Bulley 2014). Selon ces auteurs, cette étiquette du « réfugié » a été entièrement construite par les organismes humanitaires qui ont ainsi arraché leur capacité d'agir de ces personnes, les catégorisant comme « victime » et faisant de ce groupe une population à comptabiliser, organiser, nourrir, éduquer; ainsi que dépendante à ses services.

Souvent, donc, d'après ces écrits, l'État ou le dispositif humanitaire international a tendance à mettre en place des mécanismes de contrôle des réfugiés. Au Liban, plusieurs de ces analyses sont pertinentes à la situation tant historique que contemporaine des réfugiés palestiniens, ce qui est soulevé par de nombreux auteurs (Hanafi 2011; Czajka 2012). Ces derniers démontrent la manière dont les camps sont considérés comme des îlots de sécurité où la souveraineté de l'Etat ne s'exerce pas, et ce, en raison de l'autonomie historique dont les camps jouissaient jusque dans les années 1980. Cependant, la relative absence de l'État libanais dans les camps ne signifie pas que les habitants des camps jouissent d'une liberté totale, ni qu'ils se gouvernent eux-mêmes. Peteet (2005, 50-51) montre, par exemple, la manière dont les organismes non gouvernementaux, en particulier l'UNRWA et sa bureaucratie, jouent un rôle crucial dans la définition de l'identité des réfugiés. On pourrait également penser à une multitude d'autres éléments qui exercent une contrainte sur les Palestiniens dans les camps, entre autres, l'absence d'État, dans le sens où les Palestiniens n'ont pas d'instance politique pour se protéger. Aussi, le pouvoir qu'exerce l'État libanais est plus dissimulé : par exemple, les Palestiniens, à cause des restrictions gouvernementales sur leur travail, obtiennent souvent des emplois précaires et mal payés, lorsqu'ils ne sont pas discriminés à l'embauche. De manière indirecte, donc, leur intégration à la société libanaise est limitée. Le « pouvoir » ne s'exerce donc pas de manière univoque et directe sur eux. Dans le cas des camps de réfugiés palestiniens au Liban, les habitants ont donc un relatif contrôle sur leurs espaces de vie. Il est cependant vrai que les contraintes y sont nombreuses et qu'elles proviennent principalement des organismes humanitaires et de l'État.

Des espaces de résistance

De nombreux écrits tentent de démontrer que cette théorisation des camps de réfugiés ôte à leurs habitants la capacité d'agir et mobilisent le concept de résistance afin de la remettre au premier plan. Les camps de réfugiés palestiniens en particulier, à cause de leur histoire, sont théorisés comme des espaces de résistance.

Certains auteurs mobilisent la pensée de Foucault pour théoriser les formes de résistance des Palestiniens (Zureik 2003; Latif 2008; Zawawi, Corijn et Heur 2012). Zureik (2003) identifie la question du contrôle comme étant majeure pour l'analyse de la société palestinienne. D'après lui, à travers le concept de « microphysique du pouvoir », Foucault parvient à démontrer que le pouvoir n'est pas uniquement porté par l'État. Celui-ci est plutôt présent dans toutes les institutions, particulièrement lorsqu'elles impliquent un contrôle des populations (Zureik 2003, 154), ce qui s'inscrit dans la conception des camps de réfugiés comme espaces de surveillance et de contrôle. Zawawi, Corijn et Heur (2012) expliquent que, selon Foucault, ce pouvoir disciplinaire s'exerce à travers l'espace. Sans le nommer explicitement, les auteurs font probablement référence au panoptique, dispositif architectural (et spatial) de surveillance qui permet de mener les personnes surveillées à se discipliner par elles-mêmes. Cependant, selon Zawawi, Corijn et Heur (2012), le pouvoir souverain, celui qui s'exerce par l'usage de la force et la coercition, se manifeste également dans l'espace. Ce qui est cependant reproché à Foucault est que son approche n'aborde pas la capacité d'agir des sujets face à l'exercice de ce pouvoir (Zureik 2003), et leur capacité à produire leur espace propre (Zawawi, Corijn et Heur 2012).

Inscrivant son analyse dans un cadre anthropologique, Peteet (2005, 2) écrit que « the paradox that human societies and individuals are products of structural and disciplinary forces, yet exercise remarkable creativity in improving and carving out meaningful lives which then effect a transformation in these forces remain a central problematic of contemporary anthropology ». Elle évoque ici implicitement la « agency » ou capacité d'agir des individus dans un contexte où certaines contraintes disciplinaires et structurelles agissent. Dans le contexte plus spécifique des camps palestiniens au Liban, elle veut analyser « the structural constraints imposed on refugees by displacement, refugee camps, international agencies and host countries, and [...] refugees' individual and collective in crafting daily lives that transformed these structures and spaces » (2005, 2).

La « résistance » des Palestiniens est un trope commun dans les écrits, mais également dans les imaginaires. Sayigh (2011) défend l'idée qu'une identité homogène commune aux réfugiés

palestiniens n'est plus une réalité, et que les localités prennent plus d'importance que la communauté palestinienne globale. Par contre, affirme-t-elle, le sentiment d'« être Palestinien » est lié à l'acte de résistance, ce dernier étant ancré dans la localité. Une des formes de résistance les plus citées par rapport à la culture palestinienne est celle de *sumud**. Dans l'imaginaire palestinien, le terme *sumud**, devenu synonyme de résistance, signifie « ténacité » ; c'est le simple fait de ne pas bouger, ne pas fuir, de rester là, continuer à exister et transmettre sa culture, « a way of being in the world » (Peteet 2005, 148). Bien que ce terme puisse être évoqué pour l'ensemble des Palestiniens, plusieurs auteurs le mentionnent concernant la résistance des femmes.

Pour Shalhoub-Kevorkian (2005), le sumud* vient également avec l'idée de rester soudés, ce qui, pour elle, est relié au rôle de la femme de protection de la famille. Elle montre comment, à travers ce rôle, les femmes palestiniennes de la Cisjordanie mettent en place des stratégies de résistance qu'elle appelle « contre discours » (counter-discourses) et « contre-espaces » (counter-spaces). En fait, son analyse se situe autour d'une politique générale d'Israël qu'elle nomme « pas de refuge sûr » (no safe haven), notamment à travers les destructions individuelles de maisons en guise de représailles, la construction du mur et le changement constant des lieux de barrages de contrôle. À travers ces pratiques, l'état israélien refuse la stabilité aux familles de la Cisjordanie, et surtout aux femmes qui sont chargées de veiller au foyer. Les contre-espaces peuvent être autant des foyers "bricolés" à travers des draps accrochés pour former une pièce et un bain donné dans une bassine rafistolée que la transformation d'espaces de l'occupation, comme une salle d'attente de prison. Dans une perspective féministe, Shalhoub-Kevorkian (2005, 136) montre que le « privé est politique » et que ces actions créent des contre-espaces politiques dans le contexte de l'oppression, se situant dans la continuité de la thèse de Fenster (2005) qui défend l'idée que la transformation d'espaces tels que le foyer peut constituer en soi une résistance.

L'analyse de Richter-Devroe (2013) est moins axée sur le collectif, dans le sens où elle expose des stratégies de résistance individuelles. Elle expose des discours de mobilité de femmes en Cisjordanie afin de montrer la manière dont la définition de *sumud** a évolué. En effet, selon elle, la première Intifada était marquée par la « suspension de la vie », pendant laquelle les Palestiniens auraient suspendu la tenue de célébrations telles que les mariages et les fêtes d'anniversaire afin de prioriser la lutte. La deuxième Intifada, elle, est caractérisée par l'idée que le *sumud** signifie avoir du plaisir, de l'humour et de l'espoir afin de ne pas céder à l'occupation (Richter-Devroe 2013, 38). Les répondantes, dans sa recherche, exposent leurs stratégies pour

s'émanciper et s'amuser, qui passent par la mobilité dans l'espace. Richter-Devroe (2013, 34-35) tente de démontrer une position d'Abu-Lughod (1990) selon laquelle l'étude de la résistance peut révéler les changements dans les structures de pouvoir. Elle montre bien la manière dont une pratique de résistance dirigée contre une forme d'oppression peut en fait en agir sur une autre. Lorsque les femmes se déplacent en Israël afin de refuser le contrôle de l'espace par cet État, affirme-t-elle, elles s'opposent également à la forme de résistance de la première Intifada, la « suspension de la vie » qui leur était imposée par les hommes.

Identité et mémoire : Des espaces d'appartenance

La question de la mémoire est centrale dans la « question palestinienne ». Comme l'écrivent Ahmad Sa'Di et Lila Abu-Lughod (2007) dans leur introduction de *Nakba : Palestine, 1948 and the Claims of Memory* la Nakba*, la « catastrophe » palestinienne de 1948, est un point de départ de l'histoire contemporaine palestinienne. Toute l'histoire subséquente (et même précédente) est lue à travers la Nakba* (Sa'Di et Abu-Lughod 2007; Sfeir-Khayat 2009, 116). Les Palestiniens exilés en 1948 transmettent la mémoire de cet évènement de génération en génération, afin de ne pas disparaître. Les écrits sur la mémoire de la Nakba* montrent comment les lieux abandonnés lors de la fuite sont particulièrement chargés de mémoire, d'émotion, et de sens politique ; « they are not simply sites of memory but symbols of all that has been lost and sites of longing to which return is barred » (Sa'Di et Abu-Lughod 2007, 13).

De (très) nombreux travaux se penchent sur la mémoire de la Nakba dans les camps (Al-Hardan 2012; Allan 2007). Al-Hardan (2012), par exemple, retrace la mobilisation des réfugiés pour le droit de retour dans les camps en Syrie. Il démontre la manière dont ces mobilisations, tant par l'organisation d'évènements mémoriels que par l'enregistrement de l'histoire orale de la Nakba*, sont motivées par un réel attachement à la Palestine, même chez les réfugiés nés en Syrie. Cependant, bien que les camps soient souvent présentés comme des lieux de transition qui ne sont rien de plus que des lieux d'attente du retour en Palestine, d'autres écrits révèlent qu'en réalité, les camps ont leur identité et leur signification pour leurs habitants. Une notion centrale dans les écrits est celle de l'identification du camp avec la Palestine quittée (Ramadan 2010; Halabi 2004; Peteet 2005). Pour Halabi (2004), c'est d'abord et avant tout le statut administratif de réfugié qui confère une identité au camp : selon elle, l'UNRWA a octroyé le statut officiel de réfugié, qui donne le droit de retour en Palestine, uniquement à ceux qui se sont installés dans

les camps. Les camps deviennent donc des garanties – et des salles d'attente – du retour. Halabi (2004, 45) parle d'« identification spatiale du camp avec la terre natale de la Palestine ».

Il est vrai que les camps contiennent un parallèle avec la Palestine. Cependant, Ramadan (2010) démontre qu'en réalité, les camps ont pris une plus grande importance que la simple identification avec la Palestine, et ont acquis leur propre identité. En menant des entrevues avec les anciens résidants de Nahr el-Bared, et en les comparant à celles des résidants des camps de Rashidiyya, au sud du Liban, il démontre que la destruction du camp met en valeur le rôle que celui-ci jouait. Le camp, comme espace de culture et de socialisation palestinienne, permet de protéger ses habitants de la marginalisation qu'ils vivraient s'ils habitaient hors du camp, dans le « pays hôte hostile », le Liban (Ramadan 2010, 54). Dans son ethnographie des camps palestiniens au Liban, Julie Peteet (2005) s'attarde sur les processus de ce « place making » et sur la manière dont se forme l'identité de ces espaces, tout en incluant dans son analyse la mémoire et l'engagement politique. Son objectif est de mettre en exergue la relation des Palestiniens avec les espaces que sont les camps. Son argumentation va dans le même sens que celle de Ramadan, c'est-à-dire qu'elle défend l'idée que les Palestiniens ont imprégné leurs camps de leur identité, mais aussi qu'avec le temps, les représentations qu'ils avaient du camp ont forgé à leur tour leur identité. C'est ainsi qu'elle retrace une longue histoire de l'évolution des camps, depuis la période avant l'exil jusqu'à la fin des années 1990, en passant par les différents statuts politiques et militaires qui les régissent. À travers le temps, les camps au Liban acquièrent donc une identité qui se trouve entre la reproduction de la mémoire et de signification de la Palestine d'avant 1948 et la naissance d'une nouvelle identité nationale palestinienne liée à l'exil au Liban et à la résistance.

Quelle urbanité pour un camp de réfugiés?

De nombreux concepts ont été créés par des penseurs afin de théoriser les types d'espace que les camps, campements et autres ghettos peuvent être. Ces concepts sont souvent développés sous le signe du « hors » ou de l'« autre », des espaces en dehors de la société ou en sa marge. On y trouve l'hétérotopie, conceptualisée par Michel Foucault (1984) dans un texte court qui ne réfère pas explicitement aux camps, mais qui a été repris dans ce contexte. L'hétérotopie, chez Foucault, est un « espace – autre » selon son étymologie, qui, comme l'utopie, se trouve hors des espaces normés et qui contient en soit un miroir de la société. Boano (2011, 44), par exemple, défend l'idée des camps comme hétérotopies dans le sens où

ils dénoncent ce qui se trouve autour d'eux et révèlent les « cacophonies d'ordre et de contrôle que mettent en place les pouvoirs humanitaires » (traduction personnelle).

Autre manière de se représenter l'altérité des camps, la notion d'espace ou d'état « d'exception » est empruntée à Giorgio Agamben (1997), qui affirme que les individus se retrouvant dans ces espaces deviennent des « hommes sacrés » (homo sacer), auxquels on peut faire du mal impunément et à qui on retire tous leurs droits de l'homme. Ce concept est très largement adopté lorsqu'on parle des camps de réfugiés palestiniens (Ramadan 2009; Hanafi et Long 2010; Hanafi 2008). La destruction du camp de Nahr el-Bared et le pillage qui s'y déroule durant la guerre situent certaines analyses du camp selon ce concept (Ramadan 2009; Sheikh Hassan et Hanafi 2010; Hanafi et Long 2010). Dans le cas des réfugiés palestiniens au Liban, l'état d'exception signifie qu'ils vivent en marge de la loi, sans que cette dernière les protège, tout en étant soumis à l'exercice de souveraineté de l'État. Ainsi, l'attaque de l'armée libanaise sur le camp, et surtout, le pillage des appartements qui s'y déroule sans enquête ni conséquences pour les pilleurs situe Nahr el-Bared, selon ces auteurs, dans un état d'exception.

Cette très commune manière d'invoquer l'état d'exception dans les analyses des camps est cependant critiquée (Bulley 2014; Ramadan 2013). Bulley (2014) rapporte que cette utilisation du concept « aplatit » non seulement la pensée d'Agamben mais également les situations politiques et humaines complexes qui se déroulent dans les camps. Cette conception des personnes dans les camps comme complètement dénués d'humanité leur enlève leur capacité d'agir. S'agissant des camps palestiniens, il est central de dire qu'en fait, ce n'est pas uniquement la souveraineté de l'État libanais qui s'y exerce, mais celle d'une multiplicité d'acteurs politiques (Hanafi et Long 2010; Ramadan 2013), dont les comités populaires et les factions de partis politiques palestiniens, mais également l'UNRWA et d'autres ONG. Une analyse de la capacité d'agir dans les camps se doit donc de prendre en considération ces sources multiples de contrainte.

Dans la continuité de la conception des camps comme espaces de l'état d'exception, Diken (2004) affirme que les camps de réfugiés sont des non-lieux tels que théorisés par Augé (1992). Pour lui, les camps de réfugiés sont donc des lieux où ces derniers demeurent anonymes, sont isolés des centres urbains et sont tenus à l'immobilité. Ils sont caractérisés par l'extraterritorialité, c'est-à-dire qu'ils ne font pas partie de l'espace où ils s'inscrivent (Diken 2004). Cependant, Diken ne reconnaît pas qu'il existe d'autres types de camps de réfugiés. Son étude examine uniquement les camps de demandeurs d'asile dans des pays tels que le Danemark, l'Australie et l'Allemagne. Certains camps, surtout ceux qui sont établis depuis un

certain temps, sont plutôt des « espaces anthropologiques », tels qu'également définis par Augé. Comme il a été abordé plus haut au sujet des camps palestiniens, ces espaces sont investis d'une histoire, d'une identité et même d'un attachement au lieu. On ne peut donc pas parler de non-lieu au sujet des camps de réfugiés palestiniens.

Le cadre bâti des camps de réfugiés est rarement analysé pour lui-même (Sanyal 2014). Cependant, la forme de ces camps, surtout les plus anciens caractérisés par un bâti solide, mais désorganisé, une densité forte et des services irréguliers, évoquent souvent un quartier urbain défavorisé (Latif 2008; Montclos et Kagwanja 2000). Mais comment définir ces espaces en rapport avec la ville et l'urbanité? Hanafi (2011, 37) fait remarquer que, malgré des populations comparables à celles d'une ville, les camps sont gérés sans structure municipale. Ce n'est cependant pas l'unique critère qui définit une ville, et l'on parle souvent de processus d'« urbanisation des camps » (Misselwitz 2009, Montclos et Kagwanja 2000). Montclos et Kagwanja (2000, 206), dans leur étude de camps de réfugiés au Kenya, font par exemple remarquer que le cosmopolitanisme et la vie sédentaire que l'on retrouve dans certains camps font office de transition vers l'urbanité pour des populations rurales. À partir de quelques critères tels que la densité, l'infrastructure, « l'intégration urbaine » et l'activité économique, ils démontrent que certains camps peuvent être considérés comme étant des « quasi-villes » (virtual cities dans leurs termes). Pour eux, la question qui demeure est celle de savoir si ces quasi-villes sont des villes en devenir ou uniquement des tremplins urbains vers des « vraies » villes de la région. Dans cette mouvance, Bulle présente le camp comme une fabrique d'urbanité de laboratoire : « le camp s'offre à la vue comme réservoir d'expériences, comme fabrique processuelle, mais permanente de la vie urbaine. [...] Shu'faat se déploie dans l'enflement démographique et spatial, déborde de ses limites. Devenu une ville, il repousse ou actualise sans cesse les références aux conditions de son émergence » (Bulle 2009, 97).

Cependant, de nombreux auteurs tentent de briser la dichotomie dans/hors des camps en montrant la relation que ceux-ci ont avec leur environnement. Doraï (2008) démontre la manière dont les frontières des camps palestiniens sont poreuses, par l'entrée des habitants des alentours et des migrants attirés respectivement par les prix bas des commerces et des logements. Il démontre également que les habitants des camps eux-mêmes ne limitent pas leur mobilité à l'intérieur du camp et que les camps tendent à devenir des villes à travers les pratiques de leurs habitants. En fait, Puig et Doraï (2012, 15) proposent par exemple, si l'on définit les camps de réfugiés comme des espaces de confinement, d'analyser la manière dont les habitants investissent « l'extérieur » du camp à partir de ce lieu de vie parfois qualifié de

ghetto. Ainsi, la terminologie de « marge » est choisie par Dias (2013) afin de montrer leur relation avec le supposé « centre » et pour démontrer que les camps ne sont pas clos, mais des espaces en continuel dialogue avec leurs environs.

Les camps de réfugiés sont donc souvent analysés comme espaces, ce qui permet d'en voir les nuances : espaces humanitaires où les organismes internationaux, les ONG et occasionnellement l'État hôte exercent leur pouvoir; espaces anthropologiques où des communautés s'entraident et s'organisent; enfin, espaces urbains. Ce sont donc, au-delà des pouvoirs qui s'y exercent, des espaces où la capacité d'agir de leurs habitants se manifeste et où le bâti exprime l'histoire et l'évolution du statut de ses habitants. De nombreuses recherches analysent la manière dont l'espace est produit dans les camps palestiniens, notamment en relation avec les enjeux identitaires et politiques des réfugiés. La présente recherche vise à s'inscrire dans la continuité de ces études tout en examinant un cas à plus petite échelle, un seul camp, dans une situation de reconstruction. Avec la situation exceptionnelle dans lequel il se trouve, Nahr el-Bared permet d'observer cette construction quotidienne de l'espace dans le contexte libanais rempli de contraintes pour les réfugiés.

CHAPITRE 2: MISE EN CONTEXTE: UN CAMP DE RÉFUGIÉS AU LIBAN

À la suite de la déclaration de l'indépendance de l'État d'Israël en mai 1948, des milliers de Palestiniens fuient leurs villes et villages lors de ce qui a été plus tard nommé la Nakba*9 (« catastrophe, désastre » en arabe). Près de 100 000 Palestiniens se réfugient ainsi au Liban (Sayigh et Peteet 1987, 107; Peteet 2005, 6; Ramadan 2009, 154). Un organisme temporaire des Nations unies, l'UNRWA (L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) est créé en 1950 afin de subvenir aux besoins des réfugiés. On note souvent que les Palestiniens provenant des villes, de classe moyenne et ayant des qualifications professionnelles s'intègrent rapidement au tissu social libanais, s'installant donc dans des logements loués (Sayigh et Peteet 1987, 109). C'est donc pour une majorité de ruraux que quinze camps sont créés, soit sur des terrains loués par l'UNRWA à l'État libanais, soit sur des terrains achetés ou loués entre particuliers. Dans le contexte de l'exil, ce sont des chefs de villages (mukhtar*) et de famille qui rassemblent autour d'eux leur communauté afin de s'installer dans un camp ou l'autre, ce qui explique pourquoi ce sont parfois des villages au complet qui se rassemblent dans un camp (Peteet 2005). La plupart des camps ne sont pas planifiés et se mettent en place au fur et à mesure de l'arrivée des réfugiés. Aujourd'hui, c'est environ la moitié des Palestiniens au Liban qui habitent dans des camps, l'autre moitié habitant dans toutes les régions du Liban (Romig 2006, 3; UNRWA s.d.).

Jusqu'à la fin des années 1960, les camps sont sous le contrôle strict du gouvernement libanais. La peur d'un transfert du conflit israélo-palestinien sur le territoire libanais et d'un changement dans l'équilibre confessionnel fragile au Liban justifie une interdiction stricte d'engagement politique dans les camps, un contrôle des allers-retours à travers des barrages de l'armée libanaise, et même une règlementation des constructions. En effet, alors que les réfugiés remplacent peu à peu les tentes par des murs en ciment, l'installation de toits solides est strictement interdite par les autorités libanaises craignant y voir un signe de la permanence des Palestiniens au Liban (Peteet 2005, 108; Latif 2008). En 1969, dans un climat de tension et de volonté d'autonomie de la part des Palestiniens, le gouvernement libanais et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) signent les « accords du Caire », qui acceptent la présence de Palestiniens ouvertement armés sur le territoire et permettent aux Palestiniens le droit d'association politique. Dès cet instant, les milices palestiniennes prennent le contrôle physique

-

⁹ Les mots suivis d'un astérisque sont dans le glossaire p. vii

des camps, et s'ensuit une nouvelle organisation institutionnelle (Peteet 2005, 132), c'est-à-dire la mise en place d'un certain nombre de mécanismes de gouvernance propres aux camps. Ces accords donnent aux camps une autonomie qui les place « en dessous » de l'autorité libanaise, mais qui, selon plusieurs auteurs, ont dans les faits produit des espaces d'« État dans un État » (Ramadan 2009, 157; Peteet 2005, 152). C'est ce qu'on peut appeler les années de la « résistance », du mot utilisé pour qualifier la lutte des Palestiniens contre l'État d'Israël à partir du Liban. Durant ces années, les constructions dans les camps deviennent plus solides, et les bâtiments, désormais en béton, s'élèvent en hauteur afin d'absorber la croissance démographique dans ces espaces limités.

En 1987, l'État libanais annule les accords du Caire et reprend donc l'autorité sur les territoires des camps. Ramadan (2009, 158) affirme qu'en réalité cette autorité n'est que théorique et que l'État libanais n'a jamais véritablement appliqué ses lois sur ces territoires : « what we see in the camps today is not a total suspension of the law, but the suspension of its direct enforcement by the Lebanese authorities ». Certains autres auteurs, comme Agnes Czajka (Czajka 2012), notent cependant que le rôle des accords du Caire a plutôt été de renforcer ce discours dans le paysage politique libanais. Quoi qu'il en soit, les camps sont aujourd'hui administrés par une multitude d'instances internes aux camps et des institutions non gouvernementales, qui se sont forgées au fil des changements de la gouvernance de ces lieux. Parmi ces institutions, on peut nommer l'UNRWA, chargée de la gestion de la santé et de l'éducation, le « comité populaire » qui gère les affaires politiques et sociales dans le camp et qui représente souvent les habitants dans les « relations externes », le « comité sécurité », un groupe d'hommes armés qui collaborent avec la police libanaise à l'extérieur du camp, et, enfin, un certain nombre d'ONG qui complètent le rôle de l'UNRWA.

Aujourd'hui, il y a près de 425 000 Palestiniens enregistrés auprès de l'UNRWA au Liban. Cependant, comme ils sont nombreux à quitter le pays sans le déclarer et que certaines familles ne sont pas enregistrées, leur nombre est estimé entre 260 000 et 280 000 (UNRWA Lebanon Field Office 2011). Le statut des Palestiniens au Liban reste délicat. L'ombre du *tawtin**, soit l'installation définitive des Palestiniens au Liban, continue de planer sur les relations politiques locales, et son refus fait consensus dans le milieu politique, principalement pour des raisons stratégiques. En effet, le Liban est régi par des lois et des conventions qui accordent à chaque confession une part du pouvoir. Selon la classe politique libanaise, l'intégration des Palestiniens à la population libanaise causerait un déséquilibre dans ce consensus fragile. Un autre argument habituellement présenté est celui du droit de retour des Palestiniens. Le droit de

retour est l'une des revendications politiques des réfugiés palestiniens dans le monde, qui réclament le droit de retourner en Palestine, droit qui leur est refusé par l'état Israël. Les politiques libanais, sous le couvert de reconnaissance de ce droit, refusent toute mesure qui permettrait aux Palestiniens de mieux s'installer.

Portrait de Nahr el-Bared

Portrait géographique et sociodémographique

Nahr el-Bared se situe au nord du Liban au bord de la mer méditerranée, à une vingtaine de kilomètres de la ville de Tripoli. Deux secteurs de Nahr el-Bared sont habituellement définis, le « Vieux camp » et le « nouveau camp », le « Vieux » étant le secteur de près de 0.2 km^2 où se sont installées les premières familles à la fondation du camp en 1949. Le secteur en périphérie, développé au fil de la croissance démographique et urbaine des réfugiés et moins densément construit est considéré comme le « nouveau camp ». Dans le langage des ONG de la région et de l'UNRWA, le nouveau camp est également appelé « Nahr el-Bared Adjacent Area ». C'est « l'ancien camp », qui logeait la majorité des habitants (près de 20 000 d'après l'UNRWA) qui est détruit en totalité lors de la guerre de 2007, le « nouveau » ayant subi moins de dommages. Ces deux secteurs forment ensemble ce qui est aujourd'hui considéré comme le camp de Nahr el-Bared et totalisent 1 km².

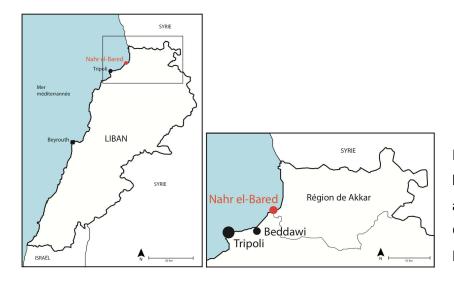


Figure 2.1: Cartes de localisation de Nahr el-Bared au Liban. Source : données : Google maps ; réalisation : Dounia Salamé¹⁰, 2014.

¹⁰ Merci à Yanie Gagné et Mathieu Labrie pour leur aide technique et cartographique sur les figures 2.1 et 3.2 de ce mémoire.

Se situant sur la route principale reliant Tripoli et la Syrie en passant par la région de Akkar, le camp bénéficiait avant sa destruction des échanges commerciaux entre ces régions. Ainsi, le camp offrait de nombreux services au secteur du transport de marchandises, par exemple dans l'entretien et la réparation de véhicules et dans la restauration des transporteurs (Abboud 2009, 38). Également, de nombreux vendeurs en gros passaient vendre leur marchandise syrienne avant d'atteindre Tripoli; Nahr el-Bared était donc reconnu pour ses prix avantageux et avait le rôle de pôle commercial régional auprès des villages libanais environnants. Dans un contexte de grande pauvreté chez les réfugiés palestiniens, Nahr el-Bared est considéré comme ayant été le plus prospère des camps au Liban. Contrairement à la situation prévalant dans certains autres camps, de nombreux liens avaient été bâtis par ses habitants avec leur environnement libanais, tant du point de vue commercial et économique que social, à travers des mariages intercommunautaires, par exemple (Sheikh Hassan et Hanafi 2010, 30).

En raison de ses nombreuses interventions auprès d'elle, l'UNRWA est l'organisme qui possède le plus d'informations sur la population de réfugiés palestiniens au Liban, surtout en ce qui concerne la démographie des camps. Malgré le contrôle relatif de la population qui en découle, il reste difficile d'obtenir à ce sujet des informations précises et mises à jour. Cela s'explique partiellement par la sensibilité de la population et des autorités libanaises à l'égard de la démographie palestinienne, par les zones grises causées par les Palestiniens qui ont émigré sans le déclarer, et par ceux qui habitent le camp sans être officiellement enregistrés. Les chiffres de l'UNRWA et d'autres sources « officielles » (médias, documents du gouvernement) varient entre 20 000 et 35 000 habitants à Nahr el-Bared (Chit 2009; UNRWA Lebanon Field Office 2011; Gouvernement du Liban 2008). Une estimation d'une fondation norvégienne, la Fafo, à partir d'une étude datant de 1998, détermine la population en 2007 à 18 900 personnes (Tiltnes 2007). Une autre étude statistique de la population de Nahr el-Bared par la fondation « Lebanon Support » estime avoir compté près de 27 000 habitants (Chit 2009) et celle de la fondation Movimondo (Nassif, Rifai et Ged 2004) près de 22000. Malgré les disparités entre ces chiffres, un certain portrait de la population du camp peut être ébauché.

La scolarisation dans les camps est prise en charge par l'UNRWA, et les taux d'assiduité des enfants de moins de 15 ans sont plutôt élevés en 2007 à Nahr el-Bared (plus de 92 % des enfants). Ce chiffre a probablement baissé depuis le déplacement massif de la population en 2007 (Chit 2009), puisque les écoles ont été démolies et les habitants dispersés dans la région. Chez les habitants du camp de 15 ans et plus, une personne sur quatre est illettrée. Ce chiffre gagne à être nuancé par génération et par sexe. En effet, selon l'étude de Tiltnes (2007), les

femmes de soixante ans et plus sont majoritairement illettrées (à plus de 88 %), alors que les hommes du même âge sont plus nombreux à avoir appris à lire et à écrire. La tendance va en s'inversant avec les générations plus jeunes, avec un taux d'alphabétisation de 90 % chez les femmes de moins de 30 ans et de près de 82 % chez les hommes du même âge. L'étude de Chit (2009) avance plutôt le chiffre de 11,52 % d'analphabétisme et celle de Nassif, Rifai et Ged (2004, 28) 5,8 %, mais les tendances par âge et les disparités entre hommes et femmes sont similaires à celles de Tiltnes (2007).

Avant la guerre, près du tiers de la population active (des habitants de plus de 15 ans) avait un emploi (Tiltnes 2007; Chit 2009). Ce chiffre chez Tiltnes prend en considération les personnes qui avaient travaillé au moins une heure dans la semaine précédant l'enquête. Près de la moitié de la population est considérée comme active avant la guerre (Nassif, Rifai et Ged 2004, 56). Le taux assez bas de personnes actives est dû au fort taux de natalité qui fait attendre la proportion de jeunes de moins de 15 ans à 33 % et celui des moins de 20 ans à presque 50 % (Tiltnes 2007). Après la guerre, le taux de personnes actives ayant un emploi baisse drastiquement, surtout pour les commerçants qui perdent massivement leurs magasins (Chit 2009).

Histoire

Les histoires qui circulent dans les écrits sur l'établissement du camp de Nahr el-Bared sont contradictoires. Selon Julie Peteet, par exemple, le camp de Nahr el-Bared est « accidentel ». Un certain nombre de Palestiniens se dirigeaient vers la Syrie du Liban, lorsque le gouvernement syrien prit la décision de ne plus accueillir de réfugiés. Ainsi, la Croix-Rouge crée un camp sur le site où ils étaient en 1949 (Peteet 2005, 108; Saleh 2010, 9).

La version la plus documentée provient d'une recherche menée par Michael Romig dans les archives de la Croix-Rouge (League of Red Cross Societies – LRCS) et d'autres organismes internationaux impliqués à l'époque. L'auteur affirme que Nahr el-Bared est l'un des seuls camps de réfugiés établis comme tels, avant que ses habitants ne s'y installent (Romig 2006, 28). En 1949, avant l'existence de l'UNRWA, la LRCS, en collaboration avec l'UNRPR (la United Nations Relief for Palestine Refugees) décide d'établir un camp au nord de Tripoli afin de répondre aux conditions d'hygiène déplorable que vivent certains réfugiés. L'organisme loue le territoire à l'État pour une période de 99 ans et y installe des tentes et des infrastructures sanitaires avant que les réfugiés n'y déménagent. Les Palestiniens qui s'y installent proviennent de deux régions au Liban : une partie d'un camp dans la vallée de la Békaa, et pour qui l'on

craint un hiver rude dans cette région et des habitants à Tripoli qui vivent des conditions extrêmes de pauvreté (Romig 2006, 29-30). En tout, près de 5600 réfugiés s'installent à Nahr el-Bared en décembre 1949. À la création de l'UNRWA le 1^{er} mai 1950, l'UNRWA récupère et centralise le fonctionnement de tous les camps au Liban et dans la région, dont Nahr el-Bared.

Passée l'origine de la création du camp, ce qui fait consensus dans les écrits sur le camp est que les réfugiés se rassemblent par village dans ses quartiers (Romig 2006, 34; Ramadan 2010; Peteet 2005). Les villageois qui étaient voisins s'installent de nouveau à proximité les uns des autres. D'ailleurs, les différents quartiers de Nahr el-Bared sont nommés d'après les villages de Palestine d'où viennent leurs habitants, trace des premières installations sur le terrain, et ces quartiers sont rassemblés géographiquement d'après les provinces où étaient ces villages. Ramadan va plus loin dans le sens de cette hypothèse en affirmant que non seulement les villageois qui étaient voisins s'installent de nouveau à proximité les uns des autres, mais qu'en plus, on retrouve une certaine similarité géographique et morphologique entre le village et son quartier correspondant. Tel quartier du camp situé sur une colline fait écho à leur village pour ses habitants, de même que tel autre quartier situé près de la rivière el-Bared dont les habitants viennent d'un village près d'une rivière (Ramadan 2010, 51). Cette affirmation n'a pas été vérifiable ni dans les écrits, ni d'ailleurs sur le terrain. Ce qui est certain, c'est que les habitants apportent en exil leurs manières de s'organiser dans l'espace.

Développement du cadre bâti

Lorsque les réfugiés s'installent dans les camps entre 1948 et 1950, ils le font dans des tentes familiales fournies par l'UNRWA, leur situation étant considérée comme temporaire au moment de leur déplacement. Avec le temps, il est inévitable que leurs habitats soient de plus en plus permanents. Pour l'ensemble du territoire dont elle est responsable, l'UNRWA (s.d.) affirme qu'au milieu des années 1950, il ne reste plus que 32 % des réfugiés qui vivent dans des tentes, ces dernières ayant été remplacées par des logements préfabriqués ou en blocs de béton.

Cependant, la situation au Liban spécifiquement est différente. En effet, à cause des craintes locales liées aux réfugiés palestiniens, les autorités interdisent une solidification des abris dans les camps afin de maintenir l'illusion d'une installation temporaire. Avant les accords du Caire mentionnés plus haut, la construction « en dur » est complètement interdite et une unité des services secrets de l'état, connue sous le nom de « Deuxième bureau » est chargée de vérifier que le règlement est respecté. À l'image de toute l'histoire des réfugiés palestiniens dans les

camps, les habitants de ces espaces les apprivoisent dans un jeu entre légalité et informalité. À cette période, comme c'est surtout une interdiction de construire des toits que le Deuxième bureau impose, les habitants construisent des murs en bloc de béton ou en tôle ondulée autour de la tente afin de la protéger des intempéries. Les agents du Deuxième bureau, très craints, patrouillent cependant régulièrement dans les camps afin de détruire ce que les habitants auraient construit et contrôlent l'entrée de matériaux de construction dans les camps. Cela n'empêche pas ces derniers de bâtir de nouveau ce dont ils ont besoin afin de se mettre à l'abri.

Après la signature des accords du Caire, les Palestiniens dans les camps reprennent le contrôle de ces espaces et ainsi des moyens dont ils disposent afin de faire évoluer le bâti. Cela coïncide avec une augmentation de la population qui ne cessera d'influencer la morphologie du camp, jusqu'à aujourd'hui, au fil des générations. Les premiers bâtiments ont un seul étage et abritent une famille. Ils sont le plus souvent construits en tôle ondulée, communément appelée zinco* dans le camp. Le bâti est ensuite construit en béton, entouré d'un muret qui forme une cour intérieure attenant le logement. Avec l'agrandissement de la famille, on finit par construire des annexes au bâtiment initial dans cette cour, puis par ajouter un étage souvent pour un fils de famille qui se marie, l'épouse étant celle qui s'installe dans le quartier de son mari.

Cette évolution du bâti, de la tente à l'immeuble a plusieurs conséquences sur la morphologie et la sociabilité du camp. D'abord, elle indique l'importance du regroupement familial dans l'espace : en 2007, le camp était surtout constitué d'immeubles familiaux où les générations cohabitaient, des grands-parents au rez-de-chaussée aux petits enfants au troisième étage. Ensuite, comme le montre le schéma ci-dessous (figure 2.2), ces changements dans le bâti transforment le type d'espace urbain dans lequel ils s'inscrivent. Alors qu'au début (« phase 1 » dans le schéma), les espaces communs sont très larges, au fur et à mesure, ceux-ci sont utilisés de manière privée par les habitants, sous forme de cour intérieure (« phase 3 »). Ensuite, avec la construction dans ces espaces pour des raisons démographiques, les espaces ouverts viennent à manquer, ce qui signifie que les espaces de circulation deviennent graduellement des ruelles (zawarib*) et que les logements sont généralement assez sombres et mal aérés.

Comme il a été dit plus tôt, c'est surtout la croissance démographique qui pousse les habitants à construire plus de logements. La densité ayant cependant des limites, tant sanitaires et sociales, le camp ne se développe pas uniquement à la verticale, mais également par l'étalement. Ainsi, jusque dans les années 1970, les réfugiés se maintiennent dans l'espace initialement loué par

l'UNRWA à l'État libanais, le « Vieux camp », dont les limites apparaissent clairement dans la figure 2.3 ci-dessous.

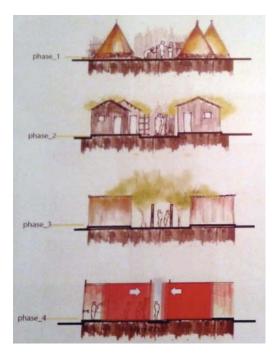


Figure 2.2 : Étapes de développement schématisées du camp de Nahr el-Bared. Source : (Podder 2012)





Figure 2.3: Nahr el-Bared en 1968. Photo Figure 2.4: Nahr el-Bared en 1994. Photo aérienne de l'armée libanaise. Source : (Rana aérienne de l'armée libanaise. Source : Hassan, 2011, 38)

(Rana Hassan, 2011, 38)

La zone adjacente au camp se développe à partir de la fin des années 1970 et surtout durant les années 1990 après le retour de nombreux habitants s'étant enrichis en travaillant dans les pays du golfe arabo-persique et plus particulièrement au Koweït¹¹. Un changement drastique

¹¹ Un phénomène semblable survient en Jordanie, ces expulsés provoquant un boom économique à leur arrivée selon Ababsa (2012, 93). Ce type d'évènement témoigne cependant d'une réalité de l'histoire des Palestiniens dans

peut être constaté sur la figure 2.4 ci-dessus. Durant cette période, les habitants du camp achètent des terres dans les municipalités environnantes (Hassan 2011, 39). Hassan (2011), dont la thèse se penche sur le développement informel de la zone adjacente au camp qualifie justement ce développement d'« informel » plutôt que d'« illégal » pour plusieurs raisons. En effet, les terres entourant le camp sont zonées « agricoles » et, même si certains habitants avaient eu le droit d'y construire un logement, ceux-ci n'étaient pas en conformité avec les normes de construction légales. C'est surtout la division des lots qui est illégale, et cependant pratiquée tout autour du camp, les propriétaires libanais se satisfaisant de l'augmentation des prix qui accompagne l'étalement des réfugiés jusqu'à leurs terres. Cependant, les transactions réalisées sont bel et bien légales, et enregistrées le plus souvent chez un notaire. Il ne faut pas oublier que, avant la promulgation d'une nouvelle loi en 2001, les Palestiniens avaient le droit d'acheter des terres au Liban. Après l'adoption de cette interdiction en 2001, le système informel déjà bien ancré dans les mœurs se perpétue, basé sur des relations de confiance et une connaissance transmise des règlements et des manières de les contourner¹². D'ailleurs, c'est ce système solide qui fait qu'après la guerre de 2007, peu de propriétaires libanais réclament leurs terres (déjà vendues) alors qu'ils auraient légalement pu le faire.

Ce développement donne donc une forme contrastée au camp : un centre très dense où les rues sont très étroites et une périphérie où les logements sont plus grands et plus espacés où les rues sont plus larges et où l'on trouve beaucoup d'espaces verts. Une morphologie somme toute assez typique des représentations schématiques que l'on se fait d'une ville et de sa périphérie.

De 2007 à aujourd'hui

La guerre

En mai 2007, des membres d'un groupe islamiste se nommant « Fatah al-Islam » se réfugient à Nahr el-Bared, après avoir cambriolé une banque et assassiné des soldats de l'armée libanaise

le monde arabe. Le développement de leurs espaces est dépendant des fluctuations des alliances politiques, économiques et militaires de leurs leaders et des nombreux groupes politiques palestiniens. L'exemple frappant le plus récent est celui des Palestiniens fuyant en masse le camp de Yarmouk en Syrie, en décembre 2012, et bouleversant les camps où ils arrivent au Liban.

¹² Hassan (2011) détaille de manière admirable les différents chemins pris par les Palestiniens afin d'acquérir un terrain, et la manière dont ils atteignent un équilibre sécuritaire entre légalité et illégalité. Pour plus de détails légaux sur le zonage et les types de transactions, se référer à sa thèse.

dans leur fuite (Sheikh Hassan et Hanafi 2010, 34; Abboud 2009, 36); ce qui provoque la guerre qui cause la destruction du camp. Ce groupe, composé d'envions 300 personnes de nationalités diverses s'était en fait installé petit à petit dans le camp depuis novembre 2006. Bien que Fatah al-Islam ne provienne pas de Nahr al-Bared, et n'ait pas de liens directs avec ses habitants, l'armée libanaise entreprend une opération de bombardement du camp, qui se termine en septembre 2007 avec l'arrestation de membres de Fatah al-Islam et la fuite de leur chef. Lors de cette guerre, près de 340 personnes sont tuées, dont une majorité de combattants de Fatah el-Islam et de soldats de l'armée libanaise. On estime à 50 le nombre de victimes civiles (Chit 2009; Gouvernement du Liban 2008, 11). Au début des combats, les habitants sont pris en otage dans le camp, mais parviennent à l'évacuer au fur et à mesure, jusqu'en juin, lorsque la majorité des habitants ont fui. Près de 27 000 habitants sont déplacés et privés de leur logement (UNRWA Lebanon Field Office 2011, 5). Ils se dispersent majoritairement dans le camp avoisinant de Beddawi, en banlieue de Tripoli. Le centre du camp est totalement détruit par les bombardements de la guerre. L'UNRWA estime à ce moment la destruction à 98 % du bâti du Vieux camp. Dans le camp adjacent, les dommages sont moins généralisés, mais plusieurs bâtiments ont une structure trop endommagée pour être reconstruits. La carte cidessous montre en rouge les bâtiments que l'UNRWA et la firme d'architectes-ingénieurs Khatib & Alami décident de raser car ils sont au-delà de la possibilité d'être réparés. Parmi les bâtiments démolis se trouvent les écoles, les mosquées et la majorité des commerces tenus par des Palestiniens dans le camp. Cette destruction rend donc vulnérable toute la population du camp à court terme, mais également à long terme puisque la reprise économique du camp n'est pas assurée jusqu'à la reconstruction du moyen de subsistance principal des habitants, leurs commerces.

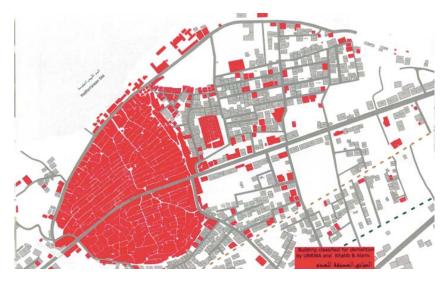


Figure 2.5: En rouge, bâtiments identifiés à démolir. Source: (UNRWA 2007)

La mise en place de la reconstruction

On pourrait dire que la reconstruction du camp débute avec sa destruction puis la mobilisation subséquente d'un groupe de jeunes qui commencent d'abord à lutter contre la destruction massive du camp¹³. À Beddawi, un groupe de jeunes se nommant « *raj'in* » (« nous retournerons ») organise, tous les jours, une réunion de visionnement de photos de la destruction du camp au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux déplacés. Au trentième jour de la guerre, un *sit-in* réclamant l'arrêt des destructions tourne mal, et deux jeunes sont tués par l'armée. C'est à ce moment que les jeunes « comprennent que le camp sera bel et bien détruit et qu'il faut commencer à envisager la reconstruction afin d'anticiper le plan de l'État » (entrevue avec l'expert 1). À ce moment, des membres du gouvernement font déjà des discours affirmant qu'un camp « moderne » serait reconstruit, avant de consulter les habitants.

Le mouvement « raj'in » s'associe à des activistes, des professionnels de l'aménagement et des chercheurs pour former le NBRC (Nahr al-Barid Reconstruction Commission for Civil Action and Studies) qui s'occupe d'abord de tracer des lignes directrices de la reconstruction en consultant les habitants du camp. De manière générale, les demandes du NBRC concernent la conservation « du tissu social, des quartiers, des rues et des bâtiments repères [landmarks] d'origine du camp » (Sheikh Hassan et Hanafi 2010, 39). Ainsi, dans leur discours, le camp acquiert une importance tant dans les formes urbaines qu'il prenait que dans les relations sociales qui s'y déroulaient. Justement, le document de travail du NBRC mentionne en cinquième point des « Reconstruction principles and guidelines », que le camp devrait conserver son statut de « camp », tout en reconnaissant que ce terme peut contenir une connotation négative (The Nahr El Bared Reconstruction Commission For Civil Action and Studies 2008, 3).

Le NBRC produit ensuite un plan détaillé du camp détruit en consultant tous les habitants, leur demandant d'identifier sur un plan de leur quartier le lieu de leur logement, sa superficie et de confirmer les informations de leurs voisins. Ainsi, chaque information est vérifiée, et c'est sur la base de cette carte mnémonique que le plan de reconstruction est dessiné. L'UNRWA, et plus particulièrement, le *Infrastructure and Camp Improvement Programme*¹⁴, s'intéresse à ce plan et

_

¹³ La majorité des informations dans cette section proviennent d'une entrevue réalisée avec un activiste ayant fait partie de la NBRC.

¹⁴ Programme lancé par l'UNRWA en 2007, fonctionnant dans toutes les régions où l'agence est basée, et ayant pour but d'améliorer les conditions urbanistiques et environnementales des réfugiés. L'ICIP fonctionne avec des principes participatifs et inclusifs.

propose un partenariat avec la NBRC. C'est liée par ce partenariat que l'unité UNRWA-NBRC négocie avec l'État pour la mise en place du plan de reconstruction du camp.

En juin 2008, le gouvernement libanais organise une conférence internationale de donateurs ayant pour sujets principaux d'abord la nécessité d'une aide humanitaire d'urgence aux déplacés de la guerre, ensuite la reconstruction du camp et la remise sur pied de sa communauté (Gouvernement du Liban 2008, 13). Ismael Sheikh Hassan et Sari Hanafi voient en ce plan une tentative de « donner l'exemple » en planifiant un milieu de vie sur lequel il pourra avoir un contrôle total. Dans « (In)security and reconstruction in post-conflict Nahr al-Barid refugee camp » (Sheikh Hassan et Hanafi 2010, 37), ils démontrent comment Nahr el-Bared change de statut après la guerre de 2007, passant d'espace échappant à la souveraineté de l'État à espace militarisé et contrôlé, avec des barrages de l'armée à chaque entrée et une majorité de la surface du camp interdite d'accès à ses habitants mêmes. Le gouvernement libanais propose un plan de reconstruction peu après la fin du conflit. Selon les auteurs, le plan donne la priorité à certains critères de sécurité, comme la présence de rues larges qui permettraient la circulation de tanks au détriment des surfaces habitables et l'absence de balcons pour une meilleure surveillance aérienne (2010, 40). Le texte soulève le fait que les structures de gouvernance « traditionnelles » palestiniennes ne sont pas prises en compte par le processus de planification du gouvernement (2010, 42).

Cependant, le plan de reconstruction présenté dans le « document de Vienne », du nom de la ville où se déroule la conférence de donateurs, est celui du compromis entre un plan en damier du gouvernement libanais et les propositions de la NBRC. L'annexe 5 du document de Vienne, cosignée par l'UNRWA et la NBRC (2008) définit la manière dont la reconstruction devra se faire. En effet, en consultation avec des habitants du camp, la NBRC décide qu'il faut augmenter les espaces ouverts afin d'améliorer l'aération et l'ensoleillement des logements tout en offrant plus d'espaces publics aux habitants. Un système se réclamant de la justice sociale est adopté. Les familles ayant trop peu de superficie habitable par membre voyaient la surface de leur appartement augmentée, et les autres avaient une déduction progressive jusqu'à 15 %. Cependant, au niveau des déductions sur la surface du lot, le système détermine que c'est jusqu'à 35 % de déduction qu'un lot peut subir, pour les lots de plus de 100 m² (NBRC et UNRWA 2008, 12-13). Cela signifie que les lots sont généralement plus petits, mais que des étages sont ajoutés afin de compenser la perte. Ce système vise à améliorer les conditions d'habitation des moins nantis dans le camp tout en reconnaissant le patrimoine d'autres familles

qui se sont bien établies durant les 60 ans de leur développement dans le camp. Ce système permet d'augmenter la surface totale des espaces publics de 13 % à 35 %.

La reconstruction

La reconstruction est planifiée en huit étapes qui correspondent à autant de zones nommées « packages », qui seront nommées « lots » en français (voir figure 2.6). Une zone supplémentaire correspond au « complexe de l'UNRWA », un espace comprenant les bureaux de l'UNRWA et ceux d'autres ONG, des écoles et des espaces communautaires. À la date de l'écriture, en juin 2014, ce sont uniquement les lots 1 et 2 qui ont été remis à leurs propriétaires, soit près d'un quart des habitants du Vieux camp uniquement. Le lot 3 est presque terminé, et les lots 4 et 5 sont en construction. Alors que le calendrier de reconstruction du camp prévoyait la fin de la reconstruction en mai 2011 (Gouvernement du Liban 2008, 89) de nombreux facteurs expliquent ce retard dans l'exécution du plan directeur.

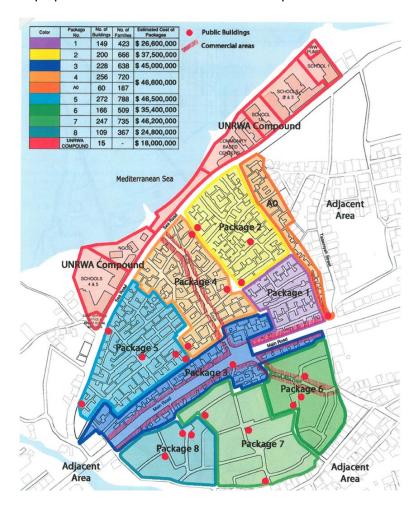


Figure 2.6 : Carte des étapes de la reconstruction du Vieux camp de Nahr el-Bared. Source : (UNRWA c. 2007).

L'une des principales raisons du retard dans la construction est la découverte en 2009, lors des excavations pour le début des travaux, de vestiges archéologiques d'une ville Romaine et Byzantine, nommée Artozia. Très peu de sources traitent de ce sujet délicat, décrit comme étant représentatif du traitement des réfugiés palestiniens au Liban dans les journaux. Après la découverte d'Artozia, la Direction générale des antiquités suspend les travaux pour étudier la situation, proposant d'abord un déménagement du camp dans les terres agricoles environnantes, pour faire d'Artozia un pôle touristique de la région. En parallèle, un député intente une poursuite au gouvernement, exigeant la conservation des ruines pour le bien de l'humanité et du pays. Il perd la poursuite et, suite à une mobilisation générale des habitants du camp, le camp est construit sur une dalle protégeant les ruines pour l'avenir, après qu'une équipe d'archéologues ait recensé une partie des artéfacts.

Également, entre la création de la NBRC en 2007 durant la guerre et aujourd'hui, cet organisme a de nombreuses fois changé de mandat et de composition¹⁵. La « première » NBRC était constituée uniquement d'activistes, d'habitants du camp et de professionnels de l'aménagement, c'est-à-dire qu'elle était, et se voulait, indépendante tant de l'UNRWA et de l'État libanais que des factions politiques palestiniennes. Tel qu'il a été mentionné plus haut, la NBRC s'est au début associée à l'UNRWA comme partenaire, c'est-à-dire qu'elle conservait son indépendance. La NBRC a ensuite existé sous plusieurs versions, soit un moment où elle fut composée de représentants de factions politiques palestiniennes et de l'UNRWA, un autre où les factions n'étaient plus présentes. La NBRC actuelle travaille sous l'égide de l'UNRWA et comporte en elle des représentants des factions, et n'est donc plus indépendante. Il est possible que ces changements, très probablement motivés par des stratégies et des pressions politiques internes et externes, aient retardé l'avancement des travaux, en parallèle des retards causés par la découverte d'Artozia.

Enfin, après la remise du lot 1 à ses propriétaires, de nombreux problèmes et erreurs sont soulevés par ces derniers. Les cages d'escalier sont trop étroites pour faire entrer les meubles, des éléments tels que des portes, des colonnes ou des sanitaires sont mal placés. Il n'est pas très clair si les erreurs ont pour origine les plans initiaux des architectes ou l'exécution des travaux, mais un consensus assez clair semblerait indiquer que la coordination entre différents comités de travail n'ait pas été optimale. De plus, certains habitants avaient mal compris les plans qu'on leur avait montrés ou même, n'avaient pas pris la peine de participer à la

_

¹⁵ Source : entrevue 1 et 3 avec les « experts », voir méthodologie au chapitre 3, section « triangulation ».

consultation puisqu'ils ne pensaient pas que la reconstruction se ferait vraiment. Ainsi, après la remise du premier lot, de nombreux habitants se manifestent afin de faire modifier des plans dans les lots subséquents d'un côté, et la NBRC ajuste ses manières de travailler de l'autre, ce qui cause un retard dans l'exécution des travaux.

Les incidents de 2012 et le soulèvement

Afin de comprendre l'incident qui secoue Nahr el-Bared et cause un soulèvement subséquent, il est important de présenter d'abord le type de contrôle qu'exerce l'armée sur le camp après la guerre. Après le conflit et pour des mesures de sécurité, le camp est déclaré zone militaire par le gouvernement, et l'armée libanaise en garde l'entrée, dont l'accès devient très limité. Les entrées et sorties ne peuvent se faire qu'à travers un nombre limité de postes de contrôle autour du camp. L'armée met en place un système de permis, que les habitants du camp doivent conserver sur eux afin d'entrer et de sortir du camp, mais également afin de circuler à l'intérieur du camp. Le Vieux camp est quant à lui entouré de barbelés et strictement interdit d'accès. Selon Sheikh Hassan et Hanafi (2010), ces mesures sont adoptées par l'armée afin de faire de Nahr el-Bared un camp exemplaire de la souveraineté de l'État libanais sur l'ensemble de son territoire, en continuité avec l'attaque sans précédent de 2007.

En juin 2012, les barrages aux entrées du camp et le contrôle permanent de l'identité des résidents de Nahr el-Bared mènent à un conflit entre l'armée et les Palestiniens. En juin 2012, un jeune en motocyclette se fait contrôler par l'armée à l'intérieur du camp. Il propose d'aller chercher les papiers d'enregistrement de la moto chez lui, mais les soldats refusent. L'altercation interpelle les passants, et plusieurs personnes se rassemblent autour du jeune homme et des soldats, ce qui mène les soldats à tirer en l'air et à procéder à l'arrestation de deux jeunes. En protestation à l'arrestation, un groupe de jeunes organise un *sit-in* qui dégénère avec la mort d'un jeune tué par l'armée. Un autre accrochage survient lors de ses funérailles, lorsque les personnes présentes interprètent la présence de l'armée comme une provocation. L'armée répond à leurs lancers de pierres en tirant dans la foule, tuant une personne et en blessant de nombreuses autres. Cet incident a mené à une mobilisation des Palestiniens de Nahr el-Bared (*sit-in*, grève, manifestations et déclarations de résistance), qui se termine par une promesse de l'armée de lever l'état de siège (Nayel 2012). Aujourd'hui, les papiers d'identité ne sont plus exigés pour circuler à l'intérieur du camp, mais les barrages à l'entrée du

camp demeurent (Aloua 2013), et certaines restrictions d'entrée s'appliquent¹⁶. Le Vieux camp est quant à lui encore complètement fermé pour les parties qui n'ont pas encore été remises à ses propriétaires (lots 3 à 8 et A0).

Conclusion : retour sur la problématique

Les écrits sur la vie quotidienne et l'espace admettent que les personnes « ordinaires » construisent leur espace au quotidien en l'utilisant, de manière plus ou moins légale et officielle. Les Palestiniens, à Nahr el-Bared comme dans les autres camps, ont opéré cette construction d'un espace propre à l'intérieur de contraintes structurelles qui provenaient de plusieurs acteurs, principalement de l'état libanais et des organismes humanitaires (l'UNRWA principalement). Les écrits sur la reconstruction semblent assez peu prendre en considération ces écrits sur les pratiques quotidiennes de l'espace, et abordent plutôt la reconstruction du point de vue des acteurs institutionnels et étatiques ou de celui des représentations. À Nahr el-Bared, la reconstruction suivant la guerre de 2007 se trouve teintée de tous les enjeux politiques, institutionnels, bureaucratiques et humanitaires qui concernent les camps de réfugiés au Liban (Hanafi 2011; Czaika 2012). Alors que la construction d'une identité au camp de Nahr el-Bared avait pris 60 ans à se faire, on peut se demander de quelle manière les habitants parviennent à reconstruire un espace qui leur est propre. Comme pour les autres camps, la mémoire est également une entrée conceptuelle importante pour la lecture de la reconstruction de Nahr el-Bared tant du point de vue de la mémoire de la Nakba* et de sa reproduction dans l'exil de 2007 que de celui de la mémoire du camp lui-même avant sa destruction en 2007, dans les nombreuses couches historiques qui en avaient constitué l'identité.

Il est clair que l'espace même du camp est un enjeu majeur. Pour paraphraser Lussault (2007, 31), la lutte des habitants de Nahr el-Bared est « passée par l'espace ». En réclamant de pouvoir revenir à Nahr el-Bared et de pouvoir y reconstruire leurs logements, les habitants ont à la fois exprimé leur attachement au camp et la manière dont l'espace du camp cristallise de nombreux enjeux pour eux : ceux de la reconnaissance de leur présence au Liban, d'un espace qui leur est historiquement propre et de leur droit de retour en Palestine. D'un autre côté, le gouvernement libanais a des velléités assez fortes de contrôle sur l'espace du camp, notamment afin de faire de Nahr el-Bared un exemple au Liban. Ainsi, Nahr el-Bared apparaît

_

¹⁶ Tous les Palestiniens, Syriens et Libanais ayant des papiers en règle ont le droit d'entrer sans permis. Les « étrangers », c'est-à-dire les autres, ont besoin d'un permis qu'il est possible de demander à l'avance aux services secrets.

comme un cas exemplaire pour les enjeux de gouvernance et de souveraineté, tant internes (gouvernance palestinienne) qu'externe (politique libanaise). À son tour, la reconstruction joue son rôle dans la réorganisation de l'espace. Malgré la prise en considération des anciens quartiers, des rues principales et de certaines formes urbaines, le plan directeur du camp opère des changements majeurs dans le camp. Ici encore, l'espace est un enjeu, pris cette fois dans une lutte entre habitants et institutions.

Ainsi, la destruction du camp, puis sa reconstruction en cours remodèle complètement l'espace du camp, que ce soit du point de vue identitaire, mémoriel, politique ou de celui de son cadre bâti. C'est donc entièrement un nouvel espace que les habitants doivent construire par leurs pratiques quotidiennes. Si les écrits sont unanimes sur le fait que ces pratiques quotidiennes ont un rôle dans la production et la transformation de l'espace, le but de cette recherche est d'en détailler les modalités dans le camp de Nahr el-Bared, d'en comprendre les enjeux, de décrire les formes qu'elles prennent et enfin, d'analyser leur articulation avec la reconstruction ellemême.

CHAPITRE 3: MÉTHODOLOGIE

L'objectif de la recherche présentée ici et abordant les pratiques de l'espace dans le contexte de la reconstruction de Nahr el-Bared est de faire apparaitre les liens entre les pratiques quotidiennes d'un espace urbain et sa reconstruction, ainsi que de dresser un portrait actuel du camp de réfugiés de Nahr el-Bared. Plus précisément, elle se propose de répondre à la question de recherche suivante :

« Quel est le rôle des pratiques quotidiennes de l'espace des habitants du camp dans la reconstruction de Nahr el-Bared? »

La collecte de données se devait donc d'être assez ouverte pour donner lieu à des réflexions diverses sur les liens entre reconstruction et quotidien. Elle se base principalement sur les méthodes de l'ethnographie, soit l'observation participante et les entrevues. Comme il s'agit d'analyser les enjeux et les pratiques de l'espace du camp, il a fallu se pencher sur leurs manifestations dans l'espace sous plusieurs formes. Il n'a donc pas été suffisant de recueillir les discours des habitants du camp, mais également, leurs transformations du bâti et leur mobilité. Ce sont ces trois éléments principalement qui m'ont permis de faire un portrait des pratiques de l'espace, pour ensuite les analyser.

À cause de la nature de l'ethnographie et de la recherche qualitative plus largement, il est impossible, dans le présent projet de recherche, de présenter des résultats généralisables. Cependant, à travers une trentaine d'entrevues, de conversations et de rencontres brèves, un certain nombre d'opinions divergentes et de visions communes ont pu être recueillies, ce qui me permet, pour cette recherche, de nuancer mon propos sur la reconstruction du camp de Nahr el-Bared. Ce chapitre présentera donc toute la stratégie méthodologique adoptée au cours de la recherche, de la conception du cadre opératoire à l'analyse des résultats en passant par la collecte des données et la définition du territoire étudié, et ce, dans une perspective réflexive. De nombreux auteurs s'accordent à dire que l'objectivité, dans une démarche ethnographique, ne se situe pas dans la neutralité de la chercheure, mais plutôt dans la transparence au sujet des différentes étapes de la recherche, des choix qui ont été faits et des biais qu'entraine l'implication dans la recherche (Olivier de Sardan 2008; Pirinoli 2004). Afin que la recherche puisse être significative du point de vue scientifique malgré un si petit échantillon, ces aspects seront donc présentés tout le long de ce chapitre. De plus, à l'image du caractère itératif de cette recherche, ce chapitre ne se présente pas de manière linéaire, et inclut des allers-retours entre les différentes étapes du processus.

Cadre général de la recherche : Nahr el-Bared, la définition d'un objet d'étude

Entités géographiques et légales

L'espace habité par les réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared est constitué de trois entités légales différentes, visibles dans la figure 3.1 ci-dessous. Cette variation dans les statuts a pour conséquence une multiplication des interlocuteurs des habitants du camp, qui doivent naviguer parmi les différents statuts que leur confère leur lieu d'habitation.

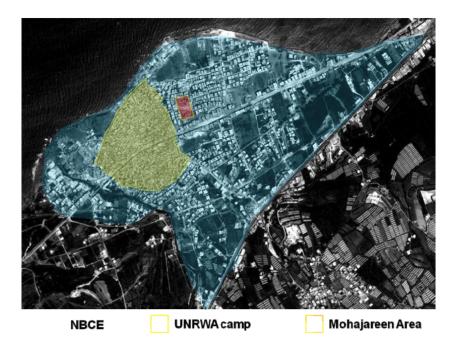


Figure 3.1 : Photo d'ensemble du camp de Nahr el-Bared montrant les trois entités législatives du camp. Source : (Rana Hassan 2011, 32).¹⁷

Le camp originellement établi se trouve au bord de la mer, près de l'embouchure de la rivière (« nahr ») El-Bared, littéralement « la rivière froide ». Cette partie du camp, le Vieux camp (en vert sur la carte ci-dessus), forme le centre historique du camp actuel, autour duquel s'est étendu l'espace habité, le « nouveau camp ». Le Vieux camp se situe sur un territoire de 0.2 km² et logeait lors de sa destruction en 2007, près de 20 000 habitants. Le camp au complet, rassemblant le centre et ses périphéries, couvre une superficie de près d'un km², et comporte près de 30000 habitants avant 2007¹⁸. La périphérie du camp, elle (en bleu), majoritairement

¹⁷ La légende comporte une erreur dans le texte d'origine, ne permettant pas de lire la carte : en jaune le camp officiel, en bleu le camp adjacent et en rouge le quartier *Mohajjarin*.

¹⁸ Voir note sur la population du camp dans le chapitre de mise en contexte.

habitée par des Palestiniens, porte plusieurs noms selon le point de vue adopté « camp adjacent », « extension de Nahr el-Bared», « région environnante », etc. Les habitants du camp, eux, la nomment « nouveau camp ». Afin de conserver cette idée du camp comme un ensemble, dans ce mémoire, le camp central sera nommé « le Vieux Nahr el-Bared » dans l'esprit de la reconnaissance de sa centralité historique, comme on nomme le « Vieux Montréal ». L'espace développé plus tardivement autour du Vieux Nahr el-Bared sera nommé « le camp adjacent ». Pour désigner l'ensemble de cet espace, « le camp de Nahr el-Bared » sera utilisé.

Bien que ces deux espaces soient en continuité l'un avec l'autre, ils n'ont toutefois pas du tout le même statut légal. Le Vieux camp est placé sous la gestion de l'UNRWA et est reconnu officiellement comme « camp palestinien » par le gouvernement. Le camp adjacent, lui, se situe dans les municipalités environnantes du camp¹⁹ sur des terres ayant été achetées de manière informelle par les habitants palestiniens, puisque ceux-ci n'ont pas le droit de posséder des terres selon la loi libanaise.

Rana Hassan (2011), dans sa thèse traitant les lois de propriété dans le camp adjacent, relève une troisième entité légale dans le camp (en rouge sur la figure 3.1). Il s'agit du quartier « *Mohajjarin* » (« des déplacés »). Ce quartier est situé dans le camp adjacent, mais son statut légal et sa densité correspondent plutôt au Vieux camp. Cette portion de terre appartient à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) qui loge lors de l'établissement du quartier, sur des lots de 55m², 111 familles de réfugiés du camp de Tall ez-Zaatar, détruit en 1976, d'où son nom (Hassan 2011, 31)²0. Cette portion du camp a été également complètement détruite par la guerre en 2007, et sa reconstruction est complètement prise en charge par le Norwegian Refugee Council.

Le Vieux, l'adjacent et Mohajjarin comme objet d'étude : justification du choix

Pour de nombreuses raisons, la présente étude ne se limite pas à une seule des entités du camp. Malgré les différences administratives, le camp demeure une unité territoriale claire. D'abord, l'UNRWA, si elle est responsable des infrastructures uniquement dans le Vieux camp,

¹⁹ Les municipalités contigues au camp sont : Bebnine, Bhanine et Muhammara (Consultation and Research Institute 2009, 2)

²⁰ Selon des habitants du quartier, dans les années 1990, l'OLP construit une tour à logements plus salubre au bord de la mer et permet aux habitants du quartier de déménager dans ces appartements. Certains habitants choisissent de rester dans le quartier et les logements libérés sont assignés à d'autres habitants de Nahr el-Bared sans logement.

s'occupe des affaires sociales et communautaires dans toutes ses entités. Les Palestiniens demeurant dans le camp adjacent et dans le quartier *Muhajjarin* vont dans les écoles et les cliniques de l'UNRWA et touchent, pour les plus pauvres, des allocations et des rations de subsistance. Ils profitent ainsi de tous les services offerts par l'UNRWA. Ensuite, la croissance démographique du camp ayant dépassé les limites du camp « officiel », dans la période d'avant la guerre, certaines personnes construisaient leur logement loin de la cellule familiale. Le tissu social s'étend donc dans l'espace du camp adjacent.

Depuis la guerre, cet éclatement des familles est beaucoup plus marqué. De nombreuses familles vivent dispersées dans le camp alors que leurs membres vivaient dans le même immeuble ou quartier avant la guerre. Dans ce contexte, il aurait été délicat de choisir d'exclure certains habitants à cause de leur lieu de logement temporaire. De plus, la situation sur le terrain s'est avérée être assez complexe du point de vue des trajectoires résidentielles : certaines personnes ont obtenu leur logement reconstruit, mais ont choisi de continuer à vivre dans le camp adjacent. D'autres vivent dans un logement récemment reconstruit loué à son véritable propriétaire qui n'y habite pas. La séparation claire entre les deux entités n'était donc pas possible ni même souhaitable.

Il n'est pas difficile de s'imaginer que les trois parties du camp se retrouvent également bouleversées par la guerre et la reconstruction, et que l'on y retrouve partout les enjeux politiques et sociaux présentés dans le chapitre 2. Comme le signifie Hassan (2011), avant la guerre, les habitants du camp référaient aux deux entités comme « le camp », sans les différencier. Comme le but de ma recherche est de souligner la manière dont les habitants du camp reconstruisent cet espace, il est nécessaire de réaliser une enquête l'englobant au complet. De plus, il sera intéressant de comparer les manières dont la mémoire, l'appropriation et la résistance s'expriment dans les différents contextes de la reconstruction.

J'identifie un quatrième espace relié à Nahr el-Bared. C'est le camp de Beddawi, en périphérie de Tripoli, à environ 20 minutes du camp (voir carte de localisation du camp, figure 2.1.). Le camp de Beddawi est beaucoup plus petit que celui de Nahr el-Bared: avant 2007, sa population se dénombrait à environ 6000 habitants. Lors de leur fuite, les habitants de Nahr el-Bared se réfugient massivement à Beddawi, emplissant ses écoles, ses hôpitaux et ses rues. La fuite à Beddawi a bouleversé les habitants de Nahr el-Bared de nombreuses manières, qui seront discutées dans ce mémoire. Aujourd'hui, la majorité des déplacés est retournée à Nahr el-Bared, mais il demeure une population substantielle à Beddawi qui forme la « diaspora » de Nahr el-Bared. Ces personnes participent également à la reconstruction du camp, notamment à

travers leurs visites fréquentes aux membres de leur famille retournés à leur camp d'origine. Certains de ces habitants expriment cependant le désir de rester à Beddawi pour toujours, signifiant ainsi autre chose au sujet de la reconstruction. La prise en considération de l'espace de Beddawi est donc importante pour discuter la reconstruction de Nahr el-Bared. J'ai pu rencontrer des habitants qui vivent encore à Beddawi, et ai eu avec eux des discussions informelles. Malheureusement, pendant la période où le terrain a été mené, la situation était tendue à Tripoli et souvent dangereuse. Je n'ai donc pas pu approfondir et élargir mes relations avec les habitants de Beddawi d'origine de Nahr el-Bared.

Collecte des données : la démarche ethnographique

L'ethnographie et l'observation participante sont deux expressions dont les définitions semblent difficiles à distinguer. Bien que le terme « observation participante » ne semble pas inclure des entrevues, Bryman affirme qu'elle est habituellement accompagnée d'entrevues et de discussions avec les membres de la culture étudiée (2012, 432). Cependant, une ethnographie est une entreprise qui vise à comprendre une culture dans son contexte en s'y immergeant et à rapporter ensuite cette expérience sous forme de compte-rendu écrit. C'est donc à la fois la démarche sur le terrain et son résultat (Bryman 2012, 432; Wolcott 1990, 47). Ainsi, la forme même d'un mémoire semble incompatible avec cette définition, et ma recherche sur le terrain à Nahr el-Bared ne peut pas être une ethnographie au sens propre du terme. Il semble préférable, dans le cadre de cette maîtrise, d'adopter ce qu'on pourrait nommer une approche ethnographique en utilisant les outils principaux d'une ethnographie (l'observation participante et les entrevues), sans viser, comme résultat, l'élucidation d'un trait de la culture observée et l'écriture d'un rapport détaillé et exhaustif.

Cadre opératoire : lier pratiques quotidiennes de l'espace et reconstruction

Bien que cette recherche relève principalement d'une démarche inductive, il serait erroné de dire qu'elle ne s'inspire aucunement de théories écrites sur le quotidien, sur l'espace et la reconstruction, ainsi que d'autres ethnographies sur les réfugiés palestiniens. En effet, on ne peut réaliser une recherche purement inductive ou déductive puisque le processus de recherche est toujours itératif. Une démarche inductive se définit donc plutôt par les allers-retours qui sont réalisés entre problématique et collecte des données. Olivier de Sardan parle d'« itération

abstraite » (Olivier de Sardan 1995, 13). Je présenterai donc ici le point de départ de la recherche et les questionnements qui ont guidé l'élaboration des outils de collecte des données.

Olivier de Sardan définit l'opérationnalisation comme étant « un espace situé à l'interface de l'épistémologie et de la méthodologie, tant il [...].semble qu'on ne peut séparer les deux : sans épistémologie la méthodologie tourne vite à la boîte à outils, et sans méthodologie, l'épistémologie devient spéculative et éloignée du réel » (Olivier de Sardan 2013, 108). L'opérationnalisation est donc ici considérée comme l'élément faisant le pont entre l'ensemble des outils théoriques présentés au chapitre 1 et la recherche de terrain en tant que tel. Cette conception de Olivier de Sardan sera mobilisée tout le long de ce chapitre méthodologique puisque ce dernier tente de reconnaître la manière dont le cadre théorique a pu influencer la recherche et y introduire des biais. Également, je tenterai de démontrer la manière dont le cadre opératoire de la recherche a lui-même évolué au fil du terrain.

Le questionnement initial au sujet de la reconstruction de Nahr el-Bared se situait autour de la question de la participation des habitants du camp au processus de conception et de planification du nouveau camp. La reconstruction participative est de plus en plus valorisée et mentionnée dans les écrits, ainsi que pratiquée par l'équipe d'urbanistes de Nahr el-Bared. La participation à la reconstruction, comme il a été expliqué dans le chapitre 1, peut cependant être définie de manière plus large, en incluant les pratiques quotidiennes des habitants qui construisent, selon la théorie, leurs espaces à travers ces pratiques; d'où la cristallisation de la question de recherche autour du rôle des pratiques quotidiennes dans la reconstruction du camp. Les outils de collecte des données devaient donc me permettre d'identifier, dans un premier lieu, les pratiques quotidiennes de l'espace, puis dans un deuxième lieu, de les comprendre et les relier à la reconstruction. Il s'agissait donc, en premier, de définir les termes de la question de recherche préalablement à la recherche de terrain, puis de choisir les outils appropriés afin de recueillir les données pertinentes.

Définition des termes de la question de recherche

1- Pratiques quotidiennes de l'espace

Dans cette expression se cachent deux aspects qui dialoguent : les « pratiques quotidiennes » et « l'espace ». Les pratiques quotidiennes ont été mentionnées sous différents vocables dans les écrits mentionnés dans le chapitre 1, parmi lesquelles « usages », « actualisations », « énonciations », « opérations » etc. Ce sont donc toutes les actions que les personnes

effectuent, au quotidien, dans le but de faire l'usage d'un objet quelconque, le terme « objet » étant ici pris au sens très large et pouvant être une rue ou un quartier.

Dans le cadre de ce mémoire, ce sont des pratiques de l'espace qu'il s'agit. Il est donc important d'identifier ce que signifie l'espace. Plusieurs auteurs lient l'espace aux réalités sociales qui s'y déroulent. Pour de Certeau (2010, 173), suivant la métaphore de l'énonciation mentionnée au chapitre 1, « l'espace est un lieu pratiqué », c'est-à-dire que l'espace est produit par les opérations qui le définissent, lui confèrent son identité. Lussault, qui tente de théoriser la spatialité de nos sociétés avec *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain* (2007, 18), définit l'espace de la manière suivante : « l'ensemble des phénomènes exprimant la régulation sociale des relations de distance entre des réalités distinctes ». Ainsi, l'espace est pour lui étroitement lié au social, et relève de la notion clé de distance. En effet, la question du « problème redoutable » de la distance, de son contrôle et sa maîtrise, est pour lui au cœur de la production de l'espace (Lussault 2007, 40). Bulle (2009) utilise également le terme de « proximité » afin de parler de l'espace.

En fait, Bulle (2009, 96) se propose d'analyser les « actions de proximité » des habitants d'un camp de réfugiés et Lussault (2007) les « opérations spatiales ». Ces deux expressions font écho à la définition de l'espace par de Certeau qui ne définit l'espace que par le fait que ce soit un « lieu pratiqué ». La pratique de l'espace, son utilisation, les jeux de distance et de proximité (c'est à dire les déplacements) est ce qui forme l'espace dans la théorie. Il est intéressant de noter que Lussault utilise le terme de « opérateur spatial » en considérant que ce dernier peut être non humain. Pour lui, un tsunami, une guerre, un siège d'autobus peuvent tous être des opérateurs spatiaux, tant que ces derniers agissent et transforment l'espace social et géographique humain. Des éléments de l'espace peuvent devenir eux même des opérateurs avec une « capacité à agir » (Lussault 2007, 19). Comme exemple d'opérateur spatial non humain à Nahr el-Bared, on peut penser à la guerre, qui bouleverse et transforme l'espace physique lui-même, mais aussi la manière dont ses habitants perçoivent et pensent le camp. C'est pourquoi, lorsqu'on parle d'espace, on ne parle pas uniquement de son usage, mais également de la manière dont on se le représente, qui influencera à son tour la manière de le pratiquer. Pour son travail sur le camp de Shu'faat, Bulle (2009, 96) définit ainsi plus précisément les « actions de proximité » comme étant « les cadres cognitifs, les éléments matériels et la façon dont les êtres composent un environnement ».

2- Reconstruction

La reconstruction d'un espace urbain détruit est rarement définie de manière claire. L'une des définitions les plus inclusives dans les écrits est celle de Hernandez (2009, 128), mentionnée dans le chapitre 1, qui remarque la difficulté de définir clairement la reconstruction. Elle affirme que la reconstruction, en plus du retour des habitants et de la reconstruction physique du bâti, est « le retour de l'emploi, la réouverture des commerces et des services locaux, la réinvention des pratiques publiques, bref la recréation d'un tissu social et d'une urbanité de quartier ». Cette définition vise à combler la lacune fréquente des définitions qui laissent de côté les dimensions sociales de la reconstruction. Cependant, la « recréation d'un tissu social et d'une urbanité » contient en soi beaucoup d'enjeux. Pensons par exemple à l'étude de Gernika par Kirschbaum et Sideroff (2005) qui démontrent que la véritable reconstruction de la ville ne s'est faite que lorsqu'un sentiment collectif de justice et une réelle possibilité de commémoration ont été possibles. La reconstruction est donc un long processus qu'il est difficile d'observer lors d'un court moment, ce qui est à portée de moyens pour cette recherche. La dimension temporelle de la reconstruction est donc retenue pour cette recherche, c'est-à-dire à la fois un état constant de reconstruction et une évolution presque quotidienne de l'espace qui marque assez fortement les conceptions avant/maintenant de cet espace. Même la définition de Hernandez inclut indirectement cette relation entre passé et présent dans le processus de reconstruction, entre autres avec l'utilisation répétée du préfixe « re ». La reconstruction, c'est donc le « retour » de ce qu'il y avait dans le passé, mais également, sa « réinvention ».

Choix et élaboration des outils de collecte des données

S'il faut caricaturer, on pourrait donc dire que l'observation participante, au quotidien, est l'outil qui me permet d'identifier les pratiques quotidiennes de l'espace à Nahr el-Bared, et que l'entrevue est celui qui permet de mettre les mots sur les enjeux de la reconstruction. Cela sera nuancé un peu plus loin, mais d'abord, il faut justifier le recours à ces deux méthodes avant de montrer comment elles s'articulent entre elles et avec les termes de la guestion de recherche.

On a donc vu que l'espace et ses pratiques quotidiennes se définissent sur plusieurs plans, tant cognitifs (représentations, perceptions) que matériels (cadre bâti), ainsi que dans les usages de l'espace qui en découlent (déplacements, mobilité). Ces éléments peuvent être implicites et difficiles à découvrir uniquement à travers des entrevues formelles, surtout si on cherche des éléments qui se trouvent à très petite échelle, tels que les « non-mouvements » (Bayat 2010) ou

de micro-interventions sur l'espace urbain. L'outil de collecte de données sur les pratiques de l'espace au quotidien se devait donc d'être assez ouvert afin que je puisse saisir les particularités des usages de l'espace liées au contexte de la reconstruction et à celui d'un camp de réfugiés palestiniens au Liban. L'échelle du quotidien a semblé la plus pertinente pour l'observation du quotidien même. C'est en suivant, tous les jours, les habitants du camp, que je peux découvrir les pratiques de l'espace, comprendre si elles sont exceptionnelles ou non, savoir à quoi elles servent et voir leur déploiement dans l'espace. C'est pourquoi j'ai choisi deux types d'observation : premièrement, l'observation participante « classique » dans l'ethnographie, qui consiste à vivre avec les habitants du camp et faire usage avec eux et comme eux de l'espace, en en prenant note dans un journal de bord, et deuxièmement, l'observation d'espaces publics, qui consiste à observer, pendant un temps donné un espace choisi en prenant note des éléments pertinents. Les formes qu'ont prises ces deux types d'observation sont présentées dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 3.1 : Canevas du journal de bord utilisé durant l'enquête de terrain à Nahr el-Bared

Date	Récit de la journée	Éléments de réflexion

Tableau 3.2 : Canevas de la grille d'observation des espaces publics utilisée durant l'enquête de terrain à Nahr el-Bared (formaté pour la présentation).

	Observations	Remarques de réflexion
Lieu (nom)		
Schéma du lieu		
Personnes présentes		
Activités menées dans le lieu		
Traces de modifications de l'espace physique et bâti		
Remarques sur ma présence dans le lieu		

Le format du journal de bord permet d'être très ouverte sur les éléments que j'observe : le récit du déroulement de la journée me permet de consigner tous les éléments de la journée, même ceux qui peuvent paraitre moins importants à premier abord. La colonne « éléments de réflexion » sépare les observations « brutes » des remarques que je me fais le long de la recherche et qui me permettent de redéfinir, au fur et à mesure, les éléments de la problématique. Quant aux espaces publics, la grille de leur observation rassemble trois éléments principaux : les personnes présentes, les activités menées et le cadre bâti. Le schéma du lieu permet à l'observatrice de se souvenir du lieu observé, mais également de mieux observer sur le moment, puisque le dessin force à l'observation fine. Le dernier élément ajouté, « remarques sur ma présence dans le lieu », permet de conserver une réflexivité tout le long de la recherche.

Dans la définition de la reconstruction ci-dessus, j'ai identifié la dimension temporelle comme étant centrale. Bien sûr, la reconstruction s'observe « en direct » lorsque les bâtiments sont construits, que leurs habitants les occupent, lorsque les rues sont asphaltées et que les magasins ouvrent. Cependant, la reconstruction est également un processus renouvelé au quotidien. Cette dimension temporelle de la reconstruction rend indispensable la réflexion sur la mémoire. Un questionnement important de la recherche, à la fois théorique et méthodologique, concerne la manière dont il était possible de relier les pratiques quotidiennes de l'espace avec la reconstruction : comment associer certaines pratiques à la reconstruction et d'autres non? Dans le cadre de cette interrogation, il est apparu que la reconstruction, tel que dit plus haut dans le chapitre 1, est difficile à identifier en tant que telle, sans parler d'identifier son début et sa fin. Ainsi, la vision temporelle de la reconstruction permet de l'aborder d'une nouvelle manière : plutôt que de tenter de saisir la reconstruction par sa finalité ou sa fin, il semble plus clair de la définir par l'évolution constante qu'elle fait subir à l'espace urbain concerné. C'est pourquoi les entrevues avec des habitants étaient la meilleure manière de recueillir leur opinion sur la reconstruction et l'espace, ainsi qu'il a semblé important de relever, dans les entrevues, la question du temps et de la mémoire : comment les répondants voient-ils que l'espace a évolué? Comment a-t-il changé, et est-ce en mieux ou en moins bien à leurs yeux? C'est à travers leur perception et leur conception du changement de l'espace, puis à sa confrontation avec leurs pratiques que je peux tenter d'identifier et décrire le rôle des pratiques quotidiennes de l'espace dans la reconstruction du camp. Le guide d'entretien a donc été construit de manière à explorer, avec la personne interrogée, à la fois son rapport au camp (parcours de vie par rapport au camp) et à la reconstruction (opinion sur la reconstruction) et l'évolution des pratiques spatiales. Une question finale, très ouverte, sur la mémoire a été ajoutée afin de permettre au répondant ou à la répondante de terminer la discussion sur un souvenir heureux dans le camp et me permettre d'ouvrir la possibilité d'écouter un récit sur Nahr el-Bared.

Faut-il pour autant opposer les « pratiques » aux représentations, par exemple, dans le but de les observer? Olivier de Sardan (2008) précise bien que l'observation ne donne pas accès à une vérité en tant que telle. Les actions des personnes observées sont tout aussi mises en scène et le résultat d'interprétations personnelles de leurs « acteurs » que les discours de ces personnes lors d'une entrevue. Il ne faut donc pas créer une dichotomie entre pratiques et représentations, ou entre pratiques au présent et discours du passé. Le lien établi entre les termes de la question de recherche et les outils de collecte de données (pratiques de l'espace/observation et reconstruction/entrevue) n'est pas figé. Ces outils ont principalement été choisis afin de répondre aux définitions des termes de la question de recherche, ainsi qu'en raison de leur complémentarité. Par exemple, il semblait évident de devoir observer les pratiques de déplacement au quotidien et de poser des questions sur la reconstruction. Cependant, il a également été possible pour moi de poser des questions sur les pratiques de l'espace dans le passé et d'observer la reconstruction dans son bâti. Le tableau ci-dessous présente les manières dont se croisent les outils et les termes de la question.

Tableau 3.3 : Ce que chaque outil permet de recueillir au sujet du terme de la question de recherche : croisements.

Outil	Entrevues	Observations
Terme de la problématique		
Pratiques quotidiennes de l'espace	Pratiques dans le passé. Pratiques au présent pour les personnes que je ne peux pas observer au quotidien.	Mobilité. Présence dans un lieu. Utilisation et modification du bâti et de l'espace physique.
Reconstruction	Conception/ représentations de la reconstruction. Mémoire liée au camp. Aspects concrets : retour au camp, construction du logement, participation à la reconstruction officielle.	Utilisation et modification du bâti et de l'espace physique. Création de sens et de symboles

L'observation participante : déroulement et type de données recueillies

L'observation participante consiste pour la chercheure à participer à la vie quotidienne des personnes dont elle veut comprendre les pratiques. Son application permet d'observer dans son contexte les phénomènes se déroulant dans l'espace urbain examiné, mais aussi à vivre les contraintes de la vie quotidienne. Pour cela, il était nécessaire pour moi d'être immergée dans le camp. Le contexte a dicté mon entrée sur le terrain : à travers une chaine de connaissance, j'ai été présentée à une famille qui avait déjà hébergé une anthropologue qui réalisait sa recherche dans le camp de Nahr el-Bared.

Cela est important à noter, parce que des contingences telles que les allégeances politiques, les convictions religieuses et les traditions de la famille qui héberge la chercheure jouent beaucoup sur le déroulement de la recherche. Gans (1999) explique les risques et biais qui guettent la personne qui entreprend une observation participante. Il les présente comme étant principalement liés à la « nature humaine » du chercheur : le risque de s'attacher à certaines personnes en particulier sur le terrain, et ainsi de favoriser leur point de vue, celui « d'oublier » son rôle de chercheur et de simplement apprécier la vie sociale à laquelle il participe ou enfin celui de manguer de neutralité dans les contextes où des conflits internes divisent le groupe observé. Dans mon cas, j'ai été introduite aux habitudes du camp principalement à travers les membres de la famille qui m'hébergeait, l'équivalent de « l'informateur-clé » en anthropologie, qui a joué un rôle central dans ma collecte de données. J'ai en effet eu accès à plusieurs « informateurs-clé », qui sont présentés dans l'arbre généalogique ci-dessous. C'est ce réseau familial et amical qui m'a présenté la plupart de mes répondants. En plus de m'offrir un toit, cette famille m'a présenté des personnes, expliqué les us et coutumes du camp et m'a guidée en général tout le long de mon travail de terrain. Ma relation avec les membres de cette famille m'a ouvert beaucoup de portes et en a également, très probablement, fermé : comme ils étaient mon premier repère dans le camp, ils ont orienté la direction et l'ampleur de l'agrandissement de mon réseau dans le camp. Si j'ai été ouverte à rencontrer toutes les personnes qu'ils ont suggérées, j'ai usé des réseaux d'autres personnes rencontrées au fur et à mesure afin que mes répondants ne soient pas limités à une seule famille et ses connaissances. Il est cependant possible, malgré cela, que je n'aie pas été consciente de certains conflits anciens qui ont fait que certaines personnes aient voulu éviter de me rencontrer en raison de mon association avec eux.

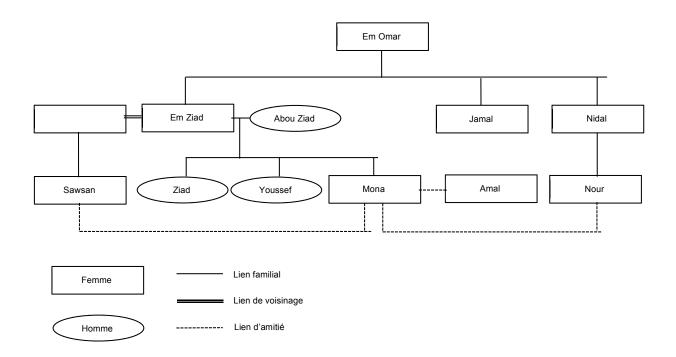


Figure 3.2 : Réseau social dans lequel je me suis insérée durant l'enquête de terrain (informateurs-clé nommés dans le mémoire)²¹.

L'organisation familiale étant centrale à Nahr el-Bared, j'ai été accompagnée par tous les membres de cette famille pour ma recherche. Cela a présenté un avantage considérable : selon l'âge et le sexe de la personne, j'ai eu l'occasion de rencontrer des personnes différentes dans le camp et d'utiliser l'espace différemment avec chacun des membres de la famille. Avec Mona, jeune fille dans la vingtaine, les marches étaient rapides et servaient surtout à se déplacer d'un logement à l'autre. Ma présence sur place a été exploitée par ses parents afin que je serve d'accompagnatrice lorsqu'elle devait se déplacer à pied, puisqu'ils ne voulaient pas qu'elle marche seule dans la rue. C'est de mon amitié avec elle que je tire les parties de l'analyse sur la mobilité des femmes et la question de leur présence dans la rue. La mère, Em Ziad, était plus autonome, et s'arrêtait souvent pour discuter avec d'autres femmes dans la rue. Comme cette famille était proche de recevoir son appartement dans un quartier en construction et qu'elle était

²¹ Tous les noms ont été modifiés, mais la tradition de nommer les personnes selon le prénom de leur ainé (mère : « Em »; père : « Abou ») a été conservée. Ce « réseau social » n'est pas un arbre généalogique exhaustif. Des membres de la famille ont été exclus parce que non nommés directement, afin de mieux protéger l'anonymat de la famille.

celle qui s'occupait le plus du suivi des travaux et des protestations qui les accompagnait, c'est en sa compagnie que j'ai su en premier formuler les questions de résistance et de participation à la reconstruction. Les hommes de la famille, si je les ai moins fréquentés au quotidien, m'ont permis de faire la rencontre de personnes que je n'aurais pu rencontrer autrement, et d'avoir une certaine perspective masculine sur l'espace du camp. Il m'a cependant été assez peu possible de fréquenter des hommes, ce qui signifie que mon quotidien a été beaucoup plus entouré de femmes, ce qui a orienté mes résultats de recherche et mes observations.

L'un des principes de l'ethnographie est le maintien d'un objet de recherche ouvert aux découvertes sur le terrain (Rock 1999; Wolcott 1990). Dans le cas de la recherche sur Nahr el-Bared, le sujet est plus restreint, principalement à cause des limites dans le temps. La participation à la vie dans le camp à temps plein a cependant permis de rester ouverte aux éventuels imprévus de l'analyse. Cette ouverture s'est traduite par une évolution du type de données recueillies durant le temps du séjour sur le terrain d'une durée de 8 semaines consécutives en automne 2013, puis de deux semaines supplémentaire en février et avril 2014 dans le but de renouveler mon regard sur le terrain. Le matériel recueilli pris donc plusieurs formes qui ont évolué avec le temps, soit, par ordre d'importance : le journal de bord, les photographies, les notes d'observation du bâti et les dessins les accompagnant, que je présente à tour de rôle ci-dessous.

Traduction de l'expérience du terrain en écriture, le journal de bord est tenu du premier au dernier jour du séjour, et regroupe des informations aussi diverses que des observations sur le terrain, des rapports de conversations et d'entrevues, ainsi que des remarques sur l'expérience personnelle de la chercheure. Tenu quotidiennement en général le soir, à partir des notes prises au courant de la journée, il contient les informations « à chaud », décrites le plus exhaustivement possible afin de ne pas laisser s'échapper une information paraissant banale à premier abord, mais se révélant cruciale pour l'analyse à force de répétition. L'objet d'étude, le quotidien, paraissant souvent banal, il était nécessaire de le consigner en détail afin qu'il n'échappe pas à mon attention et à l'analyse.

Jamal est passée au magasin voir qui voulait l'accompagner au bureau de l'UNRWA. Nous sommes allées avec Em Ziad. Elle voulait récupérer le plan de leur appartement avec les modifications à faire. C'était le jour des réclamations de modifications (sur la

porte : "mardi et mercredi, de 9 h à midi"). Il y avait plusieurs personnes dans la salle d'attente, majoritairement des femmes (de tous les âges).²² (30 octobre 2013)

Dans la première partie de ma promenade, probablement dans le lot 1, il y avait beaucoup de dessins sur les murs, je me suis demandé si c'était parce que les gens y sont installés depuis plus longtemps que les autres. Il est difficile pour moi de remarquer des différences dans les appropriations des espaces selon les villages d'origines. Il faudrait faire une étude spécifique à ce sujet, en comparant à avant.

Ensuite, je me suis perdue, parce que la construction dans le lot 4 a déjà commencé, donc certaines rues sont maintenant fermées. En tournant, tournant, j'ai fini par voir Nawal à qui j'ai dit que j'étais perdue, que je voulais aller vers la mer. Elle a interpellé un homme, qui a dit qu'il allait là. Il a marché devant moi et je l'ai suivi, sans qu'on se parle, jusqu'à l'embouchure du camp qui donne sur la mer. (27 février 2014)

C'est à travers ce médium que tentent de se révéler les logiques de l'ordinaire et du quotidien. Le journal de bord est exprimé en premier lieu à travers mes mots, en passant donc deux fois par ma subjectivité : une première fois à travers mon regard et une deuxième à travers mon choix de mots pour décrire le quotidien.

Le nombre et la fréquence des photographies ont varié considérablement le long du terrain. J'ai pris des photos d'espaces dénués de personnes afin de respecter l'anonymat des habitants du camp, ce qui signifiait que je devais parfois attendre la bonne occasion pour le faire.

Au début de ma recherche, j'avais décidé de mener des observations systématiques de l'espace public dans le camp, comme cela a été présenté dans la section précédente. Durant l'enquête de terrain, je me suis rendu compte assez rapidement que ma présence était assez remarquée dans le camp. Peu de femmes dans le camp et dans la région laissent paraître leurs cheveux, ce qui attirait l'attention sur moi lors de mes déplacements. J'ai volontairement laissé cette caractéristique me différencier des habitantes de Nahr el-Bared afin de pouvoir plus facilement parler des raisons de ma présence sur les lieux et ainsi révéler mon statut de chercheure. Mais ce qui en réalité rendait mes observations formelles plus compliquées est le mode d'occupation des espaces publics par les femmes. Les habitantes du camp ne sont quasiment jamais stationnaires dans la rue et se déplacent rarement seules, mais cela dépend de l'âge. Les femmes âgées sont plus respectées dans l'espace public et marchent seules dans la rue plus souvent que les jeunes. Ces dernières ont plus de restrictions. Elles se déplacent à deux ou

70

²² Toutes les citations en italique dans ce mémoire proviennent du journal de bord ou des enregistrements d'entrevues.

plus le plus souvent possible et se gardent de flâner ou même de s'arrêter pour saluer une connaissance. Ayant été assignée ce groupe de population, il m'a été très difficile de transgresser les règles, parfois simplement par peur des racontars que je ne voulais pas être une conséquence pour la famille qui m'hébergeait. Je n'ai donc pu faire que très peu de séances d'observation formelle. Celles-ci ont été remplacées par une observation attentive de l'occupation de la rue lors de mes déplacements, puis, en fin de séjour, par cinq « promenades d'observation » solitaires durant lesquelles j'ai exploré des rues où je n'étais jamais allée, et dont l'observation a suivi les éléments de la grille initialement préparée. Les promenades ont eu l'avantage de me permettre d'explorer des rues que je n'avais pas encore vues, mais le fait d'être en mouvement durant l'observation a considérablement limité les possibilités de prise de notes et de mémorisation de l'environnement bâti et des pratiques. L'itinéraire de ces promenades sont présentées dans la carte du terrain à la page 73.

Les entrevues : échantillons et types d'entrevues réalisées

L'entrevue semi-dirigée permet de compléter l'observation participante afin de comprendre la manière dont les personnes concernées interprètent leurs actions et leur environnement. Dans la vision anthropologique, la parole du répondant est particulièrement importante dans l'optique de lui permettre d'exprimer ses propres interprétations de ses agissements et représentations. Dans le cas de la recherche à Nahr el-Bared, l'observation a permis d'ajuster légèrement le guide d'entretien préparé afin de mieux correspondre au terrain concerné, en donnant, par exemple, plus d'importance à la question de la relation avec les voisins.

Si une certaine constance dans les questions a été maintenue d'une entrevue à l'autre, l'ordre, lui, n'a pas été respecté. À la rencontre avec l'interviewé(e), je commençais par me présenter, expliquer le respect de leur confidentialité à laquelle je m'engageais et donnais une idée de la recherche menée et de la problématique. Cette dernière explication poussait mes interlocuteurs à me donner leurs commentaires et, souvent, c'est ainsi que l'entrevue commençait. Au fil des entrevues, il a été clair que les premières paroles des interviewés reflétaient leurs plus grandes préoccupations. J'ai donc manié les questions dans l'ordre qui semblait le plus spontané pour mon interlocuteur ou interlocutrice.

Au fur et à mesure que ma compréhension des références culturelles des habitants de Nahr el-Bared s'élargissait, il a fallu réajuster certaines questions de l'entretien. Parfois, un simple choix de vocabulaire pouvait tout changer. Par exemple, en tentant d'interroger les interviewé.e.s au sujet de leurs relations avec leurs voisins et proches, je leur demandais à qui ils rendaient visite. Une proportion étonnante de répondantes me disaient qu'elles « n'étaient pas du genre à faire des visites », alors que j'observais une mobilité assez large d'autres femmes qui passaient souvent chez la voisine, une amie, une parente durant les déplacements de leurs journées. C'est après plusieurs semaines d'observation que je me rendis compte que le mot « visite » (zyara) avait une connotation très rituelle. On qualifie de « visite » celles que l'on fait pour une occasion particulière ou qui sont très codifiées : on ne fait pas de visite deux fois chez une personne qui n'a pas rendu la pareille, etc. Il a donc été jugé préférable de remplacer ce terme par l'expression plus neutre « aller chez ».

À travers un informateur clé qui m'a introduite chez quelques personnes interviewées, j'ai compris que, pour attendre la forme d'entretien qu'Olivier de Sardan recommande, « de rapprocher l'entretien d'une conversation ordinaire, d'éloigner l'entretien du questionnaire artificiel » (1995, 89), il fallait que le cadre soit informel. Ainsi, plusieurs entrevues faites formellement sous la forme de question-réponse ont été assez courtes et plutôt figées. J'ai souvent terminé de telles entrevues avec le sentiment de ne pas être allée en profondeur dans le sujet. Au contraire, lorsque l'entrevue se faisait plus informellement, et ce, dans toutes les règles d'éthiques, la personne en face de moi sachant que je suis chercheure et que je cherche des réponses dans son discours, l'entrevue était plus riche, plus entrecoupées d'anecdotes par exemple. Ainsi, lors d'une entrevue particulièrement fructueuse, mon informateur clé m'a très peu laissé parler :

Interviewé [s'adressant à moi]: Tu peux me poser des questions si tu veux, je suis prêt.

Informateur clé: Elle n'a pas vraiment de questions. Par exemple on a parlé avec [telle personne], qui a raconté comment était son père, comment était... c'est à dire, il est arrivé à la conclusion qu'il y a certaines choses après la guerre qui ont été positives

socialement et d'autres négatives [...].

J'ai pris du temps à me rendre compte que cela provient peut-être de l'abondance de travailleurs administratifs qui doivent certainement interroger souvent la population sur leur revenu, le nombre d'enfants dans la famille, la superficie de leur logement, etc. L'encadrement des réfugiés comme population à comptabiliser, classifier, et leur habitude à répondre à des questionnaires factuels peuvent avoir eu un rôle dans les réponses figées de certains répondants, lorsque je n'ai pas su instaurer une relation « conversationnelle » avec eux.

Tableau 3.4 : Entrevues réalisées²³.

	Occupation	Âge (arr.)	Sexe	Lieu de l'entrevue	Support
1	Femme au foyer	75 ans	F	Chez elle, dans le salon, en présence de Jamal, Em Ziad et l'une de ses voisines.	Journal de bord
2	Activiste	55 ans	Н	Chez lui, dans une « baraks », en présence de Ziad et, selon le moment, de ses deux fils, la femme et la fille de l'un, et sa petite fille.	Enregistrement
3	Coiffeuse	35 ans	F	Salon de coiffure, en présence de ses assistantes	JDB
4	Chauffeur d'autobus et femme au foyer	40 ans 35 ans	HF	Chez la mère de Sawsan (qui est la tante de Nawal), en présence de Mona, Sawsan, sa mère et les deux enfants du couple.	JDB (entrevue surtout avec l'homme)
5	Femme au foyer	45 ans	F	Chez elle, en présence de ses enfants et de Sawsan.	JDB
6	Femme au foyer	40 ans	F	Chez elle, en présence de ses trois filles et Sawsan	JDB
7	Commerçant	70 ans	Н	Dans sa boutique, en présence de Amal	Enregistrement
8	Commerçante	60 ans	F	Dans son magasin, avec des passages de clients.	JDB
9	Femme au foyer	60 ans	F	Dans le salon de son <i>baraks</i> en présence de Amal.	JDB
10	Deux femmes (employées)	30 et 35 ans	F F ²⁴	Dans le commerce où travaille l'une d'entre elles.	JDB

Dix entrevues entre 40 et 90 minutes ont été réalisées au total et sont présentées dans le tableau 3.4 ci-dessus. Comme il a été expliqué plus haut, certaines personnes ont été rencontrées et interrogées dans un contexte plus informel. Les personnes avec qui je considère donc avoir fait une entrevue sont celles qui m'ont offert une réponse (même partielle) à l'intégralité des questions du guide d'entretien. Comme le tableau le montre, uniquement deux entrevues ont été enregistrées. Dans la plupart des autres cas, les répondants ont refusé que j'enregistre. Dans certains autres, j'ai estimé que ce serait briser la confiance que m'accordait la personne en face de moi et n'ai donc pas demandé la permission. À chaque fois que l'entrevue n'était pas enregistrée, je l'ai retranscrite de mémoire, le plus vite possible après l'entrevue, toujours dans la journée même. Malgré cela, des éléments ont inévitablement été perdus.

_

²³ Pour des raisons de confidentialités, les noms ont été omis, à l'exception de ceux qui sont cités dans des extraits de journal de bord dans le mémoire et ceux présents dans l'arbre généalogique. Ceux-là sont fictifs.

²⁴ Entrevue « duelle » : elles ont toutes les deux répondu à toutes les guestions.

Il est clair dans le tableau que j'ai interviewé une majorité de femmes. Si cela n'était pas recherché explicitement, c'est le terrain qui a guidé ce déséquilibre, et ce, pour deux raisons principales. D'abord, l'échantillonnage s'est fait principalement par boule de neige : des connaissances me dirigeaient vers des personnes parce qu'elles pensaient soit qu'elles seraient prêtes à faire une entrevue soit que leur point de vue serait enrichissant pour ma recherche. La plupart étaient des femmes et me dirigeaient vers des membres de leur famille. D'ailleurs, à la lecture de travaux de recherche ethnographiques sur les camps palestiniens au Liban ou ailleurs, on remarque que les chercheures ont travaillé avec des répondantes en majorité ou en totalité (Allan 2007; Sayigh 2007; Peteet 2005) et les chercheurs ont majoritairement interrogé des répondants qui étaient des hommes (Bshara 2012; Ramadan 2010). Comme les chercheurs ne précisent pas l'origine de ce choix, à l'exception de Peteet (2005) qui concentre sa recherche sur les femmes, on peut se demander si ce n'est pas le contexte qui dicte ce choix de répondants. Ce n'est probablement pas dû au fait que j'étais moi-même une femme, dans le sens où je n'aurais pas pu être intégrée dans des cercles d'hommes, puisqu'Amanda Dias (2013, 304) interroge surtout des hommes dans le camp de Beddawi. Mon hypothèse est que cela est principalement lié au cercle de socialisation de la chercheure dans le camp. En effet, comme je l'ai dit plus haut, j'ai surtout fréquenté des femmes, qui ont été mes informatrices et qui m'ont fait connaitre d'autres femmes avec qui faire une entrevue. Parfois, elles me dirigeaient vers leur père ou leur oncle, mais le plus souvent, il s'agissait d'une femme. De plus, j'ai été inclue dans certains cercles uniquement féminins, comme le salon de coiffure, où j'ai également pu faire une entrevue. Il est également possible que ces personnes aient été des femmes en majorité à cause de leur emploi du temps. En effet, les femmes, surtout celles au foyer, ont un emploi de temps plus souple et sont plus ouvertes aux visites. Quant aux hommes, il fallait organiser des visites chez eux en fin de semaine, lorsqu'ils n'ont pas d'occupation, ce qui rendait l'organisation d'une entrevue formelle plus compliquée. On notera également que j'ai dans mon échantillon un commerçant et une commerçante (entrevues 7 et 8). Ces derniers étaient disponibles de manière égale puisque je les ai interrogés dans leurs commerces.

J'ai tenté, durant le terrain, de diversifier les profils des personnes interrogées selon les situations résidentielles, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 3.5 : Répartition résidentielle des répondants²⁵

Situation résidentielle	Homme	Femme
Habitait dans le Vieux et habite dans le Vieux	1	3
Habitait dans le Vieux et habite dans l'adjacent	-	2
Habitait dans le Vieux et habite dans les logements	1	3
temporaires (baraksat)		
Habitait dans l'adjacent et habite dans l'adjacent	1	1
Habitait dans le Vieux et habite à Beddawi	-	-

Les chiffres dans le tableau semblent inégaux. Cependant, mon choix d'échantillonnage visait à équilibrer un déséquilibre qui se fait naturellement lors de l'observation participante. En effet, j'ai fréquenté au quotidien plusieurs familles qui habitaient dans le Vieux Nahr el-Bared avant la guerre et qui vivaient au moment de la recherche dans le camp Adjacent en attendant la construction de leur logement. J'avais donc un aperçu assez détaillé de cette situation. D'un autre côté, même si j'ai interrogé 4 personnes (sur 12) qui vivent dans les logements temporaires je connais paradoxalement le moins sur ces lieux parce que je ne les ai jamais fréquentés, et que ce sont les 4 seules personnes des logements temporaires avec qui j'ai parlé. Une localisation plus précise du lieu de résidence des répondants (entrevues et conversations) est présentée dans la carte du terrain à la page suivante.

Les discussions en profondeur avec des habitants qui n'ont pas donné lieu à une entrevue en tant que telle, constituée de toutes les questions du guide, ont été intitulées « conversations » complètent la démographie des interviewé(e)s, et sont présentées dans le tableau ci-dessous. Elles ont été menées avec plus de femmes actives et d'hommes en général que les entrevues, dans la plupart des cas parce que ces personnes avaient moins de temps à consacrer à une entrevue en profondeur.

Page suivante : Figure 3.3 : Carte du terrain.

_

²⁵ Le nombre de répondants s'élève à 12 dans ce tableau puisque j'ai interrogé deux fois deux personnes à la fois (entrevues 4 et 10).

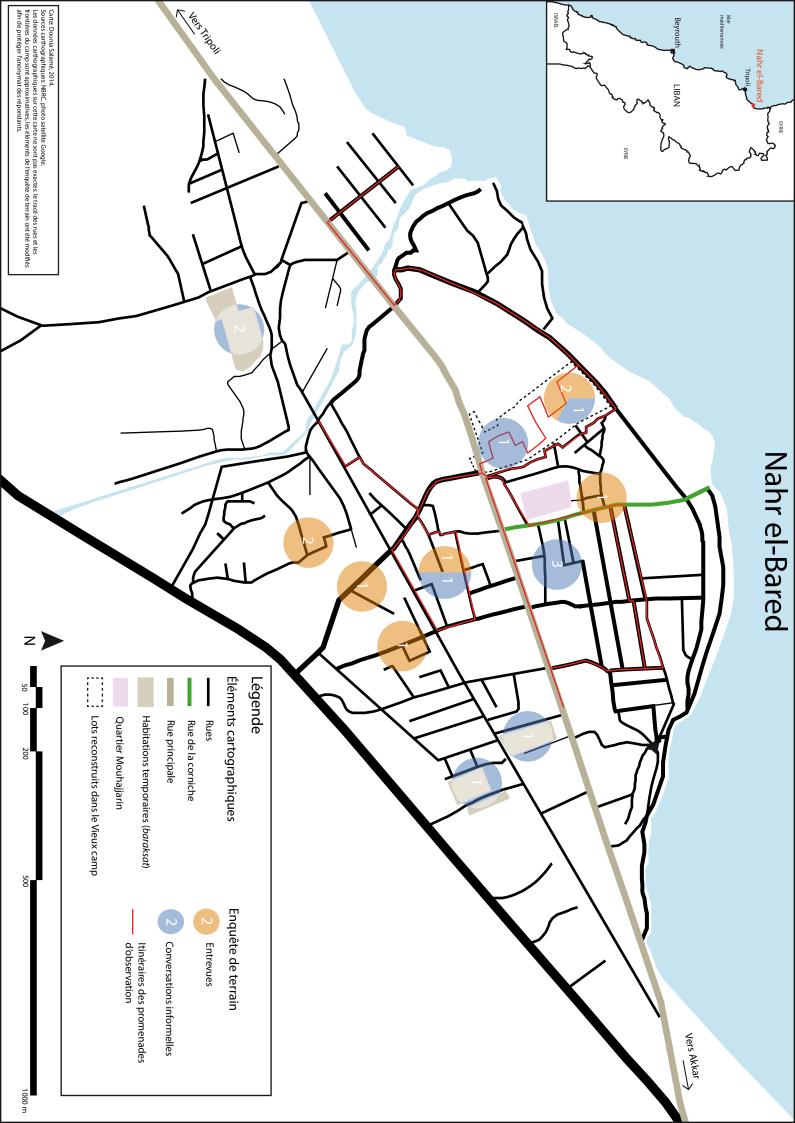


Tableau 3.6: Conversations.

No	Occupation	Âge (arr.)	Sexe	Lieu de la conversation	Remarque
1	N.D.	45 ans	Н	Chez lui, dans le salon, en présence de sa femme et de Ziad	Entrevue exploratoire
2	Technicienne en ingénieurie	25 ans	F	Sur le toit de la maison de ses parents, à fumer la <i>arguileh</i> *, en présence de Mona et Nour.	
3	Employée d'ONG	30 ans	F	Chez elle, avec son fiancé et Ziad	
4	Activiste	65 ans	Н	Chez lui, en la présence de Ziad, et de sa femme et son fils à la fin.	
5	Infirmier	45 ans	Н	Chez eux, en présence de son père, ses deux sœurs et Sawsan et son frère.	
6	N.D.	30 ans	F	Chez sa mère en présence d'une autre fille et de Sawsan.	Elle vit au États- Unis avec son mari
7	Femme au foyer	35 ans	F	En présence de ses enfants (deux jeunes fils, une fille), Amal et Mona.	

Triangulation: l'entrevue avec les « experts » et la recherche documentaire

Afin de trianguler les résultats obtenus à travers l'observation participante et les entrevues, il a été nécessaire de recueillir des données d'autres sources. Les éléments de triangulation obtenus ont surtout servi à compléter le portrait du camp et de sa reconstruction puisqu'à travers la rencontre d'une trentaine de personnes, il n'était pas possible de connaître tout le contexte de la reconstruction.

La recherche documentaire a été réalisée en amont et en aval de la recherche sur le terrain. La recherche documentaire non-exhaustive a été réalisée en partie avant le séjour au terrain afin de mieux comprendre le contexte de la recherche, puis au fur et à mesure de l'enquête de terrain afin de vérifier certaines informations fournies par les informateurs qui semblaient peu claires. Le tableau ci-dessous détaille les données recueillies et leurs sources.

Après l'achèvement de l'enquête de terrain, trois entrevues semi-dirigées ont été réalisées avec des personnes ayant une connaissance générale de la reconstruction de Nahr el-Bared et de sa communauté : un activiste ayant participé aux premiers jours de lutte de la NBRC, une employée de l'UNRWA et la directrice d'une association pour les femmes. Tous les trois ont demandé que je conserve leur anonymat. Le guide d'entretien pour ces entrevues a varié

puisque ces trois personnes ont joué des rôles différents dans la reconstruction du camp, et ont pu partager avec moi des connaissances particulières sur le camp.

Tableau 3.7 : Outils de triangulation et données recueillies.

Méthode	Sources	Données recueillies
Recherche	Littérature grise : documents de l'UNRWA,	Discours sur la reconstruction, plans et
documentaire	de la NBRC, du gouvernement libanais et d'autres ONG.	cartes, statistiques.
	Articles de journaux et de sites web : An-	Analyses et opinions sur le conflit et la
	Nahar, As-Safir, Al-Akhbar, Electronic Intifada.	reconstruction par des journalistes et chroniqueurs.
	Chronologie exhaustive réalisée par l'Institute for Palestine Studies à partir du	Chronologie détaillée et exacte du conflit.
	dépouillement de journaux.	
Entrevues	Entrevue 1 : Activiste de la NBRC	Informations sur les choix urbanistiques
avec les « experts »		de la NBRC, ses débuts et son évolution depuis 2007.
	Entrevue 2 : Employée de l'UNRWA	État des lieux de la reconstruction et problèmes rencontrés.
	Entrevue 3: Directrice d'une association pour les femmes	Rôle des femmes dans la reconstruction et transformation de leur statut depuis 2007.

L'espace-temps d'une recherche

La définition du terrain

L'anthropologue du monde contemporain rêve d'un « terrain » bien délimité, aux frontières claires et à la culture distincte de son environnement. Nahr el-Bared semble être bon candidat, surtout depuis que l'armée l'assiège complètement et contrôle toutes ses entrées. De plusieurs points de vue, le camp est une enclave : assiégé par l'armée, régi par des règlements différents de ceux des environs et habité par une population de Palestiniens dans une région libanaise.

Il est évident que le camp n'est pas homogène et qu'on y retrouve des allégeances politiques, idéologiques et culturelles variées. Cependant, du point de vue de cette recherche, il est intéressant de prendre en considération l'homogénéité du camp telle qu'elle est représentée par ses habitants. Selon le récit de ses habitants, le camp de Nahr el-Bared était avant la guerre très ancré dans son environnement rural, la région de Akkar, et ce, de plusieurs manières. Évidemment, tel qu'il a déjà été mentionné, Nahr el-Bared était le pôle commercial de la région, et de nombreux habitants de Akkar convergeaient vers Nahr el-Bared pour leurs courses hebdomadaires ou saisonnières. Cependant, c'est aussi au niveau de la culture que le camp se

rapprochait de sa région. Certains habitants affirment que le caractère rural, traditionnel et modeste-de Akkar ressemble à celui des premiers Palestiniens arrivés dans la région et que cela a convaincu certains de s'y installer. Jusqu'à aujourd'hui, plusieurs unions matrimoniales rapprochent des familles palestiniennes et libanaises de la région. Ainsi, Nahr el-Bared est considéré comme espace traditionnel, principalement fermé sur lui-même, « conservateur mais pas intégriste »²⁶ par ses habitants et ressemblant à la région où il se trouve.

D'ailleurs, lors de la fuite à Beddawi, un autre camp palestinien, les habitants des deux camps s'entrechoquent. En périphérie de la ville de Tripoli, la deuxième plus grande ville du Liban, Beddawi en est pratiquement un quartier. Ses habitants sont des urbains, intégrés à la grande ville et, selon la perception des habitants de Nahr el-Bared au moment de leur installation ont intégré un mode de vie plus « libéral » qui se lit à travers des indices quasiment systématiquement reliés au mode de vie des femmes tels que leur habillement, leurs habitudes quotidiennes au foyer, etc. Certains habitants originaires de Nahr el-Bared se plaisent à Beddawi et ont décidé d'y rester, mais une majorité de mes interlocuteurs ont des critiques négatives au sujet de Beddawi, allant de la laideur de ses rues à l'incompétence de ses femmes à cuisiner.

Les conséquences de la rencontre du camp de Nahr el-Bared avec celui de Beddawi font l'objet de descriptions et d'analyses plus détaillées dans les chapitres suivants. Il s'agit ici de noter le fait que le camp de Nahr el-Bared partage autant, voire plus, avec la région libanaise de Akkar qu'avec le camp palestinien de Beddawi ou un autre. D'ailleurs, un rapport du United Nations Development Programme (UNDP) et de l'International Labor Organization (ILO) dans la région du camp démontre de nombreuses similarités socio-économiques entre les habitants des environs du camp et ceux du camp lui-même (Consultation and Research Institute 2009). Or, la littérature sur les camps palestiniens a tendance à les prendre en considération comme un tout, analysant d'un coup plusieurs camps au Liban, ou même au Proche-Orient. De telles analyses sont valables dans certains cadres théoriques et à certaines échelles, mais la présente recherche s'ancre dans le territoire délimité qu'est Nahr el-Bared, et ces contradictions doivent être abordées.

De plus, à une époque où, n'importe où, le quotidien peut être infiltré par certaines pratiques « globales », l'espace du camp se retrouve inévitablement connecté à d'autres espaces plus lointains, comme lors d'une discussion vidéo avec un oncle des États-Unis. Les émigrés du camp sont nombreux qui influencent la vie du camp et sa perception, qui le visitent virtuellement

_

²⁶ Entrevue 2, nuance souvent exprimée au sujet du camp.

ou le temps d'un voyage. Définir la territorialité de Nahr el-Bared est donc compliqué : c'est un camp palestinien, référant donc à un réseau de camp de réfugiés palestiniens au Liban, intégré dans sa région libanaise et ayant sa propre identité. Si, pour des raisons pratiques, l'analyse s'est limitée à l'intérieur des frontières physiques déterminées par l'armée libanaise, j'ai tenté le plus possible de prendre en considération les différentes relations du camp avec des territoires « extérieurs » en l'occurrence Beddawi, Tripoli, Akkar, Beyrouth et parfois d'autres régions du Liban et du monde.

Cependant, tout en tentant le plus possible de relier l'espace du camp aux réseaux d'espaces auxquels il est lié dans les représentations, l'analyse du cadre architectural et des appropriations physiques de l'espace s'est limitée à Nahr el-Bared. Une analyse du bâti et des pratiques dans la région n'a évidemment pas été possible à cause de l'ampleur du travail que ça aurait représenté; mais on a remarqué, lors de déplacements d'aller-retour vers camp que certaines pratiques observées sont régionales. Dans la région, une pratique répandue des commerçants consiste à bricoler en tôle des toitures de devantures qui servent probablement à agrandir l'espace du magasin et à protéger la marchandise du soleil et de la pluie. Cette observation met en garde contre la généralisation de l'interprétation de certaines pratiques comme étant « typiquement palestinienne » ou même « typiquement celles d'un camp de réfugiés ». Il ne faut pas oublier que la simple existence d'un territoire politique ne confère pas à l'espace des caractéristiques uniques (Aldhuy 2008), même s'il s'agit d'une forme d'enclave comme dans le cas des camps palestiniens au Liban.

Temporalité de la recherche

Le processus de reconstruction est un processus long, dont les modalités et les enjeux changent au cours du temps. C'est également un processus dont les différentes étapes peuvent varier dans leur durée et l'ordre (voir chapitre 1). Les recherches qui saisissent la reconstruction d'une ville dans son entièreté ont donc un recul temporel nécessaire pour en comprendre les étapes. Cette recherche sur Nahr el-Bared a été menée sur le terrain entre octobre 2013 et avril 2014²⁷, six ans environ après la fin de la guerre et le début de la reconstruction du camp. Elle est donc très située dans le temps, à la fois parce que la reconstruction elle-même transforme très vite l'espace et parce que les perceptions de la reconstruction changent au même rythme, au fil des transformations de l'espace. Les résultats de ce mémoire ne sont donc pas

_

²⁷ Avec une période intensive durant laquelle je vivais à Nahr el-Bared, en octobre-novembre 2013.

intemporels, et sont déjà datés au moment de l'écriture. Ce texte peut être perçu comme représentant une fine tranche prise dans la longue temporalité de la reconstruction. En fait, cela pourrait être écrit au sujet de toute étude ethnographique, bien que peu d'entre elles relèvent leur temporalité limitée.

Cependant, ce n'est pas parce que les résultats de cette recherche sont très précisément situés dans le temps qu'ils n'ont aucune pertinence. D'abord, la considération d'une petite tranche temporelle pour la collecte des données permet d'obtenir une analyse fine et détaillée de la situation au camp. Ensuite, cette période, même courte, m'a permis d'avoir accès à différentes étapes de la reconstruction simultanément. Grâce à l'organisation de la reconstruction à Nahr el-Bared, j'ai pu être témoin de toutes les étapes de la reconstruction : j'ai rencontré des personnes qui avaient déjà déménagé dans leur nouveau logement depuis deux ans, d'autres qui venaient de l'obtenir, d'autres qui étaient en révision des plans et enfin, d'autres qui n'avaient pas encore de nouvelles. Du point de vue de la forme urbaine, cela a également été pertinent : j'ai pu voir tous les types de constructions simultanément, de la tente au nouveau bâtiment, en passant par plusieurs autres formes telles que le logement en tôle, l'immeuble familial et le complexe d'habitation privé.

La recherche d'un « savoir situé » : le choix d'une approche féministe

L'approche positiviste recommande au chercheur de s'impliquer le moins possible dans son sujet, et surtout de ne pas laisser sa subjectivité diriger la recherche. Rose (1993, 7) résume bien cette conception de la production de la connaissance basée sur une rationalité nous provenant des Lumières, qu'elle qualifie de « masculiniste ». Elle affirme que l'idéal de la connaissance rationnelle s'appuie sur l'indépendance du penseur de sa condition et de sa position sociale : « Masculinist rationality is a form of knowledge which assumes a knower who believes he can separate himself from his body, emotions, values and so on, so that he and his thought are autonomous, context-free and objective » ; indépendance qui, comme le montre Hammersley (1999), est en réalité un mythe. Dans une critique sévère de l'ethnographie, ce dernier reproche aux ethnographes de ne pas expliciter les valeurs qui sous-tendent leur recherche. Puisque l'ethnographie est perçue comme la description d'une culture ou d'un phénomène, il apparait que cette description se fait à travers les yeux du chercheur, et que le résultat dépend de ses objectifs, même inconscients : « wittingly or unwittingly, ethnography can become the vehicle for ideology. What is required is that the relevance and the factual and value

assumptions that underlie ethnographic descriptions and explanations be made explicit and justified where necessary » (Hammersley 1999, 66). La manière généralement acceptée de palier ce risque est donc de mener sa recherche en étant le plus transparent possible sur ses valeurs, ses biais, et la contribution de sa subjectivité à la recherche (Bryman 2012, 39) ainsi qu'en citant le plus possible la matière première des interprétations (Olivier de Sardan 2008). Les réflexions suivantes sont donc réalisées dans une volonté de reconnaître les biais et préjugés qui ont accompagné ma recherche et donc dirigé son inflexion.

L'approche féministe est celle qui pousse le plus loin cette position. Elle offre de nombreuses réflexions sur le processus de la recherche et l'implication de la chercheure sur son terrain. D'après Dagenais, la recherche féministe est « à la fois une activité intellectuelle [...] et une forme d'engagement politique » (1987, 22). Malgré les apparences, cet engagement politique n'est pas nécessairement en contradiction avec une démarche qui se veut scientifique. L'affirmation de l'engagement politique de la chercheure est, au contraire une manière d'éviter cet écueil qui consiste à se croire objective, puisque « cette notion agit trop souvent comme une illusion méthodologique en même temps qu'elle favorise une attitude moralement oppressive » (Dagenais 1987, 23).

Haraway (2007), dans « Savoirs situés » cité en exergue de cette partie I du mémoire, pousse ce propos plus loin et se demande comment produire de la connaissance sans en faire quelque chose de totalement relatif, ce qui lui ferait perdre son sens, question soulevée en d'autres termes par Olivier de Sardan avec son questionnement sur la « rigueur du qualitatif» (1996; 2008). Elle utilise la métaphore du regard et de la vue – visible par exemple dans l'idée d'une méthode par « observation » – et affirme qu'il faut justement s'approprier ce regard « qui sort de nulle part » et en faire un regard incorporé, situé. Cette vision d'un regard situé signifie plusieurs choses pour ma recherche. D'abord, l'idée d'un regard incorporé et non pas flottant appelle à reconnaître le corps de la chercheure, plus précisément, le rôle qu'il joue dans la recherche, ce qui sera explicité dans la partie « la sœur et l'étrangère ». Je dois aussi reconnaître ma position vis-à-vis de mes interlocuteurs et refuser de penser que je peux parler pour eux, alors que je suis privilégiée par ma classe sociale et mon niveau d'éducation, ce qui sera également présenté dans cette partie. Ensuite, il faut reconnaître que des discours hégémoniques peuvent être adoptés par tous les sujets, même ceux qui y sont dévalorisés (Rose 1993, 10; Haraway 2007). Ainsi, ce n'est pas parce que je suis une femme arabe que je ne risque pas de produire un discours impérialiste : non seulement j'appartiens à une autre classe sociale que les habitants de Nahr el-Bared, mais je suis également un produit du monde universitaire « occidental » où ma pensée même a été formée. Il reste important d'avoir conscience du fait que nos constructions disciplinaires et théoriques guident nos regards sur le monde. Cela est traité dans la partie « biais disciplinaires ».

La sœur et l'étrangère : limites et privilèges

Lors de la collecte des données à Nahr el-Bared, du fameux « terrain » de l'anthropologue, je tenais à avoir conscience de ma positionnalité en tant que Libanaise et Canadienne dans un espace où la citoyenneté n'est pas acquise. Mon statut de Libanaise me permet, à Nahr el-Bared, de circuler sans soupçon vers et hors du camp à travers les postes de contrôle de l'armée libanaise. Cette citoyenneté me permet également, simplement, d'avoir des droits que les Palestiniens au Liban n'ont pas, comme celui de faire partie d'un syndicat ou de voter. En tant que Canadienne, ce sont d'autres privilèges que je possède, liés au rêve d'immigration de nombreux jeunes Palestiniens à la recherche d'un avenir prometteur économiquement et politiquement. De plus, je suis une citoyenne libanaise et canadienne relativement aisée financièrement et éduquée. L'accueil des habitants de Nahr el-Bared et certaines conversations que j'ai eues avec eux ne m'ont pas fait ressentir d'animosité vis-à-vis de mon statut de privilégiée. En effet, la majorité des familles ont un membre qui vit à l'étranger; peu de personnes perçoivent donc ce statut comme exceptionnel.

Au camp, l'accueil des habitants m'a fait jouer un rôle double, que j'appelle celui de la sœur et de l'étrangère. Dès mon arrivée, la famille qui m'héberge me fait savoir qu'elle me considère comme sa fille, la marque d'une grande hospitalité. Leur fille, Mona, a un âge proche du mien et, comme moi, n'est pas mariée. Cependant, ce titre vient avec ses inconvénients. J'ai en effet vécu une expérience similaire à celle de Fincham (2014) qui explique que, dans le camp de réfugiés Palestiniens où elle a fait sa recherche, elle a été admise comme « insider », mais que ce statut venait avec tout le poids de l'honneur de la famille à respecter, ce qui voulait dire qu'elle a été restreinte dans ses mouvements. Dans la famille qui m'a accueillie, j'ai été soumise d'une manière directe et indirecte, aux règles qu'une fille²⁸ de mon âge, non mariée, doit respecter. D'un autre côté, je suis restée une étrangère dans le camp. J'étais identifiable dans l'espace public, surtout par le fait que je ne portais pas de hijab, et demeurais très visible pour les habitants du camp. J'ai ainsi pu, à l'occasion et après les avoir apprises, enfreindre certaines

_

²⁸ Le mot *fille* est choisi à dessein : en arabe, et dans ce contexte, le terme *fille* (*benet*) désigne une jeune femme (ou un enfant) non mariée. C'est lorsqu'elle se marie qu'elle devient une *femme* (*mara*).

règles grâce au fait que j'étais tout de même une étrangère. L'extrait suivant du journal de bord me permet de clarifier mon propos.

« Je suis ensuite retournée retrouver Mona. Soha a insisté pour que Youssef m'accompagne, pour que je ne marche pas seule, en plein jour, et moins de cinq minutes. Nous sommes allées, avec Mona et Nour, chez la coiffeuse. Le salon est en face de [effacé pour l'anonymat], je ne l'avais jamais remarqué, il est drapé de rideaux opaques roses. La coiffeuse, par contre, m'a dit qu'elle m'avait remarquée ; elle m'a dit "je te vois souvent par ici". » (25 octobre 2013)

Le fait que la coiffeuse m'ait remarquée parce que je passe souvent devant son salon montre que je suis bien repérable par les habitants du camp. Souvent, dès le début de la conversation, on me demande d'où je viens, et qui je suis. Bien sûr, le fait d'être étrangère m'a souvent permis de demander, sans gêne et avec « naïveté », si je pouvais faire une entrevue avec un ou une inconnue, ayant été identifiée assez rapidement comme une chercheure. Également, je me suis efforcée de poser des questions dont la réponse peut être évidente pour les habitants, mais que je pouvais ignorer, étant étrangère.

Si le rôle de « fille » qu'on m'a assigné avait ses inconvénients, il avait aussi ses avantages. Les espaces comme celui du salon de coiffure, réservés aux femmes, cachés, accessibles uniquement par l'accompagnement d'une autre « fille », sont nombreux. En étant systématiquement la compagne de Mona dans le camp, j'ai ainsi eu accès à tout le réseau d'espaces réservés aux filles et aux femmes dans le camp, du salon de coiffure aux logements de ses nombreuses amies. Comme je l'ai mentionné plus haut, les femmes et surtout les filles utilisent la rue surtout pour se déplacer d'un endroit à l'autre. Les espaces qu'elles s'approprient sont donc des espaces que l'on considère comme privés. Si je n'avais été considérée comme une sœur par Mona, je n'aurais pas eu accès à ces espaces.

Le récit de ce déplacement de l'appartement de Soha jusqu'au salon de coiffure où je retrouve Mona et Nour est significatif. Même si elle sait que je fais ce trajet souvent et que je connais bien ce quartier-là, Soha ne me permet pas de faire le trajet toute seule. En réalité, Soha est uniquement une amie, elle n'a pas l'autorité que la famille peut avoir sur moi. Elle m'enseigne cependant, à travers cette insistance, que je ne dois pas envisager de marcher toute seule et le contrôle que je devrais exercer moi-même sur mes déplacements. Elle me confie donc à l'un des hommes de cette famille qui m'héberge, Youssef, qui a justement habituellement le rôle d'accompagner et de protéger sa sœur Mona. Le fait d'être assignée dans ce rôle de soeur m'a empêchée de faire des observations « complètes ». Par exemple, les femmes ne sortent pas de

chez elles après la tombée du jour, sauf à de rares occasions. Je n'ai donc pas pu faire d'observations de la vie de nuit dans le camp. Les femmes ne se déplacent donc pas seules dans le camp. Si je voulais sortir, il était préférable que je sois escortée.

[J'ai dit à Mona] que je voulais aller me promener par là où je n'étais jamais allée, derrière les bureaux du NBRC. Elle m'a dit que sa mère et Jamal allaient chez une amie dans ce coin-là, et que je devrais en profiter pour aller avec elles. (26 novembre 2013)

Cependant, à cause de mon rôle ambigu, je me retrouvais également souvent dans le rôle d'accompagnatrice. Comme j'étais en situation d'observation et que je pouvais rarement me promener seule dans le camp, j'étais assez enthousiaste à faire des commissions avec des habitants du camp et me mettais souvent en état de disponibilité. Cependant, je me suis rendue compte que j'étais en réalité souvent sollicitée pour accompagner Mona, ou parfois sa mère, qui avaient besoin d'une accompagnatrice; et que si je n'étais pas disponible, Mona annulait son déplacement.

Mona voulait aller vérifier si les manteaux étaient bien arrivés [dans une boutique]. J'ai d'abord dit que je ne voulais pas y aller avec elle, puis je me suis rendue compte qu'elle n'irait pas sans moi. (30 octobre 2013)

Ainsi, je suis également devenue, d'une certaine manière, indispensable à la vie quotidienne de la famille qui m'hébergeait. J'ai dû être prudente avec ce nouveau rôle qu'on m'assignait afin que mon départ ne bouleverse pas la vie quotidienne de Mona. En même temps, ma présence lui procurait une certaine liberté qu'elle n'avait probablement pas avant mon arrivée. De plus, comme j'étais une personne de confiance pour la famille, Mona se confiait à moi et me prenait comme complice dans ses déplacements interdits dans le camp. Comme je n'étais pas une personne du camp, c'était presque comme si elle n'en avait parlé à personne. Il est certain que si je n'étais pas là, Mona aurait trouvé d'autres accompagnatrices et complices, comme elle l'avait fait dans le passé. Cependant, c'est bien mon rôle double et ambigu qui a permis la mise en place si rapide de ce rôle.

Le contrôle de mes déplacements est ce qui m'a causé le plus de difficultés personnelles sur le terrain. Comme je l'ai déjà mentionné plus haut, les restrictions liées à la présence des femmes dans l'espace public m'ont fait réviser mes outils de collecte des données. Mais elles m'ont également poussée à m'interroger sur d'autres privilèges qui ne relèvent pas de la citoyenneté. Mon malaise face à ma dépendance lors de mes déplacements m'a fait réaliser mon privilège principal vis-à-vis des jeunes femmes de mon statut : celui d'être une jeune femme qui se déplace librement, non seulement du Québec au Liban, seule, mais aussi, loin de chez ses

parents, habitant chez des étrangers pendant deux mois, et se déplaçant à son gré entre Beyrouth et Nahr el-Bared. Les femmes dont la vie quotidienne est à Nahr el-Bared ont développé des stratégies pour contourner ces restrictions, dont certaines seront d'ailleurs évoquées par rapport à l'espace plus loin dans ce mémoire. C'est donc le contraste avec mes habitudes en tant que femme qui m'a été difficile : principalement, c'est mon habitude à la mobilité libre qui a été bouleversée dans le camp. C'est donc en moi que mes privilèges ont été le plus mal reçus, surtout lorsqu'une partie de ceux-ci m'ont été retirés par ma simple présence dans cet espace.

Olivier de Sardan (2008, 182) fait une typologie des implications du chercheur sur le terrain. Le premier type d'implication est celui de « l'engagement ambigu », où le chercheur s'implique complètement dans la vie locale de la communauté qu'il intègre. Cet engagement comporte des risques d'interprétation suite à l'enquête de terrain : ainsi, le chercheur risque de considérer sa propre expérience du phénomène qu'il étudie comme étant celle de la population qu'il a intégrée. C'est pourquoi, si je me suis sentie oppressée par les restrictions de mobilité qui m'étaient imposées, cela ne signifie pas que les femmes habitant le camp vivent ces restrictions de la même manière, ni même considèrent leur mobilité comme étant restreinte. L'analyse se doit donc d'être prudente. Mon expérience dans mes pratiques de l'espace est significative, mais ne doit pas être prise pour des généralités : ce qui rend ces pratiques significatives est plutôt la manière dont les habitants les considéraient.

Biais disciplinaires et théoriques

Pour des raisons pratiques, je n'ai pas pu aller sur le terrain avant le début de ma collecte de données, au moment de la conception de la problématique et des enjeux entourant la reconstruction au camp. Ainsi, il n'a pas été possible de vérifier avant de commencer l'enquête, même en surface, l'applicabilité ou la pertinence de certains concepts. Pourtant, la construction des outils théoriques informe directement celle du cadre opératoire qui, à son tour, oriente la recherche et la limite à l'intérieur de certaines conceptions de l'urbain ou du réfugié. De plus, il faut également reconnaître que ma maîtrise de la langue arabe ne me permet pas d'aborder des textes académiques dans cette langue et d'y comprendre les subtilités d'une notion centrale pour ma recherche : l'espace. Comment, donc, dans un contexte académique et avec des outils conceptuels occidentaux, saisir des réalités différentes comme celle d'un camp de réfugiés palestiniens au Liban? Comment échapper, par exemple, à certaines conceptions

hégémoniques de la ville ou du statut de la femme ? Sans mettre de point final à ces questionnements, je présenterai ici les enjeux principaux qui se sont présentés à moi durant ma recherche et qui m'ont parfois poussée à réorienter les conceptions de mon cadre théorique.

Il est assez commun d'aborder les camps de réfugiés dans une perspective ethnographique, et ma recherche ne s'écarte pas de ces conventions. La catégorie de réfugié et le choix d'une méthodologie ethnographique s'inscrivent dans le cadre des refugee studies. Dans ce cadre, les réfugiés forment une population qu'il est possible d'étudier, qui est restreinte dans l'espace et qui porte un statut clair. Dans le cas de cette recherche, comme il a été dit plus haut, l'approche ethnographique a été choisie parce qu'elle permet d'observer des pratiques qui sont difficiles à formuler lors d'une entrevue. Ceci étant dit, j'ai tout de même conservé une conscience de l'inscription de ma recherche dans un cadre plus large assez déterminé. J'ai donc essayé de m'éloigner de l'essentialisme qui risque d'accompagner cette perspective en faisant une recherche très ancrée dans son contexte, en mobilisant des concepts provenant d'autres types d'études et en tentant d'éviter l'idée d'une « identité » de réfugié parfois sous-entendue. Comme le propose Malkki (1995, 496), j'ai tenté de ne pas considérer « le réfugié » comme étiquetant une personne, mais comme une catégorie légale qui provient de structures et de pratiques sociopolitiques et culturelles plus larges. L'ethnographie de Sylvaine Bulle (2009, 100) sur le camp de Shu'faat à Jérusalem-Est va dans ce sens, puisque l'auteure analyse les pratiques d'habiter de ses habitants, démontrant la résistance de ces derniers à une étiquette « réfugié » ou « victime ». Elle écrit :

Dans une dynamique d'appropriation, le patriote-résistant-réfugié-emmuré s'efface au profit de la personne, se met à distance d'un contrat qui le lie à sa communauté originelle. Habiter, aménager, construire engagent alors des interventions qui ne sont pas forcément convenues dans la façon de se rapporter aux ordres politiques et communautaires admis dont le réfugié doit être l'interprète.

Cette conclusion à laquelle arrive Bulle est l'un des points de départ de ma recherche. Durant les entrevues, j'ai évité de référer à l'histoire militante des réfugiés palestiniens ou d'essentialiser leur identité de quelque manière que ce soit. J'ai ainsi voulu laisser chaque personne se définir comme elle le voulait, évitant ainsi du même coup le biais de la suggestion d'orientation de la conversation, surtout vers des préconceptions au sujet de la résistance, thème commun dans les études sur les enjeux entourant les réfugiés Palestiniens.

Si certaines approches peuvent être limitatives et orienter le regard de la chercheure, il peut également être un point de départ pour la compréhension de certains enjeux. Dans le cas de cette recherche, j'avais prévu d'aborder la question de la reconstruction principalement à travers l'observation et l'analyse des espaces publics du camp. Cette approche à travers la rue, les places publiques et les espaces de loisir est commune dans les études urbaines. C'est en tentant d'observer ces espaces que je me suis rendue compte que la définition d'espace public était plus complexe dans le camp : la dichotomie espace public/privé était finalement peu pertinente pour ma recherche. Cependant, ce choix initial m'a permis de mieux formuler plusieurs enjeux autour de cette dichotomie, de la relation que les femmes entretiennent avec la frontière entre public et privé aux manières qu'ont les habitants de s'approprier le camp. Ces questionnements sont spécifiquement abordés dans le chapitre 5.

Analyse des données

L'analyse a été entreprise dans la continuité de la démarche initialement adoptée, itérative et circulaire. Ainsi, j'ai procédé comme le proposent plusieurs auteurs (Small 2009; Paillé et Mucchielli 2006) en raffinant ma collecte des données au fur et à mesure de son déroulement. Dans cette perspective l'analyse n'a pas de début en tant que tel, et reste présente tout le long du processus d'émergence de sens, dans la rencontre entre la définition du sujet de recherche et les données empiriques (Paillé et Mucchielli 2006, 64-65). Par conséquent, l'analyse des données, principalement le journal de bord et les retranscriptions des entrevues, a permis d'affiner le cadre opératoire de départ.

Retour sur le cadre opératoire

Ce sont surtout les pratiques quotidiennes de l'espace que je n'ai cessé de redéfinir en affinant ma conception de ces pratiques et de leurs significations. Les indicateurs des pratiques quotidiennes de l'espace présentés dans le tableau ci-dessous sont donc une compilation des écrits principaux sur les pratiques quotidiennes de l'espace combinée avec les observations réalisées sur le terrain. Chacun des types de pratiques est défini d'après des écrits mentionnés dans le tableau.

L'exemple de la mobilité est ici détaillé afin d'expliciter la manière dont le tableau est construit. La pratique de l'espace quotidienne la plus évidente est en effet le déplacement. Se déplacer dans la ville, se mouvoir, que ce soit par la marche, la voiture ou l'autobus est la manière la plus quotidienne que nous avons d'occuper l'espace et de le définir. La mobilité est également

l'exemple le plus amplement cité pour analyser les pratiques quotidiennes de l'espace (Di Méo 1999, 86). de Certeau (2010) consacre un chapitre entier de son ouvrage aux « marches dans la ville ». Cette exemplarité de la mobilité vient peut-être du fait que la marche (ou tout autre moyen de transport) constitue non seulement une pratique au quotidien de l'espace, mais permet également de définir la notion d'espace. En effet, comment concevoir ce qui est « spatial » dans les pratiques du quotidien ? Le déplacement met en pratique la notion d'espace comme étendue entourant les personnes et les choses (Lussault 2007) : se déplacer équivaut à réduire ou augmenter la distance qui nous sépare de ces personnes et ces choses.

Mais on conçoit également, comme pratique de l'espace, toutes les pratiques qui permettent à ses usagers de le concevoir, de lui donner un sens ou de se l'approprier. Ainsi, les pratiques de construction instaurent non seulement des frontières nouvelles (un mur est une contrainte dans le déplacement), mais également un sens nouveau à cet espace (de manière simpliste, on retrouve après la construction un espace intérieur et un espace extérieur qui n'ont pas le même sens).

Cette typologie a donc été construite à partir des écrits sur les pratiques quotidiennes de l'espace et de ma recherche de terrain qui a permis d'affiner et de confirmer certaines catégories. Si la mobilité est très développée dans les écrits comme pratique de l'espace, l'aménagement du logis et son investissement ne le sont pas tant. En effet, on retrouve certains écrits qui traitent de l'aspect primordial de l'habiter et du logis (souvent féministes, tels que Fenster 2005; Shalhoub-Kevorkian 2005) et quelques-uns qui traitent du voisinage comme pratique de la ville (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony 2007). La recherche de terrain a toutefois confirmé l'importance de ces aspects de la vie urbaine dans la création quotidienne de l'espace et m'a poussée à explorer ces écrits au retour de l'enquête et à ainsi définir de manière plus pertinente le cadre conceptuel et opératoire de la recherche. C'est ainsi qu'est bouclé l'un des tours de l'itération abstraite de cette recherche.

Page suivante : Tableau 3.8 : Typologie des pratiques spatiales quotidiennes et indicateurs d'observation.

Type de pratique	Manifestation dans l'espace/ indicateurs et exemples		
Mobilité	Parcours utilisé de l'individu ou du groupe.		
« Ensemble de valeurs sociales » (Lussault 2007, 58) : s'il est permis/valorisé ou	Utilisation de moyen de transport : marche, voiture, autobus, motocyclette, vélo.		
non de circuler. Ensemble de conditions géographiques,	Restrictions de circulation selon un critère particulier (sexe, âge, lieu, moyen de transport, moment de la journée).		
économiques, sociales et politiques. Dispositif technologique. Système	Manières de circuler (en groupe, seul.e, accompagné.e).		
d'acteurs.	Existence de transport en commun (taxi collectif, minibus) ²⁹ .		
Création de sens « l'importance de ces pratiques signifiantes (se	Symboles sur un bâtiment : Graffiti, murale, fresque.		
raconter des légendes) comme pratiques inventrices d'espaces » (de Certeau 2010, 161).	Récits (de Certeau 2010, 161 ; Lefebvre 1991).		
Création d'une morphologie	Construction de bâtiments ou de partie de bâtiments.		
« le marquage par la disposition des objets ou les	Modification d'une morphologie initiale.		
interventions sur l'espace	Matériaux utilisés.		
habité » (Veschambre 2005, 116)	Blocage ou création de passages.		
Présence dans un lieu	Occupation d'un espace. Restrictions de présence dans un lieu selon un critère en particulier		
	(sexe, âge, lieu, moyen de transport, moment de la journée).		
Habitation (dwelling)	Décoration et aménagement intérieurs (Fenster 2005).		
	Fréquentation des voisins (fréquence, intensité, degré d'amitié).		

²⁹ Le transport en commun apparaît à premier abord comme n'étant pas une « pratique » puisqu'il est mis en place par une certaine autorité. Cependant, à Nahr el-Bared, comme ailleurs au Liban, le transport en commun est organisé, géré et mis en place informellement par des initiatives privées. Dans le camp, donc, ce sont des individus qui assurent ce service à titre personnel.

Retour sur la question de recherche

Afin d'analyser le corpus, plusieurs lectures des données ont été réalisées. Une prise de notes en continu lors de la lecture du journal de bord et des retranscriptions des entrevues a permis de faire dégager plusieurs catégories qui en ressortaient. Les catégories ont donc été choisies de manière à ce qu'elles découlent des données, et que les données « parlent » à travers ces catégories. La question de recherche, telle qu'elle a été définie initialement, interrogeait le rapport entre les pratiques quotidiennes de l'espace et la reconstruction, plus particulièrement le rôle que peuvent jouer ces pratiques : Quel est le rôle des pratiques quotidiennes de l'espace des habitants de Nahr el-Bared dans la reconstruction du camp? La lecture des données a inspiré une division de la question de recherche initiale dans le but d'y répondre de manière claire. En effet, il a fallu, en premier lieu, se poser la question : quelles sont les pratiques quotidiennes de l'espace dans le camp de Nahr el-Bared? Cette question défriche une première fois les données, en identifiant les pratiques elles-mêmes, très nombreuses et prenant plusieurs formes. Elle permet d'expliciter et de décrire les pratiques de l'espace dans le but de les relier ensuite à la reconstruction. C'est pourquoi la deuxième question identifiée est : comment ces pratiques s'articulent-elles avec le processus de la reconstruction? C'est dans ce deuxième moment de l'analyse que l'on peut identifier les liens qu'il est possible de faire entre les différentes facettes de la reconstruction et les pratiques de l'espace dans le camp.

Type d'analyse choisi

Le type d'analyse des données choisi est celui « à l'aide de catégories conceptualisantes » tel que nommé par Paillé et Mucchielli (2006) qui d'ailleurs affirment qu'il est particulièrement approprié pour une analyse ethnographique en raison de sa souplesse et de sa finesse. La catégorie conceptualisante est, contrairement à la rubrique, non pas un outil de classement des extraits de données, mais plutôt un élément qui amorce déjà l'interprétation, soit par la description analytique ou par, dès le départ, une théorisation.

Le choix de l'analyse à l'aide de catégories conceptualisantes a été fait en raison de la nature des données recueillies. Lors de la relecture des données, je devais toujours me poser la question de l'espace et de la reconstruction : en quoi ce passage peut-il être relié à l'espace et/ou à la reconstruction? Il ne s'agissait donc pas de classifier des réponses à une question d'entrevue unique ou de se pencher sur les détails du contenu, mais d'analyser plusieurs types

de situations de la vie quotidienne et de nommer le phénomène observé (Paillé et Mucchielli 2006, 251). C'est donc moi, comme chercheure, à la lumière de mes questionnements sur l'espace et la reconstruction, qui dois tirer d'un récit les éléments importants pour la recherche. Il y a donc dans ce processus une part importante, dès le début, de l'interprétation.

Une seconde fois, l'exemple de la catégorie de la mobilité peut être éclairant pour illustrer la manière dont les extraits y ont été associés, et la manière dont la catégorie s'enrichit des extraits en trouvant un lien avec d'autres catégories. Par exemple, le passage suivant du journal de bord :

Mona devait étudier pour le brevet, [Mona et sa cousine, avec leurs mères respectives] sont allés huit jours dans un château dans la Békaa [région du Liban] dont son oncle était le gardien. Huit jours de rêve (« tmen iyyem 'omr »), elles ont passé du très bon temps, c'était la première fois qu'[Em Ziad] laissait sa famille, même pour une nuit. C'était une sortie entre filles. Elles ont fait des excursions dans la Békaa, sont allées visiter Anjar. [Les mères] s'occupaient des filles pendant qu'elles devaient étudier : elles leur préparaient à manger, les distrayaient durant les pauses, les encourageaient. (10 octobre 2013)

Dans ce passage, la mère de famille me raconte une anecdote d'une période où sa fille devait étudier pour un examen national, et où, avec sa belle-sœur, elles ont emmené leurs filles du même âge et préparant le même examen, faire une retraite d'étude en campagne. Pour analyser ce passage, je passe par ma sensibilité pour l'espace dans le cadre de cette recherche. Les catégories que j'en sors sont donc : « mobilité » et plus précisément « mobilité vers l'extérieur du camp » ainsi que « rapport avec l'extérieur du camp ».

On peut également penser à un passage aussi banal que :

Nous avons fait quelques magasins pour trouver une brosse à cheveux que Mona devait acheter à sa tante sur notre route vers la boutique [dont s'occupe Mona]. (24 octobre 2013)

Ce passage illustre une action du quotidien assez banale : deux jeunes filles, sur leur chemin vers le travail de l'une d'entre elles, font les magasins pour faire une course pour quelqu'un (une autre femme). Ici encore, ce passage correspond à un exemple de « mobilité », même s'il ne signifie pas grand-chose à lui tout seul. Pourtant, associé à d'autres passages similaires, il apparait que tous les éléments de cette description sont significatifs par rapport à la mobilité des femmes. D'abord, les femmes se promènent rarement seules : la plupart des situations les

mettent en scène à deux femmes ou plus. De plus, comme elles limitent volontairement leurs déplacements, elles profitent d'un déplacement obligatoire (le travail) pour faire d'autres courses sur leur chemin; ou bien, elles demandent à un membre de la famille de faire cette course pour elles. Bien sûr, cette description ne vise pas à émettre une généralisation au sujet de la mobilité de toutes les femmes habitant à Nahr el-Bared; mais la récurrence de telles pratiques dans la catégorie « mobilité » laisse croire que la description a une pertinence concernant les pratiques des femmes dans le camp.

Examinons à présent le passage suivant :

Ce soir, nous dormons chez Jamal. (23 novembre 2013)

Cette entrée dans le journal de bord décrit une situation particulière. Durant la fête de *Adha**, qui dure quatre jours, Mona, toutes ses cousines, et moi allons dormir chez sa grand-mère et sa tante célibataire Jamal qui habitent ensemble. J'ai associé ce passage à la catégorie « mobilité » parce qu'il enrichit en réalité la question de la mobilité des femmes dans le camp. En effet, elles ont de nombreuses restrictions de déplacement dans les rues du camp, mais les espaces des appartements forment pour elles un réseau de foyers qu'elles peuvent fréquenter très librement, jusqu'au point d'y dormir comme si elles y habitaient. Les espaces domestiques sont donc beaucoup plus ouverts et souples qu'on ne le pense, et les habitantes du camp y sont très mobiles. On ne se trouve donc pas dans un modèle « une famille nucléaire = un appartement », au contraire. Chaque appartement est relié en réseau à toutes les femmes d'une famille élargie, en plus des voisines qui, dans le cas de cette citation, ont passé la soirée avec nous. Cette citation se trouve donc dans la catégorie « mobilité » mais également celle de « appartement ».

Catégories

Les catégories identifiées dans les corpus ont pu être divisées en deux types que les deux sousquestions de recherche présentées plus haut ont permis d'identifier. Elles ont donc été classées sous les deux grands titres de « pratiques de l'espace/ représentations des pratiques » 30 et

_

³⁰ Dans ce type de catégories, il a été impossible de séparer les pratiques des représentations des pratiques. Cela est dû à la nature des données, provenant de l'observation directe des pratiques et de discours des habitants sur leurs pratiques. À la lecture du journal de bord, il a été établi qu'il était difficile de séparer les deux, en accord avec ce qui a précédemment été dit à ce propos (p. 63). De manière concrète, il est apparu qu'il ne s'agit pas de faire une hiérarchie entre les actions observées et les paroles des habitants du camp, puisque les entrevues contiennent des descriptions de pratiques et que les pratiques elles-mêmes sont mises en scène.

« reconstruction » qui découlent des sous-questions de recherche. On y retrouve des catégories et des sous-catégories présentées dans le tableau 3.9 ci-dessous.

Paillé et Mucchielli (2006, 247) identifient trois types d'opérations effectuées lors de l'analyse par catégories conceptualisantes, qui, dans le cas de ce mémoire et des catégories présentées plus bas, ont été utilisées conjointement. Il s'agit du travail de description analytique, de déduction interprétative et d'induction théorisante. Les catégories identifiées peuvent donc se situer à plusieurs niveaux de théorisation et de profondeur : certaines d'entre elles sont plus descriptives que d'autres. C'est dans le travail de relations entre ces catégories que le sens de l'enquête de terrain se dégage. Sous le titre « pratiques et représentations des pratiques » certaines catégories, telles que « bâti » découlent directement de la grille d'observation réalisée avant l'enquête de terrain. D'autres, telles que « relations de proximité sociospatiale » est le résultat d'un travail d'induction théorisante. Cette dernière est d'ailleurs centrale pour les résultats et son importance est détaillée dans le chapitre 6.

De la même manière, sous le deuxième grand titre, « reconstruction », les quatre premières, « mémoire », « attachement au lieu », « politique » et « participation » sont des approches récurrentes de la reconstruction dans la littérature et se sont avérées être pertinentes dans les données. Elles relèvent donc d'un travail de déduction interprétative, même si les souscatégories qui s'y retrouvent relèvent plutôt d'une description analytique. La catégorie « un camp en rupture » a été identifiée comme enjeu central de la reconstruction sur le terrain, relevant donc d'un travail d'induction théorisante et ayant d'ailleurs de nombreux liens avec les relations de proximité sociospatiale.

Tableau 3.9 : Catégories et sous-catégories identifiées lors de l'analyse.

Pratiques de l'espace/ représentations des pratiques

<u>Mobilité</u>

Relations de proximité sociospatiale

Voisins

Famille

Visites

Espaces publics

Interactions dans l'espace public

Occupation de l'espace

Espaces sacrés/symboliques

Bâti

Logements, appartements

Modifications et constructions informelles

Aménagements

Histoire du bâti

Rapport avec l'extérieur du camp/espaces extérieurs

Reconstruction

Mémoire/histoire

De la guerre

Du camp avant la guerre

Commémorations

Attachement au lieu, sense of place

Fierté

Sentiment d'appartenance

Identité du camp

Le politique

Résistance

Corruption

Participation « officielle »

Contrôle/surveillance/sécurité

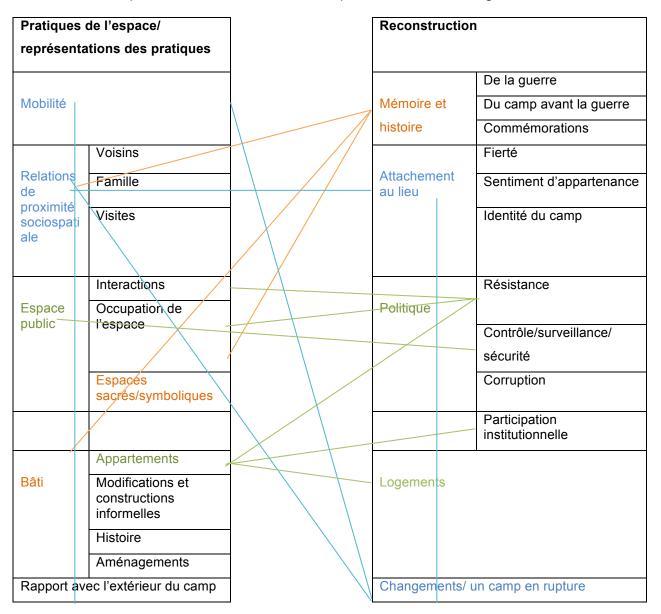
Logements

Changements/un camp en rupture

Présentation des résultats

La présentation des résultats dans la partie II de ce mémoire (chapitres 4, 5 et 6) est donc le résultat d'un examen des catégories identifiées et des liens qui peuvent se faire entre elles. Les pratiques de l'espace et la reconstruction sont toujours présentés conjointement afin d'être toujours en dialogue. Dans le tableau ci-dessous, les liens les plus importants entre les catégories sont tracés. Tout le long de la partie II, chacun d'entre eux sera explicité et chaque catégorie ainsi expliquée par ce biais. Le chapitre 4 se penchera sur les catégories et les liens tracés en orange, le chapitre 5 sur ceux en vert et le chapitre 6 sur ceux en bleu.

Tableau 3.10 : Représentation de certains liens importants entre les catégories



PARTIE II: NAHR EL-BARED, UN ESPACE TRANSFORMÉ

« Places are lost—destroyed, vacated, barred—but then there is some new place, and it is not the first, never can be the first. And so there is an impossibility housed at the site of this new place. What is new, newness itself, is founded upon the loss of original place, and so it is a newness that has within it a sense of belatedness, of coming after, and of being thus fundamentally determined by a past that continues to inform it. »

Judith Butler, 2003, « After Loss, What Then? ».

Cette deuxième partie est consacrée à la présentation des résultats de l'enquête à Nahr el-Bared. Elle se divise en trois chapitres qui présentent tour à tour différents enjeux de la reconstruction du camp, tentant ainsi de dresser un portrait global de la situation à la lumière de ce qui a été présenté dans la première partie. Le chapitre 4 est consacré au rôle de la mémoire dans la reconstruction, ce qui permet de faire un portrait analytique du camp avant la guerre et de la manière dont on trouve ses échos dans le camp aujourd'hui. Cela permet de comprendre ce qu'ils ont perdu, et d'en voir le lien avec leurs pratiques de l'espace. Le chapitre 5 s'attarde sur la reconstruction physique elle-même et aborde les logements et les espaces communs qui les entourent. Enfin, le chapitre 6 tente de rapporter le sentiment des habitants au sujet des bouleversements qui touchent leur camp et de d'analyser la place que prend l'identité du camp et l'attachement au lieu des habitants dans la reconstruction.

Cette partie est encadrée par deux descriptions qui forment les extrémités de son fil directeur. Puisque le but de ce mémoire est d'analyser les pratiques quotidiennes reliées à la reconstruction, il est impossible de décrire et d'analyser toutes les pratiques du camp en tant que telles. Les deux descriptions en début et fin de partie permettent de rendre un portrait plus « brut » de la vie quotidienne dans le camp, sans toutefois être de simples descriptions. Elles sont inspirées par la « description dense » telle que la conceptualise Geertz (1998) c'est-à-dire une description qui passe par le filtre de l'interprétation et relevant plus de la fabrication et de la fiction que de la description « objective ». Par leurs formes, ces descriptions sont également inspirées de la description de la rue Rambuteau que fait Lefebvre (1996) dans *Rythmanalyse*. Elles visent ainsi à rapporter le rythme de la vie quotidienne dans deux espaces emblèmes.

Si elles concernent toutes les deux des espaces que l'on pourrait dire « publics », c'est à différentes échelles. La première description est celle d'une rue, la rue principale du camp qui le traverse de bord en bord. La deuxième, qui se trouve à la suite des trois chapitres, est celle d'une cour intérieure, espace de passage également qui se démarque cependant du premier. Le passage d'une description à l'autre à travers cette deuxième partie marque le passage d'une vision de la ville concentrée sur la rue, espace public par excellence, à celle moins hégémonique, dans des espaces non moins publics mais néanmoins protégés et habités surtout par des femmes.

(Description) Vue(s) d'un balcon sur la rue principale : pratiques quotidiennes de la rue à Nahr el-Bared

À Nahr el-Bared, il est difficile pour une femme de s'immobiliser dans la rue sans être jugée. De manière générale, donc, les femmes, surtout jeunes et célibataires, ne s'arrêtent pas dans la rue même si elles croisent une personne qu'elles connaissent. Portant cette limite dans mon corps, j'ai ainsi eu de la difficulté à observer les espaces tels que les rues dans le but de comprendre les dynamiques quotidiennes qu'on y trouve et les usages qu'on en fait. Si, comme le soulève Lefebvre (1996) dans son célèbre « Vu de la fenêtre », la vue en perspective sur la rue – et ses passants – nous apprend beaucoup sur ce qui s'y déroule, le balcon protège aussi l'observatrice des regards et la met en retrait de la vie de la rue. C'est donc en premier pour des raisons pratiques que j'ai entrepris d'observer la rue du balcon du logement où j'habitais. J'ai eu la chance de loger dans un immeuble donnant directement sur la rue principale (voir carte du terrain p. 76), me permettant ainsi d'observer de nombreuses actions quotidiennes sur cette rue et ce, à plusieurs moments de la journée. Au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête de terrain, les enjeux de la reconstruction et des pratiques quotidiennes de la rue se sont révélés dans les éléments observés de mon balcon. C'est avec l'accumulation des « observations de balcon », des discussions avec les habitants du camp et des passages que j'ai moi-même faits dans cette rue que la description suivante a émergé. Elle tient lieu de description d'autres rues, où les activités sont similaires. La rue principale est cependant généralement plus animée lorsqu'il s'agit des fêtes ou des rassemblements qui sont décrits ici.

Vers sept heures du matin, la plupart des commerces sont encore fermés. En face de moi, une école temporaire en tôle ondulée voit converger vers ses portes les enfants qu'elle accueillera pour la journée. Dans la rue, c'est une majorité de femmes et d'enfants que l'on voit. Certaines femmes accompagnent leurs enfants à l'école à pied, d'autres attendent à un coin de rue que l'autobus scolaire vienne les chercher. En général dans le camp, il y a plus de piétons qui circulent que de véhicules motorisés. À cette heure matinale, quelques autobus et voitures passent, transportant tous majoritairement des enfants. Quelques hommes, en minorité numérique, passent également par là.

Sur les toits, quelques vêtements et draps qui sèchent sur des cordes à linge. Dans le paysage, on voit bien les transformations en cours dans le camp. En face de l'immeuble où je suis, le squelette d'un bâtiment en construction s'impose. Il fait 7 ou 8 étages, bien plus que la moyenne des bâtiments autour, qui s'élèvent à 2 ou 3 étages. Partout où cela est possible dans le camp,

ce type de bâtiment est en construction ou bien se trouve habité avant même d'avoir été complété. Le besoin de logements et l'expansion du marché immobilier sont bien représentés dans ces immeubles construits en quelques semaines à peine.

Aux heures plus tardives de la matinée, lorsque les commerces qui bordent la rue ont ouvert, il y a plus d'activité dans la rue. Les commerçants ont presque tous installé des auvents en toile ondulée qui étendent la superficie de leur commerce et protège leurs devantures des intempéries. Les bâtiments sont assez en retrait de la rue, ce qui fait en sorte que ces extensions n'empiètent pas sur la chaussée. Quelques facades de commerces contiennent des écritures présentant le magasin. La chaussée est composée de quatre voies d'aller-retour séparées par un terre-plein. De chaque côté de ce terre-plein, des voitures circulent dans le deux sens. Les conducteurs - toujours des hommes - passent sur le terre-plein lorsqu'ils veulent passer d'un côté à l'autre de la rue. Quelques pancartes plantées là font la publicité de commerces et de services dans le camp. Tout le long de la journée, on voit passer un grand nombre de personnes. Les femmes ne sont jamais stationnaires dans la rue. On voit des groupes de femmes qui circulent, visiblement pour magasiner, ou bien, dès l'après-midi, certaines qui passent avec des enfants, ou des filles qui rentrent de l'école. Les seules personnes stationnaires dans cet espace sont les hommes, qui s'arrêtent de quelques minutes pour saluer une connaissance ou acheter du café au vendeur ambulant – à quelques heures pour des jeunes assis à la table d'un café ou sur le terre-plein, ou pour les commerçants, qui passent la journée à la porte de leur commerce.

Comme partout au Liban, lorsqu'il manque un produit à la maison, la femme en charge fait descendre un panier ou un seau à bout de corde jusqu'au niveau de la rue. L'épicier peut ainsi y récolter l'argent et le remplacer par le produit désiré. Ainsi, même si l'on est à l'intérieur du logement qui donne sur la rue, on n'est pas isolée de cette dernière et les femmes restent reliées à la vie de rue de plusieurs manières. Une amie passe et en profite, d'en bas, pour demander si on a besoin de quelque chose. Une voisine est aussi au balcon, et on lui demande de ses nouvelles. Les rythmes de la journée et de la rue sont marqués par différents sons qui parviennent à la femme qui passe une partie de la journée à la maison. Le matin, les autobus scolaires klaxonnent et les enfants courent en criant. Certaines personnes en réveillent d'autres en les appelant du bas de l'immeuble; des mères communiquent avec leurs enfants qui sont déjà en bas. Le vendeur de légumes ambulant énumère les produits du jour, et des camions chargés de haut-parleurs diffusent des annonces politiques : manifestations, rassemblement,

dernières nouvelles ou musique festive en cas de gain récent dans des négociations. Les tours des mosquées diffusent également des nouvelles de décès ou d'autres sujets d'intérêt public.

À longueur de journée et jusqu'à des heures tardives de la nuit parfois, le café des jeunes ou « magasin DJ » diffuse des chansons populaires à plein volume. On y voit des jeunes hommes passer la soirée, jouant au billard et fumant la *arguileh**. Après la tombée du jour, on ne voit presque plus de femmes dans la rue. Le mot d'ordre est de rentrer après l'appel du soir. En effet, la journée est rythmée par les cinq appels à la prière du *muezzin** de la mosquée qui marque les différentes étapes de la journée. Le quatrième appel réalisé lors du coucher du soleil est habituellement un signal pour les femmes qui ne sont pas encore rentrées. Il s'agit plus, pour elles, d'une protection de leur réputation que d'un danger réel qui les guette après la tombée de la nuit. On voit cependant, après l'appel du coucher du soleil, quelques femmes en groupe ou, plus souvent, accompagnées d'hommes, probablement rentrant chez elles après une visite à un membre de la famille.

Le soir – et la nuit – le balcon continue à être relié à la rue par les sons. On entend soudain un tumulte, des coups de feu, des feux d'artifice. Les gens se rassemblent au balcon pour vérifier ce qui se passe. On peut voir que le bruit vient de l'extérieur du camp, de la municipalité voisine, ou on voit que c'est un natif du camp qui revient de voyage et que sa famille accueille avec joie. Lors des occasions, petites ou grandes, le balcon devient lieu de spectacle pour observer les rassemblements. Lors des affrontements avec les autorités des incidents de 2012, les membres de la famille élargie qui m'accueille se rassemblent sur ce balcon parce qu'il donne un bon point de vue sur les évènements de la rue. On y assiste également à des processions de mariés, à des manifestations, à des cortèges de fête ou de funérailles.

Dans le ciel de Nahr el-Bared, à toute heure de la journée, des colombes volent en cercle, guidés par leur dresseur. On aperçoit ces dresseurs (*kechech hamem**) debout sur un toit, guidant le vol des colombes d'un drapeau. Les oiseaux volent en cercle, arpentent des sections du camp de mouvements de plus en plus amples avant de se poser de nouveaux sur le toit du logement de leur dresseur. À les regarder voler, on se demande où ils étaient pendant la guerre. Avec le bruit de fond de la rue, on a du mal à s'imaginer ces espaces désertés pendant plusieurs mois alors qu'ils abritent aujourd'hui une telle activité.

CHAPITRE 4 : RÔLE DE LA MÉMOIRE DANS LA RECONSTRUCTION DU CAMP : UN ESPACE PERDU

Le processus de reconstruction s'étend sur une longue période dans le temps. Certaines recherches, telle que celle de Vale et Campanella (2005a) estiment cette période à 20 ans, bien au-delà du temps nécessaire pour reconstruire la ville physiquement. La temporalité de ma recherche se situe dans une trajectoire entre la destruction et la reconstruction, et concerne finalement autant la première que la deuxième. Au cours de la recherche sur le terrain, j'ai constaté qu'il n'était pas possible de discuter uniquement de la reconstruction avec ses habitants. En effet, les contrecoups de la destruction se font encore tellement sentir que ces derniers ne peuvent parler de la reconstruction sans mentionner, par exemple, la fuite du camp, l'attente, les conséquences de la perte d'un logement, etc. Sous-tendant toujours les discussions sur la reconstruction, la destruction du cadre bâti, de la structure sociale et des vies quotidiennes se fait donc toujours rappeler dans les discours de ses habitants. Inévitablement, donc, pour parler de reconstruction, il faudra suivre ce fil tendu entre passé et avenir et évoquer ce qui a été perdu pour comprendre ce qui se reconstruit, et comment. Le rôle central de la mémoire dans la reconstruction au quotidien, bien qu'il ait été brièvement évoqué dans le chapitre 1, s'est révélé plus important sur le terrain que la littérature recensée ne le laissait présager. C'est pourquoi ce chapitre au complet est consacré au sujet, au-delà des questions d'attachement au lieu, qui sont plutôt abordées dans le chapitre 6.

L'oubli et le silence

Ramadan (2009), dans son analyse de la destruction de Nahr el-Bared, entreprend de comprendre « ce qui a été perdu ». Il démontre que les habitants du camp ont perdu un espace de vie qui tenait lieu de « chez soi » ou « home ». À travers les discours de ces habitants déplacés, il démontre qu'ils vivent cet exil comme une deuxième Nakba*, durant laquelle ils ont quitté leurs « chez-soi » en laissant tout derrière eux. Comme il a déjà été dit dans le chapitre 1, la Nakba* de 1948 constitue, dans les discours et les représentations, le point de départ et de référence de l'histoire palestinienne (Sa'Di et Abu-Lughod 2007). Ma recherche à Nahr el-Bared confirme les conclusions de Ramadan (2009) et montre que l'identification de la fuite de 2007 à

la *Nakba** est particulièrement vive. En fait, cette identification n'est pas exceptionnelle, et les réfugiés parlent souvent des « *Nakbas** » au pluriel³¹.

Dans les discours des habitants de Nahr el-Bared, la guerre de 2007 a cela en commun avec la *Nakba** de 1948 qu'elle définit le début de l'histoire. Puisque je laisse la parole à l'interviewé.e avant de commencer les questions du guide, la personne choisit souvent de me raconter la fuite de Nahr el-Bared en 2007. C'est son point de départ. Il est certain que cet évènement, la fuite du camp, est traumatique. Sous les bombardements soudains, l'information circule au sujet d'habitants qui fuient le camp. Plusieurs d'entre eux suivent ainsi le mouvement, se retrouvant prisonniers hors du camp sans avoir rien pris de leurs logements. Pour eux, il est impossible de parler de la reconstruction du camp sans mentionner cette fuite hâtive et la destruction dont ils ont dû être les témoins impuissants³².

Ainsi, lors des entrevues, lorsque je demande à mon interlocuteur ou interlocutrice de me raconter un souvenir heureux d'avant la guerre ou même de me nommer les lieux qu'elle fréquentait avant 2007, je me vois souvent répondre avec un haussement d'épaules ou une réponse évasive. Lors d'une entrevue, une femme me répond :

« Tu sais, ces temps-ci moi, je perds la mémoire. J'oublie beaucoup de choses, je ne me souviens plus de rien. Mais je peux te raconter des histoires de l'exil à Beddawi. » (24 novembre 2013)

Cette habitante ayant « tout oublié » me raconte alors plusieurs anecdotes du temps de l'exil à Beddawi, au sujet de la proximité et l'intimité incongrues liées au refuge dans des garages dans le camp. Bien sûr, le refus de parler de la période d'avant la guerre peut provenir d'un désir de ne pas réveiller des souvenirs douloureux. Mais ces réponses évasives sont aussi le reflet de l'anéantissement total du camp qui coupe littéralement la parole. Que peuvent-ils répondre à de telles questions? Aucun discours ne peut évoquer une vie quotidienne passée ancrée dans un espace aujourd'hui complètement détruit.

Ainsi, dans les discours des habitants du camp, deux types d'interventions s'entremêlent : celle qui dit « je n'ai pas de souvenirs d'avant la guerre » ou « je n'ai rien à te raconter » et celle qui dit « si tu avais été là, si tu avais vu le spectacle de désolation que j'ai vu après la guerre, tu

104

³¹ Un collectif de chercheurs-réalisateurs a d'ailleurs produit un documentaire en 6 épisodes en 2011 (Issa, Mansour et Shapiro 2009) dont l'épisode II porte sur les « *nakbas** quotidiennes » et recensant plus de 8 évènements dans l'histoire durant lesquels les réfugiés palestiniens ont été expulsés ou déplacés pour une deuxième, troisième ou quatrième fois.

³² Cette position de témoin est d'ailleurs frappante dans la description de certains habitants du spectacle que représentait la guerre sur Nahr el-Bared : certains d'entre eux pouvaient de certaines collines de la région, regarder le filet de fumée qui se dégageait de leur camp durant toute la guerre.

aurais été dévastée ». Mes questionnements directs au sujet du passé se heurtaient à une expérience indicible. Dans le texte cité en exergue, Butler (2003) tente de théoriser ce qu'il advient d'une communauté ayant violemment perdu quelque chose d'irrécupérable. Elle tente ainsi de théoriser la perte comme ne relevant plus uniquement de la psychologie, mais également du politique. Elle parle ainsi de « capacité d'agir mélancolique » (« melancholic agency ») afin de voir en quoi cette impossibilité de se remettre de la perte et d'en faire le deuil est productive (Butler 2003; Tabar 2007).

Cependant, les habitants, en dehors de ces interrogations directes et peut-être brusques, racontent des souvenirs dans le camp avant 2007, le décrivent et l'évoquent avec moi. C'est à travers ces évocations que l'on peut identifier et faire l'analyse de ce qu'ils considèrent qu'ils ont perdu et de rechercher, peut-être, la manière dont ils compensent cette perte.

Ce qui a été perdu...

L'un des buts de mes questions aux habitants au sujet de leur mémoire de l'ancien camp était de pouvoir comprendre ce dont Nahr el-Bared avait l'air avant 2007 afin de combler une lacune dans ma connaissance du camp. Cependant, les souvenirs des habitants du camp expriment plus de choses sur ce qu'ils considèrent avoir perdu que sur ce dont le camp avait vraiment l'air. L'examen de ces souvenirs permet donc de comprendre ce à quoi les habitants tenaient le plus, mais aussi de saisir leurs représentations du camp et ce que celui-ci signifiait pour eux. Les six éléments présentés ici sont très largement partagés par mes répondants, et reviennent souvent dans leurs discours. Ainsi, les habitants ont bien évidement perdu le bâti du camp, (a) un bâti dans lequel ils avaient investi temps et argent, (b) qui contenait leurs souvenirs personnels, (c) un bâti qui avait une histoire, et qui (d) formait un espace de vie qui rassemblait une communauté. La perte de (e) cet espace familier et réconfortant a eu pour résultat (f) la perte d'un sentiment de sécurité au quotidien.

Bien sûr, les habitants du camp ont d'abord et avant tout perdu leurs logements et tout ce qu'il y avait à l'intérieur. Les pillages et le vandalisme qui ont eu lieu juste après la guerre, durant le siège de l'armée, ont déjà été documentés (Sheikh Hassan et Hanafi 2010; Ramadan 2009; Puig 2012). L'état dans lequel les habitants retrouvent leurs logements est désastreux, et a l'effet d'un choc sur toutes les personnes qui l'ont vécu. Non seulement ce qui est détruit et pillé est tout ce qu'ils possèdent, étant donné qu'on retrouve au camp une économie largement

basée sur l'argent comptant, mais en plus, leur possession la plus importante était le bâtiment lui-même, les murs de leur appartement. Plusieurs personnes m'expliquent :

« les gens ici ont toujours tout investi dans la construction, et ça a été leur malheur ». (11 octobre 2013)

En fait, comme l'insécurité au sujet de l'avenir est toujours présente dans le camp, les habitants avaient l'habitude d'investir tout ce qu'ils possédaient dans les bâtiments : c'était leur manière de sécuriser leur revenu en construisant un toit pour eux-mêmes et pour leurs enfants. La guerre vient donc détruire tout ce que chacun possédait : des vêtements aux murs les abritant, en passant par les réserves d'huile d'olive pour l'année et les bijoux cachés dans un tiroir. Les soldats, en quittant le camp, brulent parfois l'appartement, détruisant ainsi ce qui aurait pu avoir survécu à la guerre. Après la fin de la guerre, certains habitants avaient ainsi eu le temps de voir leur logement presque intact avant de revenir quelques jours plus tard sur un spectacle de désolation. Ce que les habitants perdent donc, en premier, est l'accumulation d'une vie en possessions matérielles. Mais c'est beaucoup plus que des éléments matériels qui sont perdus.

Un premier élément, moins souvent mentionné, mais qui frappe néanmoins l'attention concerne les souvenirs personnels perdus dans ces appartements. Certains mentionnent des vidéos prises de leurs parents, d'autres des photos d'enfance ou des journaux intimes.

« ... tous leurs souvenirs, tout cela a été anéanti. Imagine par exemple, tu avais une photo de ton père, il n'y en avait pas d'autre. Maintenant, tu n'as plus rien. Pas même une photo. » (26 octobre 2013)

Avec la perte de ces objets, c'est toute une histoire de l'individu qui s'évapore, mais également des éléments qu'il et elle savent qu'ils ne retrouveront jamais. Certaines personnes arborent, dans l'entrée de leur logement, des photos à moitié brulées ou recollées, seuls vestiges d'une vie passée qu'elles ont réussi à recueillir dans les décombres. À part les souvenirs personnels familiaux, certaines personnes évoquent des objets de décorations qu'ils avaient chez eux et qui avaient une grande valeur sentimentale. Une femme me parle, à plusieurs reprises, des travaux d'artisanat qu'elle avait créés et accrochés sur les murs de son logement. Elle sent qu'à son âge, et avec sa vue qui a baissé, elle ne pourra plus reproduire ces œuvres d'art minutieuses et riches en matériaux.

Évidemment, au-delà du logement, les habitants ont un attachement et des souvenirs du quartier où ils habitaient :

« Ce quartier j'y suis né, j'y ai vécu, j'y ai grandi, j'y ai fait des enfants, j'y ai beaucoup de souvenirs. Le camp entier est plein de souvenirs, il n'y a pas un lieu dans le camp qui ne me ramène pas le souvenir d'une certaine histoire, un certain souvenir : un mariage est passé par là, une fille qu'on a taquinée ici, qu'on a aimée là, par exemple. Il y a beaucoup de souvenirs. Comment vont-ils revenir ? » (26 octobre 2013)

Mais ce ne sont pas uniquement les artéfacts d'une mémoire personnelle qui se perdent avec cette destruction. C'est également un bâti qui a évolué depuis 1948, et qui porte en lui l'établissement des Palestiniens dans ce camp. Le bâti qu'ils perdent ainsi a plus d'importance que sa valeur matérielle; c'était un bâti qui avait une histoire. Chaque parcelle portait en elle l'histoire de ses habitants depuis 1948. Lorsque je demande à une femme son parcours résidentiel dans le camp, voici l'échange qui s'ensuit :

Interviewée : j'ai vécu dans la même maison de ma naissance jusqu'à la guerre.

Chercheure: Pourriez-vous me décrire cette maison?

Interviewée: Oui. Tu sais, au tout début il y avait une tente. Puis ils se sont mis à construire des murs en tin* [argile, boue], avec un toit en zinco* [tôle ondulée]. Après ils ont fait le mur en béton, avec le toit en zinco* encore; jusqu'à ce que ça devienne comme quand on est parti. Il y avait un étage au rez-de-chaussée, c'est là que mes parents vivaient, avec moi et tous mes frères et sœurs, puis au-dessus il y avait un étage, puis au-dessus une pièce sur le toit, où on allait passer du temps. (24 novembre 2013)

Il peut être surprenant, à premier abord, que cette femme décrive l'appartement où elle habitait au moment de la guerre en me narrant son histoire depuis 1948, bien qu'elle soit née bien plus tard. D'une certaine manière, la manière de présenter les choses de l'interviewée illustre parfaitement l'idée de la ville comme palimpseste (Corboz 2001). Dans le cas du camp, les habitants ont une connaissance très détaillée de l'histoire du camp et de celle de son bâti, et une grande conscience de l'existence de ce palimpseste. Lorsqu'ils perdent ce cadre bâti, ils ont donc conscience de perdre également des traces de l'histoire de l'établissement de leurs grands-parents sur ce territoire.

La famille élargie qui m'héberge est très attachée à un espace qui a été perdu et dont l'évocation revient très souvent dans leurs discussions avec moi : un jardin dans une cour intérieure chez la grand-mère, Em Omar. Cet espace, dont Em Omar me raconte la généalogie était un potager jusqu'à ce qu'un caoutchoutier fasse trop d'ombre pour que les légumes poussent bien. Elle en fait alors une sorte de (petit) verger dont les variétés d'arbres fruitiers

abondent et se multiplient au fur et à mesure que l'on m'en parle : un citronnier, un bananier, un grenadier, et d'autres encore, avec une allée de rosiers. La perte de cet espace est vécue par la famille élargie, cousins et cousines compris, avec une grande nostalgie. En effet cette cour était le lieu de réunion de tous les membres de cette famille qui venaient y boire le café et fumer la arguileh* presque tous les jours. Lieu de rassemblement, elle permettait à tous de s'y reposer sous la surveillance indulgente de la doyenne de la famille. Ces espaces seront mentionnés plus loin en ce qui concerne leur rôle et la manière dont ils sont reconstruits. Ce qui est important à soulever ici est que l'évocation des anciens lieux de vie est la plupart du temps reliée à un sentiment de très grande perte d'espaces où la vie quotidienne avait fait ses marques, ce que j'appellerai « la familiarité des lieux ».

Dans un logement du camp adjacent, je remarque une peinture représentant une scène de rue.

Ils ont sur le mur du salon une peinture représentant le souk au début du siècle. Lorsque je demande ce que ça représente, ils me répondent que c'est la reproduction d'une peinture qu'il y avait chez eux avant la guerre : « c'est pour se sentir chez soi ». (27 octobre 2013)

Au moment de l'entrevue, cette famille vit dans le camp adjacent en attendant la construction de leur logement dans le Vieux. L'achat d'une nouvelle copie de cette peinture leur permet donc de se faire un nouveau chez soi, temporaire ou pas, qui ait un peu l'aura de l'ancien. Ce type d'objets, avec les quelques télévisions et bibelots récupérés dans les décombres que j'ai rencontrés au fil de mes visites chez les habitants interrogés sont des artéfacts de l'ancien camp qui racontent l'ampleur de la perte : si on retrouve chez soi une trace de l'ancien logement, cet objet dit aussi que tous les autres ne viennent pas de là.

En fait, la perte de la familiarité des lieux est un thème qui apparait en filigrane dans de nombreuses descriptions du camp que les habitants me font. La même famille qui a racheté le tableau pour leur salon me fait le récit de son retour à son logement dans le Vieux camp qui a été entièrement détruit.

Quand ils sont revenus, ils n'arrivaient pas à reconnaître l'emplacement de leur maison. C'est en passant à côté que le fils a reconnu la couleur de leurs murs sur une pierre. Il a donc pris cette pierre et su que les décombres de leur maison étaient là. (27 octobre 2013)

Plusieurs personnes m'ont ainsi confié ainsi n'avoir rien reconnu du camp après la guerre. Cela se poursuit aujourd'hui dans certaines portions du camp reconstruit. Lorsque je me promène dans cette zone avec des habitants, qui sont habituellement mes guides, ils semblent frustrés

d'être littéralement perdus dans les rues de ce quartier inconnu. Il m'est arrivé plusieurs fois d'être dans ces quartiers avec une personne qui me dit avec frustration qu'elle se perd encore dans ces espaces.

En fait, une grande douleur accompagne l'évocation de la perte de la familiarité dans les rues et ruelles du camp.

L'interviewé: J'essaie de fermer les yeux parfois, je te jure ça m'arrive presque toutes les nuits, je ferme les yeux alors que je suis allongé, et je me souviens comment étaient les ruelles dans le camp de Nahr el-Bared. Eh bien... maintenant tu vois Nahr el-Bared, j'y vais, le camp en construction, crois-moi, ça ne me dit rien. Et je ne sais pas m'y promener. Je ne sais pas ça c'est qui, et lui, et ... avant, non, c'est vrai que c'était des ruelles étroites, mais on savait comment aller au marché, comment aller et venir, ...

Son fils: On connaissait chacune des maisons...

L'interviewé : On connaissait les maisons des gens,

Son fils: ... c'est-à-dire quelqu'un venait chez toi, il te dit je suis de la famille [bayt] d'untel, ah, je le reconnais, même si son logement [bayt] était de l'autre côté du camp.

L'interviewé : tu vois, tu lui indiquais son propre logement. C'est-à-dire que nous [ma famille], nous avions deux appartements, un appartement de chaque côté de la rue, ceux qui habitaient en bas connaissaient ceux qui habitaient en haut. Aujourd'hui, demandemoi où est le logement d'untel, je ne sais pas. (26 octobre 2013)

Cette familiarité avec les lieux est en fait étroitement liée aux personnes qui les habitent. Puig (2012, 241-242) fait d'ailleurs remarquer, dans la langue arabe, la coïncidence de la famille avec son logement, qui se disent tous deux « bayt ». Ce qui est donc perdu à part la familiarité avec les rues et le cadre bâti est la familiarité avec les emplacements de chaque famille et chaque habitant. On ne se connait pas forcément tous, mais on connait au moins le lieu d'habitation de la famille élargie à laquelle chacun appartient. Après la guerre et la dispersion des habitants du camp — qui sera discutée plus loin — ce ne sont plus seulement les objets du chez-soi et les murs des ruelles qu'on ne reconnait plus, mais aussi les personnes qui habitent le camp. Tout le long de ma recherche, j'ai entendu une expression être répétée par de nombreuses personnes : « nafsiyyet el-nas tghayyaret » qui pourrait être traduite par « l'état d'esprit des gens a changé » ou « les gens ont changé ». La disparition d'un cadre familier, tant bâti qu'humain, fait régner dans le camp un sentiment d'étrangeté et d'aliénation chez tous. Les espaces du camp étaient des espaces investis de souvenirs, ce qui en faisait des espaces familiers et sécurisants. Avec

la destruction du camp, cet espace est redevenu inconnu et effrayant. On n'y reconnaît plus les gens (qui « ont changé »), ni les bâtiments, ni les trajets dans les ruelles familières.

Interviewé : les sorties ne sont plus comme avant, c'est-à-dire que les gens ne sortent plus beaucoup.

Chercheuse: Pourquoi?

Interviewé: euh... il y a encore de la peur. Jusqu'à présent, aujourd'hui, il y a encore un peu de peur chez les gens... et... c'est une zone militaire, une zone militaire tu sais c'est comment? C'est-à-dire qu'avant la guerre, on allait par exemple à la mer, sans se poser de questions. Maintenant qui ose aller vers la mer, la nuit? (16 novembre 2013)

Un après-midi au début de mon séjour, je me promène avec un membre de la famille qui m'héberge. On passe par la rue qui longe la mer, devant un ancien quartier devenu friche. Il me raconte l'établissement des premiers Palestiniens sur ce terrain, un récit de conquête de l'inconnu et de la peur.

Il me raconte que cet endroit s'appelait Tallet el-Sett [la colline de la femme], il appartenait à cette vieille femme qui possédait plusieurs terrains dans la région, une femme de pouvoir. Personne [parmi les libanais], n'osait y aller, on disait qu'il y avait des animaux sauvages. Lorsque les Palestiniens sont arrivés, on les a mis là. Et sobhan Allah [gloire à Dieu], ils ont tout construit, et c'est devenu le camp. (10 octobre 2013)

Dans une note du journal de bord, j'ai écrit mon impression, accompagnée d'une photo :



C'est étrange comme la destruction dans cette partie du camp rendait plus forte l'évocation de l'installation des ancêtres sur cette terre. Je pouvais imaginer cet espace plein de tentes, les réfugiés arriver et voir cette étendue qui serait leur domicile pendant quelques mois...

Figure 4.1: Photo, vue est du Vieux camp.

Un autre habitant m'évoque la première installation des réfugiés avec les mêmes termes, mêlant le récit sur les animaux sauvages avec celui sur le cadre bâti :

Il a commencé par me raconter l'histoire des étapes de développement du camp : « Les Palestiniens sont d'abord arrivés quelque part dans la Békaa avant d'être distribués. Ils sont arrivés à Minieh (une municipalité voisine), mais les gens n'aimaient pas les étrangers (...). Il y avait à la place du camp ce qu'on appelait Tallet el-Dbaa [la colline de des hyènes]. La nuit, personne n'osait s'approcher d'ici. Les gens se sont installés devant la colline, proche du bord de mer. Mais au fur et à mesure des inondations, les gens ont commencé à s'éloigner.

Donc au début, il y avait des tentes. C'est pour ça qu'on appelait ça un camp. Ensuite il y a eu ce qu'on appelait les kouakh* : ce sont des constructions en pierre et une sorte de pâte. L'UNRWA avait dit : tout le monde qui construit ça on leur donne le toit en zinco* et une porte et des fenêtres. C'est resté comme ça jusqu'aux années 70, quand on a commencé à construire en vraie pierre. Jusqu'aux années 90, le camp est resté comme ça : avec beaucoup d'espaces verts autour, très peu développés en dehors du Vieux. » (9 novembre 2013)

Ce territoire effrayant, plein d'animaux sauvages, apprivoisé et rendu familier par ses premiers habitants et les générations qui les ont suivis, de la tente à l'immeuble, est à construire à nouveau. De plus, il est à nouveau hanté et la peur y est de nouveau présente.

... et comment on le retrouve

Cette partie me permet, en reprenant les éléments énumérés ci-dessus, d'y combiner des pratiques de l'espace qui y répondent et qui, à leur lumière, apparaissent comme des pratiques liées à la reconstruction. Les dimensions de la perte des habitants identifiées plus haut sont celles de la valeur des possessions matérielles, des souvenirs personnels, de l'histoire du camp, de la familiarité des lieux, de la communauté qui formait le camp et, enfin, du sentiment de sécurité au quotidien. Ces dimensions sont traitées ici dans l'ordre dans le but d'identifier les pratiques qui visent à compenser ces pertes et qui constituent un premier pas vers la reconstruction.

La perte la plus immédiatement ressentie par les habitants du camp est bien sûr celle des possessions matérielles, tant des meubles à l'intérieur des appartements que les appartements eux-mêmes. Après la fin de la guerre, c'est l'UNRWA qui prend en charge les personnes déplacées en attente de leur logement reconstruit, fournissant aux uns des logements temporaires (communément appelés *baraksat**), et aux autres, une allocation qui leur permet de

payer leur loyer. L'UNRWA mène également, pour les plus pauvres, une distribution trimestrielle de denrées alimentaires non périssables dont la quantité est déterminée selon le nombre de membres dans la famille. Encore plus qu'avant la guerre, les habitants se retrouvent donc dépendants de l'UNRWA pour se loger et pour se nourrir. Bien sûr, afin de mener ces opérations à bien, l'UNRWA doit comptabiliser la population et avoir des informations sur le revenu des personnes afin de déterminer qui reçoit les aides supplémentaires. Il est commun, dans les camps de réfugiés, de voir des pratiques de détournement des systèmes humanitaires se mettre en place (Bulley 2014). Nahr el-Bared n'est pas une exception : de nombreuses tactiques de résistance à la comptabilisation de la population se mettent en place dans le but d'obtenir le plus d'aide possible. Par exemple, une famille enregistre toutes ses possessions au nom d'un de leurs fils. Comme ce fils est marié, il ne figure pas sur la liste des membres de la famille. Les autres membres n'ayant « rien » peuvent tous bénéficier de l'aide alimentaire disponible. En fait, les possessions du fils sont partagées, et la famille met en commun toutes les aides et les possessions. Les familles configurent donc la composition de leurs membres de la manière la plus « optimale » selon les critères de l'UNRWA.

D'une manière indirecte, donc, les habitants du camp tentent de récupérer des pertes matérielles par leur détournement des règlementations de l'UNRWA. Cependant, la manipulation des données concerne également très directement le processus de la reconstruction. En effet, l'une des familles que j'ai interrogées m'a expliqué qu'ils ont déclaré un fils comme étant marié afin d'obtenir un étage de plus pour leur logement. Pour une famille composée de deux parents et quatre enfants, ils obtenaient un appartement de près de 21 m2. composé d'une pièce, une cuisine et une salle de bain. En déclarant qu'un de leurs fils est marié, ils obtenaient un étage de plus identique. Ils avaient ainsi prévu de transformer la cuisine en chambre à coucher, réussissant ainsi à avoir le double de ce qui leur était assigné. En fait, cette famille avait, avant la guerre, à peu près l'équivalent en espace, à l'exception du fait qu'elle n'avait pas terminé de construire le deuxième étage. Cependant, comme elle se trouvait dans la possibilité de voir les deux étages reconstruits, elle s'est arrangée pour récupérer ce qu'elle considère comme le minimum viable pour tous les membres de la famille. Cette situation est assez fréquente dans le camp, avec une famille qui occupe en réalité l'espace assigné à deux familles, soit par la manipulation des données familiales, soit parce qu'une des deux familles ne s'est pas réinstallée dans le camp. Dans le cas d'une famille interrogée, le père de famille m'explique que c'est l'architecte qui a insisté pour qu'il leur dessine une cuisine à chaque étage.

« L'architecte a essayé de me convaincre pendant trente minutes d'avoir une cuisine au deuxième étage pour avoir deux étages identiques « salle de bain-cuisine-chambre ». À la fin il m'a dit, tu enlèveras l'évier et les armoires de la cuisine du haut et tu les vendras. Tu auras au moins gagné ça. J'ai accepté.

[...] Plus tard, on me dit que j'ai droit à deux chèques pour remplacement de meubles. J'étais étonné, je n'y ai pas cru. J'ai demandé à deux autres personnes qui m'ont dit oui aussi, c'est en fait parce que j'avais deux cuisines! J'ai demandé à l'architecte pourquoi il ne m'avait pas dit avant. Il m'a répondu qu'il me le disait, maintenant. » (6 novembre 2013)

Dans cette situation, il est clair que l'architecte se fait complice de ces « triches », mettant sa connaissance du système de reconstruction au service de ce père de famille. En fait, dans ce système, chaque famille obtient une cuisine. Lorsqu'il y a deux cuisines dans un immeuble, cela signifie qu'il y a deux familles, et chaque famille a droit à un chèque de compensation pour les meubles. Ainsi, cette famille obtient deux chèques de compensation, avec la complicité de l'architecte. On peut deviner qu'il est possible que ce soit arrivé plus d'une fois.

Ces détournements, que ce soit dans les aides alimentaires ou les plans de reconstruction, sont des formes de résistance à la perte des logements de ces réfugiés qui, on l'a vu plus tôt, avaient tout investi dans la construction. Alors qu'ils avaient l'habitude de contrôler eux-mêmes la construction, avec des régulations que l'on peut imaginer assez peu présentes, ils se retrouvent à devoir négocier et justifier toute demande de construction. Il est ici pertinent de se demander, avec Davis (2005), qui, dans cette reconstruction, est le groupe le plus résilient. Car si les réfugiés parviennent, à force de détournements et de tactiques, à récupérer une partie de ce qu'ils avaient perdu, il ne faut pas oublier que l'UNRWA reste le principal décideur de plusieurs aspects de leurs vies quotidiennes.

Par exemple, la distribution de denrées et d'allocations alimentaires existait déjà avant la guerre, ainsi que les tactiques pour en profiter, très probablement. Après la guerre, l'UNRWA décrète l'État d'urgence et fait ces distributions à tous. Suite à des compressions budgétaires en 2013 et la crise de réfugiés palestiniens de Syrie arrivant en masse au Liban, l'UNRWA retourne au système d'avant-guerre où elle octroie ces aides aux plus pauvres uniquement. Malgré les protestations et les grèves, l'UNRWA conserve sa position et les denrées ne sont plus distribuées à tous. Spatialement, également, avec la guerre, l'UNRWA perd les espaces où son pouvoir humanitaire s'exerce. Elle parvient cependant à créer de nouveaux espaces de contrôle, parfois dans la rue même, comme dans la distribution de denrées à laquelle j'ai assisté.

De retour devant la mosquée El-Quds, nous avons vu que la distribution avait commencé. Toute la scène se passe dans la rue. On passe en premier à une table où un homme et une femme ont les cartes en question. Il appelle les noms les uns après les autres. Les gens sont agglutinés autour de la table, très majoritairement des femmes. Quand on appelle son nom, la personne prend sa carte en montrant sa carte d'identité, et va en face, où elle peut recevoir l'aide monétaire.

[...] Nous allons ensuite récupérer les vivres. La liste de ceux qui ont reçu l'argent est transférée à celui qui distribue les vivres, et il appelle les noms un à un. [...] Au milieu du brouhaha, une femme se démarque : elle dirige deux garçons qui transportent les vivres des personnes et entassent une partie sur le trottoir : c'est la commerçante. Elle achète aux gens ce qu'ils ne veulent pas. [...] Il y a tout autour plusieurs garçons qui transportent des vivres dans des brouettes ou sur des motos. (20 novembre 2013)

Ainsi, parce que le bureau de distribution d'avant-guerre n'est pas disponible, l'UNRWA peut créer un espace temporaire de contrôle de la population là où elle juge que c'est pratique et occuper cet espace pendant la majeure partie de la journée de distribution. La description cidessus illustre parfaitement l'idée d'une population contrôlée spatialement, se déplaçant de table en table afin d'obtenir une aide de l'organisme. On voit cependant également que les pratiques parallèles qui accompagnent la distribution se transportent elles aussi dans le nouvel espace. La scène se passe donc entièrement dans le lieu choisi par l'UNRWA, opérations officielles comme informelles. Il est important de préciser ici qu'on ne peut pas créer de dichotomie entre employés de l'UNRWA et habitants du camp puisque l'UNRWA emploie majoritairement des habitants du camp qui connaissent bien les pratiques en cours. Les architectes et employés de la NBRC qui s'occupent de la reconstruction sont également majoritairement des habitants du camp, ce qui pourrait expliquer certaines complicités dans la mise en place des plans des appartements.

Les habitants du camp, ayant donc perdu toutes leurs possessions, ayant une valeur matérielle ou sentimentale, déploient donc leurs efforts et des ruses afin de récupérer ce qu'ils peuvent à la suite de cette destruction. Sept ans après la guerre et moins de six ans après leur retour graduel au camp, il est difficile de dire si les habitants ont réussi à recréer un rapport sentimental aux objets qui les entourent. De la même manière que les années produisent une accumulation de photos et d'objets qui prennent leur sens à travers ce passage du temps, on peut supposer que ce processus est à l'œuvre aujourd'hui. Il est cependant trop tôt pour le dire et, à part quelques objets miraculeusement récupérés dans les décombres, ce sont plutôt des souvenirs

neufs qui remplacent les anciens, grâce aux mariages, aux naissances et aux autres fêtes qui apportent leur lot de souvenirs et d'objets chers. D'une certaine manière, « la vie continue ».

L'histoire du bâti du camp a également été mentionnée comme étant un élément de ce qui a été perdu suite à la guerre. Si « les vieilles pierres » sont effectivement perdues et le Vieux camp en effet ramené « à plat », les pratiques de construction, elles, ne se perdent pas. En observant le cadre bâti aujourd'hui, on constate la persistance claire du bâti informel qui caractérisait chacune des étapes de développement dont se souviennent si bien les réfugiés, de la tente à l'immeuble en passant par les constructions en zinco. Durant mon séjour en 2013-2014, je n'ai vu qu'une seule tente dans laquelle habite un homme seul, qui constitue une exception dans le camp.



Figure 4.2: Photo, tente, camp Adjacent.

J'ai également vu un logement entièrement construit en *zinco*, où, m'a-t-on dit, une famille très pauvre habite. Cependant, la pratique de la construction en *zinco* en attendant quelque chose de mieux est encore fréquente, comme me l'explique une interviewée :

Moi-même j'ai exigé [que son prétendant construise un logement avant leur mariage] pour ma fille. Elle va se marier dans deux mois, on a retardé le mariage en attendant que le fiancé construise quelque chose. Il a construit un deux-pièces en zinco dans le coin de [retiré pour l'anonymat]. Mais je m'inquiète pour mon fils, parce qu'il n'a pas le droit de construire [un étage] en solide au-dessus de nous. Parce qu'il y a lui, mais il a aussi deux cousins, ils n'ont pas le droit de construire en solide. (12 novembre 2013)

Cette interviewée fait référence au règlement imposé par le gouvernement libanais concernant la hauteur maximale des bâtiments de quatre étages. Alors que la tradition demande à ce que chaque fils qui se marie fasse construire un étage supplémentaire dans l'immeuble familial, les familles qui ont déjà atteint cette hauteur ne peuvent plus ajouter d'étages. Cette famille élargie interrogée a donc trois « fils » en âge de se marier qui doivent trouver un lieu pour s'établir, ailleurs dans le camp.

Ainsi, une certaine mémoire de manières de construire persiste, et les pratiques se trouvent en continuité directe avec celles d'avant-guerre. Mais ce n'est pas uniquement à travers les pratiques de construction que les habitants du camp trouvent une continuité dans l'histoire du camp avant et après la guerre. En fait, on pourrait dire qu'un nouveau récit sur le camp et son bâti nait avec ces pratiques. Un habitant me parle du retour des réfugiés à Nahr el-Bared en 2008, juste après la guerre :

« Bien sûr, on est entrés au camp, il n'y avait rien. Euh... les éléments minimaux pour la vie n'existaient pas, tu veux par exemple un magasin de légumes pour y faire tes courses, eh bien, il n'y avait pas ça. Les gens ont commencé... comme le Phoenix. Nous sommes le Phoenix ». (16 novembre 2013)

On retrouve là un nouveau récit au sujet du camp et de sa construction : comme le Phoenix, Nahr el-Bared renaît de ses cendres. Là où il n'y avait plus rien, on commence à retrouver quelque chose, des choses qui ressemblent à ce qu'il y avait avant. Ce récit permet à l'homme qui me le raconte de se créer une image du camp « d'aujourd'hui », en continuité avec l'image du camp « d'avant ». Cela rappelle l'importance que donne de Certeau (1994, 161) aux récits et légendes « comme pratiques inventrices d'espaces ». Pour lui, les légendes locales créent des espaces d'habitabilité : de Certeau, dans le contexte de sa réflexion, défend l'idée que les légendes s'opposent à la systématicité urbanistique ou l'ordre fonctionnaliste. Les récits et légendes servent donc à créer des espaces habités de fantômes et d'histoire, et donc des espaces habitables. L'association du retour des habitants de Nahr el-Bared à la légende du Phoenix situe le camp dans la continuité de celle de la présence d'animaux sauvages dans cette colline inhabitable dont ils ont fait un espace de vie. Le palimpseste, dans le camp, se compose donc à la fois de bâti et de récits. Même s'il a été détruit et que ses habitants ont effectivement perdu une histoire concrètement marquée dans ses pierres, le camp se recompose lentement en couches mêlant zinco*, constructions informelles et récits de (re)naissance. Comme tout cadre urbain qui a une histoire, on voit dans le camp se côtoyer plusieurs couches historiques, d'une persistance entêtée malgré la destruction.

Malgré cela, les réfugiés ont perdu ce que le camp avait de familier, tant des rues et ruelles que des relations avec leurs voisins qu'ils connaissaient et qui les connaissaient si bien. Comme il a été expliqué plus haut, les habitants connaissaient très bien leur environnement, mais avaient également créé des espaces de vie qu'ils fréquentaient quotidiennement, comme le jardin de Em Omar. En réponse à la perte de ces espaces de vie appropriés, on observe, autant dans le

Vieux que dans l'adjacent, des usages ou des appropriations d'espaces qui visent à rendre plus familiers ces lieux devenus étrangers.

Pour les familles habitant dans leur logement définitif³³, l'aménagement des appartements est très important. Malgré les limites de ressources financières qu'ils possèdent, toutes les familles que j'ai rencontrées investissent beaucoup dans la décoration intérieure afin de la réaliser à leur goût. Une famille me dit avoir dépensé plus de mille dollars uniquement sur la peinture des murs et des plafonds : en effet, on choisit des couleurs différentes pour chaque pièce, lui donnant une identité propre dans l'appartement. On commande également des plafonniers, des canapés sur mesure et des rideaux assortis, tout en draperies. Le soin pris à aménager les appartements « terminés » démontre bien l'importance du foyer pour ces familles, mais aussi l'importance de retrouver un espace à soi.

Si les appartements reconstruits sont comme des pages blanches que l'on peut décorer à son image, la familiarité des rues et ruelles du camp est plus difficile à retrouver. Les habitants connaissaient par cœur les ruelles serpentantes de leurs quartiers, lorsque ce n'était pas celles du camp au complet (l'ampleur d'une telle connaissance semblerait toutefois être réservée aux hommes plus âgés). Il faut mentionner ici que la familiarité des lieux est étroitement liée aux relations entre voisins. Ce sujet sera abordé plus en détails dans le chapitre 6 dans une partie intitulée « relations de proximité sociospatiale » où le rôle des relations de voisinage et de famille dans l'appropriation de l'espace sera explicité. Ce seront donc surtout les appropriations physiques qui seront ici traitées. Si la reconstruction dans le Vieux a respecté, en général, l'emplacement de chaque famille par rapport à l'autre, les percées viaires, elles, ont été modifiées. Plusieurs habitants mentionnent qu'elles ne sont plus comme avant et qu'ils ne les reconnaissent plus. Comme il a été mentionné plus haut, cela rend difficile pour eux la circulation et l'orientation dans le Vieux camp. Ces espaces sont cependant appropriés de nombreuses manières. Les rues et les cours intérieures sont ici traitées ensemble, car elles sont souvent en continuité spatiale les unes avec les autres. Dans l'appropriation de ces espaces, les célébrations et occasions annuelles jouent un rôle important et, de manière générale, les espaces publics sont particulièrement occupés durant ces périodes. D'ailleurs, plusieurs habitants me mentionnent que le camp n'est plus pareil, sauf en période de fête. En particulier, on pense au mois de Ramadan durant lequel les pratiguants jeunent durant la journée et à la fête qui le suit, et ensuite à la fête de Adha déjà mentionnée à laquelle j'ai assisté.

³³ C'est à dire soit celui qu'on a terminé de construire dans le Vieux ou dans Mohajjarin, soit celui dans l'adjacent où ils habitent de manière définitive.

La fête de Adha couronne le retour des pèlerins de leur voyage à la Mecque. Les « hujjaj* », comme on les appelle lorsqu'ils ont réalisé ce pèlerinage, rentrent au camp dans un autobus et sont accueillis par leurs familles rassemblées sur la rue principale du camp. À l'occasion de cet accueil, de nombreuses rues du camp sont décorées de banderoles souhaitant la bienvenue aux pèlerins. Ces banderoles et guirlandes, accrochées devant les portes des hujjaj*, restent souvent accrochées bien au-delà de la période des fêtes. Celles-ci forment, avec d'autres signes, un ensemble d'indices du chez-soi pour les habitants de ces rues. On retrouve, dans ces rues, des graffitis spontanés et des fresques soignées, des drapeaux de la Palestine, des plantes et d'autres microsignes qui font de chaque ruelle un espace particulier et différent des autres.





Figure 4.3 : Photo, banderoles de fête, Vieux Figure 4.4 : Photo, entrée de logement, camp.

Vieux camp.

Dans la photo ci-dessus (figure 4.4), par exemple, on peut voir qu'une famille a converti des tonneaux en pots pour leurs arbres, mais surtout, elle a fait peindre en trompe-l'œil le pourtour de leur porte d'entrée qui semble à présent être en pierre. Avec l'uniformité des nouvelles constructions, les habitants investissent beaucoup de temps et d'argent à faire de ces espaces des espaces familiers et embellis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Les exemples donnés ci-dessus proviennent du Vieux camp, où les habitants ont recu des appartements complètement neufs dans un quartier complètement neuf. Il est généralement difficile de parler en termes identiques du camp adjacent et des habitations temporaires³⁴ (voir

118

³⁴ Je n'ai pas eu la possibilité de faire autant d'observations dans les zones de logements temporaires que dans le reste du camp. Il m'est donc impossible de relever de manière aussi claire des modifications du bâti, bien que quelques unes sont mentionnées dans ce mémoire.

carte du terrain). Des pratiques d'appropriation de ce type sont également observables dans le camp adjacent. On y retrouve, par exemple, le même type de graffiti référant à la Palestine (figure 4.5) ou des fresques. On y retrouve également des honneurs faits au hujjaj* de manière permanente à l'entrée de la maison (figure 4.6). Comme toutes ces photos le montrent, l'écriture joue un rôle important dans la caractérisation du bâti, de nombreuses personnes inscrivant à même le mur « maison d'untel ». Il n'est pas étonnant d'ailleurs que les habitants accueillent avec scepticisme la numérotation des blocs et des appartements, associant cette pratique au fichage des individus.





de Handala³⁵, camp Adjacent.

Figure 4.5 : Photo, « Palestine » accompagné Figure 4.6 : Photo, « Bienvenue aux hujjaj* », camp Adjacent.

Dans les deux parties du camp, certaines pratiques s'inscrivent donc en continuité avec ce qui existait avant la guerre. Certaines inscriptions sur les murs, d'ailleurs, comme celle sur la figure 4.6, ont visiblement survécu aux bombardements. D'autres pratiques sont très visibles dans le Vieux camp mais le sont moins dans l'adjacent. C'est le cas, par exemple, de la plantation d'arbres. La taille des lots dans l'adjacent permet de perpétuer la construction de cours intérieures emmurées, alors que les plans d'urbanisme de la reconstruction du Vieux ont éliminé ce type de construction. On ne peut donc pas voir, dans l'adjacent, ce que cachent ces murs, mais on peut deviner un jardin et des arbres. On devine par exemple un petit espace vert entre les deux immeubles dans la figure 4.7. Les balcons, également beaucoup plus grands dans le camp adjacent, peuvent aussi servir d'espaces d'extension du chez soi, ce qui n'est pas disponible dans le Vieux. Il est donc possible que plusieurs des microtransformations du bâti

³⁵ Personnage iconique symbolisant la misère des Palestiniens exilés, créé par le caricaturiste Naji al-Ali.

dans le Vieux soient des reproductions de ce qui se faisait déjà avant la guerre, mais qu'elles aient changé d'espace d'ancrage : la rue plutôt que le balcon, dans ce cas.



Figure 4.7 : Photo, cour intérieure plantée d'arbres, camp Adjacent.

Notons qu'il est plus simple de remarquer et de décrire ces pratiques de transformation de l'espace autour des logements que de décrire leur absence. Il est vrai que certains espaces ne semblent pas appropriés par ces marques visibles à l'observation. Il n'a pas été possible, avec le temps alloué à la recherche, de faire une analyse par secteur et par statut familial. Il semble cependant plus facile de s'approprier les espaces autour de son logement lorsqu'on sait qu'on en est propriétaire et qu'on n'y est pas temporairement. Cela est le cas dans le Vieux, où la grande majorité des personnes qui y habitent sont propriétaires de l'appartement où ils sont. Beaucoup de familles habitent dans l'adjacent dans l'attente de leur appartement reconstruit, mais d'autres y sont propriétaires. Il est impossible de les distinguer uniquement en observant des bâtiments, mais il est certain que les personnes qui m'ont confié leur sentiment d'étrangeté à l'égard du Vieux camp reconstruit étaient toutes des personnes en attente de leur logement.

De manière générale, le sentiment d'aliénation est dominant, malgré toutes ces interventions par les habitants sur l'espace public. La nature et les raisons de ce sentiment seront développées dans les chapitres 5 et 6. Il suffit de dire, dans ce chapitre sur la mémoire, qu'on trouve dans le camp une certaine continuité des pratiques, qu'elles soient liées à l'UNRWA, aux récits sur le camp ou à l'aménagement d'un logement et de ses environs. Pourtant, lors d'un séjour dans le camp, je ne peux m'empêcher de sentir que la reconstruction n'est pas acquise. Même si les réfugiés habitent de nouveau dans le camp, ils ont le sentiment d'être dans un lieu étranger. Cela relève avec force l'idée que toute reconstruction est un processus qui ne se termine pas avec la récupération d'un appartement où vivre de nouveau.

Pratiques commémoratives

La recherche autour de la mémoire explore, le plus souvent, des pratiques discursives. On cherche ainsi à découvrir la mémoire qu'une personne ou une communauté ont à travers ce qu'ils racontent et en analysant la manière dont ils en parlent. Dans le camp, j'ai observé une pratique discursive mémorielle intéressante à mentionner, puisqu'elle est directement liée à la marche. En effet, lorsque je marche dans la rue, la personne avec qui je suis me décrit souvent les environs :

Sur le chemin de l'aller, elle me décrivait les lieux : « ici c'était un hôpital », « ici c'était plein de bâtiments », « ici, c'était l'immeuble d'un employé de l'UNRWA qui mettait tout son salaire sur la construction, il a tout perdu. Regarde les traces noires sur les murs intérieurs : ça veut dire qu'on a brulé les meubles lors de la guerre ». (11 octobre 2013)

On m'a ainsi peint, lors de ces marches, le camp d'avant la guerre : « ça, c'est l'ancienne garderie, son propriétaire n'a pas encore pu la reconstruire » [devant des ruines], « là, c'était le marché » [devant de la friche]. Pour de Certeau (2010, 162), ces démonstratifs « ici », « là », « ça » rendent visibles « l'invisible identité » du lieu. En effet, même lorsqu'il n'a pas été détruit si violement que lors d'une guerre, un espace est composé de tout ce qui y était présent mais aujourd'hui disparu. Dans le cas du camp et de ces promenades, il ne s'agit pas uniquement de se remémorer ce dont le camp avait l'air ou de donner de l'épaisseur au lieu. Par ces évocations, les habitants se réapproprient des espaces devenus trop étrangers. Le langage est ici performatif, il accompagne la tentative de se recréer des repères dans ce qui est devenu méconnaissable.

La mémoire n'est cependant pas uniquement trouvée dans les paroles des habitants du camp. Elle se trouve également dans les pratiques, comme plusieurs éléments de ce chapitre l'ont démontré : la persistance de matériaux de construction dans le bâti et de pratiques d'écriture à la porte d'entrée du logement en sont des exemples. La pratique mémorielle la plus évidente est bien évidemment celle de la commémoration. Dans le modèle présentant les étapes de la reconstruction (voir figure 1.1, Vale et Campanella 2005c), la commémoration vient en fin de reconstruction. Elle est considérée comme étant une dernière étape, après l'aide d'urgence et le remplacement du bâti. On sait cependant l'importance de la mémoire pour les réfugiés palestiniens, et plus particulièrement dans les camps de réfugiés palestiniens (Sa'Di et Abu-Lughod 2007). La commémoration de la guerre de 2007 se fait donc très rapidement après la guerre et, en 2013 lors de mon terrain, il s'agit déjà d'un évènement annuel. Tous les ans, la communauté à Nahr el-Bared tient un évènement à la mi-mai commémorant en fait, « les » Nakbas*. On en commémore en effet trois : la Nakba* « originelle » de 1948, la « Nakba* de

Nahr el-Bared » (*Nakbet el-Bared*) de 2007 et, enfin la Nakba* de Yarmouk en 2012³⁶. Ces trois évènements se sont déroulés au mois de mai ce qui permet aux habitants du camp de commémorer les trois évènements à la fois.

J'ai demandé à Em Ziad si on commémore la guerre de Nahr el-Bared), elle l'appelle spontanément la Nakba*. Elle dit que c'est à la place des martyrs/de la liberté. [...] Chaque année, ils installent un grand écran et commémorent « toutes les Nakbas* », selon ses dires. [...] Ils mettent des images de comment le camp était avant, comment il était démoli, avec chaque année une mise à jour de la reconstruction. (11 novembre 2013)

La place des martyrs, appelée également la place de la liberté, se situe à un croisement de la rue principale avec une autre rue, la rue « de la corniche » (*chare' el-corniche*). On y trouve une sorte de monument portant les couleurs et la forme géographique de la Palestine.



Figure 4.8 : Photo, monument commémoratif de la « place des martyrs », camp Adjacent. Panneau supérieur : « Place des Martyrs. Le camp de Nahr el-Bared vous souhaite la bienvenue »; panneau inférieur « Place des martyrs de Nahr el-Bared et des martyrs de la cause palestinienne actuelle ».

La commémoration de la guerre de Nahr el-Bared se situe donc dans la continuité de celle de la Nakba* de 1948. Le rendez-vous de la mi-mai a simplement continué à être honoré pour une raison de plus (puis deux après 2013). La commémoration, dans le cas de Nahr el-Bared, se déroule alors que plusieurs autres lacunes dans la reconstruction se font sentir. Dans ce cas-là, il s'agit plutôt d'une première étape d'acceptation de ce qui s'est passé.

En écrivant au sujet de la reconstruction de Gernika, Kirschbaum et Sideroff (2005) défendent l'idée que la résilience émotionnelle et culturelle des habitants de Gernika est retardée à cause

122

³⁶ Yarmouk est un camp de réfugiés palestiniens en banlieue de Damas, en Syrie. Il s'y déroule une bataille en 2012, dans le contexte de la guerre en Syrie. Beaucoup de réfugiés s'enfuient donc au Liban, y trouvant souvent refuge dans les camps palestiniens puisque l'UNRWA y est déjà présente. Lors de mon séjour à Nahr el-Bared, il y avait une petite communauté palestinienne de Syrie.

de l'impossibilité de commémorer le massacre. Si la commémoration formelle, lors d'évènements n'est pas un problème à Nahr el-Bared, il y a certainement une certaine histoire du camp avec laquelle les habitants ne sont pas en paix. Un habitant exprime son désarroi :

« La crise de Nahr el-Bared [est] une crise qui ne se terminera jamais. Dans les mémoires, elle ne sera jamais terminée. [...] Les gens se demandent encore pourquoi Nahr el-Bared a été détruit. C'est la question que tout le monde se pose encore [...]. Et pourquoi nous sommes ceux qui ont payé ce prix si cher. 60 ans de... 60 ans à travailler et trimer pour construire le camp, de la tente aux 4-5 étages. [Un camp construit] de fatigue, de travail et de sueur, de faim, du voyage de ses fils au Golfe, quelques moments... quelques moments, et pouf ! plus de camp. » (26 octobre 2013)

Cet homme résume bien le sentiment général entourant la destruction du camp. La guerre de 2007 a été causée par bien plus que le simple incident qui l'a déclenchée. La présence même de ce groupe islamiste de Fatah al-Islam est entourée de mystère. La guerre de 2007 demande à être examinée avec une perspective très large, à la lumière des nombreux conflits dans la région. Il ne s'agit pas ici d'en faire l'analyse, mais de souligner le fait que les habitants de Nahr el-Bared se posent tous ces questions, et ils sont nombreux à faire l'analyse des conjonctures politiques qui ont mené à cette destruction. Comme dans le cas de Gernika, la responsabilité de la destruction reste un mystère – ou plutôt les accusations ne sont pas officielles. La commémoration de la guerre de 2007 reste donc inachevée, ou, pour reprendre les mots de Kirschbaum et Sideroff (2005 qui font écho à la citation d'entrevue ci-dessus), la résilience émotionnelle est difficile à achever. Les commémorations de la mi-mai sont donc l'occasion de se réunir, de se souvenir de ce qui s'est passé, mais aussi d'avoir une tribune collective afin de discuter de la reconstruction et de ses avancements.

Un seul élément, tabou, échappe en partie aux discussions et aux commémorations : Fatah el-Islam lui-même et l'histoire de sa présence dans le camp. Il semblerait que certains habitants aient accueilli le groupe avec froideur mais bienveillance, le surveillant de loin et le percevant comme un groupe qui pourrait rétablir les mœurs dans le camp. Les discours sur la guerre entourent le groupe d'une brume de silence. Par exemple, lors une entrevue enregistrée de plus d'une heure et demie, mon interlocuteur parle de la guerre en détail, et ne prononce le nom du groupe qu'une seule fois : on préfère ne pas en parler parce que le lien que les habitants ont entretenu avec lui, collectivement, est ambigu.

Dans le camp et son bâti, la mémoire de Fatah al-Islam est à l'image des discours qu'on tient sur lui : on ne sait pas trop quoi en faire. Durant la guerre, le groupe a saisi de force un bâtiment

dont il s'est servi comme quartier général, près de la rue principale. Ce bâtiment, comme beaucoup d'autres, a été complètement détruit durant la guerre. Il en reste aujourd'hui un espace vide « où personne n'ose rien construire », selon les termes d'une habitante. Une autre me dit en passant devant que « rien ne sera jamais construit ici ». Que cela se confirme ou non à l'avenir, ce qui est certain est que ce « trou » constitue une forme d'espace commémoratif. Le fait que Fatah al-Islam a une présence dans le camp sous forme de trou montre bien le malaise qui entoure son séjour dans le camp. On préfère ne pas le mentionner, ne pas en parler et ne pas entrer dans les détails de la relation des habitants avec ses membres.

Une autre occurrence de la disparition de Fatah al-islam se trouve dans la reconstruction du quartier *Muhajjarin*. Comme dans le Vieux, chaque appartement de *Muhajjarin* a été cartographié afin d'assigner à chaque famille un logement équivalent. Quatre appartements appartenaient cependant à des membres de Fatah al-Islam qui les avaient achetés avant qu'éclate la guerre. La solution adoptée a été de tout simplement les ignorer et de les absorber dans le plan du quartier : entre les rues, les cours et les bâtiments, les résidus de ces quatre appartements sont à la fois partout et nulle part. Si le trou dans le camp commémore, d'une certaine manière, la présence forte de Nahr el-Bared, très visible malgré son absence, la dissolution des quatre appartements rappelle sa présence implicite dans toutes les transformations que subit le camp.

Conclusion

La « Nakba* de Nahr el-Bared » est donc commémorée chaque année dans le camp. Cela ne signifie pas que les habitants sont en paix avec les évènements de 2007, puisqu'il n'y a eu aucune justice ni dans le traitement de la présence de Fatah al-Islam dans le camp ni dans celui des réfugiés après la fin de la guerre. Nombreuses sont les personnes qui ne comprennent pas la raison pour laquelle les autorités ont décidé de raser les restes du camp alors qu'une grande partie des rez-de-chaussée étaient encore habitables à leurs yeux. Les fondations sur lesquelles se reconstruit leur camp sont donc compromises. Cela contribue en grande partie à leur sentiment d'insécurité au sujet de l'avenir, mais aussi au sujet de leur présence quotidienne dans le camp. Cependant, comme on l'a vu, la vie au quotidien dans le camp aide justement à perpétuer certaines pratiques liées à l'espace et, de manière progressive, teinte les murs et les rues du camp d'une familiarité qui réduit cette insécurité.

CHAPITRE 5: RECONSTRUCTION: AUTOUR DU LOGEMENT

On l'a vu, le logement a une importance primordiale pour les habitants du camp. Ce chapitre vise donc à éclairer ce rapport des habitants avec leur logement, surtout concernant sa reconstruction. La participation à la reconstruction institutionnalisée par l'UNRWA et la NBRC est d'abord analysée dans ses applications concrètes. Ensuite, une analyse des différentes formes de résistance qui ont eu lieu dans le camp permet de montrer la manière donc le logement est politisé dans ce contexte. Enfin, un détour par les espaces entourant les logements, les « espaces publics », permet de s'interroger sur la définition de l'espace public ainsi que d'examiner les appropriations d'espaces publics dans le camp. Tout au long de chapitre, le rôle des femmes dans la reconstruction et l'occupation de l'espace est abordé.

Participation et reconstruction officielles : le Vieux camp

Comme il a été expliqué dans la mise en contexte (chapitre 2), la NBRC se charge de la participation officielle à la reconstruction. Après avoir consulté toutes les familles afin de cartographier l'ancien camp, la commission réalise le plan directeur présenté dans le chapitre 2, incluant les soustractions de superficie et l'ajout d'étages. Si la NBRC affirme avoir exposé le nouveau plan aux habitants, une seule de mes répondantes se souvenait avoir vu une telle présentation, tous les autres résumant leur participation à la reconstruction à la conception de leur logement. Il est possible que le plan directeur ait surtout été présenté dans une optique d'information et non de consultation et que les habitants, donnant de l'importance surtout à la reconstruction de leur logement, n'aient pas accordé leur attention à cette présentation. Ainsi, la seule personne qui se souvenait d'une telle présentation l'a dit de cette manière :

Chercheure : Donc après la guerre, ici ou à Beddawi, est-ce qu'on vous a consultée sur ce qu'allait être votre maison ?

Interviewée : Non, on n'a pas encore reçu de plan. Nous on est dans le cinquième lot, ils n'ont pas encore commencé, ils doivent commencer le 4ème d'abord.

Chercheure : Mais, est-ce qu'ils vous ont demandé votre avis sur la reconstruction en général ?

Interviewée: ...

Chercheure : Par exemple, est-ce qu'ils vous ont montré où ils allaient mettre les rues, les rues principales ?

Interviewée : Hmmm, pas vraiment. À un moment, ils nous ont montré de quoi ça aurait l'air, comme ça (elle fait un grand geste, comme pour indiquer une grande carte ou une maquette).

Chercheure: Mais est-ce que vous aviez le droit de dire ce que vous vouliez changer, ou bien... est-ce que vous avez donné votre avis ?

Interviewée : Pas vraiment. Ils ne nous ont pas encore donné de plan de notre maison. Quand ils nous la donneront, on pourra voir si on est contents ou non. Si on n'est pas contents, on pourra faire toutes les modifications qu'on veut là-dedans ; on leur dit ce qu'on veut changer (ta'dilat) et ils le changeront. (24 novembre 2013)

Cette réponse vague au sujet de la planification des espaces publics du camp et le retour constant à la question de son logement démontre bien que c'est surtout l'aménagement des logements qui est important. Peut-être les habitants du camp ne donnaient-ils aucune valeur à ces « espaces publics », les rues et ruelles étroites (zawarib*) qui étaient invisibles à leurs yeux avant la guerre³⁷. Ce que l'on y fait est trop banal pour qu'on se sente même la légitimité de se prononcer sur la manière dont on devrait les reconstruire. Peut-être, comme l'exprime Stone (1973, cité par Drummond 2000, 2384), les habitants considèrent-ils que ces espaces, plutôt que d'être « à tous », sont en fait « à personne ».

Il est donc clair que la vraie participation à laquelle les habitants ont eu droit est celle à l'aménagement intérieur de leurs propres logements. Lorsque je les questionne au sujet du processus de cette participation, les réponses des interviewés sont souvent de cette nature :

Au début, à Beddawi, on est venu nous demander de dessiner notre appartement. Moi je l'ai dessiné tel qu'il était, sans mentir. L'histoire a dormi, jusqu'à ce que ça devienne plus sérieux. On m'a appelé, j'ai rencontré la NBRC, ils m'ont redemandé comment était mon appartement, j'ai dessiné. Ils m'ont dit de 43,5 m², tu auras 40 m². J'ai dit ça va. Je me suis assis avec l'architecte pour qu'on dessine l'appartement. Je voulais qu'il fasse en bas cuisine-chambre-salle de bain et en haut deux chambres-salle de bain. J'avais aussi en réalité un troisième étage, mais je n'ai pas pensé à leur dire, parce que c'était un étage avec des murs hauts et des piliers, mais sans toit. Si j'y avais pensé, j'aurais peutêtre eu un troisième étage. (6 novembre 2013)

La participation à la reconstruction dans le Vieux se résume à ces étapes. Parfois, les personnes mentionnent qu'on fait authentifier le plan dessiné par des voisins (et eux

³⁷ Cela explique peut-être également les difficultés que j'ai eu à trouver les mots pour interroger les personnes au sujet de leurs pratiques dans ces espaces.

authentifient le plan de leur voisin à leur tour)³⁸, ou on mentionne une deuxième réduction lors d'une étape subséquente.

On note cependant une évolution de l'attitude par rapport à cette participation. On rapporte que les personnes ayant un logement dans le lot 1 (voir carte 2.6, p. 51) n'ont pas pris au sérieux le processus de reconstruction, ne croyant pas réellement que ça allait se faire.

Chercheure : Avez-vous eu les plans à l'avance ?

Répondante : Oui, ils nous ont montré des plans, la cuisine sera là, les chambres, etc. mais on n'a vraiment rien pris au sérieux, on ne pensait vraiment pas qu'ils allaient reconstruire. Alors on a signé, comme ça. (7 décembre 2013, propriétaire d'un logement dans le lot 1, habitant dans l'Adjacent)

Au début, nous avons ri des gens qui disaient que [les autorités] allaient reconstruire. (9 novembre 2013, habitante et propriétaire d'un logement dans le lot 2)

Au moment de mon séjour, en 2013-2014, ce sont uniquement deux lots qui ont été reconstruits et confiés à leurs propriétaires. Comme me l'ont confirmé l'activiste de la NBRC et l'employée de l'UNRWA que j'ai interviewés, ce sont les habitants du lot 1 qui ont le plus été victimes d'erreurs dans la construction. Ces erreurs provenaient d'une mauvaise organisation de la NBRC et de l'UNRWA qui ont corrigé le tir à la suite, mais également de l'incrédulité des habitants du camp et de leur méconnaissance des règles en cours. Ces derniers, ne croyant pas à une réelle reconstruction, ont signé des plans sans les regarder ou sans consulter les autres membres de leur famille. Ils se sont retrouvés avec des appartements minuscules peu adaptés à leurs besoins De manière générale, la réaction quasi unanime que j'ai obtenue en demandant aux habitants leur avis au sujet de la reconstruction du Vieux camp est que les appartements sont trop petits. Les urbanistes ayant voulu élargir les rues et créer des cours intérieures afin de permettre une pénétration de lumière et d'air entre les immeubles, ont choisi de réduire les superficies des logements, ce qui a été très critiqué par les habitants du camp. En continuité avec l'hypothétique indifférence aux espaces entre les immeubles, les habitants expriment leur incompréhension au sujet d'un tel « gaspillage » d'espace. Une personne résume l'opinion exprimée par plusieurs :

Les rues sont larges, mais les appartements sont trop petits. Les rues sont très larges, tu peux faire passer deux voitures. Mais qu'est-ce qu'on a à faire de la rue ? Ça n'a aucune utilité! (6 décembre 2013)

³⁸ Il est possible que cette étape ait été ajoutée pour les lots suivants à la suite de conflits entre voisins remarqués dans les lots 1 et 2.

Il est possible qu'avant la guerre, les habitants voyaient les rues comme des espaces résiduels, puisqu'au fur et à mesure de la densification du camp, on construisait en empiétant sur ces espaces communs (voir schéma 2.2, p. 46). C'est avec le changement de statut de ces espaces qu'on a compris leur importance, ou plutôt l'importance de leur absence.

Une femme m'explique qu'on lui a décrit les environnements de son futur logement :

Chercheure : Et est-ce qu'ils vous ont demandé votre avis pour l'espace à l'extérieur [de votre logement] ?

Répondante : Oui, ils nous ont dit qu'on serait sur une rue principale, qu'il y aurait une cour. Mais tout ça était sur papier, on nous a dit « une rue principale », une « cour », « trois pièces », mais tout était plus petit que ce qu'on avait imaginé! Mais bon, ils nous avaient dit que la cour serait « à nous », c'est-à-dire à la famille, et c'est vrai, j'ai ma mère en face, j'ai toute la famille autour de la cour, les enfants peuvent jouer là. (12 novembre 2013)

Chez les personnes installées dans les lots 1 et 2, il y a un grand mécontentement au sujet des dimensions des appartements, mais on observe également une certaine satisfaction d'avoir un chez-soi. Un jour, à la toute fin d'une entrevue en famille élargie, je suis à la porte du logement vers la sortie lorsqu'une femme entre pour rendre visite à cette famille. Sans avoir entendu ma conversation avec les personnes présentes, elle s'exclame lorsque je me présente comme chercheure :

« Ne crois personne (ma tsad'e hada), le nouveau camp est magnifique, on a du soleil, de l'air, c'est beaucoup mieux comme ça. » (9 novembre 2013)

Une autre femme exprime la même chose :

« Écoute, moi j'ai eu un appartement beaucoup plus petit qu'avant. Mais je suis bien contente, on a du soleil et de l'air qui entre dans l'appartement. Je préfère ça. » (27 février 2014)

D'autres, en attente de leur logement, m'expliquent en substance que : « Bien sûr, ça va être moins bien qu'avant. Mais au moins, ce sera ma maison à moi et je saurai que je peux y rester et y changer ce que je veux. » Les logements nouvellement construits ne compensent aucunement la perte des logements que les habitants avaient construits de leurs propres mains et qui avaient une signification importante. C'est pourquoi la plupart des personnes expriment une grande déception liée à leur nouveau logement et à tout ce qui a été reconstruit. D'une certaine manière, rien ne pouvait compenser ces logements aménagés durant des années. Les

remarques citées, ainsi que l'usage réel qui se fait de ces appartements et de ces cours témoignent cependant d'une certaine satisfaction.

L'attitude des habitants face à aux instances participatives a également changé. Après avoir vu qu'il y avait effectivement eu reconstruction et après avoir été témoins des erreurs dans les appartements du lot 1, les habitants s'intéressent de beaucoup plus près aux plans de logements qu'on leur montre. L'employée de l'UNRWA interviewée m'explique également que la NBRC ayant été très transparente dans le processus et les règles, les habitants deviennent beaucoup plus habiles à négocier et à manipuler les règles à leur avantage. Certains de ces détournements ont déjà été mentionnés (déclaration de deux familles pour avoir deux chèques de compensation) et d'autres seront expliqués plus loin sous le titre « politisation du logement ». Il est important de mentionner pour le moment que, même sans contrevenir aux règles d'urbanisme déterminées par la NBRC, les habitants se font des experts de l'architecture d'intérieur et des dimensions de pièces, l'enjeu principal étant l'étroitesse des appartements.

La sœur de Em Ziad et sa famille habitent un appartement qu'ils louent dans le Vieux. [lorsque je suis arrivée chez eux avec la famille qui m'héberge, ils] se sont tout de suite mis à parler des appartements dans le Vieux, surtout de mesures. Em Ziad m'a demandé mon mètre [à couture], et ils se sont mis à tout mesurer, à comparer les dimensions de leur appartement avec celui-là. Ils connaissent par cœur toutes les dimensions des pièces de leurs appartements (même Jamal, dont l'appartement est encore sur papier). J'ai fait remarquer que ce n'est pas évident de lire des plans architecturaux. Em Ziad me dit oui, on est experts! J'ai demandé: est-ce qu'on vous a aidé au début, expliqué? Elle a dit, oui, au début [l'architecte] nous montrait le plan sur l'ordinateur, puis sur papier, il nous disait ici c'est l'entrée, puis ici la chambre, la cuisine, etc... (28 octobre 2013)

En fait, toutes les personnes avec qui j'ai parlé connaissent par cœur, au mètre carré près, les dimensions de chaque pièce de leur appartement. Les architectes, au moment de confier le plan de l'appartement à une famille, décrivent l'aménagement intérieur puis leur laissent le temps de le lire, de le partager avec le reste de la famille puis de revenir pour les modifications à faire, et ainsi de suite jusqu'à ce que tout le monde soit satisfait, dans les limites des murs extérieurs de l'appartement. Ainsi, j'ai observé dans les familles une grande solidarité du point de vue du partage de l'information : par exemple, les plus jeunes expliquent à leurs ainé.e.s qui ne savent pas lire.

Il est important de noter le rôle central que les femmes jouent dans ce processus participatif. Comme les hommes sont souvent absents en journée puisqu'ils travaillent, ce sont elles qui s'occupent de faire le suivi avec l'architecte et de partager les nouvelles avec le reste de la famille. Lors d'une réunion de résidants du quartier Mohajjarin visant à faire signer les actes de propriété, je compte dix femmes et deux hommes présents. L'assemblée mentionne d'ailleurs le cas d'un foyer dont tous les membres sont absents parce que l'homme travaille toute la journée et la femme ne sait pas lire. Ce sont donc les femmes qui, en majorité, s'occupent de la représentation de la famille auprès des instances officielles de la reconstruction.

Mais ce sont aussi les femmes qui, majoritairement, tiennent à cœur la logistique de la reconstruction, comme ce seront elles qui, une fois le logement reconstruit, devront le gérer. Une femme me confie être allée plusieurs fois sur le chantier vérifier si les plans étaient bien suivis.

[Elle] raconte faire un suivi dans la construction depuis longtemps. Elle a visité l'appartement plusieurs fois. Par exemple, elle [a remarqué une erreur dans la construction d'un mur]. Elle a dit à la personne présente, qui est allée vérifier dans l'ordinateur, et il a dit qu'elle avait raison. Parce qu'en fait, elle travaillait avec l'architecte, et il faisait directement les modifications dans l'ordinateur. « Donc l'autre a vu dans l'ordinateur que ce que je disais était vrai, et ils ont fait démolir le mur. Je leur ai aussi dit de faire la même chose chez la voisine, parce que je savais qu'elle avait demandé la même chose, pour leur épargner d'attendre sa visite pour tout démolir. » (12 novembre 2013)

Cette femme s'occupe donc de vérifier que les erreurs dans la construction (nombreuses) sont corrigées avant qu'elle ne doive y emménager. Il faut relever que, connaissant bien les plans de sa voisine, elle demande aux ouvriers de corriger l'erreur chez elle aussi, démontrant une forte solidarité entre les deux femmes. Également, ce sont les femmes qui posent parfois les actes les plus extrêmes pour faire entendre leur désaccord avec la manière dont leur logement est reconstruit, ce qui sera détaillé un peu plus loin.

Reconstruction dans le camp Adjacent : entre l'action et l'attente

Pendant que ce processus, très long, a lieu pour la reconstruction des logements dans le Vieux camp, les habitants de Nahr el-Bared se réinstallent dans le camp Adjacent. Cette attente, depuis sept ans, transforme considérablement le camp.

Les premiers logements reconstruits se trouvent dans cette partie du camp. De manière générale, on y rencontre trois types de personnes : ceux qui y habitaient avant la guerre et qui se réinstallent dans leur ancien logement, ceux qui habitaient dans le Vieux et qui s'installent définitivement dans l'adjacent même si leur logement a déjà été reconstruit et enfin, ceux qui y habitent en attendant la reconstruction de leur véritable logement dans le Vieux. Ceux qui n'y habitaient pas ne sont pas tous locataires : certains habitent dans un logement d'un membre de la famille qui ne l'occupe pas.

À la fin de la guerre, l'armée a d'abord fermé l'accès aux deux parties du camp avant d'ouvrir l'accès au camp Adjacent tout en conservant l'interdiction d'accès au Vieux camp. Cela a eu pour conséquence la grande affluence des habitants dans le camp Adjacent, même pour ceux qui n'y habitaient pas avant la guerre. La période suivant l'ouverture des frontières du camp Adjacent³⁹ est narrée par les habitants comme un moment de grande activité dans le camp. Le retour au camp adjacent, pour ceux qui y habitaient, est considéré comme une manière de commencer à reconquérir le Vieux camp en s'y approchant le plus possible.

« Chacun qui s'est motivé à venir, parce que l'idée était, l'idée était que le Vieux camp... le nouveau camp, si les gens y retournent, le Vieux reviendra. Si les gens ne retournent pas au nouveau camp... Parce que le Vieux était complètement démoli il n'y avait aucune possibilité que quelqu'un y retourne. L'idée chez les gens était que le nouveau camp est le début du mouvement vers le Vieux camp. Voilà notre intention derrière notre retour ici. Pourtant la vie était dure. Il n'y avait pas d'eau, pas d'électricité. » (16 novembre 2013)

L'absence totale d'infrastructure supportant la population qui revient devient la cause d'une mobilisation pour aider les premières personnes à se réinstaller. L'homme qui prononce les mots ci-dessus demande à plusieurs jeunes de venir l'aider et, pendant six mois, ils font des aller-retour entre Beddawi et Nahr el-Bared afin de déblayer les débris et reconstruire le minimum nécessaire pour qu'il y réinstalle sa famille. Des associations locales installent des réservoirs d'eau pour que les habitants puissent faire la vaisselle et se laver. D'autres asphaltent des rues passantes. Les six premiers mois après l'ouverture du camp sont donc un grand moment de fébrilité et de solidarité qui voit affluer les habitants tous les jours en autobus de Beddawi vers le camp. Les premiers logements reconstruits à Nahr el-Bared le sont donc par les

_

 $^{^{39}}$ En octobre 2007, c'est à dire environs un mois après la fin de la guerre.

habitants eux-mêmes⁴⁰, et cette autoconstruction a pris explicitement la forme d'une résistance à ce qui a été vécu comme une tentative d'annihilation du camp.

Au moment où ils sont revenus au camp, il n'y avait pas d'électricité. Ils faisaient des feux dans la rue, et tout le monde passait la soirée dehors. (15 novembre 2013)

L'entrevue avec la directrice d'une association pour les femmes (« experte » 3) confirme que ce retour est vécu comme un mouvement de résistance puisque les habitants « ont assuré leur présence dans le camp ». Mais elle note également que, sans les femmes, il n'y aurait pas eu de retour au camp. En effet, ce sont elles qui s'occupent d'installer des feuilles de plastique aux fenêtres sans vitres, qui installent des rideaux aux ouvertures sans portes et elles qui font la vaisselle dans la rue, aux galons d'eau mis à disposition. Cela n'est pas étonnant, étant donné que le rôle de la femme est souvent de soutenir le travail dit « productif » de l'homme en réalisant les tâches nécessaires à sa survie.

Il y a également, dans cette volée, beaucoup d'habitants du camp qui s'installent dans l'Adjacent alors qu'ils logeaient dans le Vieux avant la guerre. Par exemple, une mère de famille me confie qu'elle et son mari ne voulaient pas se réinstaller dans le camp à cause des contrôles systématiques à l'entrée et des congestions de la circulation que cela causait. Son fils de 15 ans à l'époque a cependant abandonné ses études afin de faire partie des activistes qui font l'allerretour au camp tous les jours, et il finissait par dormir chez ses amis tous les soirs. C'est pour lui qu'ils ont ainsi emménagé dans le camp Adjacent alors que leur logement était dans le quartier Muhajjarin, complètement détruit par la guerre. Au fur et à mesure de la réhabilitation des services dans le camp et l'ouverture de commerces permettant une vie normale, de plus en plus de personnes se réinstallent dans le camp. Au moment de la recherche, au début de l'année 2014, l'UNRWA estimait qu'il y avait près de 3500 familles sur 5000 qui étaient revenues vivre au camp (Vieux et Ajdacent combinés)⁴¹.

Avec la reconstruction progressive du Vieux camp, les habitants quittent petit à petit l'Adjacent afin d'y occuper leurs logements. Plusieurs d'entre eux décident cependant de continuer à habiter dans le camp Adjacent malgré la reconstruction du logement dont ils sont propriétaires dans le Vieux. La raison la plus communément présentée par ces derniers est celle mentionnée plus haut, soit que les appartements dans le Vieux sont trop petits. D'autres personnes, qui sont

⁴⁰ Ces habitants, qui ont reconstruit leurs logements de leurs propres moyens, n'ont jamais reçu de compensation de l'État.

⁴¹ Chiffre basé sur les distributions d'aides alimentaires et monétaires, source : entrevue avec l'employée de l'UNRWA, « experte » 2.

encore en attente, ne savent pas encore s'ils quitteront leur logement actuel au moment de la reconstruction du Vieux.

[II] a un débat avec sa femme sur s'ils retourneront au [Vieux] camp quand leur logement sera reconstruit : ils avaient deux pièces en tout comprenant cuisine et salle de bain, et maintenant, ils ont tout cet espace [un appartement de 5 ou 6 pièces envions]. Ça va être difficile de revenir à un si petit espace. Ils ne pouvaient même pas accueillir des amis chez eux. Sa femme, elle, trouve que retrouver les voisins et la famille dans le même espace est important, même si le logement est petit. (17 octobre 2013)

Cette hésitation en dit beaucoup sur la manière dont la vie dans le camp Adjacent (ou à Beddawi pour certains qui ont la même réflexion) a bouleversé les habitants du camp. Ces derniers se sont habitués à un mode de vie différent, plus urbain par exemple (pour ceux qui ont décidé de rester à Beddawi), à la vie quotidienne dans un quartier moins dense ou à une proximité moins intrusive avec la famille élargie.

Il faut remarquer que le cadre bâti est également bouleversé par cette transformation de l'occupation de l'espace. Avant la guerre, le camp Adjacent était composé en majorité d'espaces verts et de vergers. L'installation de nombreux réfugiés en attente de leur logement dans cette zone a densifié le bâti et lancé la construction de nombreux immeubles à logement afin de répondre à la demande, tel que celui décrit sur la rue principale. On m'a fait remarquer qu'avant la guerre, il n'y avait que quelques logements locatifs dans le camp : les personnes faisant rénover leur logement en louaient un temporairement le temps que les travaux se terminent. Même les expatriés, nombreux à revenir à la période des fêtes et en été, avaient un appartement qui leur avait été conservé pendant leur absence ou bien logeaient chez la famille (qui occupait ledit appartement). Après la guerre, la location d'appartement devient très commune, et les prix bondissent. Les immeubles de cinq ou six étages sont donc construits très vite et le camp Adjacent se densifie dans les espaces qui étaient auparavant disponibles pour la promenade et les loisirs.

Politisation du logement : Mobilisations collectives et individuelles

Les logements étant donc si importants pour les habitants de Nahr el-Bared, on ne s'étonne pas que leurs mouvements de protestation et de manifestations concernent surtout la reconstruction. À la suite de l'entrée des habitants dans le camp malgré l'absence d'infrastructures et malgré les postes de contrôle qui compliquaient leurs vies quotidiennes, un incident, décrit au chapitre 2

(page 52), provoque des confrontations avec l'armée. Les habitants réclament désormais que leur camp leur soit accessible sans permis spéciaux. Cet incident est directement lié à la question du contrôle de l'espace, alors que les réfugiés ont le sentiment de l'avoir entièrement perdu : ils subissent les conséquences d'une guerre qui ne les concernait pas puisque cette même armée contrôle entièrement leurs allers-retours dans le camp. Le mouvement collectif qui s'ensuit prend le nom de « intifadet el-Bared » (le soulèvement de Nahr el-Bared) pour ses habitants. Sans revenir sur ces évènements, il suffit de noter qu'ils ont une importance primordiale dans la réappropriation du camp pour ses habitants. Cependant, de manière plus quotidienne, les mobilisations pour un meilleur logement se font en continu après le gain, très important, de la circulation libre à l'intérieur du camp.

D'abord, on assiste à de nombreuses mobilisations collectives autour du logement. Malgré une assez faible participation aux planifications urbanistiques de départ, pour les raisons expliquées plus haut, du moment que la reconstruction est lancée, les habitants continuent, après des années, à réclamer de meilleures conditions de retour dans leurs appartements et une accélération des travaux. Au moment de la recherche, entre octobre et décembre 2013, deux mobilisations majeures ont lieu, toutes les deux liées au logement. La première concerne une décision de l'UNRWA de couper les aides aux loyers⁴² et de réduire les remboursements de l'assurance médicale⁴³ pour des raisons de coupes budgétaires. Les habitants se mobilisent rapidement et organisent un sit-in à l'extérieur des bureaux de l'UNRWA à Beyrouth tout en barricadant, pendant quelques jours, les cliniques et écoles de l'UNRWA dans le camp. Après quelques semaines, l'UNRWA cède sur la question des aides aux loyers et partiellement sur celle de l'assurance médicale. La mobilisation se termine là. La deuxième mobilisation est dans le quartier Muhajjarin, dont le fonctionnement de la reconstruction fonctionne comme celle du Vieux camp à l'exception que ce n'est pas la NBRC qui s'en occupe mais le Norwegian Refugee Council (NRC). La fin des travaux dans ce quartier étant prévue pour janvier 2014, les travaux sont assez avancés à la fin 2013. C'est à ce moment que les habitants du quartier se réunissent en comité afin de réclamer les derniers ajustements qu'ils aimeraient voir réalisés. Ils savent qu'en les réclamant au NRC, ils ne seront pas forcés de les payer eux-mêmes au moment où ils pourront s'y installer (figure 5.1).

_

⁴² Une somme d'argent donnée chaque mois aux familles qui louent un logement en attendant la reconstruction de leur quartier.

⁴³ En fait, l'UNRWA propose de faire revenir le pourcentage de remboursement à son niveau d'avant la guerre, estimant que l'état d'urgence doit être levé.





Figure 5.1: Photo, bannière suspendue à une fenêtre du quartier Mohajjarin, 2014 « Nous demandons à obtenir la totalité de nos droits : 1- construction du quartier, 2014. Des barreaux en fer aux fenêtres, 2- Le carrelage des cuisines et des salles de bain, 3- Des compensations financières pour les meubles, 4-Des compteurs d'électricité pour chaque logement. [Signé :] Les résidants du quartier Mohajjarin.

Figure 5.2: Photo, ruelle de Mohajjarin barricadée par la compagnie

Ensuite, parallèlement, les habitants déploient individuellement les efforts pour que leur logement soit le meilleur possible. Comme les pages précédentes en donnent l'indice, les habitants ont une multiplicité d'interlocuteurs dans le processus de reconstruction. On y retrouve la NBRC comme institution, bien sûr, mais également ses architectes et bureaucrates en tant qu'individus. Il y a également les factions politiques qui peuvent faire pression sur la NBRC puisque cette dernière n'est pas indépendante, les entrepreneurs et les compagnies de construction à qui les contrats sont octroyés, les ouvriers qui exécutent les travaux, les donateurs internationaux qui font parfois des visites, etc. Les habitants du camp adaptent donc leurs tactiques à leur interlocuteur, ce qui signifie qu'ils déploient des tactiques multiples. Avec les institutions telles que l'UNRWA ou la NBRC, on l'a vu, il est possible de trafiquer ses données familiales. Avec un superviseur de chantier, on négocie et on convainc. Avec les membres de factions qui siègent à la NBRC, les allégeances politiques personnelles et les relations d'amitié peuvent être mises en avant. Ces tactiques prennent le nom de *chatara* chez les habitants, qui pourrait être traduite par « débrouillardise » ou « ruse » et ayant la connotation de la capacité à obtenir ce que l'on veut.

Dans le quartier Muhajjarin, une résidante me parle d'une femme, Em Ahmad⁴⁴, qui, selon elle, a obtenu dans la reconstruction un logement de trois étages alors qu'avant la guerre, elle n'avait qu'une seule pièce-cuisine-salle de bain. On me dit qu'elle a obtenu cela en menaçant de faire arrêter la construction. Notons que la compagnie de construction a des obligations de rendement envers le Norwegian Refugee Council (NRC), qui la paye. Quel est le pouvoir de Em Ahmad? Comment pourrait-elle, à elle seule, faire arrêter la construction? En fait, Em Ahmad, peut s'interposer entre les ouvriers et l'entrée du chantier. Comme elle est une femme et qu'ils ne peuvent donc pas l'empoigner, elle a le pouvoir, avec son seul corps, de ralentir le chantier, du moins le temps qu'ils la raisonnent. Cette histoire pourrait être exagérée, puisque le récit m'est fait par ses voisines. Cependant, il démontre les moyens dont une femme seule dispose afin de faire entendre sa voix : les menaces, les insultes et parfois le vandalisme. Durant mon séjour au camp, une femme est mécontente du traitement de faveur que Em Ahmad a obtenu. Elle décide donc d'user des mêmes tactiques qu'elle, et commence par vandaliser à plusieurs reprises le logement qu'on a construit pour elle. Elle en brise les vitres, que la compagnie s'empresse de réparer en prévision d'une visite d'une délégation du NRC. Comprenant que cette visite donnerait de la visibilité à sa cause, elle vandalise de nouveau les vitres de son logement et plusieurs grilles d'entrée, dont celles de ses voisins. Cela se conclut par une barricade du quartier par la compagnie, qui interdit tout accès au chantier (figure 5.2).

Il y a donc des luttes qui se gagnent, d'autres qui se perdent. On ne peut pas spéculer des relations de chacune, qui pourraient avoir permis ou non d'obtenir ce qu'elle veut, mais on peut supposer que des facteurs multiples influencent ce genre de lutte, dont les résultats finissent toujours par être injustes. La compagnie était peut-être soumise à davantage de pression qu'avant de la part du NRC, par exemple, ou avait fait trop de concessions à cette femme; ou peut-être que Em Ahmad avait des relations qui ont agi en parallèle aux menaces.

Dans la rue, en face du quartier, j'entends deux résidantes du quartier discuter de cela.

_

⁴⁴ Nom fictif.

Elles parlent des appartements, ce que chacune a obtenu (comme logement), et l'une d'entre elles raconte l'histoire de la femme qui a trois étages au lieu d'une chambre (Em Ahmad). Elle dit que chacun a obtenu les choses selon sa chatara*. (26 novembre 2013)

Il y a donc une certaine culture de la chatara, qu'une employée de l'UNRWA dénonce :

« Ce ne sont pas nous qui donnons ce qu'ils veulent [aux personnes qui viennent protester]. C'est le conseil d'administration. Alors eux, c'est selon les appartenances politiques de chacun : lui il est avec nous on lui donne, lui non, tant pis. Puis ces personnes viennent nous dire : « on a obtenu ce qu'on voulait malgré votre refus » et les autres viennent nous dire « vous êtes injustes ». Mais tu sais, moi je ne blâme personne. Même si je travaille pour l'UNRWA, je ne la soutiens pas. Je blâme l'UNRWA, c'est elle qui nous a rendus comme ça, dépendants à ses aides, dépendants aux organismes. Les gens se sont mis à se disputer sur les chèques parce que l'UNRWA donnait des chèques. Ça a fait penser aux gens qu'il fallait qu'ils aient de la chatara*. [...] Parce que les gens considèrent que quoi qu'on fasse pour eux, ils ne vont pas avoir une compensation complète de tout ce qu'ils ont perdu. Alors ils essaient de prendre plus, plus, en pensant qu'ils prennent à l'UNRWA alors qu'ils prennent à leurs voisins. »

Il est vrai que ces tactiques sont utilisées dans le but d'un gain personnel, et non collectif, créant ainsi de la compétition entre les personnes. Elles peuvent cependant être lue à travers le concept de non-mouvement développé par Bayat (2010), « l'action collective d'acteurs non collectifs », puisque chacun lutte de son côté afin d'obtenir le meilleur logement possible. Ces gestes individuels de résistance, comme Bayat les décrit, opèrent des transformations dans la manière de fonctionner des autorités et des interlocuteurs des habitants. La NBRC a ainsi fait évoluer ses manières de fonctionner à la suite des différents « empiètements silencieux » des habitants sur l'espace collectif. En effet, les premiers quartiers ont fini par occuper plus de superficie qu'ils n'auraient dû, repoussant un quartier à l'extérieur des limites légales du Vieux camp (le lot A0, figure 2.10). L'UNRWA a ainsi dû négocier la reconstruction de ce quartier avec l'État libanais sur des terrains du camp Adjacent. Également, ce qui a été perçu comme l'empiètement de certaines personnes sur l'espace de leurs voisins a provoqué de nombreuses protestations, ce qui a fait changer les règles par la NBRC. Pour le lot 4 et les suivants, une réunion entre voisins est organisée afin que tous s'entendent collectivement sur la division du voisinage, et ce, de manière transparente. Mais, comme le fait remarquer Bayat, si les nonmouvements provoquent des changements dans l'exercice du pouvoir, ils sont également flexibles et s'adaptent à ces changements. De plus, Bayat définit les non-mouvements comme étant basés sur l'action et la pratique, et non pas sur l'idéologie. En effet, tant le retour individuel des habitants que l'exercice de leur *chatara* dans la reconstruction du Vieux camp ne sont pas exprimé en termes d'idées politiques. On ne me parle pas, par exemple, du droit à un logement décent ni même du « droit de retour » utilisé lors des manifestations lors de la guerre.

Il y a donc des mobilisations collectives et individuelles dans le camp qui agissent en parallèle et permettent aux habitants d'obtenir le meilleur logement possible. Dans ces mobilisations, la rue joue un rôle important, non seulement comme lieu de manifestations, mais aussi parce que les rencontres brèves et par hasard dans la rue donnent lieu à un échange de nouvelles au sujet de l'avancement des travaux et de l'état des négociations, du sit-in ou des manifestations.

[Dans la rue avec Em Ziad], rencontre avec une ancienne voisine qui vit maintenant dans les logements temporaires. Elles parlent du fait [que les résidants de Muhajjarin] demandent d'installer des barreaux aux fenêtres parce que sinon les vitres sont exposées au vol. Parlent aussi du fait que [l'OLP] ne [va] pas leur donner de compensation pour les meubles. Em Ziad dit : « on ne déménagera pas chez nous jusqu'à ce qu'ils acceptent ». (10 octobre 2013)

Sur le chemin, on a croisé une mère et sa fille, avec qui Em Ziad a parlé des nouveaux appartements : elles se sont plaintes de leur nouvel appartement. (23 octobre 2013)

La rue est donc l'occasion pour les habitants de se croiser par hasard et d'échanger des informations au sujet de la prochaine manifestation, de la prochaine réunion de quartier ou tout simplement de partager des déceptions au sujet de leurs logements, ce qui peut préparer une mobilisation. Elle joue ici un rôle similaire à celui décrit par Bayat (2010), même si elle n'a pas l'ampleur qu'il décrit.

Et les espaces publics?

Plusieurs usages et perceptions des espaces publics ont été mentionnés jusqu'à présent. Nous avons croisé, par exemple, ces « résistances ordinaires » qui se déroulent dans la rue avec des discussions politiques au sujet de la reconstruction. Il a également été mentionné que les habitants ne semblent pas valoriser l'espace de la rue de la manière dont il l'est habituellement dans les écrits sur les espaces publics dans la ville occidentale. Comme le font remarquer plusieurs auteurs (Drummond 2000), bien que les notions d'espaces public et privé soient critiquées dans les sociétés dites « occidentales », elles restent importantes comme clé de

lecture de l'usage des espaces urbains par leurs habitants. La distinction entre ces deux types d'espaces est cependant encore plus incertaine dans des espaces urbains dits « non-occidentaux » ou « des Suds » comme celui du camp. Il est évident que les frontières entre espace public et espace privé, ou « le dehors » et « le dedans » (Dris 2013; Semmoud 2009) sont constamment traversées durant le processus de la reconstruction. La manière dont les habitants subvertissent cette distinction conceptuelle est d'autant plus apparente dans un contexte exceptionnel de reconstruction.

On assiste dans le camp à diverses formes d'appropriation, c'est à dire la prise de possession, de l'espace public. En l'absence d'autres espaces publics au sens strict, c'est la rue qu'il s'agit ici d'observer et d'analyser. Certaines formes d'appropriations ont été mentionnées, telles que l'empiètement des devantures des commerces sur la rue. Mis à part cela, on retrouve, partout dans le camp, des signes d'appropriation de l'espace public qui ont pour effet d'étendre l'espace du logement et son influence. Certaines personnes installent à l'extérieur de leur logement, dans la rue, des plantes, des chaises, des supports à chaussures ou d'autres éléments qui occupent une partie de l'espace de la rue sans bloquer entièrement la circulation et sans réserver cet espace à leur usage exclusif (exemples dans la figure 4.4, p.118 : plantes et corde à linge).

On observe cependant également des formes d'appropriation plus permanente de l'espace de la rue. Celles-ci prennent des formes différentes selon le statut administratif, c'est à dire qu'on ne trouve pas les mêmes appropriations dans l'Adjacent, les *baraksat** et le Vieux.

La forme la plus commune dans le camp Adjacent est celle d'une structure autoconstruite, visiblement ajoutée à la structure initiale du bâtiment, que j'appelle « vestibule ». La plupart des vestibules que l'on observe dans le camp sont en béton. On peut en voir un exemple typique dans la figure 4.5 (p. 119) où il est ornementé. Comme ils apparaissent dans les figures 5.3 et 5.4 ci-dessous, un vestibule est une structure plus ou moins haute composée de trois murs qui entourent la porte d'entrée du logement et couverte soit par un morceau de tôle ondulée soit par une toile en nylon. Le bois est souvent utilisé pour soutenir la structure du toit et l'entrée du vestibule se trouve souvent sur le côté. La figure 5.3 montre bien la manière dont ces structures empiètent sur l'espace public. En effet, devant les bâtiments qui n'ont pas de vestibule, cet espace est utilisé pour le stationnement de voitures. Les espaces de ces structures sont utilisés non seulement pour étendre l'espace domestique, par exemple pour le rangement, mais également afin de protéger le logement. En effet ce vestibule joue le rôle d'une sorte de rideau qui fait que, par exemple, les femmes entrant dans le logement peuvent déjà se découvrir. De plus, lorsque la porte du logement est ouverte parce qu'un membre de la famille entre ou sort,

celles-ci ne sont pas obligées de se dissimuler : le mur du vestibule offre une protection des regards.

Dans la figure 5.4 ci-dessous montrant un vestibule dans le quartier Mohajjarin, notons que le sol bétonné, visible sur la photo, est en fait un lieu de passage. Pour le moment, le sol en gravier donne la possibilité de contourner le vestibule, mais il est possible qu'un jour cet espace soit destiné à la construction. Une impasse sera donc créée ou bien les propriétaires du « vestibule » seront forcés de le démolir.

On retrouve des vestibules dans les baraksat* également, mais uniquement en extension des logements qui se trouvent en bordure du lot assigné aux logements temporaires. En effet, il n'y a pas assez d'espace entre les logements afin que de telles structures puissent être construites. Cela est cependant remplacé par d'autres solutions qui visent à conserver l'intimité des habitants du logis. Dans la photo 5.5 à la page suivante, on voit un passage entre les conteneurs où les personnes habitent⁴⁵.



Figure 5.3 : Photo, rangée de vestibules dans le Figure 5.4 : Photo, vestibule dans le camp Adjacent.



quartier Mohajjarin, 2014.

140

⁴⁵ Certains ensembles de *baraksat** sont construits en béton, d'autres sont composés de conteneurs superposés sur deux étages. Chaque conteneur appartient à une famille. Les puits de lumière que l'on voit sur la photo servent à éclairer les habitants « d'en bas » et de passage aux habitants « d'en haut ». Les passages entre les conteneurs, au niveau du rez-de-chaussée sont techniquement des formes de ruelles, même si, entre chaque paire parallèle de conteneurs, il y a un passage un peu plus large que celui dans la photo 5.5.

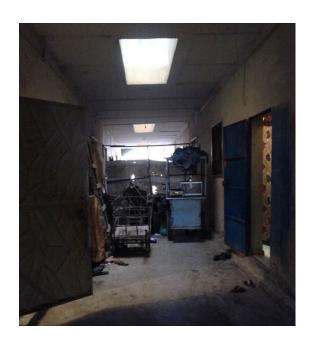


Figure 5.5 : Photo, passage entre des unités de logements temporaires (*baraksat*).

J'ai réalisé une entrevue avec la femme qui habite avec sa famille dans l'un des deux logements temporaires dont on voit une porte ouverte. Sur la photo, au fond, on voit une structure où sont tendues des toiles et qui forme un mur. C'est un barrage que cette femme a construit, qui obstrue complètement le passage. Lorsque je lui demande pourquoi avoir fait cette installation alors qu'elle dit s'entendre avec sa voisine, elle me répond :

« C'est parce qu'ils en avaient fait une rue, un passage. Les jeunes hommes (chabab) passaient par là. Alors que moi, tu vois, des journées, je vais faire le ménage dehors, je vais porter des manches courtes, enlever mon voile, je ne veux pas qu'ils passent par là. » (6 décembre 2013)

En fait, les femmes se voilent effectivement lorsqu'elles sont en public. Cependant, les frontières entre les lieux où elles se voilent et ceux où elles se découvrent ne sont pas aussi claires que celles entre intérieur et extérieur ou entre privé et public. En effet, il y a des espaces où les femmes se voilent de manière moins stricte, en laissant par exemple leur voile ouvert. Ces espaces sont tant « privés » comme le balcon, ou « publics » comme la cour ou la ruelle. Pour nettoyer ces derniers devant leur logement, les femmes sortent en restant moins couvertes que pour aller magasiner. Ainsi, l'utilité du vestibule ou du barrage est d'étendre cet espace où la femme est assez confortable pour continuer à vaquer à ses activités quotidiennes autour de la maison. C'est pourquoi, d'ailleurs, comme le montre la description de la rue principale en début de partie II, les sons jouent un rôle important dans la rue. En effet, le son, que ce soit celui d'une annonce commerciale, politique ou de décès, parvient à tous et toutes où qu'ils et elles se

trouvent dans la rue. Ces annonces tiennent lieu de formes d'affiches sonores pour lesquelles on n'a pas besoin de s'arrêter dans la rue ou d'y sortir afin d'avoir accès à l'information.

Dans le cas des quartiers reconstruits tels que ceux du Vieux camp et Mohajjarin, les transformations permanentes du bâti sont plus règlementées et il y a généralement moins d'espace pour les constructions comme les vestibules. Comme il faut un permis de construction afin d'ajouter un étage ou une extension à son logement, certaines personnes décident de contourner ces règles. La porte principale du logement que l'on voit ci-dessous donne sur une impasse. La mère de famille qui y habite désire utiliser cet espace pour accueillir ses invités puisque son salon est trop petit. Après s'être renseignée, elle découvre que son projet de construire un muret doit faire l'objet d'une approbation afin de pouvoir être réalisé. Elle décide donc de ne pas faire de demande et de bloquer une partie de la rue avec des pots de fleurs en attendant de construire un toit illégalement. Comme cet espace est à tous les résidants du quartier - un homme avait préalablement proposé d'y faire les réunions de résidants et les rassemblements - les pots lui permettent de « réserver » cet espace et d'en empêcher l'usage collectif. Un rassemblement d'inauguration a effectivement eu lieu dans ce cul de sac. Durant cet évènement, la femme interviewée entend son mari proposer que d'autres occasions soient célébrées dans cet espace. Elle lui répond, en privé, qu'il est hors de question que cela arrive et qu'elle a d'autres projets pour ce lieu. Dès leur installation définitive dans ce logement, elle dispose ces quelques pots visibles sur la photo comme première garantie, avant la réalisation d'autres installations de plus grande envergure.



Photo 5.6 : Photo, portion de rue réservée par une résidante, 2014.

Lors d'une autre discussion que j'ai eue avec une résidante du Vieux, la mère de famille me confie ses projets pour la rue devant chez elle :

« Ils ont élargi [la rue] aux dépends de l'appartement. Et pourquoi ? Pour que les voyous y trainent ? Pendant un moment, des jeunes venaient mettre leurs chaises des deux côtés d'une rue à côté et s'asseyaient là à longueur de journée. Un résidant du quartier

avait laissé son réseau d'internet sans fil accessible à tous, et ils pouvaient s'y connecter de cet endroit. J'ai réussi à faire en sorte que le voisin en question verrouille son réseau. Ils ont donc arrêté de venir. »

Mais la première chose qu'elle dit lorsque je mentionne l'espace devant la maison est « la saleté » : elle ne supporte pas la saleté de cette rue. Elle a fait une demande auprès de l'État pour pouvoir faire une sorte de trottoir avec une rambarde pour que ça devienne son espace à elle. Elle s'est mise d'accord avec le voisin pour partager les coûts. Et puis si l'État refuse, elle va le faire quand même. (9 novembre 2013)

Ces deux récits montrent bien les différents jeux de pouvoir qui ont lieu et dont l'enjeu est le contrôle de ces espaces « publics ». Les habitants sont moins en confrontation avec les autorités qu'avec leurs voisins. Ils savent peut-être que les autorités ne surveilleront pas les petites constructions dans le camp pour toujours. On entend dans le camp quelques récits de structures démolies par l'armée mais, en général, ce sont les voisins et les habitants du quartier qui sont en lutte pour l'usage de certains de ces espaces. Du comité de quartier aux jeunes qui flânent à la recherche de réseau internet, de nombreuses personnes convoitent des espaces résiduels dans le camp reconstruit. Dans les deux cas cités, les conflits sont réglés dans la sphère privée, les mécontentes négociant l'usage de l'espace en question avec les personnes concernées et trouvant même le moyen de partager les coûts avec un voisin ou un membre de la famille.

Dans tous les cas cités, l'appropriation de l'espace public n'est pas formulée en termes de résistance à une autorité ou aux règlements en place. Au contraire, les affirmations des femmes interrogées à ce sujet expriment qu'il est tout à fait normal et banal qu'elles utilisent l'espace comme elles le veulent, parce qu'elles prennent pour acquis qu'il leur appartient. Il n'y a pas de questionnement exprimé : il parait évident que l'espace devant le logement en est une extension. Cela est d'ailleurs mis en évidence par le nettoyage fréquent de ces portions de rue.

Bien que certains espaces soient ainsi appropriés de manière très spontanée, probablement dans la continuité d'appropriations qui avaient lieu avant la guerre, certains espaces publics sont cependant radicalement transformés par la reconstruction. L'exemple qui est présenté ici est celui des cours semi-publiques. Lors de mes promenades dans les rues du Vieux camp, les cours intérieures – conçues par les urbanistes dans le but d'aérer les habitations du camp – semblent assez désertes. Il est rare d'y voir des personnes qui y passent du temps quotidiennement. Voici la transcription d'une promenade d'observation :

Dans les rues du Vieux, il y a surtout des enfants, mais j'ai aussi vu deux jeunes hommes fumer une arguileh*, une vieille femme assise là sur une chaise (deux fois), deux personnes se parler d'un balcon, etc. Ce qui est très particulier des cours publiques (j'en ai traversé environ une dizaine), c'est qu'elles sont toutes vides de personnes. Une seule cour avait des « habitants » : trois enfants assis sur des marches. (27 février 2014)

Bien sûr, les personnes interrogées mentionnent certains usages occasionnels, lors de fêtes ou de célébrations. Au quotidien, cependant, ces espaces demeurent utilisés, par exemple pour le séchage du linge, l'installation de plantes ou l'entreposage d'objets domestiques ou de construction. Tel qu'il a été mentionné précédemment, ces cours ne sont pas publiques en tant que telles. Elles sont semi-publiques dans le sens où elles sont ouvertes sur la rue mais leur usage est exclusif aux personnes dont la porte du logement donne sur la cour. En général, ce sont les membres d'une seule famille élargie qui la partagent. Ces cours ont été conçues afin de permettre à la lumière de pénétrer dans les logements malgré une grande densité de population, mais également afin qu'elles tiennent lieu d'espaces à partager. L' « expert » interviewé 1 m'affirme que l'idée était que ces espaces permettent l'harmonie, mais également le conflit, « tant les bonnes choses que les mauvaises ». Bien qu'il n'ait pas utilisé ce terme, on peut penser que ces places visent à incarner une certaine *urbanit*é, conçue comme idéal de rencontre de l'autre. En réponse à cette vision, l'employée de l'UNRWA affirme :

Interviewée: Ces cours là, ce sont devenu les espaces du plus fort (sira' el aqwa). C'est le plus fort qui occupe la cour. [Elle fait un schéma:] regarde par exemple, tu as une cour, avec une porte de chaque côté. Le plus fort, celui qui a cette porte, c'est lui qui a toute la cour. Ou bien, les deux voisins se mettent d'accord pour diviser la cour en deux, ils mettent un mur au milieu, alors que le but de la cour était de laisser entrer de la lumière dans les maisons.

Chercheure : Donc tu penses que les cours ne sont pas utilisées ?

Interviewée : [elle se tourne vers sa collègue] Qu'en penses-tu ?

Sa collègue : Les enfants y jouent.

Chercheure : Oui, mais les enfants ont toujours joué dans la rue. Elles sont utilisées pour

les mauvaises choses, les disputes.

L'enquête de terrain m'a démontré qu'avant la guerre, un type d'espace public existait déjà dans le Vieux camp, même si les ruelles étaient étroites et le bâti dense, et que celles-ci étaient très fréquentées. Il existait en fait des cours intérieures que certaines personnes possédaient et qui étaient utilisées comme espace de vie par, en premier, la famille de cette personne, mais

également pour des processions de mariage et d'autres évènements. J'ai déjà mentionné la cour de la famille qui m'a accueillie et qui était plantée d'arbres. Em Omar m'en parle souvent :

Pas un soir ne passait sans que toute la famille soit là, chacun sa arguileh*, dit [son petit-fils]. Elle ajoute qu'elle laissait toujours le thermos de café dehors pour qu'ils n'entrent pas salir la maison. (15 octobre 2013)

Cela signifie que tous les membres de la famille, incluant ceux dont le logement n'était pas dans le même immeuble, passaient leurs soirées dans cette cour. Certains de ces espaces étaient également mis à la disposition de tous les voisins pour l'occasion :

Interviewé : Moi par exemple, j'avais un espace sans toit, à la maison.

Informateur-clé : A'det el-dar [salle de séjour familiale]

Interviewé: C'est ça, a'det el-dar. J'invitais des mariés à venir s'y laver, et je les laissais chez moi, ils y faisaient leur procession de mariage [zaffeh]. Eh bien, ça, ce n'est pas pris en compte dans la reconstruction. Celui qui a un espace sans toiture, cet espace n'est plus à lui, quelle que soit sa superficie. (26 octobre 2013)

Les quartiers eux-mêmes créaient donc leurs espaces, pour ne pas les qualifier de « publics », on pourra dire « collectifs ». Ces cours intérieures, que plusieurs familles avaient conservées malgré la densification progressive du camp (voir figure 2.5, p. 48), sont en fait perdues à jamais. Le système de redistribution des surfaces n'a pas pris en considération les espaces ouverts, c'est-à-dire sans toit. Cela signifie que les surfaces des cours intérieures ont été absorbées dans la redistribution des espaces vers les rues et les cours intérieures insérées dans la trame urbaine. Cela a été décidé par la NBRC pour des raisons d'équité sociale : beaucoup de personnes n'avaient pas accès à ce type de lieux.

Ce qui a été noté lors du séjour sur le terrain est que chaque famille élargie finit par créer un espace commun à tous les membres afin qu'ils se retrouvent là au fil des activités de la journée ou pour passer la soirée. Un de ces espaces, « la cour de Nidal » sera décrit à la fin de cette partie.

Conclusion

Ce qui préoccupe principalement les habitants de Nahr el-Bared est le résultat de la reconstruction de leurs logements. Que ce soit dans le Vieux ou dans l'Adjacent, ils sont particulièrement actifs dans la récupération d'un logement décent et de voisinages familiers.

Face à une multitude d'interlocuteurs de la reconstruction, ils adaptent et transforment leurs stratégies, déployant toute leur *chatara** dans le but d'obtenir le meilleur logement possible.

Alors que les habitants politisent fortement la reconstruction de leurs logements, l'espace extérieur « public », lui, est assez dénué de luttes politiques, contredisant l'association habituelle public-politique. On y retrouve, certainement, des formes de mobilisations quotidiennes, tant à travers les annonces politiques sur hautparleurs qu'à travers les échanges de stratégies de lutte lors des rencontres imprévues dans la rue. Cependant, le privé empiète largement sur le public, principalement à travers l'extension de l'espace domestique vers l'extérieur.

Ce chapitre a également montré le rôle important que jouent les femmes dans cette reconstruction quotidienne des espaces tant intérieurs qu'extérieurs. Ce sont les femmes qui participent majoritairement aux réunions de quartier, qui estiment le meilleur aménagement de leurs futurs appartements et qui argumentent, en privé, en faveur d'un arrangement pour l'occupation d'un espace. Il est possible d'identifier de nombreux parallèles avec l'analyse de Sayigh et Peteet (1987, 106) qui étudient la situation des femmes à Chatila après le massacre de 1982. Elles font remarquer que la violence ayant envahi le logement et l'espace domestique, le travail reproductif des femmes devient plus difficile mais également chargé de sens politique. À Nahr el-Bared aussi, on pourrait noter que c'est l'effort constant que déploient ces femmes pour recréer des espaces domestiques viables qui participe activement à la reconstruction du camp. Ce sont ces appropriations et conflits quotidiens qui laissent apparaître les manières dont les espaces domestiques sont politisés et qui montrent à quel point la frontière entre privé et public est indéfinissable.

CHAPITRE 6: UNE IDENTITÉ EN MUTATION

Malgré une tentative de créer un Vieux camp similaire à celui qui existait avant la destruction, on voit donc que le nouvel espace reconstruit est perçu comme étant très différent. Ce chapitre tente d'analyser le rapport que les habitants entretiennent avec leur camp en transformation. D'abord, l'attachement des habitants à leur camp, ainsi que les raisons de leur retour à un espace détruit sont explorés. La question du retour à la ville détruite est récurrente dans les écrits sur la reconstruction et l'attachement au lieu (Chamlee-Wright et Storr 2009). Ensuite, ce sont les enjeux des relations sociales en lien avec l'espace qui sont analysés, sous le terme de « relations de proximité sociospatiale ». La question de la mobilité et du rapport des habitants avec les frontières du camp sont explorés en troisième, surtout du point de vue des habitantes, dont les mobilités sont en mutation après la guerre. Enfin, la question de l'insécurité, prégnante le long du travail de terrain, est abordée afin de compléter l'analyse de l'identité du camp.

L'attachement au lieu : des résultats ambigus

Au quotidien, les habitants de Nahr el-Bared expriment un grand attachement au camp lorsqu'ils en parlent. Cet attachement s'exprime souvent par une fierté liée au camp. Il est clair pour beaucoup d'habitants qu'ils trouvent que Nahr el-Bared est « mieux qu'ailleurs », même lorsqu'ils le comparent à d'autres camps de réfugiés palestiniens. Ainsi, on entend souvent dans le camp des personnes qui expriment leur sentiment de suffocation lorsqu'ils n'y sont pas.

Elle a dit : « y'a rien de mieux que le camp, je ne me sens bien qu'ici. » [...] Elles ont toutes acquiescé lorsqu'elle a dit, « Quand je reviens au camp [de l'extérieur], je me sens soulagée, je ne suis bien qu'ici ». (12 octobre 2013)

[Elle] a dit « Quand je vais dormir une nuit chez ma sœur à Minieh [une municipalité voisine], je suffoque ». (27 octobre 2013)

Lors d'une marche sur une rue longeant le Vieux camp avec Abou Ziad, Em Ziad et Mona, Abou Ziad dit, en regardant les bâtiments reconstruits :

- c'est devenu une ville, notre camp!
- pourquoi vous dites ça?
- avant c'était des ruelles, maintenant les rues sont larges. (22 novembre 2013)

S'ensuit une conversation de comparaison au sujet des différents camps de réfugiés au Liban, durant laquelle Em Ziad et Mona affirment que les autres camps, surtout ceux de Beyrouth, sont plus sales que Nahr el-Bared. Abou Ziad pense plutôt que :

« De toute façon, dans chacun des camps au Liban, ses habitants y sont habitués et pensent que c'est le meilleur. Mets un habitant de Chatila à Nahr el-Bared, il va trouver ça suffoquant, le contraire pareil. » Mais Em Ziad et Mona ne sont pas d'accord : elles donnent plein d'exemples de femmes [d'ailleurs] qui ont épousé des personnes du camp et qui sont ici depuis des années.

Il est intéressant de noter que les habitants qualifient souvent le camp de « ville » sur un ton mélioratif. Une seule fois, j'ai demandé à une habitante si elle considérait que le camp était plutôt comme une ville ou comme un village.

« Une ville, me dit-elle, parce qu'il y a tout ». Elle parle de l'offre commerciale. Avant la guerre, tout le monde venait de la région faire leurs courses. Les Libanais disaient même que ça ne devrait pas être aux Palestiniens, un emplacement comme ça, sur la mer en plus. Mais c'est nous qui en avons fait une place comme ça. Donc ici il y a tout, c'est pour ça que c'est une ville. Il ne manquait qu'un [établissement financier] avant la guerre, mais maintenant il y en a un qui a ouvert. (11 novembre 2013)

Cette description du camp reprend plusieurs éléments récurrents dans les discours des habitants. On retrouve souvent cette fierté au sujet de ce que les réfugiés ont réussi à faire du camp, dans la continuité du récit fondateur sur le territoire sauvage à apprivoiser. Il y a dans ce récit l'histoire du développement économique du camp, de petite économie informelle à commerce régional. La jalousie des Libanais est également parfois soulevée, concernant, par exemple, la reconstruction « moderne » qui se fait dans le Vieux camp.

Un jeune ayant étudié à Tripoli et travaillé à Beyrouth a plusieurs amis Libanais. Lors d'une discussion que j'ai avec un groupe de jeunes (femmes et hommes) sur les représentations des camps de réfugiés chez les Libanais, il raconte :

Il a aussi de nombreuses histoires de camarades [Libanais] venu(e)s visiter le camp et étant choqués de voir que ce n'étaient pas des tentes qui étaient là, mais bel et bien des immeubles. « Presque une ville » renchérit [sa sœur]. (20 novembre 2013)

Ce n'est cependant pas uniquement le camp lui-même qui est source de fierté, mais également les personnes qui l'habitent. L'une des choses que je demandais aux répondants de mon

entrevue était de me raconter un souvenir heureux dans le camp avant la guerre. Si très peu de personnes sont inspirées par cette question, un homme me raconte une histoire particulière :

« Un jour, un homme arrive de Akkar à la recherche de sang pour l'opération de sa femme. Il arrive en voiture, et c'est devant moi qu'il débarque. Bonjour jeune homme, ditil; bonjour, je réponds. Je cherche du sang A+ pour ma femme. Dans mon village j'ai réussi à en avoir deux unités, et on m'a conseillé de venir à Nahr el Bared pour le reste. J'ai dit allez, suis moi. Je suis allé au bureau du comité populaire, et j'ai fait une annonce dans le haut-parleur : un homme a besoin de sang de type A+, aller à tel dispensaire pour en donner. Nous nous dirigeons tous les deux vers le dispensaire. En route, je lui dis d'acheter des Bonjus⁴⁶ pour ceux qui vont donner du sang. Il me dit : non, je vais acheter du meilleur jus, et il achète un carton de vrai jus d'ananas.

On arrive vers le dispensaire, on voit une foule. Il me dit : c'est quoi ça, il y a une manifestation ? Je lui réponds : Mais non ! Ce sont les personnes venues donner du sang. Le monsieur est vraiment impressionné : dans son village, il n'avait réussi à avoir que deux unités. Il me dit mais je n'ai pas besoin d'autant de sang, seulement de douze unités en tout. Je lui ai dit : tu sais quoi, jette les deux unités que tu as, prend en douze d'ici, et que le sang de ta femme devienne palestinien (khalle dam martak y sir falestiné). C'est ça le camp [de Nahr el-Bared]. » (6 novembre 2013)

Le récit de cet homme véhicule de nombreuses sources de fierté et d'attachement au camp. Il est possible que cette histoire ait été enjolivée avec le temps, mais elle se lit comme une parabole qui exprime l'essence de Nahr el-Bared. Par son affirmation « c'est ça le camp », il veut dire que les habitants du camp sont généreux, même avec un inconnu. Il veut aussi dire qu'il est facile de les mobiliser à travers un simple appel de haut-parleur et qu'ils ont une grande solidarité les uns pour les autres. On y trouve également l'élément de comparaison : l'homme n'avait même pas réussi à recueillir tout ce dont il avait besoin dans son propre village, alors qu'une foule de personnes assez nombreuse pour former une manifestation était prête à l'aider. Nahr el-Bared a aussi une réputation dans la région : quelqu'un a conseillé à cet homme d'y aller. L'idée de mélanger le sang de la Libanaise à celui des Palestiniens est une image frappante pour exprimer la reconnaissance que cet homme devrait avoir pour les valeurs des Palestiniennes et donne également de l'importance au sang Palestinien, dont une identité presque essentielle serait à l'origine de cette générosité.

 $^{^{\}rm 46}\,{\rm Le}$ « Bonjus » est une marque de jus très bon marché populaire au Liban.

En tant que camp de réfugiés, Nahr el-Bared est supposé être temporaire. De plus, étant très attachés à leur droit de retour, les réfugiés palestiniens sont supposés entretenir un détachement face au camp. Cela est exprimé par un habitant de la manière suivante :

« Qu'ils disent allez, retournez [en Palestine], ces bâtiments que tu vois, tu verras qu'on les laisse tels quels. Avec leurs meubles, avec leurs armoires, leurs vêtements, la télévision et tout l'argent, on ne prendra rien d'autre que les vêtements qu'on a sur le dos, comme on est sortis de Nahr el-Bared. On est prêts à le faire. » (26 octobre 2013)

Ces paroles expriment la vision générale des habitants du camp au sujet de leur attachement au camp. Le camp est considéré comme un espace d'attente du retour à la Palestine, le véritable lieu d'appartenance. Le slogan des manifestations des habitants du camp durant la guerre est d'ailleurs très significatif à cet égard : « [nous demandons] Le retour à Nahr el-Bared ou en Palestine ». Un autre habitant exprime également un détachement complet vis-à-vis le camp, dans des termes opposés :

« Ils auraient pu donner une compensation à tout le monde au lieu de reconstruire. [Un politicien libanais] avait dit à l'époque [de la destruction] : donnez à chaque famille 75000\$ et qu'ils s'achètent des appartements ailleurs et qu'on en finisse du camp. Il avait raison. »

Je m'étonne un peu, « Mais le camp aurait disparu, ce n'est pas grave ? » Il me répond que de toute façon, il est né, a grandi ici [au Liban], et il appartient au Liban. (9 novembre 2013)

Le cas de cet homme est intéressant, puisqu'il vit quand même dans le camp au moment de la conversation. Il m'affirme que c'est d'abord en raison d'un loyer bas inégalé à Tripoli qu'il se réinstalle au camp, ensuite parce que son père, un réfugié de 1948, refuse d'habiter hors du camp. Lorsque je lui demande pourquoi, à son avis, il y a tellement de réfugiés qui sont revenus au camp lorsqu'il leur a été possible de le faire, il m'explique qu'il est plus pratique pour eux d'avoir un accès facile aux services de l'UNRWA, soit les écoles et les cliniques. En effet, en raison de leur statut au Liban, les réfugiés palestiniens sont assez dépendants d'une proximité aux services de l'UNRWA, situés dans les camps. C'est pourquoi une majorité de Palestiniens au Liban vit dans les camps, alors que les chiffres sont bien plus bas dans les autres pays arabes.

Il est donc intéressant d'examiner les récits des habitants au sujet de leur retour au camp après la guerre afin de démêler les différents enjeux de ce retour. J'ai déjà mentionné la famille qui suit son fils adolescent engagé dans la reconstruction communautaire du camp, ainsi que le cas

de cet homme qui, cette fois, y suit son père. Les récits comprennent en fait souvent cet élément de « réunification familiale ». Une femme qui a perdu son fils dans la guerre emménage de nouveau dans le camp assez vite après la fin de la guerre. Ne voulant pas la laisser seule à cause de son deuil difficile, les familles de ses frères et sœurs cherchent des logements dans le camp. Le marché locatif étant sous pression à ce moment-là, seule une partie d'entre elles y parviennent. À l'image de cette histoire, le retour des habitants au camp au lendemain de la guerre est le fruit d'une combinaison de circonstances favorables et de situation familiale.

Au lendemain de la guerre, ce sont les personnes réfugiées dans des écoles de Beddawi qui sont logés dans les habitations temporaires par l'UNRWA qui désire libérer les écoles pour le début de l'année scolaire. Au fur et à mesure de la reconstruction et du décongestionnement du marché locatif, certaines familles quittent ces logements inconfortables. Les remplacent rapidement des personnes qui désiraient habiter dans le camp ou dans le voisinage de leur famille. L'entrevue citée ci-dessous a été réalisée avec une femme qui, au lendemain de la guerre, a vécu à l'extérieur du camp, sur l'artère nationale qui marque la frontière du camp (Adjacent) avec la municipalité libanaise voisine.

Répondante : Ma fille habitait dans les baraksat*, et tu sais comment sont les enfants : ils passaient leur temps chez leur sœur. Dès le matin, je surveillais le moment où ils allaient rentrer ; j'attendais qu'ils rentrent. Puis on est venus vivre ici.

Chercheure: Pourquoi avoir fait le choix de revenir vivre au camp?

Répondante: Ma vue était devenue mauvaise, et celle de mon mari aussi. C'était devenu dangereux de traverser la rue [qui sépare mon logement du camp]. Alors j'ai demandé ce qu'il y aurait ici [comme logement], on nous a proposé les baraksat*. On a accepté. Ma fille est venue emménager ici. Mon fils s'est fiancé avec une fille ici des baraksat. Mon autre fils s'est marié avec une libanaise, elle habite ici avec nous. (6 décembre 2013)

Le désir de se rapprocher du reste de la famille a donc été une des raisons principales du retour des habitants au camp. Il y a cependant un nombre considérable de personnes qui ont choisi de ne pas vivre dans le camp de nouveau, même si ce n'est pas la majorité. J'ai rencontré quelques familles dans cette situation dont une que j'ai interrogé à ce sujet :

Pourquoi ils n'ont pas cherché [un logement] dans le camp ? Plusieurs raisons : l'histoire des permis d'entrée au camp, leur fille qui va à l'université [à Tripoli] tous les jours, leur fils aussi va à l'école au centre-ville de Tripoli. (19 octobre 2013)

Beaucoup d'homme travaillent à Tripoli et si certains d'entre eux sont prêts à recommencer à faire les allers-retours vers la ville au quotidien (près de 35 minutes de transit pour un trajet), d'autres trouvent plus pratique leur situation à Beddawi, qui les rapproche du travail et réduit leur temps de déplacement. D'autres se sont établis à Beddawi en ouvrant, par exemple, un commerce en remplacement au premier et se trouvent dans une bonne situation financière.

Une famille habitant à Tripoli (hors du camp de Beddawi) affirme que, même lorsque leur logement sera construit, ils ne voudront pas réaménager à Nahr el-Bared. Certaines personnes de leur famille élargie me confient qu'elles ne croient pas à ça : « lorsque leur logement sera reconstruit, ils verront qu'ils ne pourront pas s'empêcher de rentrer ». Ce retournement de situation m'a déjà été conté :

« J'ai rapporté le plan [de l'appartement] à ma femme, elle a ri : elle a dit je ne veux pas retourner au camp, de toute façon, ça ne va jamais être reconstruit. J'ai dit on verra bien, on compte sur Dieu. [Après la fin des travaux,] ma femme ne voulait toujours pas déménager. [...] Au bout de six mois, je lui fais visiter l'appartement, et elle est ébahie : « tu ne m'avais pas dit que c'était si beau! ». (6 novembre 2013)

Il ne s'agit pas de spéculer sur la décision de cette famille, à savoir si elle va finalement revenir ou non au camp. Il suffit de dire qu'effectivement, certaines personnes choisissent de ne pas vivre de nouveau à Nahr el-Bared. Cependant, ces familles continuent à fréquenter le camp de manière régulière, le plus souvent les fins de semaine. Une jeune fille habitant avec ses parents à Beddawi m'affirme

qu'elle essaye [de venir à Nahr el-Bared] le plus souvent possible les fins de semaine. Elle a dit qu'elle n'avait des amies qu'à Nahr el-Bared. (19 octobre 2013)

En fait, il semblerait que l'attachement au camp, dans ses manifestations concrètes (retourner y vivre, le visiter souvent) soit lié aux relations que les habitants y ont. On y déménage le plus souvent pour se rapprocher de sa famille et, pour ceux qui n'y habitent plus, on le visite à une fréquence hebdomadaire. Malgré une ambiguïté de l'attachement liée au droit de retour ou à l'amertume de la dépendance à cet espace, il demeure une fierté de provenir du camp et d'y vivre. Bien sûr, à la lumière des récits des habitants qui se trouvent en situation d'insécurité dans le camp, on peut dire que la guerre a altéré le lien entre les habitants et leur camp. Il s'en trouve à la fois renforcé et affaibli par ces évènements.

Relations de proximité sociospatiale : entre habitudes et renouveau

Les relations que les habitants entretiennent avec leurs entourages sont donc primordiales pour comprendre leur lien avec le camp. Ce que j'appelle les « relations de proximité sociospatiale » sont apparues comme un type de relation important à Nahr el-Bared, dont l'examen et l'analyse permettent la compréhension de nombreux enjeux entourant les pratiques de l'espace du camp. Les relations de proximité sociospatiale sont les relations et les pratiques sociales dans lesquelles la dimension spatiale occupe un rôle primordial. Ce concept concerne donc surtout les relations des habitants avec leurs voisins et familles. Il a pour point de départ l'idée, chez les habitants, que la proximité sociale et la proximité spatiale vont de pair.

Ce rapprochement entre proximité spatiale et proximité sociale est même relevée dans le langage, puisque les personnes utilisent des expressions comme « les gens se sont éloignés les uns des autres » pour décrire la situation d'après-guerre. Une femme habitant dans les baraksat* me parle de ses voisins en ces termes :

« Ma voisine à côté, on s'entend bien, c'est une bonne personne. C'est la seule de mes voisins [immédiats] qui est nouvelle. [...] Sinon, de l'autre côté (elle indique la rue parallèle à la sienne), il y a un monsieur qui est bien aussi. Et de l'autre côté encore (une rue parallèle plus loin) il y a des gens moins bien, tu vois, notre mentalité est plus loin de la leur, on n'est pas proches. » (6 décembre 2013)

Il est intéressant de noter la gradation dans son discours, dans laquelle plus une personne est éloignée de son logement, plus elle est « loin » dans sa mentalité.

Ces relations sociales sont particulièrement mises en valeur par les habitants du camp, que ce soit dans leurs récits ou leurs pratiques. Je présenterai d'abord la perception des relations comme étant complètement éclatées dans l'après-guerre, puis la manière dont les pratiques de certains habitants font persister une proximité sociale malgré la distance spatiale. Enfin, je relèverai quelques manières dont les relations de proximité sociospatiale sont en mutation dans le camp d'après-guerre.

Un camp éclaté : « les enfants ont grandi »

Dans le camp avant la guerre, les liens entre membres d'une même famille sont particulièrement forts. En effet, on trouve le plus communément la forme urbaine nommée « extended family building type » (NBRC et UNRWA, 2008). Cela signifie que dans un bâtiment, toutes les pièces et/ou étages sont occupés par des membres d'une même famille élargie. Cette

organisation sociale crée une grande cohésion dans l'immeuble et minimise les risques de conflits entre voisins. De plus, comme chaque famille occupe un ou plusieurs immeubles connexes de manière permanente, leurs voisins demeurent les mêmes et, année après année, ce sont des personnes qui ont grandi ensemble qui se voisinent. La destruction du bâti qui soutient ce réseau social a pour conséquence une perte de repères exprimée par les habitants. Si ce sentiment n'est pas formulé avec la même intensité chez tous les répondants, il est toujours présent et varie selon les situations personnelles et résidentielles.

La guerre cause une dispersion de ces quartiers étroitement tissés puisque chaque famille se réinstalle là où elle peut. Cette dispersion est perçue comme la cause principale de la dissolution des liens sociaux. En effet, les habitants se fréquentaient au quotidien, entretenant des relations intimes dans l'espace restreint du quartier, de l'immeuble ou de l'appartement. Plusieurs familles élargies habitaient ensemble dans un même appartement et se fréquentaient donc au quotidien, au gré des rythmes de la journée. De manière systématique, la transformation de ces pratiques quotidiennes apparait comme un bouleversement majeur des relations.

« Maintenant, tous mes cousins sont dispersés, l'un à Beddawi, l'autre de l'autre côté du camp, je ne sais même pas où ils habitent. Mes cousins, il y en a que je ne vois plus qu'au Eid*. Quand on est arrivés à Beddawi et que les gens nous disaient qu'ils ne voyaient leur cousin qu'une fois par an, on ne comprenait pas comment c'était possible. Mon cousin, je butais dessus plusieurs fois par jour! » (17 octobre 2013)

« Mais maintenant tout le monde est dispersé. C'est plus difficile. Avant, telle personne, on se voyait tous les jours, maintenant c'est une fois par mois. La famille de mon mari, c'est tous les trois ou quatre mois qu'on se voit, à l'occasion ('al sodaf). » (6 décembre 2013)

En plus de l'éloignement physique, ce qui cause cette rupture est la longueur de la période d'éloignement. Ainsi, même pour les personnes ayant retrouvé leurs voisins, ce sentiment de cassure persiste.

« Par rapport à la situation sociale, évidemment, la situation sociale, euh... que vais-je dire ? Elle a changé un peu, c'est à dire, ce n'est plus comme avant, c'est à dire avant, tu passais près de quelqu'un, [on se disait bonjour], il te saluait, etc. Maintenant, ça a diminué, un peu, par rapport à ce que c'était avant la guerre. » (16 novembre 2013 propriétaire et résidant dans le camp Adjacent)

« Moi ça fait trois ans que je suis dans mon appartement [dans le Vieux camp], 'nafsieyet el nas tghayyarit'. Avant on se rendait visite, plus maintenant. [Moi : Ce sont les mêmes voisins qu'avant ?] Oui et non, mais même avec les mêmes qu'avant, ce n'est plus la même chose. » (23 novembre 2013, propriétaire et résidante du lot 1, Vieux camp)

Une expression qui revient souvent dans les discours des habitants est « les enfants ont grandi », qui signifie en fait qu'ils n'ont pas grandi ensemble et que leurs parents ont vécu des choses qui n'ont pas été partagées au quotidien. Cela est implicitement relevé afin de contraster avec la situation avant la guerre, lorsque les générations d'enfants grandissaient ensemble dans un même quartier et qu'ainsi leurs familles conservaient un lien avec les années qui passent.

La transformation du cadre bâti a également des répercussions sur les relations entre voisins qui se sont retrouvés.

- Avant je t'ai dit, c'était autre chose. Mais maintenant c'est très différent. C'est les mêmes voisins autour, mais c'est différent. Les enfants ont grandi, ...
- Même si c'est les mêmes personnes autour ?
- Oui. [...] Tu sais, je n'ai jamais été une personne qui fait des visites, qui sort, tout ça.
- Mais, je ne comprends pas, alors, parce que vous avez dit que les gens se sont éloignés. Mais si à la base vous ne faisiez pas de visites...
- Oui, mais tu sais, par exemple, les maisons étaient très proches les unes des autres [elle fait un signe des mains, comme une ruelle étroite], donc par exemple je nettoyais la rue devant la porte (kent ochtof), je voyais ma voisine, on parlait une heure. Des choses comme ça. (7 décembre 2013)

Dans ce cas, il est possible que cette femme fasse en fait référence au fait que les portes qui se faisaient face sont désormais situées ailleurs. En fait, les habitants du Vieux mentionnent souvent que les portes des logements ne sont plus situées au même emplacement. On me raconte même l'anecdote d'un homme qui a mis son logement en location pour en louer un autre afin de pouvoir avoir, comme avant, sa porte en face de celle de son voisin.

Il y a cependant également eu beaucoup de conflits autour de la reconstruction des quartiers du Vieux camp, que ce soit des conflits à l'intérieur de la famille ou entre voisins. Beaucoup de plaintes que l'on m'a confiées sont liées au sentiment que son voisin a eu plus que soi, causant un sentiment d'injustice lié au processus de la reconstruction.

« Ce qui a rajouté les problèmes entre les gens à Nahr el-Bared, c'est une chose très importante : il n'y a pas eu de justice dans la distribution de l'espace. Par exemple, tu es

ma voisine. Je te connais, je sais que tu as $100m^2$. Je connais ta maison, je l'ai « étudiée », je la connais par cœur. Après la guerre, je viens trouver que tu as $110m^2$ et moi $80m^2$. À ma connaissance, ma maison était plus grande que la tienne. Tu as pris de l'espace à quelqu'un dans le quartier. Ça a fait une crise, aussi. » (26 octobre 2013)

Même au sein des familles, plusieurs ont été divisées de manière durable suite à des disputes au sujet de l'espace. Dans le passage suivant, je suis témoin de la conversation *Skype* entre une femme et son frère au sujet de la reconstruction de leur immeuble familial.

Elle lui a parlé des plans, nouvellement émis, de leur appartement. Il lui a demandé quel étage serait le sien selon les plans. Elle a dit « 2^{ème} étage » sans être trop sûre. Il s'est fâché, en disant qu'il était censé avoir le 3^{ème} (les étages sont plus grands en montant, puisqu'ils incluent des balcons extérieurs, m'explique-t-elle). Elle le supplie de ne pas devenir comme ces familles divisées à cause des appartements, de se pardonner mutuellement et de se mettre d'accord [avec l'autre frère, qui lui, a obtenu le 3^{ème}]. Elle lui parle cet homme, Bilal, qui est mort de douleur (ahar), parce qu'ils se disputaient au sujet des appartements. La mère est morte avant que sa chambre ne soit reconstruite. Elle avait toujours dit qu'elle voulait que Bilal ait sa chambre. Mais tous les frères se sont mis à se la disputer, et la sœur voulait prendre 1000\$ de son chèque [de compensation]. Bilal en est mort. (7 décembre 2013)

On retrouve ainsi de nombreuses histoires de familles divisées à cause des questions d'espace et des chèques. Le processus de la reconstruction, les délais qui y sont liés, les enjeux et les répercussions de la division de l'espace, les sommes d'argent que représentent les chèques de compensation et les pratiques informelles des habitants face aux organismes peuvent tous provoquer des tensions à l'intérieur des familles et des quartiers.

Une vision nostalgique des relations avant la guerre est souvent reliée à des récits de moments de réjouissances durant lesquels la solidarité entre les familles était particulièrement présente, surtout autour du partage de la nourriture.

Répondant : Je te donne l'exemple de Ramadan. Le quartier dans lequel on vivait faisait combien de famille, [mon fils]?

Son fils: Environ vingt.

Répondant : Environ vingt familles. Ma mère cuisinait par exemple... des ocras au riz. Voilà. Un plat seulement. Avec un peu de fattouche et de kebbeh. Je rentrais à la

maison, regardais la tablée: mloukhieh, mjaddara, laban emmo, fasolia w rezz⁴⁷, et autres. « Ça vient d'où ce plat, maman? Ça vient de chez notre voisin Abou Ahmad. Ça vient d'où ce plat, maman? Ça vient de chez untel. Ça vient d'où ce plat, maman? Ça vient de chez untelle ». Imagine! (26 octobre 2013)

Elles me parlent de ce qu'elles faisaient quand il y avait un mariage, elles se rassemblaient toutes et dans des mouchoirs ordinaires, elles faisaient des paquets avec des dragées et des chocolats pendant une semaine et distribuaient à tout le monde dans le quartier. Aussi, le jour du mariage (la tradition est que la famille du marié offre le repas), on faisait des haricots et du yogourt. Maintenant, les gens font des lahm b'ajin⁴⁸. Je demande pourquoi. Quelqu'un répond que maintenant les gens sont pauvres, ils ne peuvent plus faire les choses comme avant. Je vois la belle-mère murmurer : « en fait non, c'est assez cher, les lahm b'ajin. Je ne sais pas pourquoi on ne fait plus les choses comme avant ». (9 novembre 2013)

Le passage d'une telle solidarité entre les familles pour les occasions à l'achat de plats préparés est donc peut-être lié à une combinaison du temps passé loin les uns des autres et des conflits nés de la reconstruction. Il est possible qu'avec le développement conjoint de ces familles unies par un quartier, il y ait eu une solidarité liée au fait de partager la même situation. Après la guerre, les conditions de chaque famille se sont transformées, créant des inégalités et des préoccupations nouvelles.

Maintien des relations de proximité sociospatiale : « dans les joies et les peines »

Plusieurs habitants expriment justement que ce sont « les joies et les peines » (fêtes, décès), au fil des ans, qui remettent en place les relations de proximité sociospatiale. C'est justement à l'occasion des mariages, des fêtes religieuses et des funérailles que les habitants d'un quartier sentent que leurs relations sont entretenues.

Puis la mère me raconte la visite de son fils de Belgique à Ramadan. Il a adoré ça, Ramadan ici c'est magnifique (tout le monde fait oui). Toute l'année c'est moins bien qu'avant sauf à Ramadan. Parce qu'il y a ces cours publiques pour compenser. Pendant Ramadan, on se rassemblait dans ces cours, on avait mis des chaises dehors. (9 novembre 2013)

⁴⁷ Plats traditionnels.

⁴⁸ Galette garnie de viande que l'on commande chez un boulanger.

Durant le mois de Ramadan, les pratiquants jeûnent toute la journée et se rassemblent en fin de journée afin de prendre le repas ensemble. Ce sont ces moments de réjouissances que cette femme mentionne, durant lesquels la famille élargie et les voisins se rassemblent afin de partager la nourriture.

La mère de Sawsan dit ce que les gens disent souvent, qu'avant les gens s'aimaient plus, etc. Je lui dis que j'aimerais savoir comment ces relations entre les gens sont en train de se refaire. Elle parle des funérailles [d'aujourd'hui], et comment un évènement triste rassemble les gens de nouveau, et ça fait que, tout doucement ces liens se recréent. Elle ajoute : lors des évènements heureux aussi. (9 novembre 2013)

Ce jour-là, dans le petit quartier de Damoun où j'ai interrogé plusieurs familles, une femme vient de décéder dans la nuit. Le quartier entier est attristé, et plusieurs personnes me mentionnent les funérailles qui ont lieu ce jour-là. Elles sont souvent mentionnées comme l'occasion de se rendre compte qu'après tout, le quartier est encore soudé. Ce jour-là, j'avais noté dans mes observations que les espaces communs, les rues et les cours, étaient plus occupés que d'habitude. Une quinzaine d'homme avaient aligné des chaises de part et d'autre d'une rue le long des murs, recevant ainsi les condoléances des visiteurs.

Mis à part les moments de réjouissances ou de peines communes, j'observe que les quartiers demeurent des milieux de relations nourries et de ragots. Les voisins se réunissent les uns chez les autres afin de se raconter les nouvelles du quartier. La proximité spatiale retrouvée dans les quartiers du Vieux camp ramène les pratiques d'observation mutuelle et de commérages : on parle du couple qui s'est séparé hier soir et que l'on a entendu se disputer juste avant, on fait circuler les nouvelles de fiançailles, on se passe le mot lorsqu'il y a un jeune à marier dans une famille. Les commerçants du coin savent aussi toujours où habite untel.le et peuvent indiquer son logement. Lorsqu'on marche dans les rues d'un quartier, on croise de nombreuses personnes à saluer de la tête. Toutes ces petites interactions, au jour le jour, recréent un sentiment de communauté qui prendra du temps à retrouver sa complétude d'avant la guerre, ou qui ne la retrouvera peut-être jamais, mais qui existent néanmoins de plus en plus.

Ainsi, on retrouve au sujet de la section reconstruite du Vieux camp des propos positifs qui contredisent ceux cités plus haut, en particulier par rapport aux portes qui ont changé d'emplacement.

Je l'interroge au sujet des voisins, si ce sont les mêmes, s'il les fréquente, etc. il dit que oui, en gros, ce sont les mêmes voisins aux mêmes emplacements, il semble apprécier

son quartier. Il dit, bon, une porte changée par ici, une porte par-là, ce n'est rien, l'important c'est que sur tout le bloc, ce sont les mêmes personnes. (6 novembre 2013)

« On a juste un voisin qui est nouveau, c'est Abou Samir, en fait, il habitait déjà là, mais sa porte était de l'autre côté, donc ce n'était pas un voisin. Maintenant il a sa porte ici, avec nous dans la cour. Au début j'avais peur de ce nouveau voisinage, mais en fait ça s'est très bien passé, c'est un monsieur âgé avec sa femme, âgée aussi, et on s'entend très bien. » (12 novembre 2013)

Plusieurs personnes rapportent donc un retour de relations harmonieuses avec leurs anciens voisins et même avec ceux qui ont changé, ne semblant pas considérer qu'il s'agit là d'un bouleversement majeur.

Si un retour de proximité spatiale apporte un certain retour de la proximité sociale entre les habitants, il est plus intéressant de remarquer que l'éloignement spatial n'élimine pas totalement la proximité sociale. En effet, les habitants conservent une mémoire des relations quotidiennes qu'ils entretenaient avant la guerre, contrairement à ce qu'ils affirment généralement.

Quand il croise son voisin d'avant, il l'appelle « cher voisin », lui demande des nouvelles de tout le monde, sa famille, etc. (17 octobre 2013)

Cette persistance du titre « voisin » est très commune, la plupart des personnes rapportant considérer leurs anciens voisins comme étant leurs « vrais » voisins.

Surtout, les relations familiales ne sont pas si éclatées que ne le suggèrent les discours des habitants. Dans la famille chez qui j'habite, mais aussi dans les autres familles que je fréquente ou à qui je rends visite, les membres, surtout les femmes, se rencontrent au quotidien. Avant la guerre, le salon d'un grand appartement ou le rez-de-chaussée d'un immeuble était le lieu de rendez-vous et de passage quotidien de tous les membres habitant dans cette « unité familiale-architecturale ». La disparition de cet espace commun de proximité ne fait toutefois pas disparaitre cette forme de sociabilité quotidienne. Pour chaque famille, un ou deux espaces de rencontre quotidienne apparaissent dans le camp. Ces espaces se créent pour plusieurs raisons stratégiques ou relationnelles, que ce soit la proximité de l'emploi ou du lieu de passage d'autres membres, l'espace disponible pour accueillir plusieurs personnes, ou l'impossibilité physique de certaines personnes de se déplacer. Par exemple, dans la famille qui m'a hébergée, ce lieu était parfois le logement de la grand-mère, Em Omar, très âgée et ne pouvant pas se déplacer, où habite également une de ses filles. Lorsque Em Omar est en voyage, cet espace est transféré à une cour intérieure où habite une autre des sœurs, Nidal. Les pratiques

et les caractéristiques de cet espace seront détaillées plus loin, en conclusion de la partie II de ce mémoire. Il suffira de dire ici que cette cour est stratégiquement placée à mi-chemin entre les logements des autres membres et qu'elle est assez spacieuse pour accueillir toute la famille.

Il n'est donc pas étonnant que la plupart des personnes disant qu'elles ne voient plus leurs cousin.e.s ou frères et sœurs sont les hommes. Eux avaient l'occasion de voir leur frère tous les jours en rentrant du travail parce qu'ils habitaient le même logement, ce qui n'est plus possible après la dispersion des familles. Les femmes, elles, sont mobiles dans le camp toute la journée entre autres à cause de toutes les tâches de travail reproductif qu'elles doivent accomplir. Leur journée alterne moments d'immobilité qui voient les visiter d'autres femmes en mouvement et moments de mobilité durant lesquels elles « passent » chez plusieurs femmes. Comme il a été dit plus loin, certaines personnes se déplacent même hebdomadairement de Beddawi afin de passer des moments quotidiens à Nahr el-Bared, celui du café ou de la arguileh* par exemple.

Renouvellement des relations: « les temps de guerre rapprochent »

La dispersion des habitants loin des quartiers et communautés qui les entouraient a donc modifié les relations qu'ils entretenaient avec leur entourage. Cependant, ils se sont implantés dans de nouveaux quartiers ou même de nouvelles villes, ce qui a fait naître, en sept ans, de nouvelles relations de proximité sociospatiale. Ainsi, dans tous les quartiers du camp Adjacent et dans les zones de *baraksat**, les personnes que j'ai rencontrées avaient recréé des liens de voisinage significatifs.

Une habitante résume tous ces bouleversements socio-spatiaux lors d'une entrevue :

Répondante : là où les gens ont emménagé chez eux les rues sont larges. C'est vrai que les maisons sont petites, mais les rues sont larges. L'état d'esprit des gens a changé, par contre (« nafsiyet el nas »). Les gens sont devenus plus chacun pour soi, il y a moins de convivialité. Les gens avant s'asseyaient dans les ruelles, et restaient là, bien que c'était plus étroit. Tu vois l'été, il faisait chaud et les appartements étaient trop chauds, il n'y avait pas d'électricité, donc pas de possibilité de ventilateurs, les gens s'asseyaient dehors pour se rafraîchir. Aujourd'hui, ils ont la place de mettre une table et des chaises, mais ils ne le font pas, tu vas là et tu vois que chacun est dans son appartement.

Chercheure: Pourquoi, vous pensez?

Répondante : Je ne sais pas. Ici par exemple [dans le quartier], on s'assoit jusqu'à une heure du matin dehors.

([Une jeune fille présente] intervient : « on a passé beaucoup de temps dehors l'été »)
Répondante : L'été dernier, l'électricité coupait à minuit, le ventilateur s'éteignait, alors tu
voyais tout le monde sortir dehors et s'asseoir tous ensemble [à l'extérieur]. Dans le
[Vieux] camp avant c'était comme ça, les rues étaient vraiment étroites, tu voulais passer
par là, il y avait une femme de ce côté de la rue, une femme de l'autre, et un

Chercheure: Mais alors, est-ce que vous voyez souvent vos voisins du Vieux?

Répondante : Oui, quand même, quelques-uns. Mais tout le monde est très dispersé maintenant.

Chercheure: Et vos voisins ici? Comment est votre relation avec eux?

regroupement de femmes autour, tu pouvais à peine passer.

Répondante : Ah, très bonne, nous nous voyons souvent, (elle m'indique la jeune fille originaire de Yarmouk :) c'est une voisine ; elle est Syrienne⁴⁹, mais tu vois, elle passe du temps ici. Voilà. (24 novembre 2013)

Ainsi, cette femme se dit plus à l'aise dans son nouveau quartier, dans le camp Adjacent. Il faut dire que l'entrevue se déroule dans son commerce, qu'elle a ouvert depuis son installation dans le quartier. Elle y connait donc beaucoup de personne, et joue un rôle de rassembleuse. On voit souvent plusieurs femmes réunies devant la porte de son commerce. La jeune fille qui participe à la conversation est une réfugiée du camp de Yarmouk qui s'est installée dans le quartier et qui semble également s'être liée d'amitié avec cette commerçante.

Les personnes qui ont choisi de rester ancrés dans leur nouveau quartier malgré la reconstruction de leur logement dans le Vieux ont déjà été mentionnées. Celles-ci, comme la femme citée ci-dessus, ont recréé de nouvelles sociabilités liées au quartier où elles habitent. Les personnes qui déménagent dans le Vieux après la reconstruction de leur logement n'en abandonnent pas plus ces relations entretenues pendant six ans. Au contraire, elles les conservent, étendant ainsi leur réseau social qui joint à présent ceux de deux quartiers ou plus.

Est-ce qu'elle a gardé contact avec ses voisins de l'Adjacent [après avoir déménagé dans le Vieux]? Oui, ils sont venus lui présenter leurs félicitations quand elle a déménagé ici. (12 novembre 2013)

C'est aussi ce qu'envisagent les personnes en attente de la reconstruction de leur appartement :

Bien sûr, elle a maintenant de bonnes relations avec ses nouveaux voisins [de l'Adjacent], qui vont durer après qu'elle parte. (23 octobre 2013)

161

⁴⁹ Bien qu'ils soient tous Palestiniens, les Palestiniens de Nahr el-Bared appellent les réfugiés de Yarmouk « les Syriens ».

Mais au-delà des frontières du camp, les relations sociales se sont étendues jusqu'aux espaces où les habitants de Nahr el-Bared avaient trouvé refuge, principalement à Beddawi. De plus, certaines amitiés se sont créé à Beddawi puis se sont transférées à Nahr el-Bared lorsque la majorité des habitants y sont retournés.

Elle a dit qu'elle avait rencontré plein de personnes à Beddawi. [...] « Et je suis encore amie avec elles, elles habitent maintenant dans le Vieux. On allait étudier dans la cour de l'immeuble, et on faisait connaissance, où habites-tu, etc. Mais en fait, dans l'abri [à Nahr el-Bared les premiers jours de la guerre] aussi, on a fait connaissance avec des voisins qu'on ne connaissait pas. » « Tu sais, les temps de guerre rapprochent », elle ajoute en souriant. (25 octobre 2013)

Les réseaux sociaux d'après la guerre sont donc bien plus étendus qu'avant grâce aux déplacements multiples que les habitants ont dû subir depuis 2007. Il est difficile de croire que ces relations ne seront pas conservées même après la stabilisation résidentielle des familles.

Des mobilités en mutation

Les pratiques de déplacement et la mobilité en général dans le camp ont changé par rapport aux formes qu'elles prenaient avant la guerre. Il est certain que les familles, se trouvant en situation de recherche de logement, déménagent plus souvent qu'avant la guerre et que ces investissements successifs des logements et de leurs quartiers élargissent déjà leurs espaces de familiarité. Cependant, les mobilités des personnes au quotidien, également, semblent avoir des conséquences sur la manière dont l'espace du camp est considéré et vécu.

Avec leur exil à Beddawi ou dans la région environnant Nahr el-Bared, les habitants du camp ont découvert de nouveaux espaces de vie qui, malgré leur retour au camp, restent familiers. L'exemple de Beddawi est ici mobilisé puisque c'est celui pour lequel j'ai le plus de données. En fait, Nahr el-Bared était un espace – une ville, on pourrait dire – presque auto-suffisant, comme le montre la description qui en a été faite dans le chapitre 2. Avec ses nombreux commerces très diversifiés où l'on pouvait trouver vêtements, meubles, bijoux en or et autres nécessités quotidiennes ou exceptionnelles, c'était vers Nahr el-Bared que le mouvement quotidien se faisait dans la région. Les Libanais de la région fréquentaient donc le camp tant pour leurs courses quotidiennes que pour les occasions. Les habitants du camp eux-mêmes avaient rarement le besoin de sortir du camp. Cela était en fait surtout le cas des femmes puisqu'une grande proportion d'hommes travaillaient à Tripoli et sortaient quotidiennement du camp. Les

femmes, elles, trouvaient tout ce dont elles avaient besoin dans le camp, et étaient peu encouragées à en sortir à cause des mœurs assez conservatrices à l'époque. Avec l'éclatement des réseaux familiaux, la disparition des commerces et la nécessité conséquente de sortir du camp pour diverses raisons, le camp déborde de ses frontières autrefois bien limitées.

La persistance des pratiques sociales mentionnée plus haut donne donc paradoxalement lieu au renouvellement et à la réinvention de pratiques spatiales. Ainsi, les habitantes qui veulent maintenir un rythme de fréquentation régulier des membres de leur famille doivent adopter une mobilité plus étendue à l'intérieur du camp. Alors qu'avant la guerre, elles n'avaient qu'à traverser la rue ou même un couloir afin de rencontrer leurs mères, sœurs, tantes et cousines, elles doivent à présent se déplacer d'un quartier du camp à l'autre afin de le faire. Leurs trajets quotidiens sont donc plus étendus dans l'espace du camp et s'articulent autour de quelques lieux-clés fréquentés presque tous les jours. Le type de mobilité quotidienne se forgeant autour d'espaces repères sera explicité plus en détails dans la description en fin de partie II à travers l'étude d'un espace spécifique, « la cour de Nidal ».

Le séjour temporaire à Beddawi, surtout, semble avoir bouleversé le rapport des femmes à la mobilité. Les femmes, peu encouragées avant la guerre à explorer des espaces « lointains » découvrent Beddawi et se mettent à connaître ses ruelles, en y habitant au moins un an avant le retour à Nahr el-Bared. Aujourd'hui, Beddawi reste une destination pour l'achat de vêtements ou pour le maintien de ces relations qui restent fortes, par exemple pour la visite d'une amie ou d'une cousine qui y habite encore. Ainsi, c'est prioritairement vers Beddawi que les femmes se tournent lorsqu'elles ne trouvent pas le produit à acheter à Nahr el-Bared et non pas à Tripoli où le quartier commerçant est bien plus grand.

Mona et Em Ziad ont parlé de magasinage : « On cherche d'abord à Nahr el-Bared, et puis on va magasiner à Beddawi si on ne trouve pas ».(13 octobre 2013)

Cela est dû en partie au fait que, durant mon séjour à Nahr el-Bared, la situation est tendue à Tripoli et des batailles y éclatent souvent entre les camps opposés. Cependant, cela est dû plus généralement à la familiarité des rues et ruelles de Beddawi pour les femmes désirant y magasiner. J'accompagne des filles lors d'une journée de magasinage et de visites à Beddawi :

J'ai fait remarquer aux filles qu'elles avaient l'air de bien connaître le camp. Oui, elles y ont habité 2-3 ans avant de revenir à Nahr el-Bared. Elles connaissent la rue principale.

Chez une amie, j'ai rencontré une de ses voisines qui s'est mariée avec quelqu'un de Beddawi. Ses parents sont à Nahr el-Bared. (18 octobre 2013)

Cette connaissance de Beddawi et de certaines de ses habitantes confère aux habitantes une mobilité plus grande entre Nahr el-Bared et cette banlieue de Tripoli, ce qui est relevé par certain.e.s de mes répondant.e.s, et vu d'un œil parfois positif

« Le camp était très conservateur et traditionnel, et quand tout le monde est allé à Beddawi, les gens ont commencé à prendre de la culture plus souple de ce camp-là. Certaines choses sont positives, comme par exemple avant, [mon] père ne laissait pas [mes] sœurs sortir de la maison à part pour aller chez les voisins, puisque tous les membres de la famille habitaient dans le même espace. Maintenant, elles vont à Tripoli acheter des choses, ou à Beddawi, toutes seules. » (17 octobre 2013)

et souvent négatif

Informateur-clé: Par exemple, [le répondant cité ci-dessus] a parlé du fait que son père avant la guerre, interdisait à sa sœur d'aller seule à Tripoli, ou disons à Beddawi. C'est-à-dire [qu'il lui était] interdit de sortir seule par exemple, donc il fallait que ce soit deux femmes ensembles ou une femme avec son fils, etc. Après la crise et notre exil à Beddawi. et notre retour ici, on a ramené des choses avec nous.

Répondant : Ce n'est pas « on a ramené», ça nous a été imposé.

Informateur-clé : Oui, mais on a maintenant une certaine liberté pour la femme...

Répondant : Non, ce n'est pas une question de liberté. Non, non, je ne considère pas que ce soit de la liberté. Parce que la liberté c'est une chose, et l'imposition c'est autre chose. Nous, on nous a imposé une réalité, un vécu. (26 octobre 2013)

Les femmes deviennent donc relativement plus mobiles que ce soit pour sortir du camp ou pour se déplacer à l'intérieur du camp. Mis à part cette mobilité accrue des femmes, c'est le rapport au territoire de tous les habitants qui se modifie avec le processus de la reconstruction, d'abord à cause de la transformation du bâti dans le camp puis à cause des changements des lignes principales de transport en commun.

En effet, le camp Adjacent était assez peu densément construit avant la guerre. On y trouvait donc des espaces verts privilégiés parmi les habitants pour la promenade, la détente et le loisir. Les habitants citent souvent le bord de mer et la « rue de la corniche » comme espaces principaux de loisir. Avec la densité de personnes qui s'y réinstallent après la guerre, l'Adjacent voit disparaître ces espaces auparavant verts.

Chercheure: Et où sont les lieux où vous aimez sortir, prendre l'air, dans le camp?

Samir : Avant la guerre, il y avait le bord de la mer, et il y avait aussi cette rue, « de la corniche », où il y avait des arbres, où on venait s'asseoir, etc.

Chercheure : Et aujourd'hui ?

Nawal [sa femme] intervient : Beddawi ! et Tripoli aussi. (6 novembre 2013)

La recherche d'espace de loisirs à l'extérieur du camp provient donc de cette familiarité élargie (à Beddawi et Tripoli) mais aussi de la disparition des espaces destinés à cet usage dans le camp en raison de la densification.

Avec l'exil d'une majorité de personnes à Beddawi, la configuration du transport en commun a changé. Les chauffeurs de *service** [taxi collectif] du camp ont cessé de faire l'axe Nahr el-Bared – Tripoli et se sont mis à faire l'axe plus direct Nahr el-Bared – Beddawi. Cela a d'abord commencé lorsque les propriétaires de logements dans le camp Adjacent, durant six mois environs, ont fait l'aller-retour de Beddawi au camp afin de reconstruire eux-mêmes leurs logements. Un de ces homme m'explique :

Tous les jours je descendais de Beddawi à 7h du matin [vers Nahr el-Bared], je restais jusqu'à 7h du soir, je prenais des jeunes avec moi pour travailler, on jetait ces débris et ce sable. (16 novembre 2013)

Les services* font des trajets pour lesquels ils accumulent le plus de client lors du départ de Nahr el-Bared. Avant la guerre, ils allaient le plus souvent vers Tripoli puisque c'est là que les femmes allaient magasiner et que les hommes se rendaient pour leur emploi. L'autre option pour voyager vers Tripoli est de marcher jusqu'à la frontière du camp (l'autoroute) et de prendre de là un autobus qui fait l'axe Akkar – Tripoli. Alors qu'avant la guerre les services* étaient l'option la plus commune pour aller à Tripoli, c'est la deuxième option qui prime après la guerre :

Dans le bus vers Tripoli avec Abou Ziad, je lui demande s'il y a beaucoup de personnes de Nahr el-Bared qui travaillent à Tripoli. « Oui, pas mal. Et les gens ont pris l'habitude de marcher jusqu'à l'autoroute pour attendre le bus parce qu'après la guerre, il n'y avait pas beaucoup de services* de Nahr el-Bared qui allaient à Tripoli. Tous les allers retours étaient entre Nahr el-Bared et Beddawi, parce que c'était plus rentable et plus en demande. » (4 décembre 2013)

Il est donc aujourd'hui possible de trouver un *service** qui fait le trajet vers Tripoli. Cependant, le voyage en autobus est moins cher et plus fréquent que les *services** qui y vont, puisque le chauffeur de *service** doit attendre que la voiture se remplisse avant de partir. Les habitudes

quotidiennes des habitants et les lignes de transports en commun ont donc changé en s'influençant l'une l'autre.

Les mobilités des habitants, et surtout des habitantes du camp ont donc beaucoup changé après la guerre et leur retour à Nahr el-Bared. Il est cependant difficile de dire à quel point ces mobilités sont en mutation par rapport au passé. En effet, les déplacements vers Beddawi seront toujours importants en raison de la présence de l'UNRWA dans ce camp de réfugiés palestiniens. Ainsi, par exemple, en cas de grève ou de fermeture des cliniques, les habitants de Nahr el-Bared se tournent naturellement vers les cliniques de Beddawi. Également, comme le sent le répondant cité à la page précédente, ces changements sociaux menant à une mobilité accrue chez les femmes sont vécus comme une imposition en raison de la guerre qui a eu lieu et de l'insécurité qui l'a suivie, ce qui est détaillé ci-dessous. Il est ainsi possible que la sensation de suffocation exprimée par les répondantes citées au début de cette section soit une réponse au sentiment d'insécurité à l'extérieur du camp causé par un contrôle social accru des déplacements des femmes ou par le sentiment de malaise à se retrouver à l'extérieur de sa zone de confort. Il est ainsi difficile de dire à quel point l'espace de familiarité des habitants s'est réellement élargi, même s'il est certain qu'il s'est transformé après la guerre. La question qui se pose donc est: les frontières du camp sont-elles plus ouvertes - tant symboliquement que concrètement – ou plus fermées qu'avant ?

Insécurité(s)

« Je sens que les gens de Nahr el-Bared se sont ouverts au monde (tfatahat 'al dounia), comme il y a beaucoup de gens qui sont allés à Beyrouth, à Tripoli, à Beddawi. Avant c'était... maintenant les gens se sont ouverts au monde, je sens. » (24 novembre 2013)

Comme cela a été dit précédemment, le camp est dépeint dans les discours de ses habitants comme un espace assez fermé sur lui-même et assez conservateur avant la guerre. C'est de là que la répondante ci-dessus observe une ouverture accrue causée par le déplacement des habitants vers d'autres villes et régions. Comme cela a été décrit plus haut, les mobilités des femmes se modifient, que leur sociabilité – et celle de tous les habitants d'ailleurs – change et que le rapport de habitants à l'espace évolue de manière générale. Cependant, cela est souvent dépeint en des termes négatifs. On trouve à Nahr el-Bared un sentiment généralisé de perte de contrôle des mœurs du camp. Lorsqu'on évoque la guerre, la disparition de la morale est l'une

des premières conséquences évoquées. Ce sont – on ne s'en étonne pas – particulièrement les hommes qui soulèvent ce problème.

Il me parle d'abord et en premier de sa femme, qui fume la arguileh*, qui ne la fumait pas avant la guerre et qui a fumé trois ans en cachette. Avant la guerre, le camp était fermé, il avait conservé ses mœurs, la femme respectait son mari ; il y en avait qui travaillaient, mais quand même peu. (6 novembre 2013)

Concernant les mœurs des femmes, c'est leur contact avec Beddawi qui est évoqué. La proximité de Beddawi avec la ville est perçue comme l'une des raisons de la différence de ses mœurs.

« Beddawi avait une ambiance de ville. Nous ici, on était plus comme un village, on était dans l'ambiance de Akkar, de la région. Là bas ils étaient dans l'ambiance de Tripoli. » (6 novembre 2013)

Tel qu'évoqué auparavant (chapitre 3), les femmes de Beddawi sont considérées comme plus libérées; cela est évoqué à travers leur manière de s'habiller, le fait qu'elles fument la *arguileh** et qu'elles s'occupent moins de leurs familles, par exemple. Mais ce n'est pas uniquement Beddawi qui est évoqué comme origine des transformations des mœurs. On évoque également le choc de la guerre.

« [L'une des principales raisons pour lesquelles la guerre a tout transformé est] la situation difficile psychologiquement : imagine, tu avais tout. Moi par exemple, j'ai obtenu mon diplôme en [19..], j'ai travaillé 20 ans. Après ça, je suis sorti de ma maison tel que je suis, avec ma femme et mes enfants, avec mes vêtements sur le dos et 1 million de livres [libanaises] dans la poche [près de 670\$ US]. Rien d'autre. Et peut-être que ce que j'ai perdu est une goutte d'eau par rapport à quelqu'un d'autre. Celui-là a perdu 500000\$, l'autre un million, etc. Donc imagine, quand on est arrivés à Beddawi, les gens avaient tout perdu, il ne leur restait rien. D'un autre côté, personne ne savait si ça allait être reconstruit, c'est à dire [qu'on avait devant nous] un avenir complètement inconnu. Dans cette situation, évidemment qu'on se dit on va fumer la arguileh*, arrêter d'épargner, boire, etc. » (6 novembre 2013)

En fait, au lendemain de la guerre, un grand sentiment de détresse domine les habitants. La guerre elle-même est incompréhensible pour eux, mais, encore plus, les mois qui l'ont suivi. Alors que certains bâtiments tenaient encore debout, les autorités décident de raser tout le Vieux camp. Les bâtiments « habitables » que mentionnent plusieurs habitants interrogés ne

l'étaient peut-être pas réellement tous. Il y a cependant effectivement eu, de la part des autorités libanaises, une volonté de faire de Nahr el-Bared un camp modèle (Sheikh Hassan et Hanafi 2010). Ce geste a miné la confiance que pouvaient avoir les habitants en l'État. En fait, comme le montre Peteet (2005, 60), la question de la confiance est saillante dans les études des réfugiés. En effet, dans une situation où les réfugiés sont dépendants des ressources et du jugement de ceux qui les aident, leur relation avec ces derniers est inévitablement teintée de pouvoir. L'absence de confiance des habitants de Nahr el-Bared est particulièrement visible dans leur traitement d'Artozia, ville archéologique précédemment mentionnée (chapitre 2) découverte lors des excavations de reconstruction. Cette découverte a passablement retardé la reconstruction avant que le gouvernement décide de recouvrir le sol d'une dalle de béton afin de conserver les ruines pour l'avenir. Les seuls moments où les habitants mentionnent Artozia, c'est pour affirmer que les ruines trouvées sont des traces des premiers réfugiés arrivés sur le terrain. On mentionne, en riant, que ce sont les toilettes de leurs grands-parents qui ont été découvertes, qui étaient à l'époque des trous solidifiés avec des briques. On mentionne aussi les plats de terre cuite dans lesquels leurs grand-mères servaient le petit-déjeuner, qui ont été trouvés et dont les archéologues pensent qu'ils sont des artéfacts antiques. Hirsch et Levert (2009, 210) font une analyse intéressante des théories de la conspiration qui apparaissent au lendemain de la destruction de Katrina. Il affirment que « first, [the African American] had history as a teacher ». Les réfugiés de Nahr el-Bared, eux aussi, connaissent l'histoire. Il est vrai que deux camps au Liban ont déjà été détruits et jamais reconstruits. Il est vrai, également, qu'il est difficile de croire qu'après avoir détruit le camp, le gouvernement libanais déciderait de le reconstruire.

Avec ces rebondissements mettant en question leur véritable retour au camp, un grand sentiment s'insécurité règne dans le camp. Mais ce sentiment s'étend au-delà des premiers mois suivant la guerre. Un incident survenu lors de l'enquête de terrain éclaire la question de l'insécurité et la manière dont il se rattache de près à la reconstruction. Le 1er novembre 2013, au petit matin, le corps d'un jeune homme du camp est retrouvé au bord de la plage, lacéré de coups de couteau. Il n'est pas nécessaire de narrer les suites juridiques du fait divers, mais ses échos dans les jours qui suivent sont éloquents quant aux bouleversements qui secouent le camp dans cette période d'après-guerre. Les réactions entendues au sujet du meurtre sont assez unanimes. À part la réprobation générale des criminels et l'appel à leur condamnation en justice, les habitants semblent s'accorder sur la raison de l'acte dans leur camp : la guerre. Cet incident transforme soudainement le camp : non seulement il devient le sujet de tous les sujets de conversation, mais il exacerbe également à l'extrême le sentiment d'insécurité de ses

habitants. Il m'est expliqué comme l'exemple par excellence de la manière dont la guerre a transformé le camp, et reflète parfaitement le sentiment d'anomie qui règne.

Conclusion

Avant la guerre, le type dominant de relations était celui qui associait proximité sociale avec la proximité spatiale et ce, en raison de l'histoire du développement des quartiers du camp. C'est de là que provient le sentiment de perte de ses relations sociales avec la dispersion des familles dans plusieurs quartiers du camp. Les habitants conservent néanmoins plusieurs de ces relations passées et les pratiques les entretenant. On est cependant également témoin de la naissance de relations sociales dans les quartiers nouvellement investis, relations qui seront maintenues au retour des familles dans leur logement « d'origine ». Il est important de noter que ces constats autour des relations de proximité sociospatiale – leur éclatement, leur maintien et leur renouvellement – cohabitent chez les mêmes personnes qui vivent ces trois formes de sociabilités spatiales en même temps.

La guerre a donc eu des effets contradictoires sur l'attachement au lieu : d'un côté, le sentiment d'avoir toutes les valeurs, la cohésion et le contrôle sociaux règne. Le camp lui-même est perdu : on me parle de « l'époque du camp » (*iyyem el mokhayyam*). D'un autre, le fait d'avoir traversé l'épreuve collectivement apporte une fierté d'appartenir à Nahr el-Bared. Le camp est encore vécu comme un lieu d'attachement fort.

Bien que les habitants ressentent tout l'espace du camp comme une entité à laquelle ils appartiennent, leur détresse après la guerre provient de l'éclatement de cellules qui étaient parfaitement emboitées, du foyer au voisinage au quartier au camp. C'est la reconfiguration de ces entités dans l'espace qui fait dire à plusieurs de mes interlocuteurs que leur camp est « éclaté » (moufakfak). C'est ensuite ce sentiment d'éclatement du camp qui procure un sentiment d'insécurité profond, qui associe la guerre avec la disparition des mœurs et la montée du crime et des délinquances.

(Description) Réflexions sur les espaces publics à Nahr el-Bared : de la rue à la cour de Nidal

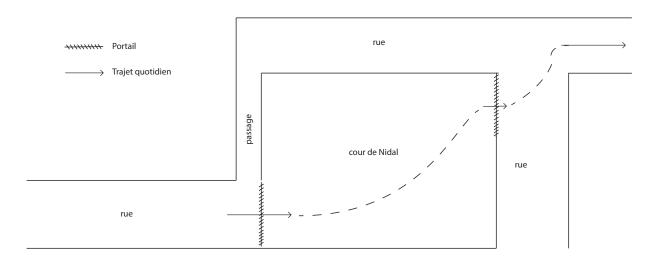


Figure d2.1 : Reproduction modifiée⁵⁰ d'un schéma réalisé dans le carnet d'observation : la cour de Nidal.

Nidal habite à peu près à cinq minutes à pied du logement de la famille qui m'héberge. Elle habite également à mi-chemin de la boutique où Mona travaille. En fait, si elle passe par la rue principale, Mona arrive beaucoup plus vite à la boutique. Elle n'aime cependant pas prendre ce trajet, parce que la rue principale est bruyante, qu'il y a beaucoup plus de passage et qu'il y a également des jeunes hommes qui flânent. Mona prend donc un chemin en zig-zag qui passe par les rues d'un quartier qu'elle traverse. Dans ce quartier habitent Nidal, mais aussi Jamal et Em Omar. Une partie de ce trajet est présenté dans le plan ci-dessus. On y voit un type de réseau viaire assez commun dans le camp Adjacent, déterminé par une combinaison de logements avec une cour fermée menant au logement. Certaines rues sont assez larges pour laisser passer une voiture, mais on y trouve aussi des ruelles, ou plutôt des « passages » étroits (zawarib*), aussi larges qu'une personne.

Tous les matins, après avoir fait le ménage, Mona se dirige vers la boutique où elle travaille. Prenant un léger détour, elle traverse donc le quartier où ses tantes et sa grand-mère habitent. Arrivée devant le premier portail menant à la cour de Nidal, elle emprunte parfois le passage à côté afin de reprendre la rue quelques pas plus loin. Cependant, si elle sait que Nidal ou Nour

⁵⁰ La composition véritable du bâti et du réseau viaire de cette section du camp a été modifiée et certains éléments omis afin de protéger l'anonymat des répondant.e.s.

(sa fille) sont à la maison, elle passe par la cour avant de reprendre son chemin par le deuxième portail, tel que présenté dans le schéma. Au retour du travail, elle fait le trajet inverse.

La cour est souvent occupée. Nidal s'y assoit souvent, accompagnée de certains de ses enfants. Elle y prend le café, accueille la visite de voisines qui passent le temps avec elle dans cette cour, ou prépare un repas de la journée. Sa sœur, Jamal, utilise une pièce attenante qui possède une porte séparée de son logement comme atelier. Des personnes ayant besoin de ses services passent souvent par là. Même si Jamal n'est pas là, Nidal ou Nour peuvent noter la commande. Nour donne des leçons d'aide scolaire à domicile; il y a donc également des enfants qui passent à la cour de temps à autre afin de confirmer ou de changer un rendez-vous.

Le matin, donc, j'accompagne parfois Mona au travail. Nous nous arrêtons dans la cour de Nidal, où nous la trouvons assise. Elle nous propose le café, nous acceptons avec joie. Elle en profite pour nous demander des nouvelles de Em Ziad, et elle discute avec Mona au sujet des derniers potins de la famille. Le vendredi, les commerces ferment tôt. Entre midi et une heure, Mona quitte le travail et prend souvent son repas du midi chez Nidal. Il lui suffit de passer par la cour et sa tante l'invite si elle a préparé un grand repas; ou bien, Nour a quelque chose à lui raconter, et lui demande de rester un peu. Si non, Mona passe dire bonjour et traverse jusque chez elle. Les messages entre Em Ziad et Nidal se passent souvent par le biais de Mona, dont le trajet quotidien fait le lien spatial entre les deux sœurs.

Lorsque les frères et sœurs de Nidal viennent en visite de Beddawi ou Tripoli, c'est là qu'on les trouve. Oncles et tantes, cousins et cousines fument leur *arguileh** dans la cour, parfois après que la nuit soit tombée. La cousine de Nour y est également souvent : elle prend ses repas avec Nidal et Nour puisque son lieu de travail est à proximité et qu'elle a une pause d'une heure pour manger, au milieu de la journée.

Le matin de la découverte du corps sur la plage, mentionné dans le chapitre 6, j'en ai discuté avec Nidal :

Après une visite à Mona à la boutique, j'ai aidé Nidal à [préparer à manger], dans la cour qu'elle a devant la maison. Je lui ai demandé pourquoi elle aimait s'asseoir dans cette cour. Elle me dit que l'intérieur l'étouffe. Elle aime être dehors. [Son fils] aussi aime ça. Dès le matin, elle vient s'asseoir ici, parfois avec [son autre fils] avant qu'il n'aille au travail. Ce matin, [elle s'y est assise une heure à méditer]. C'est là qu'elle s'est mise à entendre des gens parler dans le voisinage, de corps trouvé, « il est mort », etc. Elle est sortie et a su ce qui c'était passé. Elle est allée chez sa voisine et a bu quatre cafés chez elle tellement elle était affectée. Elles se sont rassemblées chez sa voisine.

Pendant que nous étions là, il y avait une de ses jeunes nièces qu'elle gardait, puis sont arrivées la voisine et sa fille. Puis Mona quand il y a eu la prière du midi (les vendredis, les magasins ferment une heure le midi, pour la prière, et Mona vient manger chez Nidal). Donc pas mal de passages par là. Il y avait aussi : tous les gens qui venaient donner des vêtements pour Jamal, et les élèves de Nour. (1^{er} novembre 2013)

Ce passage résume bien le type d'activités qu'il y a tous les jours dans cette cour. Mais il montre aussi le rôle de la cour dans la vie de quartier. Comme c'est un espace fermé (par des murs) conservant une ouverture par les portails que l'on peut garder ouverts, la cour devient le lieu de rassemblement de plusieurs voisines au alentours, lieu de passage et de discussions, donc de mouvement de la rue vers un espace domestique. Mais on y trouve également le mouvement contraire, comme lorsque Nidal sort de sa cour pour comprendre ce qui se passe. De la même manière que le balcon a un contact avec la rue tel que décrit dans la première description, la cour permet aux sons de la rue de parvenir à ses occupants. Cependant, elle permet également, contrairement au balcon, que s'y déroule une véritable activité politique, dans l'espace domestique. Les voisines et les sœurs de Nidal y entrent, elles discutent de la situation politique, de l'état et de la qualité de la reconstruction, des dernières nouvelles de l'UNRWA et d'autres sujets d'intérêt collectif. Tout cela se déroule également à l'intérieur des logements. La cour se présente cependant comme l'intermédiaire entre la rue et l'espace domestique privé puisque les allers et venues modulent les sujets de conversation tout le long de la journée. Elle permet également des rassemblements plus informels, puisque les femmes (ou parfois les hommes) peuvent y passer quelques minutes uniquement, sans devoir se plier aux conventions d'une visite formelle.

On l'a vu, les relations entre membres de la famille et entre voisins sont très importantes dans le processus de reconstruction. Ce type de rencontres informelles dans la cour de Nidal contribue à créer et renforcer un sentiment de solidarité et de communauté à la fois à l'intérieur de la famille et dans le quartier où Nidal habite en attendant son logement. D'un côté, ces relations quotidiennes entre voisin.e.s créent de nouveaux voisinages solidaires dans des quartiers où les résidants se connaissent depuis peu. D'un autre, les « traversées » de membres de la famille passant par là permettent de maintenir des relations proches alors que la guerre a dispersé tout le monde. C'est ainsi que Nidal s'ancre dans son nouveau quartier temporaire, d'un côté, et que tous les membres de sa famille se familiarisent avec un voisinage qu'ils et elles ne connaissaient pas.

CONCLUSION

La conclusion de ce mémoire s'articule en deux parties principales. En premier lieu, je reprends les résultats de l'enquête de terrain en lien avec la question de recherche et propose une réponse sous forme de typologie des pratiques quotidiennes de l'espace en articulant cette réponse aux écrits appropriés. En deuxième lieu, je reviens sur quelques outils théoriques mobilisés et sur les observations réalisées durant l'enquête afin de proposer des pistes de réflexions théoriques supplémentaires.

Pratiques de l'espace dans un camp en reconstruction

La question à laquelle je tente de répondre dans ce mémoire est : quel est le rôle des pratiques spatiales quotidiennes des habitants de Nahr el-Bared dans la reconstruction du camp ? On l'a vu, les habitants de Nahr el-Bared pratiquent l'espace de leur camp de nombreuses manières qui participent à sa reconstruction. Afin de revenir sur les trois chapitres précédents et d'offrir une synthèse des différentes pratiques de l'espace quotidiennes mentionnées, une typologie de ces pratiques peut être éclairante. J'identifie ainsi trois types de pratiques de l'espace dans le camp qui contribuent à sa reconstruction : les pratiques de (ré)appropriation, la reproduction des pratiques et, enfin, le renouvellement des pratiques.

Tableau c.1 : Typologie des pratiques ayant un rôle dans la reconstruction

Type de pratique et définition	Rôle dans la reconstruction	Exemples développés
Pratiques de (ré)appropriation Pratiques qui répondent à la dépossession du camp par la guerre.	Permettent aux habitants de faire du camp un espace leur appartenant et à leur image.	Réappropriation territoriale. Réappropriation identitaire.
Reproduction des pratiques Pratiques qui existaient avant que le camp ne soit détruit et qui persistent dans le camp d'aprèsguerre.	Permet de faire exister de nouveau le camp d'avant-guerre et de conserver une familiarité des lieux.	Reproduction des pratiques dans le cadre bâti. Reproduction des pratiques dans les relations de proximité sociospatiale.
Renouvellement des pratiques Pratiques qui n'existaient pas, ou peu, avant la guerre, et que la destruction du camp, et sa reconstruction ont permis d'exister.	Transforment le camp et en font un espace nouveau.	Renouvellement des pratiques dans les relations de proximité sociospatiale. Renouvellement des mobilités (surtout celles des femmes).

Les pratiques de (ré)appropriations sont celles qui permettent aux habitants de faire du camp un espace propre, leur appartenant et à leur image. L'idée de *r*éappropriation provient du constat que les habitants ont vécu la guerre et tout ce qui l'a suivi comme une dépossession de leur camp. Cette dépossession se fait tant dans l'espace physique du camp que dans ses représentations. La présence soudaine des membres de Fatah el-Islam dans le camp le

dénature : ce groupe semble être un corps étranger dont on ne comprend pas l'origine. Certaines personnes m'ont confié ne plus reconnaître leur camp durant cette époque. Ensuite, la guerre qui détruit tout le camp ôte leur logement à ses habitants. Par-dessus tout, ils sont témoins de pillages et de vandalisme de ces logements quand ils retournent sur place pour constater les dégâts. Suite à ces évènements, l'armée met en place des barrages de sécurité autour du camp, et personne ne peut circuler sans avoir plusieurs papiers d'identification et de permission d'être dans le camp. Les habitants dénoncent le gouvernement qui semble vouloir faire de Nahr el-Bared un « camp modèle ». En opposition à cette dépossession, les habitants déploient donc plusieurs tactiques de récupération de leur camp.

Le premier type de pratiques qui permettent aux habitants de se réapproprier le camp est territorial, puisque c'est à un enjeu territorial que les habitants se heurtent. Le Vieux camp étant soumis aux plans de reconstruction de l'UNRWA et de l'État libanais, il est physiquement inaccessible à ses habitants. De plus, le camp Adjacent est fermé aux passages, à l'exception de quelques points d'accès déterminés par l'armée. L'installation progressive des habitants dans la zone adjacente au Vieux camp et l'autoconstruction qui se déroule sur plusieurs mois est, on l'a vu, explicitement présentée par les habitants comme un geste de revendication territoriale. Ils s'y installent, sans aucune infrastructure pour les soutenir et dans un contexte très contraignant de contrôle constant de l'armée, afin de réaffirmer que Nahr el-Bared leur appartient et qu'ils tiennent à y revenir. Dans un premier temps, donc, les habitants se réapproprient le territoire situé autour du Vieux. Après leur installation dans cet espace « périphérique », la deuxième « frontière », celle qui sépare le camp Adjacent du Vieux camp est constamment transgressée, même si cela est illégal. Au quotidien, ce sont surtout les enfants qui franchissent les barbelés afin de jouer dans les terrains vagues qui ont remplacé des quartiers entiers, mais également, on l'a vu, plusieurs habitants traversent souvent cette frontière afin de vérifier l'avancement des travaux de leurs logements. Parmi ces pratiques de réappropriation territoriale, on peut aussi inclure le soulèvement qui mène à l'annulation du système de permis. Dès le lendemain de la guerre, donc, on assiste à une réappropriation du camp qui se fait par le franchissement d'une première frontière militaire et étatique puis d'une deuxième frontière physique pour enfin arriver au cœur du camp.

Le deuxième type de pratiques de réappropriation suit le premier dans le temps et concerne les pratiques qui ajoutent un sens au territoire approprié. Ces pratiques ont été mentionnées dans le chapitre 4, et désignent les différentes manières dont les habitants font de cet espace devenu étranger un espace plus familier, à soi. Elles se manifestent par la multiplication, dans l'espace,

de signes qui indiquent que le camp est bien palestinien. D'une certaine manière, ces marques réaffirment l'identité des habitants des lieux, que ce soit par un graffiti aux couleurs de la Palestine, un drapeau à sa fenêtre ou une fresque évoquant l'histoire et la mémoire du camp. Mais on peut également inclure dans ce type de pratiques toutes celles qui utilisent la ruse et la tricherie afin de faire de chaque logement un lieu de vie correspondant aux habitudes et au mode de vie de la famille qui va l'habiter. Plutôt que d'être explicitement dirigées contre l'État et le pouvoir comme dans les réappropriations territoriales, ces pratiques contournent un système de dépendance aux organismes internationaux et à l'histoire plus générale de l'effacement des Palestiniens.

Comme elles viennent en réponse à une perte du camp en raison de plusieurs circonstances politiques et de problèmes structurels, les pratiques de réappropriation décrites sont toutes politiques. Par ces pratiques, les réfugiés affirment leur droit d'exister et d'avoir un espace propre qui leur ressemble.

La reproduction des pratiques correspond à la persistance de certaines pratiques qui imprégnaient le camp avant qu'il ne soit détruit, de manière à raviver une certaine familiarité des lieux pour ses pratiquants. Petit à petit, ces pratiques re-construisent le camp, mobilisant au quotidien le camp détruit qui se profile en filigrane dans le nouveau camp. Par leur existence, elles montrent la ténacité des habitants du camp à être là, et surtout, à continuer à pratiquer leur espace d'une manière qui leur est propre, à la fois culturelle, politique et historique. Ces pratiques font écho à la notion de sumud*, très citée comme moyen de résistance des Palestiniens (Peteet 2005; Shalhoub-Kevorkian 2005; Richter-Devroe 2013), et à celle de résilience, commune dans les études des reconstructions (Vale et Campanella 2005a). Carola Hein (2005) démontre la manière dont, au gré des nombreuses destructions de la ville de Tokyo, les reconstructions successives changent somme toute assez peu la forme urbaine. C'est dans ce sens qu'on peut parler de résilience ou de sumud* à Nahr el-Bared, lorsqu'on examine ce qui se maintient ou ce qui reste familier. Dans ce domaine, toutes les formes de pratiques urbaines peuvent participer à la continuité de l'espace urbain : un tracé de rue et un déplacement quotidien ou occasionnel qui se maintiennent au même endroit, une manière de construire, une autre de laisser sa trace sous forme de graffiti, des voisins que l'on retrouve pour un café au bord de la rue, et même des colombes qu'on fait voler dans le ciel. Toutes ces petites actions du quotidien se retrouvent incorporées dans l'espace du camp, marquées dans les corps de ses habitants qui doivent les apprivoiser de nouveau à leur retour après la guerre.

Ainsi, malgré la transformation radicale du camp, les habitants continuent de reproduire certaines pratiques, ces dernières faisant écho, dans l'espace, au camp avant la guerre. Dans le chapitre 4, la persistance de manières de construire a été mentionnée. Les matériaux de construction que l'on retrouve dans le camp évoquent l'histoire du camp dans le bâti. Le zinco*, le bois, les matériaux de récupération et la rapidité avec laquelle les habitants les utilisent de nouveau appuient le caractère informel du camp qui résiste à sa « remise à neuf ». Les habitants apparaissent donc comme les véritables constructeurs du camp. Aujourd'hui, l'histoire du bâti du camp est visible dans la coexistence de tous ces matériaux de construction qui forment ensemble un palimpseste architectural et évoquent une mémoire du camp passé.

La forme la plus forte de reproduction des pratiques de l'espace est celle qui concerne les relations de proximité sociospatiale. Alors que la dispersion des habitants provoque un fort sentiment d'anomie et d'insécurité, au quotidien, les personnes dispersées continuent à se fréquenter et à entretenir les relations qui étaient autrefois liées par la proximité spatiale. Ainsi, les relations des habitants avec leurs anciens voisins et leur famille élargie demeurent importantes. Ce sont surtout les femmes qui jouent un rôle dans cette continuité des relations, puisque, par exemple, elles continuent à se rendre visite régulièrement comme si elles étaient encore voisines. En fait, le terme de « reproduction » fait écho à la notion de « travail reproductif » puisqu'en maintenant ces relations, les femmes maintiennent également un tissu social mis à mal par la guerre, ce qui permet aux familles de conserver une certaine solidarité. Dans la partie reconstruite du Vieux camp, où les habitants doivent se réhabituer à leurs voisinages, ce sont surtout les évènements spéciaux, de célébration ou de peine commune, qui les rassemblent de nouveau.

Les pratiques qui se reproduisent malgré un cadre spatial et urbain transformé donnent lieu, dans la même volée, à un renouvellement des pratiques. Le renouvellement des pratiques réfère à toutes les pratiques qui n'existaient pas, ou peu, avant la guerre, et que la destruction du camp et sa reconstruction ont permis d'exister. Du côté des relations de proximité sociospatiale, on note que les visites à un membre de la famille se maintiennent, mais que l'étendue spatiale de ces pratiques change. En effet, les femmes traversent à présent de plus grandes distances afin de pouvoir rendre visite à une parente ou une ancienne voisine. Ainsi, elles acquièrent une plus grande connaissance du camp au complet, ainsi que d'espaces hors du camp. La sociabilité ne se résume plus (dans sa majeure partie) aux espaces de proximités tels que le voisinage mais s'étend dans l'espace. Les possibilités de rencontre et de sociabilité s'étendent, elles aussi : on entretient ainsi de nouvelles relations ayant pour origine l'exil à

Beddawi et le quartier où l'on loge temporairement, en plus des relations « traditionnelles » familiales. Et ici encore, ce sont les femmes qui, principalement, mettent en pratique ces relations en rendant visite à toutes ces connaissance et en les invitant chez elles.

En fait, c'est toute la mobilité des femmes qui est transformée par le retour au camp après la guerre. Après un séjour plutôt long à Beddawi, Tripoli ou dans une autre ville au Liban, les réfugiées reviennent à Nahr el-Bared avec une nouvelle connaissance de l'espace hors du camp. Avant la guerre, le camp offrait une grande variété de commerces et peu de femmes se déplaçaient régulièrement hors de ses frontières. Après la guerre, puisque les commerces rouvrent à un rythme irrégulier, mais également parce qu'elles ont découvert de nouveaux marchés, les femmes se tournent plus régulièrement vers Beddawi ou Tripoli pour faire leurs achats. De plus, pour certaines, ces deux lieux peuvent servir d'espaces de liberté où rencontrer des ami.e.s, des amoureux ou simplement se promener sans être surveillée. Les hommes, qui avaient déjà une liberté de mouvement, ont conservé de leur côté les espaces d'évasion qu'ils pratiquaient avant la guerre (Puig 2012). Si plusieurs raisons mènent les habitants à pratiquer les espaces hors du camp, ce sont surtout les pratiques des femmes qui sont transformées par les bouleversements de la destruction du camp.

De manière générale, c'est toute la relation du camp avec « l'extérieur » qui est changée par les pratiques de l'espace après la guerre. Comme une première couronne autour du Vieux, le camp Adjacent passe d'un lieu assez peu dense en bâti, souvent consacré à la fréquentation d'espace verts et aux promenades à une extension directe du Vieux camp, assez densément peuplé. Cette transformation avait déjà commencé à s'opérer, notamment avec la construction d'un grand complexe d'habitation sur la rue de la Corniche dans les années 2000; elle s'accélère cependant au retour des habitants de la guerre. La mise en place de postes de contrôle fixes autour du camp Adjacent par l'armée renforce ainsi l'appartenance de ce dernier au Vieux camp et crée une cohésion entre ces deux espaces administratifs. Dans une deuxième couronne plus éloignée du camp, les différents espaces fréquentés par les habitants changent. Le transport en commun s'organise autour de l'axe Nahr el-Bared – Beddawi alors qu'il reliait auparavant plutôt le camp à la ville de Tripoli. La présence d'une « diaspora » de Nahr el-Bared à Beddawi intensifie les relations entre les deux camps. On assiste même à des échanges culturels entre les deux camps, ce que certains déplorent, Beddawi étant souvent associé à des mœurs plus libérales. On n'oubliera pas, enfin, les habitants de Nahr el-Bared qui ont fait le choix de ne pas revenir au camp. Au quotidien, cette décision transforme tout autant l'espace du camp de Nahr el-Bared, puisqu'il élargit son champ d'influence et intensifie les déplacements entre le nouveau lieu de vie et Nahr el-Bared : visites familiales, occasions spéciales, clients fidélisés; toutes les activités quotidiennes transforment les déplacements vers et à partir du camp.

Cette recherche visait à comprendre la manière dont la reconstruction, à grande échelle, d'un milieu urbain se fait au quotidien. Cette typologie permet de donner des pistes d'analyse de pratiques quotidiennes de l'espace. Les « modes d'action » de ces pratiques telles qu'elles ont été identifiées, l'appropriation, la reproduction et le renouvellement pourraient en fait décrire des pratiques « normales » dans toute ville ou espace habité. Dans le contexte étudié, cependant, ce que Puig (2012) nomme « une situation limite », ces pratiques prennent une intensité particulière. Tel qu'expliqué le long du mémoire, la reconstruction du camp semble s'inscrire dans un projet politique visant à faire du camp un « camp modèle » dans un pays où les camps de réfugiés palestiniens semblent être des espaces échappant à la souveraineté de l'État. En se réappropriant rapidement le territoire du camp d'abord, puis en y continuant leurs vies quotidiennes qui, jour après jour, remettent en place son identité, les habitants du camp résistent à la transformation radicale de leur camp. Des pratiques quotidiennes banales (faire les magasins, rendre visite à des proches, travailler, décorer, étudier) prennent un caractère explicite de résistance parce qu'elles se situent dans un contexte d'exception.

Les pratiques de l'espace dans le camp participent donc certainement à la reconstruction du camp. En parallèle à la reconstruction du bâti, ces pratiques contribuent à la mise en place, de nouveau, d'un camp approprié à l'image des Palestiniens qui y habitent et à la transformation de leurs espaces de familiarité. Dans le processus de reconstruction du camp, l'espace et ses pratiques s'influencent mutuellement, l'espace forcant le changement de certaines pratiques et les pratiques, à leur tour, transformant l'espace. Les écrits sur la reconstruction font souvent remarquer que certaines dynamiques ou situations perdurent après la reconstruction (Campanella 2006; Hein 2005), d'autres notant que les transformations sont inévitables et qu'elles doivent même être recherchées (Olshansky 2006). La présence simultanée de ces deux dynamiques, persistance et transformation, a été confirmée par les résultats de cette recherche à Nahr el-Bared. Cependant, rares sont les auteurs qui s'intéressent précisément à la manière dont s'articulent la persistance de certaines pratiques et le renouvellement d'autres. La typologie des pratiques présentée permet de comprendre un peu mieux ces dynamiques. Elle montre que certaines pratiques persistent (« reproduction des pratiques dans la cadre bâti » dans le tableau c.1), d'autres changent (« mobilité des femmes »); mais également, certaines pratiques qui persistent transforment l'espace (« reproduction des pratiques dans les relations de proximité sociospatiale ») et d'autres qui transforment l'espace visent en fait à le retrouver dans sa familiarité (« réappropriation identitaire »). L'approche de la reconstruction par les pratiques quotidiennes a permis de révéler ces dynamiques diverses et entremêlées dans la réalité.

Ces résultats coïncident avec certains écrits sur la notion d'appropriation de l'espace, qui se rapproche de la définition utilisée ici des pratiques de l'espace. Cette notion, rarement définie (Ripoll et Veschambre 2005; Veschambre 2005), est souvent réduite au marquage de l'espace qu'elle implique. Ripoll et Veschambre (2005), dans un texte qui tente de défricher les usages de la notion d'appropriation en font une définition très large qui, surtout, vise surtout à y introduire une dimension politique explicite. Pour la présente recherche, le concept de « pratiques de l'espace », moins abstrait et peut-être plus opérationnel, a été choisi comme angle d'approche de la reconstruction du camp. Ce détour a peut-être permis d'aller dans le sens de l'appel de Veschambres (2005, 115) à « privilégie[r] une conception dynamique de l'appropriation, dans laquelle la qualification de l'espace n'est pas une fin en soi, mais plutôt la mise en évidence des rapports de pouvoir, des conflits et plus largement de la dimension spatiale des rapports sociaux ». L'approche par les pratiques a en fait révélé des processus de production de l'espace, au delà du cadre bâti et de ses transformations physiques, même si ces derniers ont été pris en considération. Principalement, ce qui est ressorti des résultats de recherche et qui est rarement soulevé, tant dans les écrits sur la reconstruction que dans ceux sur les pratiques de l'espace au quotidien, est l'importance cruciale des relations sociales dans la construction quotidienne de l'espace. Dans ce mémoire, les pratiques sociales liées à l'espace ont été qualifiées de « relations de proximité sociospatiale ». Elles ont englobé des pratiques telles que les visites, le voisinage, l'entraide mutuelle, etc. et se sont révélées être particulièrement rattachées à l'unité spatiale du logement. Il nous apparaît ainsi que, pour comprendre les continuités et les changements d'un espace urbain, il est important d'observer les relations sociales telles qu'elles se déploient et se pratiquent dans l'espace.

Quelques pistes de réflexion supplémentaires : remarques conclusives

Les résultats présentés dans les chapitres 4 à 6 dialoguent de différentes manières avec les écrits présentés dans les chapitres 1 à 3. Quelques pistes de réflexion sont explorées ici, qui semblent les plus intéressantes à approfondir, au delà de la question de recherche à laquelle la première partie de cette conclusion répond. D'abord, j'opère un retour sur la définition de la reconstruction telle qu'elle a été résumée dans le chapitre 1, mais aussi dans l'étape d'opérationnalisation des termes de la recherche. Ensuite, je mentionne la pertinence, à la

lumière des résultats de recherche, de l'approche par l'espace. Enfin, je reviens sur la question de l'opposition entre espace public et privé et sur le rôle qu'ont joué les habitantes du camp et ma posture féministe dans la recherche.

Définition de la reconstruction

Lors du cheminement théorique et opérationnel de cette recherche, il a été établi que les définitions de la reconstruction sont souvent assez générales. J'ai ainsi adopté une définition opérationnelle de la reconstruction qui prend le passage du temps comme élément central. La reconstruction a donc été définie comme processus qui relie constamment le présent à la fois au passé et à l'avenir. L'approche de ce processus par le quotidien a été identifiée comme une lacune des écrits sur la reconstruction. À la lumière des résultats de recherche, il apparaît que cette approche aide à porter un regard nouveau à la reconstruction. En effet, à si petite échelle, il devient difficile de voir celle-ci comme un objectif plutôt que comme un processus. Au quotidien, les gestes et pratiques sont si « banals » qu'ils semblent devoir s'accumuler sur des années pour qu'une « reconstruction » ait lieu. En fait, la reconstruction s'apparente à la formation « normale » d'un espace urbain, réalisée avec une intensité telle que cette construction quotidienne peut apparaître à l'œil nu. Elle ne se fera cependant pas plus vite. Même si les bâtiments sont construits en quelques années, c'est uniquement avec l'accumulation des pratiques quotidiennes qu'un véritable espace habité existera. Cette recherche permet donc d'aller dans le sens de Vale et Campanella (2005c, 14)

the term *resilient city* implies finality, but it is always coupled with an on-going recovery process that, for many people, will never quite end. It seems a mistake to view the resilience of cities in terms of any such search for "closure." Rather, the goal should be productive openness, an ability to structure and confront the contradictory impulses inherent in the contested processes of recovery and remembrance.

L'approche par le quotidien et la démarche ethnographique se sont avérées particulièrement appropriées afin de confirmer cette proposition. Initialement partie chercher des signes de la reconstruction du camp et de la résilience de ses habitants, j'ai dû réajuster le tir au fil de mon enquête de terrain : si mes préoccupations faisaient écho à celles des habitants, qui confirmaient ma question de recherche, un pan entier de la réalité des habitants manquait à ma perspective. Afin de répondre à mes questionnements, il fallait d'abord comprendre comment la guerre avait profondément bouleversé les vies de ces réfugiés. La référence au passé était donc

indispensable. C'est pourquoi il était important que je retourne constamment sur le sentiment de perte, d'insécurité, d'anomie et d'éclatement que j'ai décrit dans les chapitres 4 à 6. Si la considération du temps dans l'analyse a été révélatrice des processus de reconstruction, celle de l'espace a contribué à dialogue de nombreuses manières aux écrits sur le pouvoir et le territoire et, surtout, le regard par l'espace a donné lieu à de nombreuses observations sur le terrain.

Le pouvoir interprétatif de l'espace

L'une des prémisses de cette recherche était de reconnaître que l'espace pouvait jouer un rôle dans la constitution d'une société et de sa culture. C'est pourquoi l'approche par l'espace a été choisie, tant du point de vue théorique que méthodologique. La recherche entreprise a confirmé l'apport d'une telle approche, puisqu'elle a donné lieu à de très riches observations sur la manière dont les personnes pratiquent l'espace au quotidien. Quelques-unes des contributions de ce mémoire à cette approche sont présentées ici.

On a vu que l'action politique des habitants d'un espace urbain peut concerner directement la conception de cet espace, et que des habitants peuvent lutter afin que leur espace corresponde à l'image qu'ils s'en font. Ces luttes autour de l'espace conçu fait écho à la théorie de Breux et Bédard (2013) selon laquelle les conflits résultant d'un projet urbain peuvent provenir d'une différence entre le sens que la population donne à un lieu et celui que lui prête les autorités ou les urbanistes. On ne peut s'empêcher de penser que cette remarque est vraie pour certains espaces dans le camp, malgré la participation à laquelle les habitants ont eu droit. Cela est particulièrement pertinent concernant les cours intérieures fermées, éliminées par les concepteurs du nouveau camp. Il est vrai que ces espaces ont été redistribués à tous, de manière plus égalitaire, mais on peut se demander s'ils ne servaient pas déjà d'espaces collectifs à la disposition de tout le voisinage. Les observations de ces luttes permettent donc de comprendre la manière dont les habitants comprennent leurs espaces, ainsi que leurs fonctions les plus importantes.

L'espace s'est avéré une échelle particulièrement intéressante pour observer le rapport des habitants avec le pouvoir. À cet égard, nous pouvons nous souvenir de l'affirmation de Ramadan (2013, 67) : « Spatialising the camp, understanding how it is constituted and functions spatially, is a way of grounding geopolitics in the everyday: understanding the small moments and acts that negotiate and constitute broader geopolitical architectures in the spaces of the

camp and beyond. » En effet, l'enquête de terrain à Nahr el-Bared révèle la manière dont les pratiques de l'espace des habitants sont parfois en réponse directe aux différents interlocuteurs auxquels ceux-ci sont confrontés. En lutte pour la mobilité libre dans les rues du camp, contre l'armée libanaise qui la limite, les habitants organisent manifestations et *sit-ins*, un mouvement populaire qui porte ses fruits. En opposition aux circonstances qui mènent à la perte puis à la reconstruction de tout leur camp, dues à une combinaison de différents acteurs géopolitiques, les habitants usent de différentes tactiques afin de récupérer leurs droits. Les nombreux interlocuteurs des habitants se sont révélés au fur et à mesure de la présentation des résultats, allant de l'UNRWA aux factions politiques, en passant par les différentes ONG, le NBRC, les donateurs internationaux, et d'autres. Cela ne signifie pas que ces interlocuteurs sont tous alliés, ni même qu'à l'intérieur de chaque organisation, il n'y ait pas de conflits. Ce qui est certain est que l'observation des pratiques de l'espace des habitants permet d'observer la manière dont le pouvoir s'exerce et se négocie au quotidien.

Cependant, l'observation d'une situation extrême telle que celle de la reconstruction a été l'occasion de constater que ce ne sont pas uniquement les habitants d'un espace urbain qui le transforment par leurs pratiques, mais également que l'espace lui-même peut transformer les pratiques des personnes. Ainsi, lorsque les personnes se retrouvent dispersées et que le cadre bâti sur la base duquel les relations sociales avaient été construites disparait, celles-ci transforment et adaptent leurs pratiques. Dans le cas de Nahr el-Bared, les femmes deviennent plus mobiles, s'adaptant ainsi à l'espacement des lieux familiers. Dans ce cas, la guerre peut être perçue comme un « opérateur spatial », pour reprendre l'expression de Lussault (2007) dans le sens où elle bouleverse non seulement l'espace physique du camp, mais également toutes les manières dont il est pratiqué.

Il a été également intéressant de noter la manière dont la mobilité et les changements dans la mobilité créent un territoire comprenant le camp et ses environs. D'une certaine manière, avant la guerre, le camp était très ouvert à « l'extérieur » puisque les Libanais des environs convergeaient quotidiennement vers le camp afin de fréquenter ses commerces. Avec le confinement du camp à travers les barrages de l'armée et à la suite de la guerre qui a envenimé certaines relations entre Libanais et Palestiniens, c'est le mouvement inverse qui se met en place. Les habitants de Nahr el-Bared élargissent donc leurs territoires de familiarité et y incluent autant Tripoli, qui avait déjà une certaine importance avant la guerre, que Beddawi qui revêt à présent une importance majeure. Il est particulièrement intéressant d'analyser les manières dont les habitants franchissent des frontières qui s'avèrent très perméables après tout.

À la suite de Lussault, Puig (2012, 239) parle de « compétence de franchissement » pour les habitants des camps qui franchissent non seulement des frontières géographiques comme celle du camp, mais également des espaces sociaux et culturels différents. Cependant, Puig mentionne des types de « franchissement » différents de ceux que j'ai observé. S'il observe des jeunes parader virilement sur la plage, des familles explorer le Beyrouth d'après-guerre, Puig tente de définir les formes d'urbanité dans l'expérience des habitants de Nahr el-Bared, mais analyse en fait implicitement des pratiques masculines de l'espace, excluant celles des femmes.

Femmes et espaces publics/privés

Schor (1990) fait remarquer qu'il y a les deux regards sur le quotidien qui s'opposent : celui lié aux hommes (« masculin ou masculiniste ») situe le quotidien dans les espaces publics et celui lié aux femmes (« féminin ou féministe ») le situe dans les rituels de la vie privée menés dans la sphère privée. Nous pouvons dire que ma recherche a pris un point de départ implicite dans le premier et a cheminé, en filigrane, vers le deuxième. Cela ne signifie pas que cette recherche porte finalement uniquement sur la vie quotidienne dans la sphère privée. Au contraire, j'ai tenté de démontrer que les frontières entre la sphère publique et la sphère privée étaient assez malléables, et qu'on ne pouvait les réduire à des oppositions binaires telles que hommes/femmes ou public/privé. Cependant, il est certain que cette recherche a bien plus abordé les pratiques quotidiennes des femmes afin de revisiter les prismes à travers lesquels l'espace urbain est communément considéré.

La division entre sphère publique et sphère domestique est commune dans l'étude des sociétés et de leurs espaces (Low et Lawrence-Zúñiga 2003). Plusieurs recherches notent ainsi l'association entre femmes et espaces domestiques, dont certaines ont été citées dans ce mémoire. A la suite de Fenster (2005), j'ai démontré que l'espace domestique, son aménagement et son appropriation ne sont pas a-politiques et que les femmes avaient beaucoup de pouvoir dans et sur ces espaces à Nahr el-Bared. J'ai également mentionné la manière dont les femmes avaient un pouvoir sur un espace plus étendu, qui se situe dans une ambiguïté entre domesticité et publicité. Ainsi, les femmes ont effectivement une capacité d'agir sur l'espace public, notamment par la construction de structures empiétant sur l'espace de la rue. Tout le long de ce mémoire, guidée par mon expérience du terrain qui m'a fait côtoyer beaucoup plus de femmes que d'hommes au quotidien, j'ai démontré la manière dont les pratiques des femmes agissaient sur de nombreux espaces du camp, publics, privés ou quelque

part entre les deux. Même si leur mobilité est limitée de certaines manières, il est impossible de dire que les femmes ne participent pas à la reconstruction du camp au complet.

Low et Lawrence-Zúñiga (2003, 10-11), dans l'introduction de leur ouvrage *The Anthropology of space and place*, font remarquer que l'application de la binarité sphère domestique/sphère publique aux questions de genre est ethnocentrique. Selon elles, c sont des réalités victoriennes qui forgent cette conception occidentale (ou européenne) du rapport entre le genre et l'espace. Dans l'ouvrage collectif, Löfgren (2003) fait également remarquer que cette conception est classiste. Il démontre la manière dont les foyers de classe ouvrière sont en réalité beaucoup plus ancrés dans le quartier qu'autour du logement familial (*home*).

À travers la description de lieux comme la cour de Nidal ou de pratiques comme celles des visites quasi-quotidiennes entre cousines, voisines ou amies, on peut supposer que le modèle spatial est passé de celui ancré dans un quartier ou un voisinage tel que le décrit Löfgren (2003) (avant la guerre) à une sociabilité ancrée dans un territoire éclaté (après la guerre). C'est ce que j'ai déjà appelé « réseau de foyers » (chapitre 3, p. 93). On l'a vu, les femmes sont très mobiles d'un foyer à l'autre, elles peuvent même y dormir ou y cuisiner, brisant la division habituelle des fonctions des logements qui considère qu'on ne dort et cuisine que chez soi⁵¹. Mais ce réseau n'est pas uniquement familial. Il est aussi composé des foyers des amies et peut servir de lieu de rendez-vous secret. En effet les jeunes femmes sont également habiles dans le maniement des différentes interdictions et permissions auxquelles elles sont assujetties. Il serait intéressant d'explorer, à l'avenir, le rôle que jouent les téléphones portables et l'internet dans l'élargissement de ces espaces domestiques, puisque ces outils permettent de « sortir » de chez soi tout en conservant une intimité et sans s'exposer aux regards et aux jugements.

De plus, une observation initiale a été faite au sujet de la dimension sonore de l'espace urbain et du potentiel de la prise en considération de cette sensorialité rarement exploitée par rapport à la ville. Alors que les « observations » sont le plus souvent visuelles dans les méthodologies des études urbaines, la contrainte de l'observation à partir du balcon dans cette recherche a soulevé le potentiel d'une analyse du son dans la ville. Dans ce cas, une analyse partielle du son dans le camp a révélé son rôle dans la connexion entre le logement et la rue. Des réflexions plus approfondies et l'exploration de l' « observation sonore » révèleraient certainement des pistes pertinentes pour la compréhension de la ville.

⁵¹ À part pour les travailleuses domestiques, bien sûr. Merci à Mira Younes de me l'avoir fait remarquer.

Dans ce mémoire, il s'agissait d'examiner à petite échelle la manière dont les habitants d'un espace détruit reconstruisent leurs espaces quotidiens. J'ai identifié trois manières dont les pratiques spatiales des habitants participent à cette reconstruction, soit les pratiques de (ré)appropriation, la reproduction des pratiques et le renouvellement des pratiques. La reconstruction d'un espace urbain détruit est complexe. J'ai donc tenté de mentionner, au fur et à mesure de ce mémoire, quelques limites de la recherche. Afin de résumer ses limites, mais également sa portée, il est possible de penser ce mémoire comme un paysage de Nahr el-Bared parmi ceux qui peuvent exister. Le paysage comme forme de représentation est critiqué. dans les études en géographie (Cosgrove 1984; Rose 1993) comme une « manière de voir » le monde, imprégnée du pouvoir de celui qui regarde. Comme l'écrit Rose (1993, 87), « landscape is a way of seeing which we learn; as a consequence, [...] the gaze of the fieldworker is part of the problematic, not a tool of analysis ». Considérer ce mémoire comme un paysage permet de revenir sur toutes ses parties: un paysage implique une personne qui regarde (la chercheure, son histoire), une position de laquelle elle regarde (sa position sociale, incluant ses privilèges), les outils avec lesquels elle regarde (les disciplines et les outils de collecte de données, c'est à dire la méthodologie), et tout cela, à un moment donné qui limite l'ampleur du regard. L'image est définie par un cadre (théorique) qui permet d'avoir un résultat, mais qui reconnaît aussi que des choses manquent à l'image (le hors-cadre). L'image ainsi obtenue est teintée au complet de toutes les circonstances de sa production. Tous les résultats de recherche sont le donc produit d'un regard situé que j'ai posé sur la vie quotidienne dans le camp, dans ce cas surtout en tant que femme. Il s'agissait donc, dans ce mémoire, de livrer une image du camp de Nahr el-Bared à un moment précis de sa reconstruction tout en reconnaissant son hors-cadre.

BIBLIOGRAPHIE

- Ababsa, Myriam. 2012. « La gestion des quartiers informels en Jordanie: de la réhabilitation à la seule fourniture de services (1980-2008). » In *L'urbanité des marges: migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, sous la dir. de Kamel Doraï et Nicolas Puig, 87-114. Un lointain si proche. Paris: Téraèdre.
- Abboud, Samer. 2009. « The siege of Nahr Al-Bared and the Palestinian refugees in Lebanon. » Arab Studies Quarterly (ASQ) 31 (1-2): 31.
- Adams, David. 2011. « Everyday experiences of the modern city: remembering the post-war reconstruction of Birmingham. » *Planning Perspectives* 26 (2): 237-260. doi:10.1080/02665433.2011.550446.
- Agamben, Giorgio. 1997. Homo sacer. I, Le pouvoir souverain et la vie nue. Paris: Seuil.
- Agier, Michel. 2013. Campement urbain: du refuge naît le ghetto. Paris: Payot & Rivages.
- Ahmed, Iftekhar. 2011. « An overview of post-disaster permanent housing reconstruction in developing countries. » *International Journal of Disaster Resilience in the Built Environment* 2 (2): 148-164. doi:10.1108/17595901111149141.
- Aldhuy, Julien. 2008. « Au-delà du territoire, la territorialité ? » Géodoc (55): 35-42.
- Allan, Diana K. 2007. « The Politics of Witness: Remembering and Forgetting 1948 in Shatila Camp. » In *Nakba: Palestine, 1948, and the Claims of Memory*, sous la dir. de Ahmad H. Sa'Di et Lila Abu-Lughod. New York: Columbia University Press.
- Arnold, Jörg. 2011. « 'Once upon a Time There Was a Lovely Town ... ': The Allied Air War, Urban Reconstruction and Nostalgia in Kassel (1943–2000). » *German History* 29 (3): 445-469. doi:10.1093/gerhis/ghr048.
- Augé, Marc. 1992. *Non-lieux: Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. La Librairie du XXe siècle. Paris: Seuil.
- Bayat, Asef. 2010. *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*. Amsterdam; Manchester: Amsterdam University Press; Manchester University Press.
- Boano, Camillo. 2011. « 'Violent spaces': production and reproduction of security and vulnerabilities. » *The Journal of Architecture* 16 (1): 37–55.
- Borden, Iain, Joe Kerr et Jane Rendell, dir. 2001. *The Unknown City: Contesting Architecture and Social Space: A Strangely Familiar Project*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- Breux, Sandra et Mario Bédard. 2013. « The Urban Project and Its Impact on Sense of Place: Methodological Propositions. » *Geography Compass* 7 (1): 75-84. doi:10.1111/gec3.12015.
- Bryman, Alan. 2012. Social Research Methods. Oxford: Oxford University Press.

- Bshara, Khaldun. 2012. « Space and Memory: The Poetics and Politics of Home in the Palestinian Diaspora. » Thèse de doctorat, Université de Californie, Irvine.
- Bulle, Sylvaine. 2009. « Domestiquer son environnement dans un territoire confiné : le camp de réfugiés de Shu'faat à Jérusalem-Est. » *Genèses* n° 74 (1): 94-94. doi:10.3917/gen.074.0094.
- Bulley, Dan. 2014. « Inside the Tent: Community and Government in Refugee Camps. » Security Dialogue 45 (1): 63-80. doi:10.1177/0967010613514788.
- Burkitt, Ian. 2004. « The time and space of everyday life. » *Cultural Studies* 18 (2-3): 211-227. doi:10.1080/0950238042000201491.
- Butler, Judith. 2003. « Afterword. After Loss, What Then? » In Loss: the politics of mourning, sous la dir. de David L. Eng et David Kazanjian, 467-473. Berkeley: University of California Press.
- Campanella, Thomas J. 2006. « Urban Resilience and the Recovery of New Orleans. » *Journal of the American Planning Association* 72 (2): 141-146.
- De Certeau, Michel. 2010. *L'invention du quotidien. 1. arts de faire*, Nouvelle édition établie et présentée par Luce Giard. Paris: Gallimard.
- De Certeau, Michel, Luce Giard et Pierre Mayol. 2010. L'invention du quotidien: 2. habiter cuisiner. Paris: Gallimard.
- Chamlee-Wright, Emily et Virgil Henry Storr. 2009. « There's No Place Like New Orleans: Sense of Place and Community Recovery in the Ninth Ward After Hurricane Katrina. » *Journal of Urban Affairs* 31 (5): 615-634. doi:10.1111/j.1467-9906.2009.00479.x.
- Chit, Bassem. 2009. « Nahr el-Bared Statistical Report 2009: Main trends and findings on the conditions and the situation of the Nahr El-Bared displaced and returned population. » Beyrouth: Lebanon Support.
- Cohen, Stanley et Laurie Taylor. 1992. Escape attempts: The theory and practice of resistance in everyday life. Londres: Routledge.
- Comeau, Yvan. 1987. « Résurgence de la vie quotidienne et de ses sociologies. » Sociologie et sociétés 19 (2): 115-123.
- Comfort, Louise K., Michael D. Siciliano et A. Okada. 2010. « Risque, résilience et reconstruction: le tremblement de terre haïtien du 12 janvier 2010. » *Télescope* 16 (2): 37-58.
- Consultation and Research Institute. 2009. « Socio-Economic Assessment in Nahr El-Bared Surrounding Areas. » s.l.: United Nations Development Programme et International Labour Organization.
- Corboz, André. 2001. « Le territoire comme palimpseste. » In *Le territoire comme palimpseste et autres essais*, 209-229. Besançon: Éditions de l'Imprimeur.

- Cosgrove, Denis E. 1984. *Social Formation and Symbolic Landscape*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Czajka, Agnes. 2012. « Discursive Constructions of Palestinian Refugees in Lebanon: From the Israel-Hezbollah War to the Struggle over Nahr al-Bared. » *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* 32 (1): 238-254.
- Dagenais, Huguette. 1987. « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible. » Anthropologie et Sociétés 11 (1): 19. doi:10.7202/006385ar.
- Dauphiné, André et Damienne Provitolo. 2007. « La résilience : un concept pour la gestion des risques. » *Annales de géographie* n° 654 (2): 115-125. doi:10.3917/ag.654.0115.
- Davis, Diane. 2005. « Reverberations: Mexico City's 1985 Earthquake and the Transformation of the Capital. » In *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*, sous la dir. de Lawrence J. Vale et Thomas J. Campanella, 255-280. New York: Oxford University Press.
- Denters, Bas et Pieter-Jan Klok. 2010. « Rebuilding Roombeek: patterns of citizen participation in urban governance. » *Urban Affairs Review* 45 (5): 583–607.
- Dias, Amanda. 2012. « Les résistances imagées; icônes politiques dans deux espaces urbains à la marge. » In *L'urbanité des marges: migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, sous la dir. de Kamel Doraï et Nicolas Puig, 299-325. Un lointain si proche. Paris: Téraèdre.
- ——. 2013. Aux marges de la ville et de l'État: Camps palestiniens au Liban et Favelas Cariocas. Paris: Karthala ifpo.
- Diken, Bülent. 2004. « From refugee camps to gated communities: biopolitics and the end of the city. » *Citizenship Studies* 8 (1): 83-106. doi:10.1080/1362102042000178373.
- Doraï, Kamel et Nicolas Puig. 2012. « Introduction: insersions urbaines et espaces relationnels des migrants et réfugiés au Proche-Orient. » In *L'urbanité des marges: migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, sous la dir. de Kamel Doraï et Nicolas Puig, 11-25. Un lointain si proche. Paris: Téraèdre.
- Doraï, Mohamed Kamel. 2008. « Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban. » *Asylon* (5).
- Dorier-Apprill, Élisabeth et Philippe Gervais-Lambony, dir. 2007. Vies citadines. Paris: Belin.
- Dris, Nassima. 2013. « Espaces publics et limites. Les implications du genre dans les usages de la ville à Alger. » In *Femmes et villes*, sous la dir. de Sylvette Denèfle, 249-264. Perspectives Villes et Territoires. Tours: Presses universitaires François-Rabelais.
- Drummond, Lisa. 2000. « Street Scenes: Practices of Public and Private Space in Urban Vietnam. » *Urban Studies* 37 (12): 2377-2391. doi:10.1080/00420980020002850.

- El-Masri, Souheil et Peter Kellett. 2001. « Post-war reconstruction. Participatory approaches to rebuilding the damaged villages of Lebanon: a case study of al-Burjain. » *Habitat International* 25 (4): 535-557. doi:10.1016/S0197-3975(01)00023-6.
- Éthier, Guillaume. 2008. *Patrimoine et guerre : reconstruire la place des Martyrs à Beyrouth*. Québec: Éditions MultiMondes.
- Fan, Lilianne. 2012. « Shelter Strategies, Humanitarian Praxis and Critical Urban Theory in Post-Crisis Reconstruction. » *Disasters* 36: S64–S86. doi:10.1111/j.1467-7717.2012.01288.x.
- Fenster, Tovi. 2005. « The right to the gendered city: different formations of belonging in everyday life. » *Journal of Gender Studies* 14 (3): 217–231.
- Fincham, Kathleen. 2014. « Constructions, contradictions and reconfigurations of 'Manhood' among youth in Palestinian camps in Lebanon. » *International Journal of Educational Development* 37. doi:10.1016/j.ijedudev.2014.02.001.
- Foucault, Michel. 1984. « Des espaces autres: Hétéroptopies. » *Architecture, Mouvement, Continuité* (5): 46-49.
- Gans, Herbert. 1999. « The Participant-Observer as a Human Being: Observations on the Personal Aspects of Field Work. » In *Qualitative Research*, sous la dir. de Alan Bryman et Robert G Burgess, 3:39-54. London: Sage Publications.
- Gavin, Alice. 2008. « Reading Katrina: Race, Space and an Unnatural Disaster. » *New Political Science* 30 (3): 325–346.
- Geertz, Clifford. 1998. « La description dense: Vers une théorie interprétative de la culture. » Enquête (6): 73-105. doi:10.4000/enquete.1443.
- Goedert, James. 2008. « Rebuilding New Orleans With Affordable, Hurricane-Resistant Residential Construction. » *Cityscape* 10 (3): 167-183.
- Gotham, Kevin Fox. 2007. « Critical theory and Katrina: Disaster, spectacle and immanent critique. » *City* 11 (1): 81–99.
- Gouvernement du Liban. 2008. « A Common Challenge. A Shared Responsibility. » In The International Donor Conference for the Recovery and Reconstruction of the Nahr el-Bared Palestinian Refugee Camp and Conflict-Affected Areas of North Lebanon, 113. Vienne: Gouvernement du Liban.
- Grisel, Julien et Benjamin Michelon. 2010. « Nahr-El-Bared (Liban): reconstruction participative. » *Urbanisme* (374): 31–34.
- Halabi, Zeina. 2004. « Exclusion and identity in Lebanon's Palestinian refugee camps: a story of sustained conflict. » *Environment and Urbanization* 16 (2): 39-48. doi:10.1177/095624780401600221.
- Halbwachs, Maurice. 1997 [1950]. *La mémoire collective*, Nouv. éd. rev. et augm. Bibliothèque de « L'évolution de l'humanité. » Paris: Albin Michel.

- Hammersley, Martyn. 1999. « What's Wrong with Ethnography? The Myth of Theoretical Description. » In *Qualitative Research*, sous la dir. de Alan Bryman et Robert G Burgess. Vol. 3. London: Sage Publications.
- Hanafi, Sari. 2008. « Palestinian Refugee Camps in Lebanon As a Space of Exception. » Revue Asylon(s) (5).
- ———. 2011. « Governing the Palestinian Refugee Camps in Lebanon and Syria: The Cases of Nahr El-Bared and Yarmouk Camps. » In *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*, sous la dir. de Are Knudsen et Sari Hanafi, 29-49. Routledge Studies on the Arab-Israeli Conflict 9. London New York: Routledge.
- ——. 2013. « Explaining Spacio-Cide in the Palestinian Territory: Colonization, Separation, and State of Exception. » *Current Sociology* 61 (2): 190-205. doi:10.1177/0011392112456505.
- Hanafi, Sari et Taylor Long. 2010. « Governance, Governmentalities, and the State of Exception in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon. » *Journal of Refugee Studies* 23 (2): 134-159. doi:10.1093/jrs/feq014.
- Haraway, Donna Jeanne. 2007. « Savoirs situés: La question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle. » In *Manifeste cyborg et autres essais: sciences, fictions, féminismes*, sous la dir. de Laurence Allard, Delphine Gardey, et Nathalie Magnan, 107-142. Paris: Exils.
- Al-Hardan, Anaheed. 2012. « The Right of Return Movement in Syria: Building a Culture of Return, Mobilizing Memories for the Return. » *Journal of Palestine Studies* 41 (2): 62-79. doi:http://dx.doi.org/10.1525/jps.2012.XLI.2.62.
- Hartman, Chester et Gregory Squires. 2006. *There Is No Such Thing as a Natural Disaster:* Race, Class, and Hurricane Katrina. New York: Routledge.
- Harvey, David. 2004. « The Right to the City. » In *The Emancipatory City? Paradoxes and Possibilities*, sous la dir. de Loretta Lees, 236-239. London; Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications. http://site.ebrary.com/id/10080946.
- ——. 2012. Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution. Londres: Verso Books.
- Hassan, Rana. 2011. « Bypassing exclusionary laws. » Thèse de doctorat, Beyrouth: American University in Beirut.
- Hayles, Carolyn S. 2010. « An Examination of Decision Making in Post Disaster Housing Reconstruction. » *International Journal of Disaster Resilience in the Built Environment* 1 (1): 103-122. doi:http://dx.doi.org/10.1108/17595901011026508.
- Hein, Carola. 2005. « Resilient Tokyo: Disaster and Transformation in the Japanese City. » In *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*, sous la dir. de Lawrence J. Vale et Thomas J. Campanella, 213-234. New York: Oxford University Press.

- Hernandez, J. 2009. « The Long Way Home : une catastrophe qui se prolonge à la Nouvelle-Orléans, trois ans après le passage de l'ouragan Katrina. » *Espace géographique* 38 (2): 124-138.
- Hewitt, Kenneth. 1983. « Place Annihilation: Area Bombing and the Fate of Urban Places. » *Annals of the Association of American Geographers* 73 (2): 257-284.
- Highmore, Ben, dir. 2002. « Introduction: Questionning everyday life. » In *The Everyday Life Reader*, 1-34. Londres: Routledge.
- Hirsch, Arnold R. et A. Lee Levert. 2009. « The Katrina Conspiracies The Problem of Trust in Rebuilding an American City. » *Journal of Urban History* 35 (2): 207-219. doi:10.1177/0096144208327908.
- Issa, Perla, Aseel Mansour et Adam Shapiro. 2009. Chronicles of a Refugee. s.l.: s.n.
- Jébrak, Yona. 2010. « La reconstruction et la résilience urbaine: l'évolution du paysage urbain. » Montréal: Université du Québec à Montréal.
- Jonard, Ludovic. 2007. « Tsunami: l'urgence de reconstruire durablement. » *Urbanisme* (355): 80-83.
- Kamani-Fard, Asal, Mohd Hamdan Ahmad et Dilshan Remaz Ossen. 2012. « The Sense of Place in the New Homes of Post-Bam Earthquake Reconstruction. » *International Journal of Disaster Resilience in the Built Environment* 3 (3): 220-236. doi:http://dx.doi.org/10.1108/17595901211263611.
- ———. 2013. « Sense of home place in participatory post-disaster reconstruction. » *Journal of Environmental Assessment Policy and Management* 15 (01): 1350005. doi:10.1142/S1464333213500051.
- Keith, Michael et Steve Pile. 1993. *Place and the Politics of Identity*. London: Routledge.
- Kirschbaum, Julie et Desirée Sideroff. 2005. « A Delayed Healing: Understanding the Fragmented Resilience of Gernika. » In *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*, sous la dir. de Lawrence J. Vale et Thomas J. Campanella, 159-179. New York: Oxford University Press.
- Kweit, Mary Grisez et Robert W. Kweit. 2004. « Citizen participation and citizen evaluation in disaster recovery. » *The American Review of Public Administration* 34 (4): 354–373.
- Larchet, Nicolas. 2009. « Des Citoyens sans Cité: une analyse de la participation publique à la reconstruction de la Nouvelle-Orléans. » *Genèses* 75 (2): 66–86.
- Latif, Nadia. 2008. « Space, Power and Identity in a Palestinian Refugee Camp. » *Revue Asylon(s)* (5). http://barthes.ens.fr/TERRA/article800.html.
- Lees, Loretta. 2004. *The Emancipatory City? Paradoxes and Possibilities*. London; Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications.
- Lefebvre, Henri. 1974. La Production de l'espace. Paris: Antropos.

- ——. 1996. Writings on cities. Cambridge, Mass, USA: Blackwell Publishers.
- Low, Setha M. et Denise Lawrence-Zúñiga, dir. 2003. *The anthropology of space and place: locating culture*. Blackwell readers in anthropology 4. Malden, MA: Blackwell Pub.
- Lukensmeyer, Carolyn J. 2007. « Large-scale citizen engagement and the rebuilding of New Orleans: A case study. » *National Civic Review* 96 (3): 3–15.
- Lussault, Michel. 2007. *L'homme spatial : La construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil.
- Malkki, Liisa H. 1995. « Refugees and Exile: From "Refugee Studies" to the National Order of Things. » *Annual Review of Anthropology* 24 (1): 495-523. doi:10.1146/annurev.an.24.100195.002431.
- Maret, Isabelle et Thomas Cadoul. 2008. « Résilience et reconstruction durable : que nous apprend La Nouvelle-Orléans ? » *Annales de géographie* 663 (5): 104-124.
- Di Méo, Guy. 1999. « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales. » Cahiers de géographie du Québec 43 (118): 75-93.
- Mitchell, Don. 2003. *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*. New York: Guilford Press.
- Montclos, M.-A. P. D. et P. M. Kagwanja. 2000. « Refugee Camps or Cities? The Socio-Economic Dynamics of the Dadaab and Kakuma Camps in Northern Kenya. » *Journal of Refugee Studies* 13 (2): 205-222. doi:10.1093/jrs/13.2.205.
- Morrish, William. 2008. « After the Storm: Rebuilding Cities upon Reflexive Infrastructure. » Social Research: An International Quarterly 75 (3): 993-1014.
- Nassif, Helena, Dania Rifai et Kenneth J. Ged. 2004. *Nahr El Bared Camp: Population Census with Social, Education, Healthcare and NGO Surveys*. S.I.: Movimondo.
- NBRC et UNRWA, dir. 2008. Annex 5: Preliminary Master Plan and Guidelines for the Reconstruction of Nahr El-Bared Palestine Refugee Camp. Beirut: UNRWA NBRC.
- Oliver, Amy, Isabelle Thomas et Michelle M. Thompson. 2013. « Resilient and regenerative design in New Orleans: the case of the Make It Right project. » S.A.P.I.EN.S. Surveys and Perspectives Integrating Environment and Society (6.1). http://sapiens.revues.org/1610.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. « La politique du terrain. » *Enquête. Archives de la revue Enquête* (1): 71-109. doi:10.4000/enquete.263.
- ——. 1996. « La violence faite aux données. » Enquête. Archives de la revue Enquête (3): 31-59. doi:10.4000/enquete.363.

- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 2008. La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique. Anthropologie prospective no 3. Louvain-La-Neuve: Academia-Bruylant.
- ——. 2013. « Le projet de thèse: Un processus itératif. » In Devenir chercheur écrire une thèse en sciences sociales, sous la dir. de Moritz Hunsmann et Sébastien Kapp, 107-124. Paris: Éd. de l'EHESS.
- Olsen, Stephen Bloye, William Matuszeski, Tiruponithura V. Padma et H. J. M. Wickremeratne. 2005. « Rebuilding after the Tsunami: Getting It Right. » *Ambio* 34 (8): 611-614.
- Olshansky, Robert B. 2006. « Planning After Hurricane Katrina. » *Journal of the American Planning Association* 72 (2): 147-153. doi:10.1080/01944360608976735.
- Paillé, Pierre et Alex Mucchielli. 2006. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.
- Peteet, Julie. 2005. *Landscape of Hope and Despair: Palestinian Refugee Camps*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Pirinoli, Christine. 2004. « L'anthropologie palestinienne entre science et politique: L'impossible neutralité du chercheur. » *Anthropologie et Sociétés* 28 (3): 165. doi:10.7202/011288ar.
- Podder, Apurba. 2012. « [Étapes de développement schématisées du camp de Nahr el-Bared]. » In *Outputs of the Nahr el-Bared Urban Analysis and Concepts Studio*. Leuven: KULeuven.
- Puig, Nicolas. 2012. « villes intimes. expériences urbaines des réfugiés palestiniens au Liban. » In *L'urbanité des marges: migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, sous la dir. de Kamel Doraï et Nicolas Puig, 235-256. Un lointain si proche. Paris: Téraèdre.
- Qualls, Karl D. 2009. From Ruins to Reconstruction: Urban Identity in Soviet Sevastopol after World War II. Ithaca: Cornell University Press.
- Ramadan, Adam. 2009. « Destroying Nahr el-Bared: Sovereignty and urbicide in the space of exception. » *Political Geography* 28 (3): 153-163. doi:10.1016/j.polgeo.2009.02.004.
- ———. 2010. « In the ruins of Nahr al-Barid: understanding the meaning of the camp. » *Journal of Palestine Studies* 40 (1): 49. doi:10.1525/jps.2010.xl.1.049.
- ———. 2013. « Spatialising the Refugee Camp. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 38 (1): 65–77. doi:10.1111/j.1475-5661.2012.00509.x.
- Richter-Devroe, Sophie. 2013. « Palestinian Women's Everyday Resistance: Between Normality and Normalisation. » *Journal of International Women's Studies* 12 (2): 32–46.
- Ripoll, Fabrice et Vincent Veschambre. 2005. « Introduction: L'appropriation de l'espace comme problématique. » *Norois. Environnement, aménagement, société* (195): 7-15.
- Rock. 1999. « Participant Observation. » In *Qualitative Research*, sous la dir. de Alan Bryman et Robert G Burgess, 2:3-38. London: Sage Publications.

- Romig, Michael F. 2006. « The consolidation of impermanence: the establishment of Nahr el-Bared Refugee Camp, November 1947-May 1950. » Mémoire de maîtrise, Londres: University of London. School of Oriental and African Studies (SOAS).
- Ronnenberger, Klaus. 2008. « Henri Lefebvre and urban everyday life: in search of the possible. » In *Space Difference, Everyday Life: Reading Henri Lefebvre*, sous la dir. de Kanishka Goonewardena, Stefan Kipfer, Richard Milgrom, et Christian Schmid, 1^{re} éd., 134-146. New York: Routledge.
- Rose, Gillian. 1993. Feminism and Geography: The Limits of Geographical Knowledge. Cambridge: Polity Press.
- Rousso, Henry. 1987. Le syndrome de Vichy: 1944-198. Paris: Seuil.
- Sa'Di, Ahmad H. et Lila Abu-Lughod, dir. 2007. « Introduction: The Claims of Memory. » In *Nakba: Palestine, 1948, and the Claims of Memory*, 12-17. New York: Columbia University Press.
- Saleh, Mohsen Moh'd, dir. 2010. Azmat moukhayyam Nahr el-Bared [La crise du camp de Nahr el-Bared]. Beyrouth: Markaz al-Zaytouna lil dirasat wal isticharat Qsm al archif wal maaloumat [Centre Al-Zaitouna Département des archives et informations].
- Sanyal, Romola. 2014. « Urbanizing Refuge: Interrogating Spaces of Displacement. » *International Journal of Urban and Regional Research* 38 (2): 558-572. doi:10.1111/1468-2427.12020.
- Sayigh, Rosemary. 2007. « Product and Producer of Palestinian History: Stereotypes of "Self" in Camp Women's Life Stories. » *Journal of Middle East Women's Studies* 3 (1): 86-105.
- ——. 2011. « Palestinan Camp Refugee Identification: A New Look at the "Local" and the "National". » In *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*, 50-64. Routledge Studies on the Arab-Israeli Conflict 9. London New York: Routledge.
- Sayigh, Rosemary et Julie Peteet. 1987. « Between Two Fires: Palestinian Women in Lebanon. » In *Women and Political Conflict: Portraits of Struggle in Times of Crisis*, sous la dir. de Rosemary Ridd et Callaway, 106-137. New York: New York University Press.
- Semmoud, Bouziane. 2009. « Appropriations et usages des espaces urbains en Algérie du Nord. » Cahiers de géographie du Québec 53 (148): 101. doi:10.7202/038144ar.
- Sfeir-Khayat, Jihane. 2009. « Identifications nationales et construction des frontières: Les Palestiniens au Liban (1943-1958). » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 103 (3): 105. doi:10.3917/ving.103.0105.
- Shalhoub-Kevorkian, Nadera. 2005. « Counter-Spaces as Resistance in Conflict Zones. » *Journal of Feminist Family Therapy* 17 (3-4): 109-141. doi:10.1300/J086v17n03 07.
- Sheikh Hassan, Ismael et Sari Hanafi. 2010. « (In)security and reconstruction in post-conflict Nahr al-Barid refugee camp. » *Journal of Palestine Studies* 40 (1).

- Sheringham, Michael. 2006. « Henri Lefebvre: Alienation and Appropriation in Everyday Life. » In *Everyday Life: Theories and Practices from Surrealism to the Present*, 134-174. Oxford: Oxford University Press.
- Small, Mario Luis. 2009. « "How many cases do I need?": On science and the logic of case selection in field-based research. » *Ethnography* 10 (1): 5-38. doi:10.1177/1466138108099586.
- Speller, Gerda M. et Clare L. Twigger-Ross. 2009. « Cultural and Social Disconnection in the Context of a Changed Physical Environment. » *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography* 91 (4): 355-369. doi:10.1111/j.1468-0467.2009.00327.x.
- Tabar, Linda. 2007. « Memory, agency, counter-narrative: testimonies from Jenin refugee camp. » *Critical Arts* 21 (1): 6-31. doi:10.1080/02560040701398749.
- The Nahr El Bared Reconstruction Commission For Civil Action and Studies. 2008. « Reconstruction Principles and Guidelines. » Rapport de travail de la NBRC: Présentation et lignes directrices de la reconstruction. s.l.: s.n.
- Tiltnes, Åge A. 2007. « A Socio-economic Profile of the Nahr El-Bared and Beddawi Refugee Camps of Lebanon. » *Oslo: Fafo*.
- Tratnjek, Bénédicte. 2009. « Le paysage-spectacle dans la guerre: L'urbicide, une mise en scène de la haine dans la ville. » Conférence présenté à Secondes Journées Doctorales en Paysage, Blois, France.
- UNRWA. 2007. « Document D'information Interne Sur La Reconstruction de Nahr El-Bared. » UNRWA: Beyrouth.
- ———. s.d. « Where we work: Lebanon. » *UNRWA*. http://www.unrwa.org/where-we-work/lebanon.
- ———. s.d. « Replacing tents with fabricated shelters. » *UNRWA*. http://www.unrwa.org/content/replacing-tents-fabricated-shelters.
- UNRWA Lebanon Field Office. 2011. « Restoring Dignity: Responses to the Critical Needs of Vulnerable Palestine Refugees in Lebanon 2012 2016. » Beyrouth: UNRWA.
- Vale, Lawrence J. et Thomas J. Campanella. 2005a. *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*. New York: Oxford University Press.
- ——. 2005b. « Conclusion: Axioms of Resilience. » In *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*, sous la dir. de Lawrence J. Vale et Thomas J. Campanella, 335-355. New York: Oxford University Press.
- ———, dir. 2005c. « Introduction: The Cities Rise Again. » In *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*, 3-23. New York: Oxford University Press.
- Veschambre, Vincent. 2005. « La notion d'appropriation. » Norois. Environnement, aménagement, société (195): 115-116.

- Weizman, Eyal. 2008. À travers les murs: l'architecture de la nouvelle guerre urbaine. Traduit par Isabelle Taudière. Paris: la Fabrique.
- Wells, Stéfanie. 2011. « Planification territoriale et résilience des villes au lendemain de catastrophes naturelles : regards croisés sur le rétablissement de la Nouvelle-Orléans en Louisiane et de La Baie au Saguenay. » Montréal: Université de Montréal.
- Wolcott, Harry F. 1990. « Making a Study "more Ethnographic." » *Journal of Contemporary Ethnography* 19 (1): 44-72. doi:10.1177/089124190019001003.
- Zawawi, Zahraa, Eric Corijn et Bas Heur. 2012. « Public spaces in the occupied Palestinian territories. » *GeoJournal*. doi:10.1007/s10708-012-9463-9.
- Zureik, Elia. 2003. « Theoretical and methodological considerations for the study of Palestinian society. » *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* 23 (1): 152–162.